REVUE DE PARIS

D.92

REVUE DE PARIS

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE

TOME CINQUIÈME

Septembre-Octobre 1937

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS
114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 114

—

1937

GEO
DAN
XAV
PIE
HEI
JEA
ROC
JEA
REI
FRA
GÉ

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

AP

REVUE DE PARIS

SEP 1 '37

1er SEPTEMBRE 1937

GEORGES DUHAMEL	*Les Maîtres.* — I	5
DANIEL-ROPS	*Présentation d'une Enquête* . .	32
XAVIER DE LIGNAC	*Enquête sur la Jeunesse.*	42
PIERRE CHAMPION	*Paris sous Charles IX.*	79
HENRY BÉRENGER	*Nouvelle Situation Européenne.*	108
JEAN FONTENOY	*Un Compradore, un Général.* - I.	120
ROGER MASSIP	*Pologne 1937*	151
JEAN GIONO	*Batailles dans la Montagne.* - Fin.	167
RENÉ DUSSAUD	*La Poésie Phénicienne.*	208
FRANÇOIS PORCHÉ	*Édouard Bourdet*	217
GÉNÉRAL KOELTZ	*L'Histoire Militaire*	229

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 Fr. 50

44e ANNÉE *NUMÉRO 17*

La REVUE DE PARIS il y a cent ans

(Première REVUE DE PARIS)

La livraison de la REVUE DE PARIS *de septembre 1837, groupe des études d'Alphonse Karr, Granier de Cassagnac, Xavier Marmier, Méry, Jules Janin, du bibliophile Jacob et de Sainte-Beuve. Nous extrayons du bulletin de la* Revue *le tableau suivant où se reflète la défiance des Parisiens à l'égard des premiers chemins de fer.*

« Le pèlerinage aux Batignolles est toujours la vogue dominante de la semaine; tout Paris veut passer sur le chemin de fer de Saint-Germain, et probablement il y passera, si le chemin de fer le permet. De tous côtés, on arrange de charmantes parties de plaisir. Des familles, au grand complet, se rendent à pied aux Batignolles, en traversant le boulevard, la rue du Mont-Blanc, la rue de Londres, le diamètre de Paris, enfin. On arrive, et on jouit d'un repos de quatre heures dans les salons d'attente. Tout est admirablement disposé pour délasser les voyageurs avant le voyage; il y a des banquettes à profusion, et couvertes d'un beau et tendre velours; on peut lire également les journaux, les *revues* et les ouvrages en vogue, si on les a apportés avec soi. Dans le voisinage, on trouve aussi un restaurant, un café et une auberge, pleine de lits de repos; tout a été prévu avec un soin étonnant, dans l'intérêt des voyageurs, pour adoucir, autant qu'il est possible, les ennuis inséparables de ces sortes d'expéditions.

» Les voyageurs, remis de leurs fatigues, sont invités à monter en wagons. Ils montent, et tout est oublié. Une poussière fine, composée de petits cailloux, fait alliance avec la fumée massive de la machine et enveloppe le convoi d'une atmosphère excitante qui charme les yeux, le visage et l'odorat des voyageurs; on a la ressource de baisser les stores, on jouit alors d'un bel effet d'intérieur de famille; on cause, on relit les journaux, on achève *le Temps*. C'est un tableau de Miéris pris au vol. « Voilà Le Pecq ! Voilà Le Pecq ! » Le chef de famille tire sa montre et dit : « Trente-cinq minutes ! est-ce croyable ? Il est midi; nous sommes partis à six heures du matin de la rue Boucherat. Voilà un voyage lestement fait, j'espère ? Trente-cinq minutes ! Saint-Germain est aux portes de la Bastille ! »

» On descend au Pecq pour prendre le chemin de terre qui monte péniblement à Saint-Germain. Si vous n'avez pas d'enfants avec vous, il suffit d'une demi-heure pour arriver, à moins que la pluie ne vous surprenne, ce qui ne me surprendrait pas. En cas de pluie, on couche en route, et on écrit à sa famille pour la rassurer contre les craintes d'une explosion. Il y a une petite poste au Pecq, tout est prévu. En arrivant à Saint-Germain, vous rencontrez, sous les ombrages déserts du parc mélancolique, un millier de voyageurs errants, qui attendent comme les ombres du Styx, et qui soupirent après l'autre rive. Il se fait tard cependant; vous prenez vos billets au bureau pour le premier départ du lendemain, et vous couchez à Saint-Germain-en-Laye, c'est de rigueur. Au fait, vous n'êtes pas si malheureux : Saint-Germain est une délicieuse résidence... Dans l'état normal, il faut toujours quarante-huit heures pleines pour accomplir ce charmant voyage de trente-cinq minutes. A votre retour à Paris, vous prenez un bain et du tilleul. »

LES MAÎTRES[1]

CHAPITRE I

Quand je songe au vacarme dans lequel tu vis, dans lequel, pour mieux dire, cher Justin, tu as librement et courageusement choisi de vivre, je me sens un peu honteux de ma retraite et de ma paix.

Je peux t'avouer pourtant que ce grand calme, où je me réfugie à certaines heures, sert à merveille les pensées qui me hantent depuis l'hiver dernier. Je voudrais t'envoyer par poste un peu de mon silence. Mais quoi ! Peut-être refuserais-tu ce message, homme extravagant !

Pendant des heures et des heures, je reste immobile, assis devant ma table. J'apprends à me recueillir, à faire le moins possible de gestes inutiles, comme nous l'enseigne le patron. L'œil au microscope, le crayon en main, je dessine ou prends des notes. J'entends, toutes les cinq secondes, une goutte d'eau qui tombe du robinet dans le cristallisoir, en imitant ce cri musical du crapaud, ce cri que nous écoutions, le soir,

1. Le roman intitulé « Les Maîtres » est le sixième épisode de la « Chronique des Pasquier ». Il n'est pas indispensable au lecteur, pour aborder ce récit, de connaître les cinq volumes qui précèdent. Nous croyons toutefois opportun de rappeler que le cinquième livre de la chronique a pour titre « Le Désert de Bièvres ». On y trouve relaté l'essai fait, pendant l'année 1907, par sept jeunes hommes, Justin Weill, Laurent Pasquier, Sénac, Testevel, Jusserand, Larseneur et Brénugat, de fonder une communauté laïque, l'imprimerie du Désert, et de vivre libres, solitaires, loin des contraintes sociales, en exerçant un métier manuel.

à Bièvres, pendant la belle saison. Rappelle-toi comme c'était beau, cette goutte d'ocarina, d'une pureté d'autant plus touchante qu'elle était, qu'elle est, veux-je dire, exhalée par un animal humble et repoussant. Voilà peut-être une confidence un peu romantique, mais je ne songe guère à Bièvres qu'avec une émotion extrême. Comment avons-nous pu nous tourmenter les uns les autres et nous rendre si malheureux ? Tout était si beau, si pur, en dépit de la misère et des querelles. Il n'y a pas encore un an que ce rêve a pris fin et il me semble que j'ai déjà tout oublié de nos détresses. Je ne pense qu'à nos élévations, à nos enchantements, à notre joie.

N'en parlons plus, puisque tu le désires et puisque tu me le demandes avec tant d'insistance dans toutes tes lettres. Oublions les crapauds et leur flûte nocturne. Je te disais donc, cher Justin, que le silence est fort grand autour de moi et mieux encore, en moi. J'entends soupirer doucement la fine flamme de gaz qui veille sous l'étuve à thermostat. J'entends aussi les lapins sautiller autour de moi. De temps à autre, une femelle, irritée par l'assiduité d'un mâle, frappe bizarrement les carreaux du sol avec ses pattes de derrière. Je les laisse errer autour de moi pour mieux les observer, pendant certaines recherches. Le laboratoire est désert — je ne voulais pas écrire ce mot légendaire ; pardonne-moi, Justin, s'il revient involontairement sous ma plume. — Fauvet ne rentrera qu'après le 1er octobre. M. Chalgrin travaille chez lui, tantôt dans son laboratoire, tantôt dans ce petit bureau solennel et inconfortable où il m'a reçu quand je me suis présenté, le premier jour. Il vient me voir de temps en temps, et surtout à la chute du soir. Il me pose deux ou trois questions touchant notre travail et, tout de suite, il se met à rêver tout haut et à dire des choses admirables. Je retiens mon haleine. Il parle longtemps, parfois. Je l'écouterais plus longtemps encore.

Pendant la matinée, je suis seul et serai seul ainsi jusqu'au retour de Fauvet et de Sternovitch. Dès novembre, nous aurons sans doute d'autres collaborateurs et c'en sera fini de mon beau silence.

Il était peut-être dix heures, ce matin, quand Joseph est entré. Je ne l'attendais pas. Il ne s'annonce pas, en général. Si quelque chose le pique, il arrive, il se manifeste. Tu connais

mon frère Joseph. Eh bien! tu ne l'aurais pas reconnu, ce matin, en le voyant pousser la porte du labo. Tu n'as pas vu Joseph depuis sept ou huit mois. Il a sans doute un peu grossi. Il n'a pas plus de trente-quatre ans et déjà ses cheveux grisonnent, ce qui lui vaut les brocards de papa chaque fois qu'ils se rencontrent. A part cela, le gaillard est robuste et même massif. Une belle mâchoire, la plus robuste mâchoire de toute la famille. Une vague de graisse monte du col et commence à dissimuler l'ossature. Mais c'est une graisse ferme, une graisse de bonne qualité. Le nez est gros sans être long. Un peu le nez de maman. A part cela, presque rien de Pasquier dans ce visage. L'œil est plus sombre que le nôtre. De temps en temps, phénomène inexplicable, la prunelle pâlit et Joseph nous regarde pendant une minute avec le regard pervenche de mon illustre père. La moustache est rognée court. La bouche est saine, bien dessinée. Elle n'est pas encore avilie... Pardonne-moi ce langage. Il est impossible que le visage de Joseph ne finisse pas, un jour, par trahir l'âme. Pour l'instant, c'est encore une belle bête, une forte bête.

Comment te dire l'impression que m'a donnée Joseph en entrant, ce matin, dans mon laboratoire? Il est entré sans frapper. — Il entre partout sans frapper. — Imagine donc un Joseph qui voudrait bien avoir l'air accablé, mais qui n'y parvient guère, parce que sa constitution ne s'y prête pas. Imagine un Joseph qui voudrait avoir les épaules basses et qui, pour résister à un tel phénomène, commencerait par remonter les omoplates et contracter tous ses muscles. C'est cela : quand Joseph relève les épaules, c'est qu'il devrait les baisser. Imagine un Joseph qui a probablement des raisons secrètes d'être triste, et qui n'arrive à obtenir de son visage qu'une de ces tristesses conventionnelles que l'on devrait appeler : tristesses pour enterrements. Imagine encore un Joseph qui voudrait parler bas, avec des trémolos dans le grave, et qui ne peut s'empêcher de placer la voix, de donner tout son souffle et de faire, comme à l'ordinaire, frémir la verrerie sur les étagères.

Il s'est assis. Il a pris des dispositions pour laisser tomber sa tête sur sa poitrine, effort qui s'est traduit, je ne sais comment, par un mouvement du col plein d'insolence et de fan-

faronnade et il m'a dit d'un air en même temps sépulcral, goguenard et furieux :

— Tu sais que ça ne va pas du tout?

— Qu'est-ce qui ne va pas? La santé?

Joseph a fait un geste vague et légèrement dramatique :

— Oh! si ce n'était que la santé!

— Je ne vois vraiment pas ce qu'il pourrait y avoir de plus grave.

Joseph m'a considéré pendant une seconde avec un mélange de commisération et de curiosité, puis il a poursuivi :

— Je passe en courant et je ne peux pas rester. Viens déjeuner chez les parents, à midi et demie, et nous causerons, tous ensemble. Tout le monde sera là.

— Même Cécile? Même Ferdinand?

— Mais oui. Tout le monde. C'est très sérieux. A tout à l'heure, Laurent. Je remonte dans ma voiture.

Au moment de refermer la porte, il s'est retourné soudain pour dire, d'une voix mystérieuse et dramatique, cette phrase qui demandait un commentaire :

— Car j'ai encore ma voiture.

Et, tout de suite, il est parti. J'entendais résonner sous ses talons le vieil escalier du Collège.

Le silence est retombé. Il m'a quand même fallu bien des minutes pour entendre, de nouveau, chanter la goutte d'eau dans le fond du cristallisoir et soupirer l'étroite langue de feu sous l'étuve de cuivre irisé. Depuis longtemps, Joseph ne me trouble plus, tu le sais. Il m'étonne encore. Il dévie encore mes pensée ordinaires. Il ne les polarise pas : il ne fait que les dévier.

Enfin, le silence est revenu et mes pensées ordinaires ont repris leur course. Les lapins ont recommencé de se poursuivre, sur le carrelage, et ils ont recommencé, sournoisement, de se battre. Hélas! les lapins ne sont pas, comme on le croit souvent, d'humbles et doux rongeurs; ce sont des bêtes féroces, comme tous les êtres vivants. Le mâle suit la femelle et l'importune. Si la femelle n'est pas bien disposée, elle manifeste son impatience en frappant le sol avec ses pattes de derrière — comme nous, mon vieux, comme nous, — si le mâle insiste, la femelle le mord et sois bien sûr qu'elle

ne le mord pas n'importe où : elle tâche d'atteindre le malheureux dans le siège même du désir. Il arrive qu'elle l'émascule, d'un seul coup. Alors la bête blessée pousse des cris terribles et le silence du laboratoire en est transpercé. En vérité, mon cher ami, si je débine les lapins, si je les juge sévèrement, c'est peut-être parce que je suis obligé de les tourmenter un peu, de leur faire des piqûres. Plus tard, j'élèverai un lapin expiatoire, que je laisserai vivre tranquille et mourir de sa belle mort. Quand Sénac vient ici, pour travailler avec M. Chalgrin, et qu'il assiste aux combats de mes animaux, il grogne : « Rien qu'à voir vivre tes lapins, je suis sûr que nous aurons la guerre. » Je peux d'ailleurs te dire que Joseph, qui me semble mieux placé que Sénac pour juger les événements, — la Bourse est un excellent observatoire, — Joseph ne croit pas à la guerre. L'empereur d'Allemagne a fait, ces jours derniers, comme tu l'as vu, sans doute, une petite démonstration publicitaire à la frontière d'Alsace. Joseph dit que c'est de la frime. Sénac est moins optimiste. Il soupire, il gémit : « Nous finirons par avoir la guerre. On finit toujours par avoir la guerre. Il n'y a pas d'exemple qu'une période de paix ne se soit pas terminée par la guerre. » Sénac me fait rire. Il te ferait rire aussi, cher Justin, si tu le voyais. Et tu le reverras. Et tu finiras par oublier toutes les chamailles et par regarder Sénac sans humeur et sans rancune.

Je suis bien content d'avoir pu caser Sénac au secrétariat de M. Chalgrin. Sénac m'en a d'ailleurs témoigné une réelle gratitude. Il n'a pas eu de vacances, tu le penses bien, puisqu'il a pris son service en mai dernier. Il dit, quand je le vois, il dit d'un air pénétré : « L'année dernière, à pareille époque, j'étais un homme libre et je regardais fleurir les haricots... » A part cela, je crois qu'il travaille et se tient tranquille. Je ne le vois pas tous les jours. Il a son petit bureau chez le patron, rue d'Assas.

A midi, j'ai fait enfermer les besticles dans les clapiers et je suis allé boulevard Pasteur. Tu sais que, depuis trois mois, mon père a quitté le quai d'Austerlitz et qu'il est venu s'installer boulevard Pasteur. Il en est ravi : « Nous en avons fini avec les marécages, dit-il en gonflant sa poitrine. Nous en avons fini avec l'insalubre climat des vallées. Ici, c'est presque

la montagne. En outre, le nom me plaît. Pasteur a toujours été mon modèle et mon type. Boulevard Pasteur, cela sonne clair. Quand je pense qu'il y a des malheureux pour aller se loger rue Pirouette ou cité Vacheron. C'est à pleurer. Rue Fessart, au moins, c'est drôle, ça sonne bien, ça ne manque pas de bouquet, mais passage Gatbois. Qu'est-ce que c'est que ce Gatbois? Qu'est-ce qu'il a fait ce Gatbois? Un palais, tu entends? Un palais! On me donnerait, en toute propriété, un palais rue de la Cossonerie ou rue Biscornet que je n'en voudrais pas. Il faut avoir le courage de ses impulsions et de ses répulsions. »

Je ne t'en dis pas davantage : tu connais papa. De nous tous, il est le seul qui ne change pas, le seul qui ne puisse pas changer. Le seul qui soit réduit, somme toute, à ne pas changer.

L'appartement des parents est assez agréable. Il donne d'un côté sur le boulevard, de l'autre sur une cour sonore qui reçoit, amplifie et propage tous les secrets des locataires.

Joseph ne m'avait point trompé : la famille était au complet quand je suis arrivé. Nos parents nous réunissent quatre fois par an de cette manière. Mais il s'agissait d'une réunion exceptionnelle et maman nous a prévenus tout de suite que le déjeuner ne serait qu'une improvisation. Elle avait l'air inquiet. Elle regardait Joseph avec une attention silencieuse, comme elle nous regardait, jadis, quand nous avions la fièvre. Et elle soupirait de temps en temps, à mi-voix : « Que vas-tu nous dire? Je voudrais quand même bien comprendre... »

Nous avons fini par nous rassembler dans le salon où mon père fait patienter ses pratiques? Nous étions tous assis en rond, comme chez le notaire. Tu n'as peut-être pas vu Ferdinand depuis la fête du printemps, à Bièvres. Il a grossi d'une manière presque inquiétante. Claire, sa femme, ne demeure pas en reste. Elle était vraiment menue, jadis, avec de petits os, des charnières fragiles. Le bonheur l'a, si j'ose dire, soufflée. La pointe du menton et l'os du nez soulèvent et tendent la peau en émergeant des chairs. Ce sont les seuls linéaments sensibles dans ce visage. Par malheur, cet épanouissement n'est point allégresse. Les deux époux sont torturés par la crainte des maladies. Papa les soigne sans défaillance. Il

leur administre une foule de remèdes fantaisistes, qui finiront bien par faire effet, c'est-à-dire par déterminer quelque maladie véritable. J'ai longtemps espéré que Claire aurait un enfant, ce qui les détournerait d'eux-mêmes et pourrait, dans une certaines mesure, les sauver, les guérir de leurs imaginations. Je n'y compte plus guère. Ferdinand est follement jaloux. Il serait peut-être jaloux de son enfant, oui, de ce que, du moins, l'enfant lui prendrait de la femme. En sorte que ces deux êtres sont condamnés à vivre et à vieillir dans l'horreur d'une intimité si close et si farouche qu'elle ne laisse à peu près rien transpirer d'elle-même au dehors.

Suzanne était présente au concile. Elle n'avait guère plus de deux ans quand tu es venu pour la première fois chez nous, rue Guy-de-la-Brosse. Est-ce possible ! Suzanne a dix-sept ans aujourd'hui et c'est une femme accomplie. Sa beauté m'inquiète. Je te raconterai, quand je serai moins pressé par les faits, je te raconterai les démêlés de Suzanne et du triste Testevel. Oh ! ce n'est pas fini ! Testevel n'est pas au bout de ses peines. Laissons-le, pour l'instant.

Cécile était là, je pense l'avoir dit, et je me suis assis près d'elle sur le canapé Louis-Philippe. Nous étions tous réunis. Nous attendions tous la fameuse communication de Joseph. Alors Joseph a décroisé les jambes, il a fait plusieurs fois : « Hum ! Hum ! » et il a dit, d'une voix solennelle, presque caverneuse :

— Je suis ruiné.

Cette singulière communication a été suivie d'une demi-minute de silence, ce qui n'est pas mal pour la famille Pasquier. Enfin, père a murmuré :

— Je ne comprends pas très bien ce que tu veux dire.

Joseph a haussé les épaules et il a répété, séparant les syllabes :

— Je suis rui-né. Vous saisissez : rui-né. Tout simplement.

Maman s'est mis une main sur la bouche et tout de suite elle a eu les yeux rouges. Elle soupirait : « Pauvre petit ! » Papa s'est ressaisi très vite. Il tirait sur ses moustaches cuivrées et il a dit avec beaucoup de calme :

— Tu dis : ruiné ? Voyons, cela signifie peut-être qu'il ne te reste rien du tout ?

Joseph secouait la tête :

— Fort probablement, rien du tout.

— Eh bien ! mon cher, — a dit papa d'une voix suave, — ce n'est pas si terrible que tu as l'air de le croire. Moi, je ne possède rien du tout, je n'ai jamais rien possédé. Et je t'affirme que l'on vit très bien.

— Attention ! Attention ! — Et Joseph enflait le soufle. — Il y a une différence énorme entre n'avoir rien du tout et n'avoir plus rien du tout.

— Je peux t'avouer, — a dit encore papa, — que ce me serait très agréable d'être ruiné : ça prouverait, du moins, que j'aurais eu quelque chose à perdre. Tout le monde n'a pas la chance de pouvoir être ruiné.

— Je ne dis pas le contraire, — a répliqué posément Joseph.

Alors, maman :

— Ram, sois sérieux. Il faut que Joseph nous explique tout en détail.

— C'est presque impossible. En tous cas, c'est fort compliqué. Vous n'avez jamais rien compris aux affaires.

— Mais enfin, ta maison de Paris... Et le château, la Pâquellerie, comme tu dis, et le reste, car il me semble que ce n'est pas tout.

Joseph a fait un effort sincère et infructueux pour baisser la tête et il a dit :

— On essaiera de sauver la Pâquellerie du naufrage. C'est surtout pour cela que je tenais à vous voir tous. La Pâquellerie, c'est notre maison de famille.

Je dois te faire observer, cher Justin, que l'entretien, jusqu'à cet instant, restait clair, intelligible et mesuré. Soudain, comme il est de règle chez nous, tout le monde s'est mis à parler en même temps et j'ai eu l'impression que Joseph espérait, escomptait ce tumulte-Pasquier. Il s'est pris à donner des explications techniques, des explications si claires que l'obscurité, tout aussitôt, s'est répandue sur les faits et les êtres. Père partait à divaguer pour son compte. Il parlait très fort et disait : « As-tu seulement joui de ton argent pendant que tu le possédais ? Moi, si j'avais eu de l'argent, j'aurais vécu comme un prince ! » Ferdinand réclamait d'un air important des renseignements sur les convulsions de la Bourse. Nous étions tous debout, sauf Cécile. Joseph avait l'air important non d'un monsieur qui vient de se ruiner,

mais d'un financier qui a réussi un coup de maître. Il faut croire que ce genre d'audace est nécessaire dans un tel métier. Maman disait, avec obstination : « La maison que tu as dans le Midi, est-ce qu'elle est perdue aussi ?... » Et Joseph, avec beaucoup de force et de naturel : « Je ne peux rien dire encore. J'ai peut-être perdu beaucoup plus que je ne possédais. Je suis peut-être couvert de dettes. C'est ce qu'on saura bientôt. » Chose étonnante, il avait l'air, ce disant, de nous distribuer de bonnes et heureuses nouvelles. Et, tout à coup, maman a murmuré : « Il faut quand même aller manger. Nous continuerons à table. Tu vas nous expliquer tout. »

Pendant que nous passions, à la file, dans le couloir, père a lancé d'une voix flûtée :

— Eh bien ! mon cher, tu me disais, autrefois, des masses de sottises quand je perdais mille ou deux mille francs. Qu'est-ce que nous pourrions bien te dire aujourd'hui ?

— Aucune comparaison, — grondait Joseph d'une voix paisible et ferme, — l'argent que je perds, il est à moi tout seul.

— Et le mien, il n'était pas à moi, peut-être ?

— Non, il était à nous tous. Et puis, perdre deux mille francs c'est à peu près sans intérêt.

Nous avons déplié les serviettes sur cette sentence lapidaire et le repas a commencé, non pas dans la gêne, mais dans un grand tapage, car le clan était en éruption. Tu sais, que, dans ces cas-là, je ne dis pas grand'chose. J'étais assis à la gauche de Cécile. J'avais à ma gauche Suzanne, qui se contemplait dans le fond de sa cuiller, poussait de petits cris d'horreur en s'y trouvant déformée et disait, d'une voix bien posée, bien placée, trop basse à mon avis pour son physique gracieux : « Ce doit être épatant d'être ruiné. Il a toutes les veines, ce Joseph ! » Et elle répétait en se mettant une main sur la poitrine : « Monsieur, vous êtes ruiné... Ruiné ? Qui ? Moi ? Non. » Je ne sais si Suzanne deviendra jamais une grande comédienne, mais elle aime follement cet étonnant métier, et elle n'est pas sans dons. Je devisais à voix basse avec Cécile. Elle ne pouvait s'empêcher de prêter l'oreille à la conversation. Tu la connais : elle a du génie, elle vit dans le ciel, et pourtant, elle s'intéresse toujours aux misérables affaires et aux querelles

de la famille. Joseph avait entrepris une véritable conférence de spécialiste sur les Aciéries du Centre et le Barrage de la Roumagne. Il expliquait comment il faut s'y prendre pour se ruiner richement. Ferdinand pérorait, posait toutes sortes de questions auxquelles Joseph répondait parfois avec le plus cordial mépris. Père monologuait à peu près seul, de son côté. Maman tâchait, comme toujours, à mettre un peu d'ordre dans ce pandémonium. Et, malgré tout, on entendait de temps en temps fuser une de ces réflexions de toujours, une de ces réflexions que nous ferons encore dans dix mille ans, quand nous nous retrouverons parmi les ombres : « Non, je ne peux pas tolérer le maquereau froid, c'est un poisson gras... » ou bien : « Moi, c'est le merlan. Je ne comprends pas que l'on puisse aimer le merlan » ou encore : — « Comment, papa, tu coupes le pain avec ton couteau » — « Qu'est-ce que ça peut bien te faire » — « Oh ! ça m'est égal, mais ce n'est pas distingué. » Et puis, tout de suite, Joseph repartait à discourir. Il a dit soudain, d'un air à moitié tragique :

— C'est triste, car la famille commençait à s'élever.

— Peuh ! — a murmuré papa, soufflant dans sa moustache vaporeuse. — Une fortune, cela se refait.

— Tu en parles à ton aise.

Cécile souriait, soudain détachée du clan ; elle souriait de son sourire d'archange et je comprenais son sourire. Je songeais à la rue Vandamme, à nos commencements. Suzanne alors n'était pas même née. Cécile, que le monde entier admire, posait pour la première fois ses mains sur le piano, comme un dompteur de vocation qui caresse un tigre à la première rencontre et le fait s'agenouiller. Joseph tournait chaque jour autour d'un pâté de maisons, entre midi et une heure, au pas accéléré, pour faire l'économie d'un repas. Et papa, qu'il ne faut quand même pas oublier, préparait des examens, la nuit, et se piquait le dos des mains avec son canif, pour s'empêcher de dormir. Oui, la famille s'est élevée, mais nous ne sommes pas encore sur les cimes et Joseph parle trop fort. Joseph a trop de penchant à croire que la famille s'élève grâce à lui.

Cécile a compris mes pensées ; elle a posé sa main sur mon poignet avec une légèreté presque immatérielle et elle a souri.

Je crois que je n'ai plus prêté le moindre intérêt au reste de la conversation.

T'ai-je dit qu'Hélène était absente? Elle n'aurait probablement pas changé la couleur, le ton de l'entretien. Elle commence à penser en tout comme son mari, comme Joseph. Elle lui prend ses formules et répète ses mots. Comme c'est étrange ! C'était une fille intelligente et vive. Elle n'a pas lutté longtemps. Elle a été josephifiée en deux saisons. Tu sais qu'ils n'élèvent pas leurs enfants eux-mêmes, ce qu'elle souhaitait tant. Joseph avait une nurse ; il va sans doute remettre sa progéniture aux soins de la vieille maman Pasquier, maintenant qu'il est « rrruiné ». Enfin, laissons cela.

Je commençais d'oublier tout à fait la ruine de Joseph et les propos sur les valeurs industrielles et les valeurs immobilières, quand j'ai entendu Ferdinand, qui venait de palabrer longuement à voix basse avec Claire, déclarer soudain, pendant un semblant de silence :

— Nous, en rassemblant tout, nous pourrons te faire cinq mille francs.

Il a soufflé très fort et regardé la tablée d'un air considérable. J'ai compris tout de suite ce que signifiait cette réunion de famille et l'insistance de Joseph. J'ai dit à Cécile :

— Je crois que l'on va te frapper d'une forte amende, chère Cécile.

Elle a levé les épaules et souri.

Après le déjeuner, comme nous étions retournés dans le salon jaune, Ferdinand m'a pris à part. Oh ! n'essaye pas d'évoquer le mince et long jeune homme aux cheveux indociles et au lourd regard tâtonnant des années Guy-de-la-Brosse. Vois plutôt un monsieur jeune encore, mais riche d'un embonpoint sérieux, avec deux petites flammes de carmin aux lobules des oreilles. Il m'a donc tiré dans un coin. Lui qui, pendant des années, a parlé de Joseph avec une sourde et rancuneuse amertume, il débordait soudain de sympathie, de compassion, de tendresse. Il avait des larmes dans la voix. Il nasonnait : « On ne peut quand même pas l'abandonner dans cette situation tragique. C'est notre frère. Moi, je fais mon devoir, tout mon devoir. Je me saigne aux quatre veines. Toi, Laurent, tu n'es

pas homme à te dérober devant le devoir... Papa, qui avait trois mille francs en réserve, vient de les donner. Cécile ira jusqu'à dix mille ; Cécile est une véritable capitaliste. Suzanne, elle, n'a que son titre en nue-propriété. Joseph parle de trouver une combinaison pour faire un emprunt avant la majorité. Suzanne, d'ailleurs, ne dit pas non. C'est terrible, ces métiers d'argent. »

Ferdinand reniflait et me regardait de façon pressante.

Nous sommes partis ensemble, Joseph et moi, car il allait dans le quartier des écoles. Il avait l'air un peu las, tout à coup. Il m'a dit :

— La voiture m'attend. Nous pouvons nous en servir encore.

Et il a, tout de suite, ajouté, comme le cardinal Mazarin :

— Il va falloir quitter tout cela.

Je ne sais pourquoi, sur ces mots, il s'est mis à sourire. Et j'ai eu le sentiment qu'il secouait la fatigue, bandait les muscles et reprenait flamme.

— Tu sais, — a-t-il encore soupiré en montant dans la voiture, il paraît que Napoléon, le jour de son couronnement, a dit à son frère, celui qui s'appelait comme moi : « Joseph ! Si notre père nous voyait ! » Quelle naïveté ! S'il avait pu les voir, le vieux Bonaparte, il n'aurait pas été du tout ébloui. Il aurait dit : « Allons, dépêchons-nous, vous allez encore nous faire déjeuner en retard. » Ça ou quelque chose d'analogue.

— Mais, — ai-je murmuré, — je ne sens pas le rapport. Voyons, Joseph : le couronnement de l'empereur d'un côté et, de l'autre, un monsieur qui vient de se ruiner ; car, si j'ai bien compris, tu as perdu ta fortune.

Joseph ne m'écoutait qu'à demi.

— Je suis fixé, maintenant, — a-t-il dit avec un gros soupir. — Il est impossible d'épater sa famille. Moi, je n'épaterai jamais ma famille. Je ne vous arracherai jamais un soupir d'admiration, à vous tous, les Pasquier.

— C'est trop fort, mon pauvre Joseph ! Pourquoi tiens-tu donc à nous épater ? Et pourquoi, surtout, espères-tu nous épater en te ruinant ?

Joseph a haussé les épaules et il a regardé par la portière, comme s'il désespérait de me faire comprendre quoi que ce fût.

Il m'a posé devant le Collège de France et il est allé tout de

suite à ses affaires. Moi, je me suis enfoncé dans le merveilleux silence du labo. Que l'on vende ou que l'on ne vende pas la villa de Nice, la maison de Paris, et les Barrages de la Roumagne, et toutes ces choses auxquelles je ne comprends rien, au fond, cela m'est assez égal, et même la Pâquellerie, que Joseph dit être « une propriété de famille », mais où il se montre le maître absolu, tyrannique et sur lequel nous n'avons pas le moindre droit. Non, tout cela ne me touche pas. Ce qui me semble quand même triste, c'est l'échec de Joseph. Il ne croit qu'à une seule chose : l'argent. Si l'argent vient à défaillir, quel néant ! Comme il doit être malheureux ! Chose étrange, il a l'air plus surexcité que malheureux. Comprends pas !

Je peux quand même te dire que je me suis inscrit pour mille francs. Tout ce que je possède à l'heure actuelle. Joseph m'a remercié, sobrement, non sans une certaine chaleur. Il disait : « Ça se tassera, ne crains rien, ça se tassera... » Ces mille francs sur lesquels il ne comptait guère, ils avaient l'air de lui faire plus de plaisir que les dix mille francs de Cécile, qui lui donne toujours de l'argent, pour des placements, à ce qu'il dit... C'est quelque chose d'assez obscur, ces placements que fait Joseph au nom de Cécile, depuis dix ans.

J'étais parti pour te raconter ma vie au laboratoire avec M. Chalgrin. Une fois de plus, les Pasquier ont tout brouillé. Pardonne-moi, cher Justin. Je fais le serment de ne plus rien te dire de ma famille. Non, non, dégageons-nous, épurons-nous, élevons-nous dans l'essentiel. Ton fidèle... *21 septembre 1908.*

CHAPITRE II

Eh bien ! non. Si Joseph s'imagine qu'il lui suffit de se ruiner pour me distraire de ma route et de mes soucis ordinaires, il se trompe et je ne te dirai plus rien de lui. D'ailleurs je ne sais rien de nouveau, sinon qu'il s'agite beaucoup. Une fois de plus, il m'a contraint de m'intéresser à lui. J'en éprouve

un peu d'irritation, un peu de rancune. Le mieux que je puisse faire pour Joseph est donc de ne pas parler de lui, et rien ne m'est plus facile.

Je suis tout à fait de ton avis, cher Justin : au sortir du Désert, il n'y avait pour nous qu'un petit nombre de solutions au problème de vivre. Nous avons fait une expérience malheureuse, mais belle et respectable. Nous avons tenté, nous autres, jeunes hommes consacrés aux besognes de l'intelligence, de nous unir pour vivre ensemble et pour gagner notre vie en travaillant de nos mains. Nous avons échoué. Les raisons de cet échec demandaient un examen critique, auquel nous nous sommes livrés l'un et l'autre avec beaucoup de rigueur. Tu as souffert, non pas plus que moi sans doute, mais de manière plus prompte et plus brutale. Et, très vite, plus vite que moi, tu as trouvé délivrance et consolation. J'admire d'autant plus ton nouveau dessein que tu détestes le bruit. Ne proteste pas : tu nous demandais toujours, au Désert, de bien fermer les portes, de ne pas laisser les persiennes battre dans le vent, de ne pas crier d'un étage à l'autre, requêtes raisonnables et que nos compagnons ne comprenaient pas toujours fort bien. J'ai quelque peine à t'imaginer dans le tumulte forcé de ta vie actuelle.

J'ai peut-être souffert moins que toi, sur l'instant, après la dislocation, après le démembrement de notre communauté. C'est plus tard que les regrets et l'inquiétude m'ont tourmenté. Je ne peux parler de désillusion : dans cette affaire, je me suis senti plus cruellement déçu de moi-même que des autres. Ce qui dominait, dans mon désarroi, c'était un véhément besoin de grandeur. Il me semblait que, pendant cette pathétique et misérable aventure, j'avais perdu l'exacte notion de l'homme, de ses mesures et de ses pouvoirs. Tu vas rire, Justin ; mais, après mon retour à Paris, j'ai cherché parmi mes lectures, en tâtonnant comme un aveugle et, d'intinct, je me suis jeté sur Plutarque : j'ai relu, j'ai dévoré Plutarque. Ce n'est pas très équitable et je le comprends. Juger nos copains, Testevel, Sénac ou Jusserand, qui sont d'excellents garçons et qui seront peut-être plus tard des hommes remarquables, les juger en raison de Caïus Gracchus ou de Pelopidas, en raison de toute cette imagerie d'Épinal, je reconnais

de bon cœur que c'est manquer de charité d'abord et surtout de bon sens.

Mais quoi ! j'avais un grand appétit d'héroïsme, je voulais « respirer le souffle des héros », comme dit Romain Rolland. Bien que tu saches tout, il se peut que ce nom ne te dise rien. C'est celui d'un type qui faisait — il en fait peut-être encore, je ne sais pas, — des cours d'histoire de l'art à l'École Normale. Fauvet, qui a suivi ces cours, m'a donné à lire plusieurs bouquins de ce gars-là, dont une vie de Beethoven. Épatant ! Sénac, contre son habitude, n'éreinte pas Romain Rolland, il en dit même du bien ; mais il lui reproche d'avoir eu quelque chose comme un prix de l'Académie pour sa thèse. Qu'est-ce que ça peut bien foutre, si la thèse est bonne !

Cher Justin, alors que tu décidais, de ton côté, d'aller vivre parmi les humbles, je me suis promis de respirer le souffle des héros. Tu m'as souvent dit, pendant nos entretiens, au Désert, que le Messie, pour vous autres Juifs, ce n'était pas exactement un homme, mais la somme de tous les hommes qui ont porté en eux, à travers les siècles, une étincelle de la flamme sainte. C'est une idée admirable. Ce que je crois, c'est que, chez certains êtres disgrâciés, l'étincelle est vraiment très faible, trop faible. Ceux qu'il faut rechercher et suivre, ce sont les grands, ce sont les hommes en qui l'étincelle est une vraie lumière, capable de dissiper, au moins un instant, nos ténèbres. De tels hommes existent. Reste à les reconnaître et à les approcher. Pasteur, dont mon père parle avec tant de lyrisme, est sans doute une figure pour les Plutarque de l'avenir. J'ai connu M. Dastre, j'ai connu Renaud Censier et M. Hermerel, qui est un bougre de premier ordre, bien qu'un peu silencieux à mon goût. Je voudrais connaître des bonshommes comme Rodin ou comme Anatole France. Malheureusement, ces gens-là sont isolés dans leur gloire et ma profession ne me donne aucune chance de toucher jamais le bord de leur redingote. Il en est d'autres. J'en peux nommer d'autres : Roux, Chalgrin, Richet, Rohner ! Comment peut-on penser sans enthousiasme que ces gens-là respirent en même temps que nous sur la terre ? Et c'est pourtant l'exaltante vérité. Justin, cher vieux frère, il n'y a que deux solutions, je te l'ai dit : ou vivre, comme tu le fais, au milieu des petits, ou vivre

comme je veux le faire, dans le rayonnement des grands. Tout le reste est de la faribole et du temps perdu.

Si tu étais là, devant moi, avec ton grand nez, tes cheveux indociles, — que tu as peut-être fait couper, bien que tu ne m'en dises rien — et tes yeux qui regardent choses et gens avec une si pressante curiosité, — reconnais que le croquis est un peu sommaire, mais amical, — si tu étais là, près de moi, je n'oserais peut-être pas t'ouvrir mon cœur avec tant d'abandon. Mais tu es loin, tu ne peux me couper la parole, et s'il t'arrive d'être distrait en me lisant, je ne le vois pas, ce qui me laisse mon sang-froid. Tu as déjà senti que je suis en bonne santé morale. Quand j'ai fait sur moi l'essai du vaccin de M. Hermerel, dont il y avait bien des raisons de se défier, c'est peut-être que je ne voulais plus vivre. Tu l'as compris. J'étais jeune, cher vieux frère, j'étais horriblement jeune. Maintenant, je tiens à la vie. Je ne le dis pas sans honte, mais je dois le dire. Le temps de la langueur et du détachement est fini : je tiens à la vie. C'est que je deviens vraiment un homme, c'est que je commence à prendre de la patine. Dans les guerres, on fait d'abord tuer les jeunes et l'on dit, naturellement, que les vieux ne peuvent plus faire campagne. C'est possible. Nous verrons peut-être cela plus tard. Ce dont je suis sûr, c'est qu'on fait tuer les jeunes hommes d'abord, parce que les hommes très jeunes ont, plus que les autres, le hautain mépris de la vie. Les jeunes hommes consentent plus volontiers que les vieux à mourir. Les jeunes hommes n'aiment pas encore la vie. Ils vieilliront, ils connaîtront toutes les douleurs, toutes les hontes, toutes les détresses ; chose terrible à dire, ils se prendront à aimer cette vie misérable et ils n'auront plus la moindre envie de mourir.

Je trouverais tout cela désespérant si j'étais encore un tout frais garçon ; mais comme je sens, ici et là, certaines fibres qui se durcissent, je commence à délaisser le point de vue sentimental pour le point de vue scientifique et c'est un grand allègement.

A propos, parle-moi donc moins brièvement de cette demoiselle bobineuse — c'est bien ce que tu m'as dit — qui me semble tenir dans tes pensées une place non petite. En revanche, mon ami, et confidence pour confidence, je te ferai les plus belles

déclarations sur le rôle du foie dans la production des agglutinines.

Cette idée de rechercher les agglutinines — cela ne te dit rien, mais fais comme si tu comprenais — cette idée m'est personnelle. En ce moment, presque toutes les idées qui fermentent dans mon esprit viennent du patron. Je l'avoue sans vergogne, je l'avoue même avec fierté. Nous avons, surtout au Désert, où nous étions entre mauvaises têtes, entre anarchistes pour mieux dire, nous avons cultivé des idées absurdes sur l'originalité. Nous avons aussi perdu le sentiment de l'obéissance et ce serait un grand malheur si cette perte était irréparable et définitive. Sois rassuré quant à moi. Je fais des progrès dans l'individualisme, — je t'expliquerai comment et pourquoi, je plaiderai ma cause à ton regard, — je fais donc des progrès dans l'individualisme sauveur, mais, sur la première page de tous mes cahiers, j'ai écrit, pour moi seul, et au moyen de signes secrets, cette maxime laconique : « Obéir d'abord ». Ne t'imagine pas qu'en acceptant cette sentence, j'abandonne provisoirement mon libre arbitre. Cela signifie, dans mon esprit : choisir ses maîtres, après mûre réflexion, et leur obéir. Tu voudras bien noter que j'ai dit : « ses maîtres » et non « ses chefs ». L'idée du chef ne m'est pas absolument étrangère, mais elle m'est moins sensible que celle du maître. Je veux apprendre, — c'est-à-dire prendre, saisir, — je veux m'accroître, peut-être parce que j'appartiens à une famille en pleine poussée de sève, en pleine ascension, comme dit Joseph qui, lui, confond l'ascension et la richesse. Ce que je demande ce n'est pas de me délivrer de toute responsabilité, ce n'est pas de marcher les yeux clos, ce que je demande, c'est de la nourriture, de la substance. Je veux un enseignement.

Je sais très bien qu'un vrai chef est aussi un maître, puisqu'il enseigne, par exemple, le courage, l'esprit de décision. — Toi, Justin, qui viens de te mettre volontairement à l'école de la discipline, toi, Justin, tu as sans doute les qualités d'un tel chef ; n'en doute pas, malgré les déceptions du Désert. — Mais que ferais-je d'un chef, moi qui ne suis pas homme d'action ? Non, non, ce que je demande ce sont des maîtres.

Tu vas sûrement penser : pourquoi « des » maîtres ? Un seul maître, si c'est un vrai maître, ne suffit-il pas ? Sois bien sûr

que j'ai délibéré sur ce point. On peut se tromper dans la recherche des maîtres. Je crois prudent d'avoir des éléments de comparaison d'abord. C'est la méthode romaine transposée dans l'ordre non plus du gouvernement, mais de la connaissance : *consules ambo*. Tu le vois, je te dévoile, et sous condition d'un secret absolu, mon plan ou, mieux encore, ma méthode.

Des éléments de comparaison et, par conséquent, des éléments de contrôle. Je dis contrôle et non critique. Je ne vais pas jusqu'au mot « critique ». Justin, j'ai besoin d'admirer, voilà, voilà, voilà ! Et quand bien même je pourrais me tromper, c'est l'admiration qui m'importe, et l'admiration que j'éprouve, encore plus que son objet.

Si Jean-Paul Sénac lisait cette lettre, je pense qu'il aurait une crise de nerfs. Il est dépourvu de la faculté d'admiration d'une manière presque tragique pour un poète. Il m'a fait, hier, une de ces confidences qui montrent le fond de l'abîme : « Tout le monde, m'a-t-il dit, me trouve un sale caractère, mais on me juge intelligent. Ce n'est pas vrai, je suis bête. Je ne le dis à personne. Moi seul, je suis assez intelligent pour comprendre combien je suis bête. »

C'est une chose étrange de voir cet esprit sec et torride en présence d'un homme comme le patron. Tu sais que je parle de M. Chalgrin. Oh ! je regrette que ce beau mot de patron soit compromis dans la phraséologie des querelles sociales. Quand Schleiter parle des patrons et du patronat, il prend un air dogmatique et fanatique, tout comme s'il allait prononcer l'excommunication majeure. Je te reparlerai de Schleiter, qui tourne tout à fait au politicien depuis qu'il vit dans l'ombre de Viviani. Pour moi, le mot patron veut toujours dire modèle et surtout père, c'est-à-dire celui qui protège et même celui qui engendre. Dans la société médicale, que j'aime vraiment de tout cœur, l'élève appelle son maître « monsieur ». Tu ne peux imaginer comme ce simple mot est beau, comme il est noble et respectueux quand il est adressé par un jeune homme à celui qui l'instruit et le guide. Si les rapports deviennent plus cordiaux entre le maître et le disciple, celui-ci, dans les instants d'intimité, ne dit plus « monsieur » et se permet de dire « patron ». C'est ainsi que je parle à M. Chalgrin et,

bien que ce ne soit pas l'habitude au Collège, il souffre cette appellation en souvenir de sa vie dans les hôpitaux. Je crois même qu'elle le touche et qu'il y voit un signe de vénération filiale.

Je vais préparer ici ma thèse de doctorat ès sciences. Pour ma thèse de médecine, que je passerai presque en même temps, je souhaite de travailler chez Nicolas Rohner, sans quitter d'ailleurs ma place au Collège. Je t'ai parlé de deux maîtres, et tu vois où je te conduis.

J'ai sollicité la place de préparateur actuellement vacante dans le laboratoire du professeur Rohner. J'attends la décision. C'est une fonction très mal payée, mais qui me permettra d'approcher un des hommes les plus intelligents de ce temps et de travailler dans son atmosphère. A certains indices, je pense que le patron met très haut M. Rohner. Il l'a souvent cité dans ses ouvrages, et toujours avec éloge. Il parle des travaux de Rohner avec la plus grande considération. Je ne lui ai pas dit que j'espérais être nommé chez Rohner, non que j'aie le désir de lui cacher quoi que ce soit, mais par timidité.

D'ailleurs, rien ne presse. M. Rohner est en Russie. Il est allé là-bas pour étudier le choléra. Tu ne sais peut-être pas que le choléra fait actuellement de grands ravages en Russie? Il s'est d'abord propagé le long de la Volga. Maintenant, il désole Saint-Pétersbourg. On a nommé une commission de savants pour aller observer l'épidémie. Rohner s'est proposé tout de suite. Tous ceux qui le connaissent le dépeignent comme un homme du plus froid courage. Quelle belle chose que cette fraternité des peuples par la science ! — Voilà que je me mets à parler comme le docteur Pasquier, mon père. — Le choléra dévaste la Russie : aussitôt un grand savant français se présente et dit : « Me voici ! » A vrai dire, j'ai peut-être tort de te raconter cette histoire. Tu es encore bien capable de prendre le train et de te précipiter en Russie, homme enthousiaste. Heureusement pour ceux qui t'aiment, je crois que tu n'as pas le sou.

Quand Joseph a entendu parler de cette épidémie, l'autre jour, il a haussé les épaules et il a dit sur l'alliance franco-russe, quelques mots d'une terrible brutalité. Quelque chose

comme : « Très bien, donnez-nous vos millions et nous vous donnerons notre choléra. »

Sur ces questions franco-russes, Joseph et Sénac s'entendent assez bien et c'est extraordinaire. Sénac ne peut souffrir ni Sternovitch, ni les autres Russes qui viennent travailler chez M. Chalgrin. Il dit, dans sa moustache : « Ces gars-là veulent racheter le monde, construire une société nouvelle, et ils ne sont pas foutus de coudre un bouton à leur habit... » Chose étonnante, Sénac porte un habit auquel il manque plusieurs boutons. Sénac est terrible pour tout le monde, et surtout pour ceux qui lui ressemblent. Sénac s'assied parfois sur un tabouret en face de moi, en attendant M. Chalgrin, et il dit : « En somme, qu'est-ce que vous cherchez, vous autres? Vous cherchez à empêcher les hommes de mourir. Quelle sale blague ! Si la science empêche les hommes de mourir, on ne saura plus que leur donner à manger. Ils seront obligés de se faire la guerre et de s'entre-tuer. Ce sera du propre. »

Quand nous parlons des prouesses de Wilbur Wright, Sénac hausse les épaules et se met à gronder : « Toutes ces belles découvertes seront exploitées par des ambitieux et des détraqués. En somme, vous, les savants, vous êtes les principaux instruments du désordre universel. »

Comme c'est triste ! Sénac me ferait horreur, si je ne le connaissais pas. Mais je le connais ! Tu m'as plusieurs fois prié de ne pas te parler de Sénac. Pourquoi ? C'est une figure étrange. C'est un être qu'on ne peut abandonner à son destin sans compassion. Et puis, j'ai plusieurs fois fait déjà le serment de ne plus te parler de ma famille. Si je ne te parle plus de mes compagnons, je n'aurai plus grand'chose à t'écrire. Et je peux bien t'avouer que cette correspondance m'est douce et profitable, parce qu'elle me permet non seulement de m'épancher, mais encore et surtout de mettre mes idées en ordre. Apprends à connaître mon égoïsme.

Parle-moi un peu moins des doctrines et un peu plus des personnes, dans ta prochaine lettre. Kropotkine me plaît, c'est entendu ; mais j'aimerais savoir quelque chose de tes compagnons d'atelier et, surtout, que tu fusses moins secret avec ton vieil ami au sujet de cette jeune fille... A bientôt. Je t'embrasse. Vale. *29 septembre 1908.*

CHAPITRE III

A trois ou quatre reprises, pendant le printemps dernier, avant ton départ, je t'ai dit : « Viens au Collège à la fin de la matinée ou de l'après-midi, et tu verras peut-être M. Chalgrin. » Tu n'as pu venir, tu n'es pas venu. Je le regrette. Me voici dans l'obligation d'essayer de te montrer, avec beaucoup de mots, bien des aspects que tu aurais embrassés d'un coup d'œil, le temps d'un éclair.

Les portraits que tu as vus dans les journaux donnent de M. Chalgrin une idée très imparfaite. D'ailleurs, le patron répugne à se laisser photographier. Sur toutes ces images, il a l'air sévère et presque dur. Rien de moins juste. Et ne va pas non plus t'imaginer de la roideur et de la timidité ; non, mais une réserve exquise et que je souhaiterais d'observer moi-même en toute circonstance. Sur les photographies — et je ne sais pourquoi — il semble grand. Il n'est pas fort grand, mais mince ; et note bien que mince ne signifie pas fluet. Si le mot d'aristocrate pouvait reconquérir son beau sens étymologique, je dirais de M. Olivier Chalgrin que c'est un aristocrate. Je me suis demandé parfois s'il descendait de l'architecte Chalgrin, qui a justement construit le Collège de France où nous travaillons aujourd'hui ? Je n'ose poser une question à ce sujet. Et c'est d'ailleurs sans importance.

Le visage est rasé, très pâle, creusé de nobles rides. Il ne porte des lunettes que de manière exceptionnelle. Je crois qu'il y répugne et non pour soigner son personnage temporel — il ne s'en soucie guère — mais pour justifier, en dépit des années, son idéologie du savant. Il dit volontiers : « Un homme de laboratoire, un chercheur, est d'abord un animal bien doué, qui doit tout voir, tout entendre, tout sentir. » En vérité, le patron a des sens prodigieusement déliés. Il ne dédaigne pas de le manifester parfois, pour la confusion de ses élèves : il ne laisse rien échapper. Un grain de poussière qui tombe, il l'entend ; l'ombre d'un cheveu sur la muraille, il la voit. Il devine le passage des gens, à la trace. Il dit parfois : « M. Sénac est venu ce matin vous rendre visite. » J'avoue

que, pour Sénac, le mélange alcool-tabac est timbré de manière si personnelle qu'un odorat commun suffirait à dépister la bête.

M. Chalgrin porte assez long des cheveux bouclés, soyeux, d'un gris presque blanc. Ils viennent effleurer le col de la blouse, mais sois bien sûr qu'ils n'y laissent pas pleuvoir les pellicules : tout cela est parfaitement net et savonné, sans vaine élégance. Je voulais aussi te parler des mains que je trouve d'une grande beauté. La peau commence à briller un peu, aux jointures, car le patron doit avoir cinquante-six ou sept ans, si j'en crois le dictionnaire encyclopédique, mais la vivacité de ces mains et leur finesse m'enchantent. Jamais de geste inutile ou démesuré : une harmonie qui suffirait à justifier l'empire des magiciens et des magnétiseurs.

Je pense que si le patron lisait par hasard cette lettre, il n'en serait pas trop content. Il se fait une idée très claire et très nécessaire de ce que j'appelais tout à l'heure son personnage ; mais il ne caresse point cette idée avec amour, il ne lui marque pas la moindre complaisance. Il dit parfois qu'il faut se bien connaître pour se mieux oublier.

Tous ses travaux attestent un surprenant esprit de suite et pourtant il est distrait. Pour mieux dire, il se laisse apparemment distraire, il s'abandonne volontiers à la distraction. Parle-t-il, et, à chaque instant, il découvre des échappées, des bifurcations, des voies latérales. Il s'arrête, revient sur ses pas, repart, s'évade, s'envole, s'arrête encore, s'agenouille, moralement, si j'ose dire, regarde une chose invisible pour nous et la regarde si bien qu'il a l'air de s'endormir, à cela près que le regard veille, un regard velouté, brun gris, tantôt insistant et tantôt mobile, un regard d'une douceur parfaite et pourtant difficile à supporter quand il se fixe et se concentre.

Il est venu me voir hier matin. J'examinais au microscope des coupes du foie, dans lesquelles j'ai mis en évidence les cellules de Kupffer par une technique nouvelle. Le patron m'a regardé travailler pendant quelques minutes et il a dit soudain :

— Voulez-vous me permettre, Pasquier, de jeter un coup d'œil à vos préparations ?

Il s'est assis à ma place, sur le haut tabouret, dans le plein jour de la fenêtre. Il est vraiment d'une pâleur presque surnaturelle et qui m'inquiète beaucoup : certes ce n'est pas le jaune éburnéen du cancer ; c'est bien plutôt la pâleur parcheminée de certains cardiaques. Et, de temps en temps, ce visage parfaitement blanc pâlit encore, comme s'il n'y avait point de limite dans la décoloration.

Il a déplacé la platine du microscope, imperceptiblement, pour parcourir de l'œil la préparation. Il disait : « Comme c'est étonnant ! » Puis il s'est mis à sourire et il m'a regardé : « Je ne suis pas de ceux qui trouvent tout logique, tout naturel et tout explicable. Non, certes, non. »

Il a fait un demi-tour sur le tabouret et il a poursuivi, en souriant toujours, comme s'il y avait un rapport évident entre les parties de cette méditation brisée :

— Vous savez, mon ami, que je viens d'être élu président de la Société des Études rationalistes. J'appartenais depuis longtemps à cette vieille Société. Comment ne serait-on pas rationaliste, Pasquier? Les gens de mon âge ont été nourris de ce lait amer et substantiel. Comment ne serait-on pas rationaliste, mon ami? Si nous sommes enfin délivrés de toutes les superstitions misérables et de tous les fanatismes répugnants, c'est quand même à la rigueur d'un sage rationalisme que nous le devons. Je suis beaucoup plus vieux que vous, Pasquier. J'ai vraiment assisté aux convulsions suprêmes des chimères. Oh ! je dis convulsions suprêmes... Elles renaîtront, elles renaissent tous les jours. Elles renaissent parfois dans des cervelles admirables. Voyez Claude Bernard, qui toute sa vie avait combattu victorieusement le vitalisme, l'animisme et toutes les doctrines d'erreur. Eh bien ! Claude Bernard s'est mis, sur la fin de sa vie, à rêver et, malheureusement, à rêver au hasard. Il a préparé secrètement un travail contre les idées de Pasteur, un travail qu'on ne peut d'ailleurs pas dire achevé, un travail qu'il n'a pas fait imprimer avant de mourir, mais que Berthelot a déniché dans la table de nuit du défunt et qu'il a publié froidement. C'était en 78, au milieu de l'été, j'avais vingt-sept ans. Vous ne pouvez imaginer la colère de Pasteur qui, douze ans auparavant, avait écrit sur Bernard une étude pleine d'éloges éblouissants. Pasteur

a vidé la querelle, ainsi qu'il faisait toujours. Oh ! il l'a non seulement vidée, mais récurée comme un pot... Nous suivions, en haletant, tous les actes de ce drame, car, pour nous, c'était un drame... Faites attention, Pasquier, vous piquez vos lapins dans la veine marginale, et c'est bien : mais il y en a un, là-bas, dont je vois l'oreille par transparence ; il a fait un hématome qui est en train de s'infecter... Pasteur a triomphé, comme toujours, et les rêveurs ont renoncé pendant quelques temps à rêver... Avez-vous jamais réfléchi, mon ami, à ceci que Pasteur, ce vrai croyant, cette âme religieuse, a été l'un des plus puissants agents du rationalisme. Pasteur est la logique rationaliste en personne, dans le moindre de ses ouvrages. Et il y a des gens pour penser qu'en somme, le monde est simple... Je vous disais que l'on m'a nommé président de la Société des Études rationalistes. J'ai longtemps hésité, mon ami, avant d'accepter cet honneur assez accablant, et si j'ai fini par dire oui, c'est avec une arrière-pensée.

Le patron a commencé de faire un certain mouvement de la mâchoire, un mouvement de rumination. En général, chez lui, c'est ainsi que se manifeste l'inquiétude. Puis il a sifflé doucement quelques mesures de *Parsifal*, exactement le thème de la cène. Pourquoi ? Pourquoi ? Je ne saurais le dire. Enfin il a repris son monologue d'une voix plus basse :

— Avez-vous remarqué, mon ami, que vos animaux sont sensibles à la musique ? Tous les animaux sont sensibles à la musique. Les poissons eux-mêmes et c'est légendaire. Vous savez que le poisson-chat perçoit très bien le sifflet. Je ne parle pas des serpents que la musique fait osciller. Mais l'homme, Pasquier, l'homme ! Voyez les choses froidement : le son est une vibration et même une vibration fort grossière. J'admets que la rencontre et la perception des ondes sonores puisse exercer une influence plus ou moins favorable sur la cellule vivante, sur cette substance prodigieuse dont nous ne savons presque rien ; mais a-t-on tout dit quand on a parlé d'une impression favorable ou défavorable ? Est-ce que de tels mots correspondent de manière quelconque à ce monde infini de joies et de douleurs qui se développe en nous, simplement parce que les ondes sonores ont fait vibrer notre tympan.

Et qu'on ne parle pas d'associations d'idées et de souvenirs, ce n'est pas résoudre le problème. Vous produisez, avec un tube ou une corde, quatre ou cinq sons consécutifs et me voilà tantôt en extase et tantôt au plus sombre du désespoir. Des gens comme Vaxelaire s'obstinent à ramener tout cela, vous le savez, à des questions de chimie biologique, à des équations, à des courbes. C'est enfantin...

Nouvel arrêt. Le patron secouait doucement la tête et moi j'attendais, je le laissais chercher, à tâtons, dans cette riche pénombre. Il a dit encore :

— Je suis un homme du XIXe siècle et le XIXe siècle restera le siècle du rationalisme triomphant. Je m'en réjouis. On n'est jamais tout à fait raisonnable dans le triomphe et la raison elle-même n'a pas triomphé de façon modeste et mesurée. Cela se comprend assez : tant de siècles d'oppression et de tyrannie barbare ! Tant de prisons, tant de bûchers ! Mais quoi ! On peut venger Isidore ou Sosthène, on ne venge pas Galilée : on l'honore et on le continue. Le rationalisme a fini par l'emporter. Le malheur est qu'un certain nombre de bons esprits, enivrés par le succès, ont pensé que la raison pouvait expliquer tout, devait expliquer tout. Mon ami, voyez comme la conjoncture est délicate. Admettre, dès le principe, que la raison n'expliquera pas tout, c'est renoncer d'avance et c'est donner prise à la chimère, je le sais bien. Mais déclarer que la raison permet de tout expliquer, c'est créer une superstition nouvelle, c'est instaurer, par excès de présomption, une nouvelle forme d'ignorance et de barbarie. Pasquier, je parle comme si j'étais seul, comme s'il m'arrivait de parler quand je suis seul.

J'ai dû sourire, car le visage du patron s'est éclairé d'une lumière affectueuse.

— Vous, Pasquier, vous êtes un homme du XXe siècle. Je ne dis pas que le rationalisme ne connaîtra pas de nouveaux combats et même de nouvelles angoisses. Il faut recommencer toujours ; il n'y a pas de triomphe définitif. Mais je crois que l'humanité va transporter son besoin de conflit, de choc et d'éclat sur d'autres terrains. Les différends sociaux deviennent chaque jour plus graves. Ils vont prendre le caractère qu'ont eu jadis les luttes religieuses. Le rationalisme est assez sûr

de ses positions actuelles pour se montrer non pas tolérant, mais, tout simplement, sage. La connaissance rationnelle peut reconnaître sans honte qu'elle n'est pas la seule possible et qu'il y a d'autres voies, qui sont peut-être dangereuses, mais qui conduisent quand même quelque part. Le rationalisme est assez fort aujourd'hui pour faire la paix. Vous m'entendez? Je souhaite, si vous voulez toute ma pensée, que le rationalisme ne se considère plus comme l'adversaire-né de la connaissance intuitive ou religieuse ou même mystique ou poétique. Ce serait une grande œuvre pour le xxe siècle. Ce pourrait être l'œuvre des hommes de votre âge. Moi, moi, j'annonce une œuvre telle. Et c'est pour l'annoncer avec plus d'autorité que j'ai fini par accepter de présider cette vieille Société, où il y a beaucoup de gens de grand mérite qui s'en tiennent à leur catéchisme rationaliste, qui sont inflexibles et aveugles, comme leurs ennemis, et qui sont même fanatiques à leur façon, sans le savoir?...

Le patron s'est retourné vers le microscope et il a recommencé d'examiner mes préparations. Il disait, en tournant les vis d'un doigt léger :

— Berthelot est mort, l'an passé... Comment ne sentons-nous pas que le moment est venu de mourir? Pourquoi ne sommes-nous pas avertis par la nature, qui fait bien d'autres choses mystérieuses. Pourquoi ne sentons-nous pas que la minute suprême est venue et que nous allons commencer de nous survivre et même d'entraver le cheminement de notre propre pensée?...

J'écoutais. J'attendais je ne sais quel beau surcroît de confidences. Et voilà que Sénac est entré, portant une serviette pleine de paperasses. Le patron s'est levé tout de suite. Il était déjà libre, vacant, prêt à de nouveaux labeurs. Il souriait, il allait rire. Il disait :

— Vous m'appellerez demain pour voir vos nouvelles coupes. Demain, demain... Vous savez, peut-être, Pasquier, qu'en langue bengali, demain et hier sont exprimés par un seul mot. Ces gens sont bien enviables. A part cela, un petit trait de cette sorte suffit à expliquer la conquête anglaise et bien d'autres choses encore. Le rationalisme est un corset très dur et très lourd, mais qu'il ne faut pas rejeter. Je suis

toujours rationaliste... Allons, monsieur Sénac, venez dans la bibliothèque.

Ils sont partis. Te l'avouerai-je, vieux frère, je maudissais Jean-Paul Sénac. Il avait bien besoin de tomber là, entre nous deux ! J'étais si content.

Je te raconte cette scène pendant qu'elle est encore chaude au plus secret de mon cœur. Mais je te la raconte mal. Tu ne peux imaginer comme c'était épatant. Beaucoup plus libre et plus simple que tout ce que je pourrais te dire. Je signe tout net : L. P., rationaliste du siècle nouveau, ou mieux : L. P., néorationaliste. *2 octobre 1908.*

GEORGES DUHAMEL
de l'Académie Française.

(A suivre.)

PRÉSENTATION D'UNE ENQUÊTE

A qui regarde par delà les frontières de la France, le spectacle que, dans maints pays, offre complaisamment la jeunesse, peut paraître assez haut en couleurs. Les vastes défilés et les cadences guerrières, les discours retentissants et l'exaltation des vertus juvéniles font désormais partie de ces habiles propagandes, dont quelques régimes connaissent à merveille l'orchestration. Si, ensuite, le regard se tourne vers l'intérieur de notre pays, il ne trouvera rien de semblable. Certains en ont conclu que la jeunesse française n'avait plus rien à dire, qu'elle n'était plus capable de ces mouvements d'âme qui, en certains moments de notre histoire, ont porté notre peuple au-dessus de sa destinée et lui ont fait assumer la responsabilité de la conscience humaine.

C'est à une revision de ce jugement que nous invite l'enquête sur la jeunesse qui va paraître dans cette revue. De mots d'ordre simplistes, on n'en trouvera guère. De ces louanges de la force brutale, à quoi se résume trop souvent la philosophie de quelques jeunesses européennes, on n'en entendra guère d'écho. Mais, peut-être, dans la profonde sagesse qui se manifeste tout au long de cette enquête, reconnaîtra-t-on le signe d'une fidélité plus profonde et la promesse d'un accomplissement plus complet.

Car si, en d'autres pays, l'élan de la jeunesse a eu de quoi forcer l'admiration par l'enthousiasme et l'esprit de sacrifice qui l'animent, les buts qu'on lui propose sont trop contestables,

les doctrines trop insatisfaisantes pour qu'on les offre à la jeunesse de France. La seule idée qu'on puisse, en un tel domaine, imiter tel ou tel exemple étranger, provoque, chez tous les jeunes Français, un mouvement instinctif de refus. Cela pourrait suffire à faire entendre que la conscience de la jeunesse n'est point en sommeil chez nous.

On aimera que, dès le début de ces pages, la jeunesse soit affirmée, devant nous, non comme une revendication, mais comme une exigence. « La jeunesse pourrait bien n'être qu'un mythe... » On songe à ce mot d'Étienne Gilson : « Il y a des mythes haïssables. La jeunesse en est peut-être un. » On a eu trop tendance, ici et ailleurs, mais ailleurs bien plus qu'ici, à faire de la jeunesse une valeur en soi. Si l'espoir réside dans la jeunesse, ce n'est point par le fait même qu'elle est jeune, c'est-à-dire qu'elle compte un nombre d'années peu élevé ; la manière dont mûrit une jeunesse a plus d'importance que cette ivresse dans laquelle on l'entretient. Ce qu'il faut discerner, c'est, bien plutôt que les faciles violences par lesquelles elle croit s'exprimer, cette ligne de force intérieure selon laquelle elle pourra s'organiser, se parachever, devenir efficace. La grandeur de la jeunesse n'est pas d'être un fracassant et glorieux présent, c'est d'être un devoir.

Mais ce que la jeunesse apporte à la nation où elle grandit est plus que des thèmes de propagande, une vision sans cesse renouvelée du monde et de l'homme. Neuve? Je ne crois pas. Renouvelée. Car les plus essentiels de ses caractères ne doivent rien aux conditions éphémères où l'être se développe, mais doivent tout à une attitude instinctive de l'âme, qui, elle, est éternelle. Les traits de la jeunesse, tels que les a peints Bossuet au début du *Panégyrique de saint Bernard*, sont impérissables. Et, à l'âge de nos vingt ans, ce que nous demandons à la vie ne change pas avec les siècles. Un idéal à servir, des hommes à chérir, un ordre à construire. Nous avons, que nous le disions ou non, faim et soif de renoncement, d'amour et de puissance. Et cette faim et cette soif sont si impérieuses que nous les comblons parfois avec des succédanés.

De ces vertus secrètes pudiquement gardées, la jeunesse de France apparaîtra riche à ceux qui liront cette enquête. Ils découvriront en elle plus de complexité peut-être qu'ils ne

croyaient, mais aussi une unanimité profonde qui semblera surprenante à ceux qui ont coutume de tout considérer à travers le prisme déformant des partis. Mais ces vertus peuvent être fécondes ou pourrir inutiles. Il advient que des générations entières soient perdues si l'on ne sait pas, à l'âge où elles cherchent leur emploi, leur proposer d'assez hauts desseins. Pour que ces vertus se révèlent il faut que dans le choc des êtres avec les circonstances elles trouvent à s'utiliser, qu'un courant les porte, à travers les doutes, qui sont le lot de la jeunesse, vers de précises certitudes. L'action aussi peut n'être qu'un leurre, une manière de s'échapper. C'est dans l'équilibre entre l'acte par lequel on s'engage et la pensée qui le détermine que se marque la grandeur de l'homme. Nous n'admirons pas plus une jeunesse lucide, mais résignée, qu'une jeunesse activiste et creuse. La question qui se trouvera sous-entendue tout le long de cette enquête sera donc : cet équilibre humain, entre l'action et la pensée, la jeunesse française saura-t-elle le trouver ?

*
* *

On expliquera tout à l'heure dans quelle limites a été enclose cette enquête. La plus difficile à tracer était dans le temps. Parler de la jeunesse en se fondant sur des caractères plus ou moins biologiques, c'est s'exposer à s'entendre répondre qu'il existe une jeunesse du cœur qui... Sans doute : mais c'est un argument dont les démocraties vieillissantes font un usage excessif. Dans toute classification historique, il y a de l'artifice et nous sommes bien obligés de l'accepter comme tel.

Pourtant, l'histoire elle-même ici nous aide. Si l'on admet que la guerre ait été, pour ceux qui en furent les serviteurs et les victimes, une expérience unique — ce *songe*, cet *apprentissage*, qu'ont dit certains — elle va imposer du même coup ses limites. Ceux qui ont grandi pendant les hostilités ont découvert la vie d'une façon qui ne ressemble pas à celle de leurs aînés. Acceptons donc cette frontière tout en sachant son extrême fragilité.

On mesurera peut-être mieux l'importance de ces générations

d'après-guerre en citant des chiffres. La statistique nous apprend que si l'on considère l'ensemble des Français qui sont nés après 1900, leur nombre est de vingt-deux millions, c'est-à-dire plus de la moitié de la population française. Si l'on prend (cadres exacts de cette enquête) tous ceux et celles qui ont aujourd'hui de dix-huit à trente-six ans, le chiffre dépasse un peu dix millions, c'est-à-dire le quart du total. Il serait assurément vain de croire que les quelques centaines de correspondants qui ont reçu le questionnaire de cette enquête représentent ces dix millions de contemporains ; ce chiffre met cependant à son rang cette masse de jeunes êtres dont les tendances contradictoires ne s'expriment que malaisément et dont l'importance active dans la vie du pays demeure faible.

Pourtant ces générations ont déjà leurs témoins. Certains (je me reconnais là quelque responsabilité) ont voulu suivre pas à pas les démarches d'une pensée qui se cherchait : c'est là une tâche qui, avec du recul, paraît peut-être assez décevante. D'autres ont donné à leur jeunesse, sans trop savoir à quoi ils la vouaient, la sanction de durs efforts, de sévères disciplines. Ces générations ont leurs morts. Au service d'une tâche obstinée, dont la patience et le silence font la grandeur, un Mermoz sacrifie une vie qui, toute entière, avait eu valeur de symbole. Pour se montrer fidèle à cette aspiration fraternelle, en quoi il avait reconnu sa raison de vivre, un Albert Bernard, administrateur colonial de vingt-cinq ans, se fait massacrer par des pillards. Tandis qu'à l'extrême pointe d'une inquiétude qui n'avait pu trouver meilleur moyen de se satisfaire que de se nier par l'action, un Michel Vieuxchange découvre des certitudes lumineuses. D'autres ont pu essayer d'accaparer ces jeunes morts : ils ne me paraissent porter témoignage qu'à la jeunesse éternelle et à notre commune attente.

On oppose encore deux arguments contradictoires. N'y a-t-il pas artifice à prétendre classer sous des chefs de rubrique trop bien catalogués les hommes d'une génération ? N'y a-t-il pas un artifice aussi grand à prétendre discerner des différences quand si peu d'années se sont écoulées ? C'est peut-être dans cette contradiction même que réside un des éléments déterminants de la jeunesse française. Il est vrai qu'il y a, à des distances relativement brèves dans le temps, de profondes dif-

férences (dont quelques-unes des réponses, on le verra, feront état) ; qui s'en étonnerait, songeant qu'en moins de vingt ans des hommes ont quitté la toge prétexte tour à tour sous la marque d'une victoire plus ou moins fallacieuse, d'une prospérité qui l'était davantage, d'une crise économique accablante, enfin d'une menace mortelle ? Entre les jeunes gens du nouveau mal du siècle et ceux qui, aujourd'hui, mûrissent en redoutant d'être promis à de tragiques destins, qui ne comprend qu'il y ait des différences ? La jeunesse française n'a pas eu, pour cimenter une unanimité, comme l'allemande, le sceau d'une défaite, comme l'italienne, le mécontentement d'une victoire mal payée. Et pourtant c'est un fait (que les réponses mettent en pleine lumière), cette unanimité se manifeste, non comme une loi impérieuse imposée par les circonstances, mais comme une réalité intérieure qui se fait de plus en plus présente. Les différences demeurent, mais elles engagent peut-être de moins en moins le fond même de l'être. A ceux qui, atteints de constante panique, redoutent de voir la France se déchirer en deux camps monstrueusement ennemis, l'accord involontaire de jeunes hommes si divers peut apporter une réponse, si toutefois ils la souhaitent.

C'est exactement à dégager le sens de cette unanimité que va s'appliquer cette enquête. Elle laisse de côté bien des éléments importants qui concernent la jeunesse. Il y sera peu question des conditions matérielles dans lesquelles elle vit et qui, cependant, peuvent être non négligeables. On sait quelle utilisation certains mouvements totalitaires ont faite de la jeunesse en chômage et quelle menace font peser sur un régime de jeunes êtres mécontents et aigris. La France semble s'être beaucoup trop désintéressée de cet aspect du problème : étudiants dans la gêne, chômeurs de vingt-deux ans, jeunes paysans inquiets de l'avenir, il faut bien de la sagesse à tous ceux-là pour ne pas verser dans une récrimination agressive.

A travers la jeunesse, ce qu'on a voulu interroger ici n'est rien moins que le pays lui-même. De ce qu'il est dans son avenir, de ce qu'il sera demain, les questions de cette enquête ont cherché à déterminer les éléments majeurs. Que valent et que veulent ces générations qui, d'année en année, vont jouer

un plus grand rôle dans le pays? Quelle réponse leur jeunesse spirituelle apporte-t-elle aux questions que la France se pose à soi-même?

*
* *

Un aîné, parlant de cette enquête, nous a dit : « Nous apporterez-vous une doctrine? » C'était renverser les rôles. A la jeunesse on ne demande pas de formuler une doctrine, ce qu'elle ne ferait que par mimétisme et en termes d'ordinaire prétentieux. Mais on lui demande davantage : de nous dire quels mobiles profonds lui semblent déterminer ses actes, quelles réalités elle sent solides en soi. Sous la *géographie* de la politique, dirait à peu près Péguy, il importe de connaître la *géologie* : ces terrains de fidélités vives, de réactions spontanées, sur quoi les événements prennent appui. Avec une grande probité, cette enquête a cherché à éliminer tout ce qui ressortissait aux thèmes de la propagande contradictoire des partis pour ne saisir que l'essentiel. L'attitude d'un jeune homme en face de cette autre réalité qu'est le métier paraît plus importante à considérer que tous les mots d'ordre politiques dont il peut tour à tour s'enivrer.

Et c'est quand on dépasse le niveau des mots d'ordre politiques, où règne la plus étrange cacophonie, qu'on entend ce qui est vraiment la voix de la jeunesse : elle est plus réconfortante. Aux apparences désordonnées répondent des certitudes apaisées, trop solides pour se manifester par des cris. Ceux qui s'inquiètent du silence de notre jeunesse ne mesurent pas assez quel effort d'approfondissement a été accompli et combien de jeunes hommes, sur des problèmes dont leurs pères ne s'inquiétaient en rien, ont déjà longuement réfléchi. On verra, au cours des réponses de cette enquête, dans quel accord se trouvent tous les jeunes pour refuser certaines solutions de violence; on saura qu'ils ont parfaitement le sens de la complexité des phénomènes qui posent leur interrogation à l'esprit humain. L'apparent silence n'est peut-être que le signe d'un lent mûrissement. Autour de nous bien des formules ont été proposées : nous satisfont-elles? Plus patiente à s'élaborer, la réponse française n'aurait-elle pas la chance d'être plus

pertinente? Bien des jeunes Français seraient prêts à le croire.

Cette sagesse pourtant n'est pas sans danger : elle porte même en soi sa menace. Quand on considère l'ensemble des réponses, on constate que, s'il y a querelle, elle ne porte que sur des *méthodes* et non sur des *principes*. Le but affirmé, proclamé, est toujours le même. Tous ont au cœur le même désir de voir leur pays prendre la tête de cette évolution qui permettrait à l'homme d'être plus heureux sur la terre et en même temps de réaliser plus parfaitement ses propres virtualités. C'est sur les méthodes préconisées pour atteindre ce résultat que les opinions divergent : comment prendre barre sur cette réalité qui, aujourd'hui, fuit de toutes parts entre nos doigts et qui semble faire peser sur l'homme une menace? Beaucoup ne répondent à cette interrogation que dans des termes d'un pragmatisme étroit. Les idées ne leur sont trop souvent que des instruments. On en considère à peine le contenu. Ainsi s'explique une versatilité qui n'est que trop évidente.

Il manque à la jeunesse un système de pensée solide. On s'en aperçoit en considérant que, dans toute la masse de ces jeunes générations, les seuls éléments qui se présentent comme des blocs inentamables sont d'une part les maurrassiens, très peu nombreux, les trotzkistes (guère plus abondants) et ceux que j'appellerais les catholiques chrétiens, qui entendent mettre leur vie en accord avec leur foi. Dans les trois cas, des jeunes hommes qui se soumettent à des systèmes de pensée rigoureux ; les trois groupes faisant figure de non-conformistes, ce que les communistes, par exemple, ne sont plus, gagnés par l'utilitarisme politique. C'est peut-être cette absence de conviction active, j'entends de philosophie vivante imposant des actes, qui laisse une grande part de la jeunesse française incertaine devant ses plus profondes aspirations. Beaucoup des témoignages de cette enquête manquent de violence. Ceux qui s'affirment avec force ne parviennent qu'à un désespoir. Et beaucoup ne sont catégoriques dans leur refus que parce qu'ils suivent des sillons déjà tracés. Il y a, dans presque toutes les réponses, le sentiment manifeste que la jeunesse française se trouve sinon dans une impasse, du moins dans une extrême

difficulté : elle n'en pourra sortir que par des ruptures et des audaces, dont elle ne découvrira qu'en soi le mobile impérieux.

La jeunesse française connaît peut-être davantage le sens de ses refus qu'elle n'a le courage de ses affirmations. Elle sait ce qu'elle ne veut pas, plus que ce qu'elle veut. Ce n'est pas suffisant. Car les grands mots qu'on fait miroiter devant ses yeux peuvent être en clinquant : la *liberté* peut n'être qu'une technique perfectionnée de l'oppression, et l'*humanité* un moyen commode de renoncer à être homme. Pour que toutes les forces intactes dont la jeunesse française est riche puissent se nouer en un faisceau, il faudra que, de ses aspirations, se dégage une doctrine précise, neuve, en laquelle s'unissent le sens vivant de la tradition et celui des nécessités de l'avenir. On ne saurait assez dire qu'il y a là, pour la France, une obligation impérieuse.

Ceci dépasse le problème de la jeunesse. C'est de la France même qu'il est question. Pour être, elle a besoin de savoir pourquoi elle vit et à quoi elle se dévoue. Notre vieux Michelet disait qu'au contraire de l'Angleterre qui est un *empire*, de l'Allemagne qui est une *race*, la France est une *personne*. Il voulait sans doute dire par là que ni les déterminismes de l'histoire, ni les forces économiques, ni les composantes ethniques ne rendent compte de cette « donnée immédiate » de la conscience nationale que chacun de nous sent pourtant être la France. C'est dans cet effort pour découvrir la loi intérieure de la France que réside notre volonté nationale d'exister. La France est la France parce qu'elle le veut. Pour être pleinement soi, elle a besoin de se sentir placée au service de certaines valeurs morales et spirituelles au destin desquelles elle s'est identifiée : toute offense que subissent ces valeurs est une offense à la France. Ce qui me paraît peut-être le plus beau, dans toutes les réponses qu'on va lire, c'est que, quelque soit la classe ou le parti où ils se rangent, tous les jeunes correspondants ont affirmé spontanément ces valeurs. On en jugera spécialement, pour ne prendre qu'un exemple, en lisant le chapitre qui est consacré au problème du colonialisme.

Il faut donc que ces valeurs, auxquelles d'instinct tout jeune Français se réfère, soient affirmées, qu'elles se hiérarchisent et

deviennent des vérités en acte. Chaque pays a sa façon particulière de créer son histoire. L'Angleterre semble croître lentement, sans secousses, à la façon d'un arbre. L'Allemagne procède par brusques sauts, par soudaines illuminations. La France obéit à une sorte de dialectique : elle ose, puis elle stabilise. Elle risque, puis elle sauvegarde. Quand, avant la guerre, une enquête semblable à celle-ci avait été menée, le mot-clef qui s'en dégageait était *maintenir*. Les circonstances sont différentes ; le temps de la dialectique n'est plus le même : c'est *affirmer* qui est nécessaire.

Ainsi un jeune mort, dont la place demeure vide parmi nous, Arnaud Dandieu, écrivait-il, en une de ses dernières pages, ce titre où il enfermait le destin de notre jeunesse : *Mission ou démission de la France*. Renoncer à être soi, ou affirmer cette mission, dont chacun de nous porte l'attente, sinon la formule, tel est notre dilemme. Écoutons quelques-uns de nos camarades et de ceux qui nous suivent, désigner les valeurs qu'ils entendent servir, concevoir tout haut le sens de cette mission.

*
* *

Il est des confidences qui ne se font qu'à des amis : entre hommes du même âge, un accord presque instinctif existe, par delà tous les désaccords. On peut discuter ; le plan sur lequel on se heurte est le même pour tous, dans une même génération. Pour interroger la jeunesse, il fallait un de ses représentants.

Xavier de Lignac a vingt-sept ans. Il appartient à ce groupe de jeunes hommes qui ont abordé la vie au moment même où la grande illusion des temps prospères commençait à céder devant de plus austères réalités. D'illusions, je dirais qu'il n'en a guère, si la conviction de n'en avoir plus n'en demeurait peut-être une encore : on aimera en tout cas le regard lucide, volontiers ironique, dont il considère les êtres et les idées. Une certaine insolence — celle que Barrès exigeait d'un jeune pour qu'il lui donnât confiance — ne saurait pourtant faire méconnaître qu'elle n'est qu'une défense ombrageuse et qu'elle témoigne de convictions dont la générosité se masque de pudeur.

Ce que je souhaiterais que le lecteur appréciât, dans l'enquête qu'on va lire, c'est l'extrême modestie dont fait preuve l'enquêteur. A un homme mûr il est déjà malaisé d'être entièrement objectif, quand la chose tient à cœur ; à un jeune homme dont les principes ne sont pas encore bien *rodés* à l'usage, il faut presque de l'héroïsme. Dans toute la conduite de cette enquête, que j'ai suivie pas à pas, Xavier de Lignac s'est courageusement soumis à l'objet qui lui était proposé : il ne laisse parfois ses propres affirmations prendre le pas que dans de brèves pages de commentaires, qui ne sont ni les moins pertinentes, ni les moins utiles de son étude.

Aussi éloignée des faciles propagandes que des découragements profonds où certains s'obstinent à la voir, la jeunesse française dont elle témoigne est plus une puissance en réserve qu'une force en acte. Combien de fois, au cours de cette enquête, n'entendons-nous pas l'appel à une fidélité essentielle, dont la France depuis vingt ans semble ignorer le mot, une fidélité à cette *mission* dont nous nous sentons investis de toute éternité ! Mais ce mot, la jeunesse doit savoir qu'il ne lui sera pas donné par un Dieu inconnu, comme un « Sésame » au seuil d'une caverne riche en promesses. Il naît en nous, du plus profond de nos exigences spirituelles, et sa puissance de rayonnement est à la mesure de nos efforts et de nos sacrifices.

DANIEL-ROPS

ENQUÊTE SUR LA JEUNESSE

QUELLE JEUNESSE ?

La jeunesse est une mode qui s'affirme. Après l'avoir longtemps considérée en France comme une excuse ou un charme — au sens magique du mot — voici qu'on en a fait un privilège. Tous les vieux (ils sont légion) veulent tenter sur elle la prise de sang et comme, au jeu de la vie contemporaine, il y a plus à perdre qu'à gagner, même en trichant, c'est dans ses rangs que les fourbus du régime cherchent des volontaires. Pas en vain, d'ailleurs, car on trouve de tout dans cette jeunesse, y compris des têtes séniles et des cœurs usés, tant elle est diverse. On l'appâte par la promesse des miettes d'un gâteau déjà bien partagé, on l'acclame, on la flatte, on l'ausculte, on lui fait la leçon gravement et, quand elle sait bien les réponses qu'on lui a enseignées, alors on lui pose les questions. Cela s'appelle interroger la jeunesse. Politique, littérature, économie, morale, elle récite ce qu'on veut. « Comme elle promet et quelle précoce sagesse est la sienne ! » disent les vieux qui l'ont endoctrinée. De jour en jour elle est mieux pourvue : elle a ses congrès, ses filiales de partis, ses auteurs, ses héros, les exploiteurs de sa vigueur physique et ceux de sa fraîcheur d'âme, ses sous-secrétaires d'État, voire ses ministres, ses preventoria aussi et ses chômeurs. Enfin, on lui prépare sa guerre. Car on s'accorde à reconnaître que la crise n'est pas une expérience qui trie et façonne la jeunesse aussi bien que la guerre. La jeunesse, c'est l'âge par excellence des héros. Qu'en pensent les jeunes ?

Mais, au fait, la jeunesse pourrait bien n'être qu'un mythe ; un de plus. Par nature elle n'est pas une œuvre, mais un futur — impossible peut-être pour cette génération écrasée entre deux mondes, celui qui se défait, et celui qui est à faire. On n'a point préjugé ici de l'existence de la jeunesse, mais seulement de l'âge des hommes de cette génération d'après-guerre en laquelle une jeunesse — ou rien — se passe.

Aussi, bien plutôt que le goût de faire une enquête, dont on sait quel médiocre et superficiel procédé d'information cela constitue, c'est le souci d'apporter sur la jeunesse possible un document — entre beaucoup d'autres — qui est à l'origine de la recherche et de la présentation des témoignages très divers que pourront consulter ceux qui auront la patiente curiosité d'en lire les lignes, et aussi les marges.

Aucun parti-pris théorique, qu'on veuille bien le croire, n'a présidé à cette information. Un garçon de moins de trente ans a proposé à d'autres garçons de sa génération, connus et inconnus, des thèmes de réflexion et d'expression aussi divers que possible, mais que ses propres soucis lui ont inspirés. Ce n'est pas une parade qu'on a voulu monter, ni un procès complet de la jeunesse, simplement une confrontation de *quelques* témoignages qui signifieront autant par ce qu'ils ne disent pas que par ce qu'ils expriment. S'il y a une jeunesse en France, une vraie jeunesse forte de toute la puissance de son imagination, de toute la nouveauté de son action, ce ne sont point des cris dans la rue, des amendements au Parlement, une motion de Congrès ou des manifestes dans les revues qui témoigneront sûrement pour elle, mais des gestes inattendus et sans commentaires, d'une portée secrète, des pensées incomprises, mais lentement efficaces, des actes d'abord solitaires qui construiront, sans bruit, les formes d'un monde nouveau.

*
* *

Voici quelques précisions sur la méthode qui a été suivie au cours de cette enquête.

Les questionnaires, dont on trouvera le texte en tête de chaque partie, ont été adressés à des jeunes gens, hommes et femmes, dans les très larges limites d'âges, comprises entre la

fin des études secondaires ou de l'apprentissage pour les plus jeunes, et, pour les plus âgés, le fait de n'avoir pu être engagés dans la dernière guerre ; soit environ dix-huit ans pour les uns et trente-cinq ans pour les autres. Sur le plan des dates, auquel on était bien obligé de se tenir, ce sont là sans doute les limites — généreusement tracées — de la « génération d'après-guerre », celle qu'on ne pourrait appeler qu'au prix d'une certaine cruauté la « génération de la victoire ».

Près de quatre cents de ces jeunes gens ont été touchés par nos questionnaires. Avec un extrême empressement et une évidente sympathie, cent soixante-deux réponses ont été rédigées en quelques semaines ; certaines particulièrement scrupuleuses et réfléchies, d'autres plus hâtives, toutes très franches et très libres. Parmi ces réponses, quelques-unes cependant étaient conçues d'une matière si schématique ou manifestaient un esprit partisan si peu original qu'elles n'auraient eu ici aucune signification. Il ne s'agissait pas, en effet, de faire de ces pages une revue des positions prises en tous les domaines par telles écoles, tels partis qui sont fort bien connus du public, dont on sait qu'ils groupent un certain nombre de jeunes gens, sans que ceux-ci puissent rien exprimer d'autre que les officielles thèses ou les prétendus programmes. Qu'on ne s'y méprenne pas ; ce n'est pas la violence ou le sens d'un témoignage qui l'ont fait rejeter (au contraire, je déplore assez, quant à moi, un certain manque d'insolence et de passion dans bien des réponses) mais son insignifiance, sa banalité ou simplement son identité avec des attitudes suffisamment connues par ailleurs.

On trouvera, parmi les cent et quelques témoignages retenus, non pas l'expression de la pensée d'une élite intellectuelle, à quoi se tiennent d'ordinaire les enquêteurs auprès de la jeunesse qui ne sortent guère des limites du quartier latin, mais celle de jeunes ouvriers, de jeunes paysans, commerçants, chômeurs, à côté de leurs camarades étudiants, hommes d'affaires, fonctionnaires.

Sans qu'on ait subi l'obsession de dresser un catalogue complet des situations sociales, des âges, des régions, des métiers, des tendances de la jeunesse française, ce sont les réflexions de jeunes de tous les milieux qui figurent ici : grande

bourgeoisie, classes moyennes, fonctionnariat, commerce, artisanat, classe ouvrière. Notons que les correspondants de province sont aussi nombreux, sinon plus, que ceux de Paris. Tous ici sont cités anonymement. Il a paru préférable — encore que l'anonymat dissimule souvent, sinon une lâcheté, du moins une peur de la personne assez déplaisante — de ne point nommer ceux qui ont eu la bonne volonté de répondre aux questionnaires qui leur avaient été adressés, pour assurer leur liberté complète d'expression et ne rien ajouter ou retrancher à la portée de leur témoignage par l'obscurité ou la réputation, également fallacieuse, dont ils jouissent. Quelques-uns, en effet, sont déjà très connus de leur milieu ou même d'un public étendu. Ce qui importait, c'était la valeur de ce qu'ils avaient à dire et non pas l'attrait que pouvait exercer, sur la curiosité la plus superficielle, l'étiquette de leur nom.

*
* *

Les questions qui se posent aux jeunes, sinon celles qu'ils se posent, sont innombrables. Il fallait sacrifier, choisir et ordonner parmi toutes celles qui, dès les premières réflexions, se présentaient.

Il a paru bon et commode de les classer sous trois chefs, inévitablement arbitraires, mais assez distincts cependant. Sous chacun d'eux on a voulu offrir aux jeunes Français l'occasion de préciser la nature de certaines questions éternellement actuelles pour eux, plutôt que celle d'entasser ou de détailler des solutions toutes faites hâtivement préférées et théoriquement exposées.

Ainsi l'inépuisable matière fournie par la vie et particulièrement par la vie difficile, telle qu'elle s'offre aujourd'hui aux jeunes, s'est trouvée répartie en trois questionnaires, trop vagues et trop longs peut-être, dont l'un seulement a été proposé à chaque correspondant. Tout système a ses défauts et aussi ses avantages. Il est apparu que celui-ci permettrait une présentation plus cohérente et plus variée en même temps des réponses obtenues, un examen plus facile et plus détaillé de leur contenu, un jugement moins général et moins extérieur de leur signification et de leur intérêt.

La première partie de ce « dossier » contient les réponses aux questions concernant le sentiment et la conception de la France qu'ont les jeunes Français. De quel passé leur paraît-elle chargée, de quel avenir la veulent-ils capable, de quelle essence est-elle pour eux, quel élément de sa riche réalité leur est le plus précieux ? Quel rôle lui assignent-ils dans le monde, soit vis-à-vis des colonies qu'elle est chargée d'élever à la civilisation, soit vis-à-vis des nations d'Europe auxquelles des liens d'amitié ou d'hostilité la rattachent ?

Dans la *seconde partie* sont présentés les témoignages des jeunes sur les conditions matérielles de leur vie, sur le sens de leur jeunesse, les problèmes professionnels qui se posent à eux, l'attachement qui les lie à un lieu, le rôle qu'ils attribuent à la famille, leur conception des problèmes sociaux.

Enfin la *troisième partie* vise à présenter les ordres de valeurs principaux sur lesquels les jeunes fondent leur vie : primauté de l'homme sur le groupe, rôle de la raison et de l'intelligence, valeur et portée de la science, problèmes de la foi et de la vérité, conception et conquête de la liberté, de l'ordre, de la justice...[1]

Ces questions se résumeraient peut-être à une seule si certains mots n'avaient pris à l'usage un sens bien négatif : sur quelle *philosophie* fondez-vous votre maîtrise de la vie, ou quelle *foi* commande vos actes ?

Ce ne sont pas des recettes, des analyses, des systèmes, des « grandes machines » théoriques que ces questions ont eu pour but de provoquer de la part des jeunes, mais des ripostes, des attitudes, des réflexions — si l'on veut, d'autres questions, — le *sens* plus précis de ces mêmes questions.

Au lecteur de juger ce que valent les « discours » de quelques-uns des jeunes, de peser leurs inquiétudes, leurs assurances, leurs doutes, leurs illusions, leurs certitudes et aussi ce poids étrange, obscur et précieux de leurs silences.

1. Les deux dernières parties paraîtront dans des livraisons ultérieures.

PREMIÈRE PARTIE

EN FACE DE LA FRANCE

QUESTIONNAIRE

I. — *Qu'est-ce que la France pour vous?*

a) Est-ce plutôt un passé à sauver ou un avenir à édifier? Vous sentez-vous responsable d'une tradition à continuer et laquelle? Dans quelle mesure s'agit-il de « maintenir », dans quelle mesure de « refaire » la France?

b) Comment définissez-vous l'essence de la France? De quels éléments pensez-vous qu'elle se compose? En d'autres termes, quel est pour vous l'élément le plus important de la civilisation française? Comment estimez-vous qu'il puisse être sauvegardé, renforcé, développé?

II. — *Quel est le rôle — ou la mission — de la France dans le monde?*

a) Comment se pose pour vous le problème colonial?

Même si vous répugnez en principe à tout colonialisme, ne pensez-vous pas que la France doit à elle-même et à ses colonies de défendre et resserrer les liens de ce qui constitue l'Empire français? Pensez-vous que l'exemple de l'Angleterre soit à suivre? Sinon quelle politique coloniale française envisagez-vous?

Pouvez-vous préciser le rôle que l'influence française doit, d'après-vous, jouer dans les colonies?

Y a-t-il quant au régime des colonies françaises, des mesures administratives, économiques, politiques urgentes qui vous paraissent s'imposer — lesquelles?

b) Quel est le problème européen dominant pour la France?

Comment concevez-vous les rapports avec les autres puissances européennes, tant en ce qui concerne leur influence sur la France que l'influence française sur ces pays (prestige culturel, dépendance économique, alliances, etc...)

c) Que pensez-vous de la S.D.N.?

d) Que pensent de la France les jeunes étrangers?

Quel rôle lui assignent-ils? Quelle confiance lui font-ils?

Quels reproches lui adressent-ils?

I

TOUS FRANÇAIS

Depuis que le parti communiste lui-même se réclame de la « tradition française » et invoque, à l'appui de sa nouvelle politique, le patronage non seulement des héros patriotes du XVIIIe siècle, mais de ceux du XVe, annexe Marceau, revendique

Jeanne d'Arc, il est difficile de trouver un jeune Français, à quelque milieu qu'on s'adresse, qui ne témoigne d'une grande ardeur de sentiments pour son pays et ne tienne à qualifier d'abord de « françaises » ses attitudes politiques, voire ses conceptions philosophiques et religieuses.

La réalité matérielle et spirituelle française n'est donc niée ou combattue actuellement, comme telle, par personne. Mais les raisons de la reconnaître et de la chérir, les sentiments qu'elle inspire, les attitudes qu'elle commande, sont bien différents chez les uns et chez les autres, quand ils ne sont pas hostiles. A ce point même, qu'animés de la plus sincère, de la plus étroite intransigeance, une catégorie de Français, particulièrement jaloux de la grandeur nationale, n'ont pas hésité à désigner comme une « Anti-France » la foule redoutée, honnie de leurs compatriotes dont le comportement politique était opposé au leur.

Le débat patriotique qui passionna les jeunes de la génération de Barrès et Jaurès — nos pères — n'a glissé qu'en apparence sur le terrain social et économique. En réalité, ce que les hommes dits de droite reprochent aujourd'hui aux hommes dits de gauche, ce n'est point tant leur philosophie, leurs vues sociales ou économiques prétendues révolutionnaires, que leur attache à une pensée et une puissance étrangères, au marxisme juif-allemand et au Gouvernement de Moscou. Et réciproquement ce que les gens de gauche reprochent, à tort ou à raison, à ceux de droite quand ils les qualifient de « fascistes », ce n'est pas tant une théorie et une action politiques (dont ils acceptent facilement et naïvement eux-mêmes d'adopter, sinon les principes, du moins les méthodes) que de copier des idéologies et des tactiques importées de Rome ou de Berlin.

C'est bien là le signe que, confusément et contradictoirement avec eux-mêmes parfois, tous recherchent ou veulent tenir une position française. Beaucoup ne réagissent ainsi que par un réflexe de méfiance à l'égard de ce qui vient de loin, par entraînement sentimental ou par amour-propre. Mais quelques-uns savent clairement que s'ils se reconnaissent ou se veulent Français, ce n'est ni parce que c'est plus facile, ni parce que c'est plus prudent, mais parce que la France est la terre où

leur vie d'homme se passe et qu'être Français, par conséquent, ce n'est pas autre chose qu'être homme, dans *ce* temps et dans *ce* lieu, qu'être soi-même dans toute la miraculeuse et précise simplicité de l'existence.

La France, pour ceux-là, c'est le monde extérieur proche, c'est la mesure et la forme de chaque pensée et de chaque geste, c'est le caractère constant, le don même de la vie.

La patrie française, dit-on, c'est le sol. Et la nation c'est le peuple ; non point le total, la masse du peuple, mais son esprit. La France, tout court, c'est donc une terre et un esprit.

Comment les plus jeunes hommes, en qui cet esprit s'incarne, liés à cette terre, conçoivent-ils la vie de la France, ou mieux la présence de la France dans leur vie ; quel visage et quel rôle lui reconnaissent-ils dans le temps et, présentement, dans le monde ; quelle est la valeur de la réalité française, que veulent-ils qu'elle soit pour eux demain ? Écoutons ici leurs réponses.

II

PASSÉ OU AVENIR ?

D'abord, comment conçoit-on la réalité de la France ? Quand jugera-t-on qu'elle grandit, pourquoi dira-t-on qu'elle est menacée ? Deux inquiétudes et deux fiertés, qui souvent s'opposent, expriment la fidélité française : celle du passé et celle de l'avenir.

Certains, auxquels il déplairait d'être qualifiés de conservateurs, revendiquent bien haut le titre de restaurateurs. Pour eux, la France c'est avant tout un passé à sauver. La civilisation est *achevée* à leurs yeux et ne court qu'un danger : celui de se corrompre. C'est de quoi il la faut préserver en entretenant jalousement le culte du passé. Et « culte » n'est pas ici un mot pour faire image : il est employé dans son sens fort.

D'autres qui, en leur temps, auscultèrent aussi la jeunesse, ont proposé un jour comme devise du devoir patriotique français : maintenir. M. Charles Maurras lui-même, qui reste le maître d'une partie, sinon très importante, du moins

très active et quelque peu intolérante de la jeunesse actuelle, présente volontiers sa pensée et sa volonté politiques comme tendues vers la reconstruction du passé [1]. Ce n'est point là, d'ailleurs, une conception négative ou passive, mais plutôt *classique* de la France et, pour cela, activement réactionnaire. Elle suppose à son service une résistance opiniâtre contre toutes les forces jugées de désagrégation et une constante rénovation des formes de l'idéal français répondant à des conditions d'existences nouvelles auxquelles un pur conservatisme refuserait de l'adapter.

En face de l'école du passé se dresse celle de l'avenir,... du « progrès ». Elle aussi a son histoire, mais plus courte : elle commence avec le XVIIIe siècle finissant. Pour les tenants de cette conception, l'ordre classique a peu de prestige. La grandeur, autrefois monarchique, et aujourd'hui encore catholique et militaire de la France, les gêne. Ils rêvent volontiers d'une France pacifique, égalitaire, rationalisée, démocratique...

Exalter ou rejeter systématiquement le passé, refuser à l'avenir toute originalité nouvelle dans la grandeur, ou croire celle-ci fatale, sont des points de vues extrêmes que peu d'esprits adoptent d'une manière exclusive. Mais c'est vers l'un ou l'autre que beaucoup s'orientent et c'est autour d'eux qu'on pouvait, en gros jusqu'ici, départager ceux qui ne se contentaient pas d'un patriotisme irréfléchi, purement instinctif.

Quant aux autres — le plus grand nombre sans doute, mais qu'importe ! — passé ou avenir de la France n'évoque précisément rien pour eux. La France, c'est une valeur transcendante, importante, mais vague, à laquelle il est entendu qu'on ne pense qu'avec émotion, dont on ne parle qu'avec transport. Avec confiance et intérêt aussi, parce qu'elle est de bon renom et qu'il est flatteur, sinon avantageux, d'être Français.

Bien qu'on ne cesse d'y faire appel comme à une espèce de vertu commune ou d'attribut naturel, la « conscience natio-

1. « Il n'y a point de *futurisme*, dit-il, qu'un *passéisme* ardent n'ait d'abord animé. Le passé donne un grand courage. » — Préface de *Jeanne d'Arc, Louis XIV, Napoléon*. Flammarion 1937.

nale » n'est peut-être pas le fait de beaucoup de citoyens. Pour combien la France ne représente-t-elle guère qu'un nom, une habitude, une référence commode, un thème facile, un mot magique, une puissance obscure tour à tour bénéfique ou menaçante?

Ainsi est né le mythe de la France, son idolâtrie, qui n'a ni les raisons, ni la force sentimentale, ni la ferveur du culte systématique ou généreux rendu par les uns aux grandeurs du passé, par les autres aux richesses de l'avenir.

*
* *

A cette question : la France est-elle plutôt pour vous un passé à sauver ou un avenir à édifier? Dans quelle mesure s'agit-il de maintenir, dans quelle mesure s'agit-il de refaire la France? Voici ce que répondent quelques jeunes.

D'abord celui qui, voyant là un dilemme, le rejette :

Comme Lyautey, dit-il, je me refuse à choisir entre les deux termes du dilemme dans lequel vous enfermez la question France. Je ne peux mieux faire que de citer Garric *(le Message de Lyautey)* à ce sujet, tant les propres idées du maréchal sur les divers sujets indiqués m'ont paru correspondre exactement à mes conceptions personnelles : « Lyautey... détestait qu'on sacrifiât quoi que ce fût du passé, il détestait aussi que l'on pût essayer de retarder l'avenir et d'empêcher quelque chose de naître... Il plaignait (les hommes) de ne pas aimer davantage à faire de l'avenir avec du passé, sans destruction et sans heurt. »

La formule est à première vue séduisante. Mais peut-être est-elle inspirée d'une sagesse un peu utopique, a observé un garçon auquel je demandais ce qu'il en pensait. Sans destruction soit, mais sans heurt! Appliqué à Lyautey, c'est assez savoureux. Le maréchal n'a guère évité les heurts au cours de sa carrière, et, à mon sens, il a bien fait.

Un très jeune journaliste, sorti des classes populaires, trouve la question un peu étroite et la corrige ainsi :

La France n'est pour moi ni un passé à sauver, ni un avenir à édifier, mais une continuité et un climat spirituels, certes pas immuables, mais éternels à travers leurs transformations. S'il y a un passé à sauver et un avenir à édifier, c'est sur un plan plus vaste. Il s'agit alors de sauver ce qu'il y a de meilleur dans la tradition de l'Occident, notre patrie spirituelle : la noble ferveur du moyen-âge chrétien et l'héritage libertaire et humaniste de la Renaissance, car le droit de revision de certaines valeurs, que l'on doit se réserver, n'a que faire de je ne sais quel vandalisme dadaïste. Ces traditions sont compromises non pas tant, comme le clament certains nouveaux défenseurs de la « culture » trop intéressés, par tel ou tel régime totalitaire (c'est surestimer la puissance de ces régimes,

que de les croire capables d'effacer d'une façon durable des empreintes spirituelles séculaires), mais par le processus de déspiritualisation engendré par l'abdication de l'homme devant la machine et par la perspective d'une nouvelle guerre qui signifierait le suicide de l'Europe. L'avenir à édifier l'est nécessairement aussi sur le plan international et consiste avant tout dans la création d'une norme économique qui puisse rendre à l'homme son équilibre perdu. Pour moi, le destin de la France s'insère dans le destin de l'Europe. Il s'agit donc de maintenir ce qu'il y a de valable et de refaire, ou plutôt de réparer, ce qu'il y a de détraqué.

On sera surpris peut-être par la sérénité du ton et la sagesse assez conservatrice dont s'inspire la réponse suivante. Celui qui me l'a adressée n'a que vingt ans ; il appartient à un milieu de vieille et très riche bourgeoisie.

La France, pour moi, dit-il, c'est un avenir à édifier, certes, mais sans rupture avec le passé, un avenir découlant, dérivant de ce passé. C'est une adaptation nécessaire aux conditions actuelles, tout en tenant compte d'un fonds soit immuable, soit acquis : le *climat*, pour employer un terme à la mode, la position géographique, les dépendances économiques ou stratégiques vis-à-vis des autres puissances. C'est également l'histoire de ce peuple vieux que nous sommes, l'acquis dans tous les domaines.

Il ne s'agit donc ni de maintenir, ni de tout refaire. Pas plus conserver ou cristalliser le passé en vertu de la tradition que tout présomptueusement refaire sur des bases nouvelles. S'adapter, évoluer, régénérer.

Voilà une devise qu'on a voulue prudente, mesurée, libérale et morale. A vingt ans ! en 1937. Nous sommes vraiment un vieux peuple, penseront certains : mais cette sagesse n'a-t-elle pas son prix ?

Du même milieu, un autre jeune, qui fuit les grosses affaires pour la diplomatie, voit dans son pays un exemple heureux de cet équilibre que partout les diplomates ont justement pour mission d'inventer ou de préserver.

La France est un passé à sauver *et* un avenir à édifier. Son grand souci devrait être de conserver l'équilibre harmonieux qui est, à mon sens, sa caractéristique la plus particulière, sa tradition. On retrouve cet équilibre dans tous les éléments du pays : dans sa constitution physique, son organisation, son peuplement, ses idées...

D'Amérique, où il occupe déjà une situation importante, un jeune Français adresse ce témoignage :

La France est une nation de haut lignage au milieu de tant d'autres aux origines moins illustres. Elle est marquée par l'histoire d'une façon indélébile. Mais vivre uniquement sur un capital historique sans se préoccuper de l'accroître, c'est courir le risque de l'épuiser rapidement, et c'est vouer les générations à venir à la dégénérescence et à l'extermination. Ce n'est pas être infidèle au passé, loin de là, que de l'enrichir de son travail et de ses découvertes...

Le Français a toujours été un pionnier et l'esprit bourgeois n'est pas dans le tempérament national. Si d'aucuns sont tentés de voir en lui un conservateur et un traditionnaliste, c'est qu'il présente un curieux mélange de vertus domestiques et de passions idéalistes. Il y a, dans toute notre histoire, une remarquable continuité. Un événement comme la Révolution de 1789 ne réussit même pas à en troubler ou détourner le cours. Les destinées de la France sont liées à une vocation irrésistible. Il faut sauver notre passé dans la mesure où nous pouvons y puiser un aliment à cette confiance dans l'avenir et à cette audace qui sont la marque de notre pays. La France s'est toujours trouvée directement associée aux entreprises les plus téméraires comme aux révolutions les plus décisives : les Croisades, la croisée d'ogive, les voyages d'exploration, les guerres de libération, les expéditions coloniales, la construction des grands canaux maritimes, et, pour finir, la Société des Nations. Le bourgeois, au contraire, se réfugie peureusement dans le passé pour échapper aux exigences de l'heure. Il s'efforce de se confondre avec une tradition comme un lézard à un vieux mur. La seule véritable tradition française est d'initiative et de témérité. Le Français est soldat, pionnier, défricheur.

*
* *

Ces premières réponses sont parentes par le sérieux et la sérénité du ton [1]. Pourtant une différence de conception s'y marque [2]. Les jeunes Français qui ont eu le privilège de poursuivre leurs études se font de la France une représentation assez intellectuelle. Elle symbolise à leurs yeux la culture ; il lui sont attachés surtout comme à une forme de l'esprit. Le passé et l'avenir pour eux s'expriment en termes historiques. Ils savent lire et décrire la psychologie française, se situer eux-mêmes et leur pays dans le dédale des temps et celui des civilisations.

1. Il est significatif d'observer que, parmi les cent vingt réponses que nous avons retenues, une seule fait appel à des sentiments exaspérés. Beaucoup sont inquiets de la France, mais un seul exprime cette inquiétude en de tels termes :

« Dans notre pays, les Français — ceux dignes de porter ce titre et d'en sentir toute la valeur — sont aujourd'hui submergés par toute la racaille internationale : banquiers marrons, incendiaires et autres réfugiés espagnols ou allemands, agents louches et propagandistes du doux paradis des Soviets, ont fait de Marianne une prostituée qui se traîne dans la fange. Mais cela serait peu si l'on ne voyait poindre cette troupe de vautours à l'affût des empires moribonds, ceux que l'histoire retrouve sur les ruines du Bas-Empire ou la défaite de Guillaume II, Israël enfin, tous grands et petits, aux yeux larmoyants, aux familles tentaculaires, prenant toutes les places, trafiquant de tout, plongés dans tous les stupres que notre parlementarisme postule. Peut-on encore dire qu'on est Français quand on voit à la tête d'un pays qui fut propre, héroïque, fier de son âme et de sa loyauté, comme successeur de Charlemagne et de Louis XI, de Richelieu et de Louis XIV, un Blum et toute sa séquelle de créatures..., nous donner de l'*Internationale* sur de l'*Internationale* pour étouffer le bruit de la monnaie qu'on rafle dans les coffres-forts. » (Écrit en mai 1937.)

2. De conception et de formulation, beaucoup plus que de sentiments. Ceci dit pour ceux qui voient des abîmes creusés entre les classes sociales de la France.

Tout autre est la notion que de jeunes ouvriers ont de la France. Les conflits de leur vie sont d'un ordre plus immédiatement matériel, leurs soucis sont plus dépouillés. L'attachement à leur patrie est d'abord sentimental, fidélité élémentaire qui se commente difficilement. Les réponses rapprochées de deux ouvriers et de deux jeunes bourgeois font apparaître vivement ce contraste.

Voici d'abord la réponse d'un jeune *prolétaire* (il se désigne lui-même ainsi) : il a vingt-sept ans, a été longtemps en chômage.

Expliquer ce qu'est la France pour moi, cela me paraît bien difficile, car j'éprouve pour ma patrie des sentiments si élevés et si nombreux qu'il ne me semble pas possible de tous les exprimer. Mais je crois que la France c'est quelque chose de particulier pour chacun des Français. Pour moi, c'est d'abord le souvenir d'une chanson qu'à l'école nous entonnions chaque jour avec force, avec ardeur même et que, maintenant encore, il m'arrive de fredonner.

Je crois que si l'on veut refaire une France plus saine et plus loyale, il faut que tous les Français se montrent vis-à-vis les uns des autres plus humains. Par exemple, si les ouvriers sont toujours considérés par leurs patrons comme des hommes inférieurs et si on les méprise, je ne crois pas que cela grandisse la France. Ce qui fera la France belle, c'est si tous les Français se traitent comme des hommes loyalement.

Un autre, plus jeune (vingt-trois ans), aujourd'hui métallurgiste affirme dans le même sens (et dans une langue dont nous respectons le style) :

Nous, ouvriers, on est très attachés à la patrie, on a même souvent de l'orgueil que la France soit un grand pays et qu'elle soit admirée chez les autres peuples, dans le monde entier. Mais c'est vrai qu'on parle moins souvent de la supériorité de la France que le font les bourgeois. Parce que je crois que nous, on pense d'abord et plus souvent à gagner sa vie et à obtenir des conditions de travail plus justes. Et quand les ouvriers ont remporté une victoire sociale, quand ils ont obtenu justice on est content comme ouvrier, et fier comme Français.

Je sais que dans le passé les ouvriers en France, ils ont toujours cherché à ce que d'autres Français ne les exploitent pas. Je crois que dans l'avenir si tout le monde veut s'y mettre on peut supprimer la lutte entre l'ouvrier et le patron, à condition que l'ouvrier ne soit pas sacrifié. D'ailleurs jamais il ne l'acceptera.

En face ou à côté de ces deux témoignages, en voici deux, venus de milieux qui se tiennent pour bourgeois. Le premier, vingt-six ans, fils de fonctionnaire, prépare un grand concours ; à lire sa réponse on jugera piquant que ce concours soit l'agrégation d'histoire.

Passé de la France, avenir? Cela n'a de sens pour moi que dans le présent. Ne m'importe que la France d'aujourd'hui. Je sais qu'elle exprime celle d'hier et commande celle de demain. Ce qui, du passé, n'est pas sauvé dans le présent m'importe peu. Ce qui n'est pas commencé de l'avenir dans le présent, je ne le connais pas.

Faire la France tout de suite, c'est la vraie tâche. Je crois d'ailleurs que la France à sauver n'est pas du passé, mais du présent. Parce que la France est une nation rentière qui se ruine et que cela est immédiatement insupportable et bas, je dis, je sens que la France est une petite nation. Ce n'est pas de se gargariser des vestiges et souvenirs de sa grandeur passée qui peut rien y changer. Je n'ai aucun goût pour les nations-musées. Je ne crois que les conditions de vie présentes soient les mêmes que celles du XVIIe ou du XIIIe siècles. Il faut inventer la grandeur nouvelle de la France et trouver un élan, des formes, des institutions.

Je ne vois aucun sens aux leçons de l'histoire, si ce n'est que rien de nouveau et de grand ne se fait sans lutte et qu'aucune lutte n'aboutit qui ne soit entreprise dans un dessein précis. Il semble que les luttes actuelles soient sans objet, conduites autour de mots vides, inspirées par la peur.

Que la France de demain soit digne de celle d'hier ne me paraît avoir aucun intérêt véritable. C'est une proposition d'esthète. Toujours la France sera à la mesure des Français. C'est cette mesure-là qui est importante, seule. C'est le présent qui juge les Français. Actuellement, c'est bien clair, il les condamne. Leur faiblesse est telle qu'ils ne songent qu'à imiter leurs voisins ou leurs ancêtres.

Vaincre le présent, c'est ça la tradition française. En termes plus concrets, c'est vaincre la misère, la faim, la guerre, la tyrannie, celle de l'argent ou celle de la peur. C'est vaincre la bêtise.

Le témoignage qu'on vient de lire ne manque ni d'ironie, ni de mordant. Mais la page que voici, sous une forme plus retenue, ne le complète-t-elle pas? Elle émane d'un jeune étudiant en droit de vingt et un ans, qui, du problème posé par nous, dégage en peu de lignes l'enseignement :

Dans la mesure même où l'homme est lié au temps, et cette mesure est primordiale, il est soumis au mouvement indéfini de la marche humaine vers l'avenir, et ne doit point se retourner pour regarder en arrière, mais seulement se souvenir des leçons du passé qu'il a reçues directement ou par tradition. S'il voulait, en dépit des lois de la vie, marcher les yeux tournés vers son chemin parcouru, il risquerait, non d'être changé en statue de sel, mais d'être entraîné, en un accident grave, lui et les siens.

Aussi ne s'agit-il à aucun moment de restaurer ou de maintenir un ordre ancien, pas plus en France qu'ailleurs, mais seulement et toujours de construire un ordre nouveau qui tienne compte, dans la mesure du possible, de l'expérience du passé et sache en profiter. C'est pour cela que les seuls éléments qui soient vraiment vivants et qui puissent espérer triompher sont les éléments révolutionnaires (au sens large du mot : peu importe qu'ils soient royalistes ou socialistes) et non les éléments rétroactionnaires.

S'il existe une tradition dont nous sommes responsables (et il y en a une), la meilleure chance de la trahir est de vouloir en ressusciter les formes au lieu

d'en écouter les leçons. La parfaite compréhension de la tradition a été exprimée par Paul Valéry quand il a écrit : « L'idée du passé ne prend un sens et ne constitue une valeur que pour l'homme qui trouve en soi-même une passion de l'avenir ».

Ainsi ces quatre jeunes hommes ont-ils en commun ce qu'on pourrait appeler : l'interrogation française. Le sort de la France, par quoi doit s'opérer l'équilibre entre le passé et l'avenir, ils le devinent lié à la solution de certains problèmes. Ils veulent construire. Que cette construction ne puisse pas être purement idéologique, qu'elle doive reposer sur des assises sentimentales, humaines, c'est ce dont nous assurent les confidences de nos deux jeunes ouvriers ; mais leurs camarades bourgeois expriment, dans cette interrogation que la jeunesse adresse à son pays, le témoignage d'une revendication de l'esprit.

III

LA FRANCE DANS LE MONDE

Faire fortune, pour un mot, signifie souvent prêter sa richesse sonore ou étymologique à la pauvreté de pensée de celui qui l'emploie. C'est le sort advenu à l'expression « mission civilisatrice de la France ». Pour les jeunes qui mille fois l'ont cueillie aux lèvres ou à la plume de leurs aînés, a-t-elle encore un sens ?

C'est un penchant propre aux Français que d'attribuer une valeur universelle aux conceptions et aux formules qu'ils ont inventées. Penchant d'ailleurs justifié, si l'on songe à la portée immense des idées propagées par la France depuis qu'elle est nationalement constituée. L'ordre classique, puis l'élan révolutionnaire ont envahi et inspiré non seulement l'Europe, mais le monde entier.

Si bien qu'aujourd'hui, malgré sa carence politique, sa faiblesse commerciale relative, son inertie diplomatique et la décadence de sa culture, la présence de la France est encore partout sensible, son influence partout possible.

La pensée française, si longtemps créatrice et conquérante, semble pourtant arrêtée, figée. Mais, à cette défaillance,

peut-être mortelle, correspond un malaise et une attente des peuples qu'anime la vie française. Qu'elle le veuille ou non, la France ne risque pas son seul sort. Le destin d'autres peuples, et peut-être celui d'une civilisation tout entière, sont liés au sien.

Avant de déterminer la nature de l'inspiration française, et de préciser de quels éléments est constituée la mission de la France dans le monde [1], il est intéressant de connaître quelles réalités aux yeux des jeunes Français sont mises en jeu par les défaillances de leur pays.

Tout d'abord comment ceux-ci jugent-ils la situation coloniale de la France? Pensent-ils que le principe en soit légitime; à quelle politique estiment-ils que le fait colonial les engage? Et puisque empire il y a, quel statut leur paraît nécessaire?

Responsable de la justice et de la vie dans ses colonies, la France l'est de la paix en Europe. Quelle que soit la fragilité des alliances, la rigidité des « axes », la durée des accords, l'imprévu des rencontres et le mystère des pactes, il est évident que la politique européenne française, selon qu'elle sera novatrice ou traditionnelle (c'est-à-dire faible et dépendante) peut écarter ou faire éclater les menaces de guerre qui pèsent actuellement sur l'occident. Quel problème européen les jeunes jugent-ils dominant pour la France? Si c'est celui des rapports franco-allemands comme[illegible] [illegible]gent-ils sa solution?

Depuis la guerre on a voulu lier le sort de la paix à celui de la Société des Nations. C'est la thèse officielle française. Les jeunes la jugent-ils soutenable et efficace? Font-ils crédit à la S.D.N. et à quelles conditions?

A ces interrogations capitales ont répondu des Français de moins de trente ans : officiers, étudiants, bourgeois, ouvriers qui n'ont pas consulté les mots d'ordre d'un parti, mais la réponse franche et directe de leur esprit et le mouvement naturel de leur cœur. Tous, on le verra, désavouent la même lâcheté et exigent de leur pays, c'est-à-dire d'eux-mêmes et de leurs camarades, hommes de demain, un engagement nouveau qu'ils savent, certes, difficile, mais nécessaire aussi.

1. Ce sera l'objet de la troisième partie de cette enquête.

EMPIRE FRANÇAIS. — Le premier lieu où il nous sera possible de discerner les caractères de la mission française ne serait-il pas cet *empire* dont tant de Français ne considèrent l'étendue sur la carte qu'avec une trop sereine négligence? Ces terres, où nous avons la charge de millions d'êtres, ne vont-elles pas nous donner témoignage de notre vouloir, de notre responsabilité?

Observons d'abord que ce problème colonial existe pour les jeunes Français que nous avons interrogés. Est-ce seulement le hasard qui dicte à tant de correspondants des réponses précises et détaillées sur ce point [1]? Ceux-là même qui ne possèdent aucune information coloniale particulière (en dehors des souvenirs d'un programme de baccalauréat), notons le sérieux avec lequel ils ont envisagé ce difficile problème; et non seulement le sérieux, mais l'absence d'illusion, de faux sentimentalisme, d'égoïsme étroit. Leur franchise pourra sembler brutale : elle nous paraît assez courageuse.

***

Un seul refuse le principe et même le fait du colonialisme. Il n'est d'ailleurs pas dupe et la fin de sa réponse constitue davantage un aveu d'impuissance qu'une solution.

Je ne suis pas très au courant des questions coloniales. Le colonialisme me répugne profondément. Quand j'entends parler d' « Empire français », je pense malgré moi à « impérialisme français » et non pas uniquement par suite d'une association d'idée d'ordre linguistique. Je ne puis oublier la sanglante répression de la révolte de Yen-Baï, ni la duperie dont sont victimes les indigènes qui ont fait la guerre pour « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », ni enfin cette humiliante condition légale encore infligée à la majorité des coloniaux nord-africains et dont le Code de l'indigénat est la consécration. Je sais bien que le problème colonial est infiniment complexe, qu'il ne se limite pas à une question de morale politique et aussi que si la France abandonnait des territoires coloniaux, l'Allemagne ou d'autres puissances s'en empareraient. Néanmoins, la seule « politique coloniale » qu'il me soit possible d'envisager est la fin de tout colonialisme. Il est une réalité qui va plus loin qu'un certain « réalisme », adorateur du fait accompli.

Si cette enquête avait été menée il y a quelques années nous aurions eu, sans doute, plusieurs réponses du genre de celle-là. Dans les feuilles communistes fleurissaient les

1. Tous ceux qui ont répondu à notre premier questionnaire font état de ce problème et s'efforcent de formuler leur opinion à son sujet.

articles sur les événements auxquels il vient d'être fait allusion. C'était le temps où M. Doriot soutenait les Riffains... Le sentiment d'une communauté française étendue aux limites de l'Empire a fait, semble-t-il, des progrès. Nous pourrions invoquer au surplus, le témoignage d'un jeune contremaître d'imprimerie, un *prote*, qui fut inscrit au parti communiste. Il résume en peu de lignes sa position sur ce point :

Problème colonial ? On se trompait quand on le voyait résolu par une insurrection générale des peuples colonisés. Cela n'existe pas, ou pas encore. La révolution, c'est la solution, mais à venir. Pour aujourd'hui, il faut éviter de tout risquer sur une seule carte. C'est un fait que le prolétariat blanc est en avance sur les autres. Donc c'est à lui à lutter. Ensuite il délivrera les ouvriers noirs ou jaunes. En attendant, ce n'est pas la peine d'évacuer nos colonies pour que Hitler ou Mussolini les prennent. Il faut seulement veiller à ce que le travail des indigènes ne soit pas un moyen d'enrichissement des gros colons ou des marchands de caoutchouc. Voilà la vraie politique coloniale telle que je la vois et je crois que je suis bien dans la ligne.

*
* *

Mais il est une autre façon de nier la mission coloniale. C'est de considérer le fait même du colonialisme d'un point de vue purement pragmatique. Très peu de nos jeunes semblent l'adopter. Plusieurs ont la préoccupation légitime des intérêts matériels français. L'un d'eux — ce futur diplomate que nous avons déjà cité — considère seulement « la politique la plus profitable » sans voir autre chose dans l'effort colonisateur. Mais un seul va jusqu'à nier qu'il puisse exister rien d'autre que cet équilibre d'intérêts, entre des terres placées sous diverses latitudes, dont il définit ainsi le principe :

Le problème colonial est actuellement essentiellement réaliste. Il est vain, en la matière, de se bercer de mots et d'illusions : mission colonisatrice, devoir des peuples anciens de faire partager leur très haut degré de culture et de civilisation aux peuples barbares. Il est trop évident que seul l'intérêt a guidé les pays européens dans leur politique de colonisation, que celle-ci a répondu à un désir de profit matériel, pécuniaire, nullement au désir de moraliser. Ceci posé, cette hypocrisie écartée, il est de l'intérêt de la France (pas toujours de celui des colonies) de resserrer les liens par une étroite dépendance économique pour s'assurer que cette source de profits ne nous échappera pas. La politique coloniale idéale serait celle qui subordonnerait les intérêts de la métropole à ceux de ses colonies, qui ferait reposer le prestige français non pas sur la force, mais aussi sur le respect, l'admiration, la compréhension. Il faudrait qu'un lien intellectuel compense, contrebalance le lien économique.

On peut, au surplus, observer que, sous ce pragmatisme juvénile et catégorique se cache peut-être plus d'idéalisme que ne le croit notre jeune correspondant. Car sur quoi voudrait-il fonder le respect, l'admiration, la compréhension? Il les reconnaît souhaitables et nécessaires; en discerne-t-il les bases? Pour que l'indigène soit confiant envers le colonisateur, ne faut-il pas que ce dernier mette en œuvre certaines vertus, c'est-à-dire soit fidèle à ce *devoir des peuples anciens* trop négligé bien souvent?

D'autres sont plus clairvoyants. L'exemple même de l'Angleterre leur a permis de discerner mieux que l'Empire colonial n'est pas seulement un faisceau d'intérêts. Ecoutons ce jeune homme d'affaires, qui gère à l'étranger une grande maison :

L'Empire colonial français est essentiel au maintien de notre prestige national plus qu'à l'indépendance économique de la métropole. La civilisation française, dans ce qu'elle a d'éternel et de chrétien, est tenue de rayonner aussi loin et aussi profondément que possible. La pratique coloniale française de pacification, d'assimilation progressive reste un exemple de sagesse politique.

Au lieu de cette *famille d'intérêts* que constitue l'Empire britannique, l'Empire français se trouve uni dans ses éléments disparates par des *intérêts de famille* : c'est là toute la différence.

Mieux formulé encore, cet appel à une mission colonisatrice française s'exprime avec beaucoup de sagesse dans la réponse d'un jeune élève de l'École des Sciences politiques : la hiérarchie nécessaire entre l'économique et le spirituel s'y marque en termes exacts :

Les principes mêmes du colonialisme ne me semblent pas condamnables, mais parfois ses buts et ses méthodes. Il me paraît normal que des peuples plus avancés en civilisation servent de tuteurs à ceux qui n'ont pas encore atteint leur majorité, que des pays peu habités et aux richesses inexploitées puissent servir de territoire d'expansion pour des populations trop à l'étroit sur le leur. Et je crois que dans l'état actuel du monde la solidarité des hommes est telle qu'aucun peuple n'a le droit de se retirer de la communauté terrestre pour continuer sa vie en marge du reste du globe. L'individualisme est aussi condamnable sur ce plan-là que sur tout autre.

Que l'Empire français demande aujourd'hui, pour subsister, une consolidation et un resserrement des liens qui en unissent les divers éléments, les circonstances permettent de l'affirmer, mais que, demain, certaines colonies deviennent suffisamment fortes et sages pour prétendre à une autonomie relative, à l'instar des Dominions, il n'y aura là rien que de très naturel et souhaitable. D'ailleurs, je crois que la politique coloniale ne peut postuler aucun principe qui soit valable pour tous les territoires et toutes les époques.

Laissant de côté les intérêts économiques de la métropole, dont je ne méconnais nullement l'importance, mais qui touchent à un domaine principalement

technique, le rôle principal de la France dans les colonies doit être d'améliorer le bien-être des populations indigènes et de les aider à comprendre de plus en plus ce qu'est la dignité de l'homme.

Il reste beaucoup à faire pour améliorer le bien-être matériel des indigènes de nos colonies, et, cependant, tous les témoignages confirment que la France s'en est encore beaucoup plus soucié que l'Angleterre.

Mais c'est sur notre rôle d'éducateurs que se produisent les plus graves erreurs et confusions du colonialisme. Beaucoup de Français, même parmi ceux qui vivent aux colonies, s'imaginent avec un beau simplisme qu'il s'agit de donner aux indigènes une instruction analogue à celle des métropolitains. L'erreur de ces gens résulte d'une conception schématisée de l'homme qui leur fait voir les indigènes de l'extérieur et les porte à leur attribuer une mentalité semblable à la leur.

*
* *

Le colonialisme n'est pas seulement un principe, dont on peut discuter : c'est un fait. C'est, pour un certain nombre de jeunes gens, une carrière. Déjà, dans les limites que nous nous sommes fixées, combien de nos camarades en ont l'expérience directe? Administrateurs de vingt-cinq ans, qui, au fond d'une lointaine savane, ont à donner de la « mission colonisatrice de la France » le témoignage quotidien. Médecins qui, dans les forêts du Gabon ou du Cameroun, luttent, sur des espaces grands comme la France, contre la maladie du sommeil et sauvent des vies humaines. Officiers du bled, chefs de poste ou lieutenants des affaires indigènes, montrant aux gens d'Asie ou d'Afrique ce que signifie cette France qui, pour tant d'administrés, n'est représentée que par leurs deux galons.

Les jeunes générations de coloniaux ont déjà leurs témoins. C'est un d'entre eux que nous évoquions, un soir, Daniel-Rops et moi avec deux jeunes interlocuteurs. Ce témoin invisible était Albert Bernard, massacré à l'âge de vingt-cinq ans, sur la frontière de la Côte des Somalis, alors qu'il se portait au secours d'une tribu soumise attaquée par des pillards. En partant pour Djibouti, Albert Bernard avait écrit à son ancien maître [1] : « Je ne sais pas encore ce que je ferai, mais ce que je sais bien, c'est que, sous mes ordres, les indigènes ne seront jamais malheureux. »

Les deux interlocuteurs avec qui nous évoquions cette

1. Daniel-Rops a été pendant trois ans le professeur de Bernard.

jeune mémoire appartenaient tous les deux à ce petit lot d'hommes qui auront à donner au colonialisme français le sceau de leur action. L'un d'eux était élève à l'École Coloniale ; l'autre, capitaine de méharistes. De cette conversation, voici ce que chacun a tiré : on verra que le principe érigé par Bernard en règle de vie a pris chez ses deux camarades le même sens.

Les confidences du jeune élève nous mettent au cœur de cette *vocation coloniale*, sans laquelle le colonialisme n'est qu'un triste pourchas d'intérêts.

Ma vocation coloniale est née ainsi : vers six ou sept ans, accentuée par toutes mes lectures ensuite, une vive impression produite par des récits d'explorations de l'Afrique dans des magazines illustrés : tout l'attirail de l'exotisme et le goût de l'aventure. Puis, vers dix-huit ans, la révélation d'une grande tâche humaine à remplir, soit comme médecin, soit comme fonctionnaire. Je suis ainsi entré à l'École Coloniale...

Le rôle que l'influence française doit jouer outre-mer ? Relèvement matériel, moral, intellectuel des populations indigènes, évidemment. Ce programme est, en principe, défini par les textes, les ordres des chefs métropolitains ou locaux. Mais même quand ces textes, ces ordres sont excellents (humains), ils exigent, pour la réalisation du détail, l'interprétation nécessaire, des *techniciens* sur place. C'est cela, à mon sens, que doit devenir au plus vite l'administrateur ; la plus belle énergie, le meilleur cœur ne suffiraient pas ; il faut, au contact de la vie et à l'exemple des « anciens », se mettre le métier dans la tête.

Je crois la besogne immense : développement économique, aménagement équitable des impôts, meilleure répartition des éléments indispensables de l'alimentation indigène, hôpitaux, infirmeries, écoles, etc. L'exemple inoubliable d'Albert Bernard, qui, avant d'être un héros, réalisa en moins d'un an tant de petites choses de ce genre, me paraît un modèle.

Tâche diverse, délicate, exigeant du tact, de la prudence. Mais si belle, si grave, puisqu'il s'agit de *rendre heureux des hommes*, de leur faire aimer la Patrie commune. C'est d'une mission qu'il s'agit et, plus que des décrets et des lois, elle exige des hommes de dévouement.

Il faudra sans doute, ici et là, faire totalement « peau neuve », nous refaire « *une âme nouvelle* ». Si j'étais capable de vous proposer « des réformes administratives, économiques, politiques, urgentes », je resterais sceptique sur leur portée. Que fera la loi Viollette si elle est votée ? Abolira-t-elle les barrières, le fossé qui sépare Arabes et Français, en grande partie par notre maladresse ? J'ai trop souvent vu, en Algérie, tel colon, arrivé le dernier à la poste, bousculer les Arabes au guichet pour passer avant eux, sous prétexte « que, dans ce pays, il est le maître » ; tant que nous serons capables de ces gestes indélicats, tant que certaines attitudes, certaines paroles contrediront ainsi nos déclarations officielles de fraternité, la politique indigène restera celle « du coup de pied au derrière », nous ne serons ni aimés, ni même respectés, mais craints, haïs. Au risque de passer pour un naïf, je tiens que cette persistance de l'esprit de conquête coûtera cher. Il faut avoir de l'*autorité* en restant *juste*, faire régner un ordre respectant l'*homme*.

Français et *catholique*, j'aspire à une colonisation aux mains pures, *pures aussi*, selon Savorgnan de Brazza, « *pure de sang humain* ». C'est en restant conforme aux exigences chrétiennes que la tâche coloniale doit seulement nous satisfaire. Pour ma part, je ne vois pas comment la *justifier* autrement ; et parce que je sens un si parfait accord entre mon patriotisme et ma qualité de catholique, je consacrerai à ma tâche tout mon cœur.

Telle est donc la vision coloniale d'un jeune Français qui se prépare à partir. Voici maintenant celle de son camarade, presque aussi jeune d'âge et de caractère, mais qui, pendant quatre ans, a commandé, non loin du Tchad, de petits postes de sécurité et de gouvernement. A vingt-cinq ans, ce jeune homme, seul blanc à bien des lieues à la ronde, assumait l'ordre dans une région vaste comme trois départements.

Le problème colonial, je ne veux l'examiner qu'à la lumière de ses incidences sur la condition humaine de l'indigène, seule justification digne de la France. Pour ne parler que de ce que j'ai personnellement constaté au cours de quatre ans de vie africaine, en contact intime avec les nomades et les sédentaires du sud Sahara, il est indéniable que l'arrivée des Français dans cette région a signifié l'abolition de la tyrannie et de la terreur dans leurs manifestations les plus odieuses : esclavage, razzias, vendettas, toute-puissance et dévergondage des roitelets et de leurs représentants. Est-ce à dire que tout soit aujourd'hui pour le mieux ? Non, mais je pense que les servitudes actuelles sont moins dures et plus justifiées par des préoccupations d'intérêts indigènes. On reconnaît d'ailleurs généralement les heureux résultats de notre tutelle initiale pendant la période militaire qui, sans surcharger ces terres pauvres d'une armature trop lourde, trop formaliste et trop coûteuse, leur donnait d'emblée l'essentiel : la liberté, la sécurité et la justice. On conteste plus souvent à la France le bien fondé du maintien de sa tutelle, qui, après avoir brisé les traditions et la hiérarchie, les ont remplacées par un fonctionnariat importé, sans racine avec le milieu, qui n'aurait su ni éduquer l'indigène, ni favoriser la colonisation européenne... L'intérêt des indigènes exige-t-il que nous passions la main à d'autres nations plus dynamiques ? Ceux qui critiquent ainsi l'œuvre coloniale de la France se placent souvent sur un plan de productivisme qui n'est pas le nôtre et qui me paraît singulièrement dangereux pour nos colonies d'Afrique Occidentale et Équatoriale, pauvres en hommes, et dans lesquelles, avant de songer à produire, il convient de sauver la race menacée par l'ébranlement des traditions et des coutumes, par la mortalité infantile et par de dangereuses épidémies comme la fièvre jaune ou la maladie du sommeil. Pour cette œuvre essentielle de sauvegarde de l'indigène, nulle nation ne me paraît plus qualifiée que la France, pour les raisons suivantes :

1° La France, qui a fourni pendant longtemps les trois-quarts des missionnaires du monde, et qui fournit encore la moitié des missionnaires catholiques, est la nation à qui revient de droit cette tâche de sauvegarde désintéressée. La France est la seule nation coloniale qui accepterait de se charger des territoires déshérités sans perspective de profit. Or, c'est le cas de la moitié au moins de nos territoires soudanais et équatoriaux, sables stériles que les Anglais ont laissés à gratter au coq gaulois.

2° Du seul fait que la France administre des colonies, tout changement de maître occasionnerait un trouble grave de la vie locale. Bonnes ou mauvaises méthodes, les indigènes s'y sont accoutumés. De même à notre langue.

3° La politique indigène française, animée par les principes français d'égalité, de liberté et de fraternité, semble plus apte que d'autres politiques, basées sur la suprématie de la force ou de la race, à assurer la sauvegarde des intérêts indigènes. L'indigène des colonies françaises est le seul qui puisse avoir l'espérance d'acquérir un jour la nationalité française avec toutes ses prérogatives et en pleine égalité.

4° La France, qui n'a pas à déverser dans ses territoires coloniaux un trop plein de population et qui est assez riche pour pouvoir n'exploiter les ressources coloniales qu'avec modération, ne risque pas d'envahir dangereusement les peuplades indigènes sous un flot d'immigrants, ni de les asservir à un productivisme outrancier.

5° Au contraire, la France, par l'abondance et la valeur de ses cadres, par les dons de commandement et d'initiative de ses nationaux, par sa générosité de toujours et son esprit missionnaire, par ses glorieuses traditions coloniales, est plus apte que toute autre nation à remplir sa tâche d'éducatrice des peuples indigènes.

J'ai tenté de justifier sommairement l'existence et le maintien des colonies françaises. Quant aux problèmes multiples qui s'y posent, je ne suis pas assez qualifié pour vouloir les résoudre et, d'ailleurs, des volumes ne suffiraient pas à les exposer dans leur variété ; mais il me semble qu'une notion permanente doit faciliter dans chaque cas l'élaboration d'une solution satisfaisante :

sauvegarder et développer les droits essentiels de la personne humaine.

et par conséquent je vois deux dangers principaux à éviter :

celui d'une tutelle trop étroite, qui sacrifierait le droit essentiel à la liberté, pour prétendre faire le bonheur des indigènes même malgré eux ;

celui d'accorder à l'indigène des libertés trop étendues et sans progressivité avant d'être sûr qu'il est capable d'en user légitimement, sans se livrer à des excès qui ramèneraient la tyrannie.

Quant au problème de la nature des relations entre colonies et métropole, il n'est pas comparable à celui qui se posait à l'Empire britannique, parce que, à part quelques îles anciennement colonisées, aucune de nos colonies ne possède un peuplement en majorité français ;

parce qu'aucune de nos colonies ne paraît encore mûre pour l'autonomie politique et administrative ;

parce que l'Empire colonial français ne représente aujourd'hui ni un débouché suffisant pour les exportations françaises, ni une source de matières premières considérable (ni pétrole, ni laine, ni charbon, ni cuivre, ni or en quantité appréciable ; du coton dans un avenir encore lointain ; actuellement des oléagineux, du caoutchouc, des bois et des phosphates).

Dans ces conditions, il n'est pas question de vouloir constituer un bloc économique, mais il demeure désirable d'accroître les échanges entre la France et ses pays d'outre-mer et je pense que l'on y parviendra par la mise en œuvre d'un plan d'équipement d'ensemble financé par la métropole.

*
* *

De ces témoignages si concordants, il est à peine besoin de tirer une conclusion. Pour tous, ou presque tous les jeunes Français, le fait colonial ne s'explique et ne se justifie que moralement. Le mot de *mission* correspond ici à une exigence profonde du cœur et de l'esprit. Cette constatation nous introduit — nous le verrons mieux plus tard — au cœur même de la *réalité française* que les éléments de la politique ou de l'économie ne suffisent pas à définir.

FRANCE-ALLEMAGNE

La grande question européenne, la seule qui semble compter vraiment aux yeux des jeunes Français, c'est celle des rapports franco-allemands. Elle inquiète, car elle évoque des souvenirs sanglants. Elle rassure, en même temps, parce qu'on la sait limitée, précise, nullement insoluble le jour où elle sera abordée avec courage et bonne foi de part et d'autre.

Les jeunes, qui n'ont pas connu les horreurs de la guerre et qui ont peu participé aux compromissions de la paix, ont comme l'obscure et unanime conviction que si aucune catastrophe ne vient bouleverser l'Europe, c'est à leur génération qu'il appartient de régler ce vieux conflit équivoque. Ils se préparent à le faire sans illusions ni susceptibilités, également trompeuses. Ils ont compris que, s'il y avait vraiment un conflit de culture entre la France et l'Allemagne, ce n'était point lui qui entraînait au gaspillage mortel de la guerre. Mais d'autres conflits (point du tout spirituels et jamais clairements exprimés ceux-là, soigneusement dissimulés au contraire par ceux qui ont intérêt à ne les point régler) leur paraissent être à la base d'un antagonisme que la grande majorité déplore. A cette question dramatique, la réponse de la jeunesse française est d'une rare sagesse.

*
* *

Un jeune, auquel le milieu où il a vécu et les études qu'il a poursuivies ont donné une connaissance assez approfondie des questions diplomatiques et que la conduite d'affaires importantes dans un milieu réputé pour son « réalisme » ne dispose pas particulièrement à la rêverie politique, donne très franchement son avis :

Dans ses rapports avec l'Europe, il convient que la France s'attaque, en premier lieu, au problème de ses relations avec l'Allemagne. C'est à la France que l'Allemagne doit en grande partie son existence, c'est donc à nous de nous entendre avec ce voisin que nous avons suscité. Il ne faudrait pas que l'Europe dût sa perte à la pérennité d'une rivalité qu'aucune guerre n'assouvit. La guerre, quoi qu'on dise, est une perspective qui s'établit de part et d'autre de la France et de l'Allemagne. Le rapprochement franco-allemand lui porterait un coup mortel.

Voici que témoigne dans le même sens un jeune attaché à une grande Compagnie de chemins de fer qui, bien que n'appartenant en qualité de membre inscrit à aucun parti politique, a des sympathies non dissimulées pour telle école politique d'extrême-droite où l'on n'a point coutume de nuancer beaucoup les jugements sur la politique allemande et ses intentions.

Le seul problème européen, pour la France, est celui des rapports France-Allemagne. Ceci révolu, le reste n'est plus rien. Qu'en dire d'ailleurs? Que notre politique eût dû, depuis 1918, être à l'opposé total de celle qu'a suivie notre « grande » démocratie, c'est-à-dire ne pas pratiquer la politique du sucre et de la cravache. Le traité de Versailles était fou dans ce qu'il prétendait régir le monde pour cinquante ou cent ans, faire payer les arrière-petits-enfants des vaincus de 1918, procréer une poussière d'États qui seront d'autant plus dangereux que leurs ambitions sont plus grandes.

... Un grand pays ne meurt pas, tant qu'il veut vivre et grandir, et Napoléon, avec tout son génie, n'avait pu limiter l'armée prussienne. Aujourd'hui, rien ne nous sépare de l'Allemagne qu'une campagne haineuse que la presse entretient tous les jours et envenime quand elle peut, qu'une politique longuement réfléchie de provocations et d'ignorance systématique vis-à-vis du IIIe Reich : pourtant Hitler a peiné et souffert avec le peuple, a combattu avec lui ; combien de nos politiciens en ont fait autant?

La même indépendance d'esprit vis-à-vis de l'attitude officielle du parti politique auquel vont ses préférences s'observe chez un jeune communisant auquel l'hitlérisme répugne pour mille raisons, dont quelques-unes viennent du

cœur, et qui, cependant, croit nécessaire et possible l'établissement de la paix, fondée sur l'intelligence réciproque et la franchise, entre la France et l'Allemagne.

Je suis sûr que Hitler est plus haineusement tourné vers la Russie soviétique que vers la France. Je crois, d'autre part, que l'hitlérisme est un mal allemand aujourd'hui, qui, si on n'y prend garde, sera autrichien, puis européen demain. Je le redoute d'avantage que le fascisme italien qui a un caractère de violence et d'aveuglement moins forcené et qui est plus fragile. Hitler a certainement contre la Russie, considérée comme symbole du marxisme, une volonté de guerre. Mais je ne crois pas qu'on puisse lui-même le désarmer ou le réduire par la guerre. C'est par la force et le prestige de l'émancipation ouvrière française que seront conquises, puis dressées contre leur tyran les masses prolétariennes allemandes. La conscience révolutionnaire en Allemagne ne s'éveillera que dans les misères *insupportables* de la paix et non point dans celles *exaltantes* de la guerre.

La France, elle, peut s'entendre avec Hitler si elle le veut, mieux même que la Russie. Je ne parle pas seulement des états-majors, mais des travailleurs. C'est sans doute sur le plan économique que l'entente et les liens peuvent s'établir. Quand, grâce à l'initiative et aux accords français, le peuple allemand mangera mieux, son fanatisme contre nous tombera. En Allemagne aussi, le pain, la paix et la liberté vont de pair.

Un jeune grand bourgeois de vingt ans estime, que tout est aujourd'hui lutte de gros intérêts bien matériels et que, par conséquent, la paix ne saurait être fondée dans la négligence de ces mêmes intérêts.

En politique étrangère, je ne crois pas à la littérature et à la phraséologie : affinités entre peuples, sœurs latines? Allons donc! Que demain un intérêt primordial les oppose et elles se combattront avec autant d'ardeur qu'elles en mettaient à se congratuler auparavant.

La géographie économique joue ici un rôle important, essentiel. On ne se bat plus pour la succession d'Autriche ou pour celle d'Espagne, on se bat pour la houille ou pour le pétrole. Ce serait vraiment trop beau que ce ne soit pas l'intérêt qui guide les peuples dans leurs alliances comme il guide la majorité des individus dans leurs actes quotidiens. Je ne nie pas l'intérêt ou l'utilité du prestige culturel, mais je crois que son rôle est tout à fait effacé et inefficace devant des conflits d'intérêts.

La note suivante paraîtra bien curieuse, si l'on songe qu'elle est donnée par un officier qui parle de la guerre avec une prudence qu'on appréciera et de la diplomatie avec un respect que d'aucuns jugeront peut-être un peu naïf.

Le problème européen dominant pour la France me semble être celui des relations avec l'Allemagne. Beaucoup de gens en parlent avec passion et bonne foi, mais un peu à tort et à travers. Je me garderai de les imiter, car j'ignore un grand nombre d'éléments de décision d'importance capitale, comme presque tous mes compatriotes, puisqu'il s'agit de documents secrets.

A priori, je pense que nous devons en telle matière faire confiance au Gouvernement. La presse accorde trop d'importance à des interviews tapageuses, dont le but est d'endormir la vigilance, ou, au contraire, d'exciter l'animosité de la population ; ce sont là des manœuvres de nations étrangères qui font presque regretter la censure. Il est en tous cas remarquable que tous les gouvernements qui se sont succédé au pouvoir, quelle que soit leur nuance politique, aient pratiqué une politique extérieure d'une rare continuité. (Hitler, dans *Mein Kampf*, la cite en modèle aux Allemands.)

Un jeune journaliste, qui a fait en Allemagne de fréquents séjours et constamment suivi les démarches officielles et officieuses de la diplomatie entre le IIIe Reich et notre pays, résume ses observations, évitant à dessein, dit-il, « le jargon fumeux, propre à la psychologie des peuples et des gouvernements dans les milieux diplomatiques » et proposant des « initiatives simples, susceptibles d'efficacité prochaine et confusément souhaitées, je le sais, par les jeunesses éclairées de l'un et l'autre pays ».

A mon avis, et c'est, je crois, celui de bon nombre de jeunes Français qui réfléchissent un peu à l'histoire, c'est-à-dire au sens, à la leçon de leur temps, toutes les recettes diplomatiques et politiques dont il a été fait usage depuis la signature du ridicule traité de Versailles ne sont plus bonnes à rien : poincarisme agressif, logique, juridique, insensible et inintelligent ; briandisme pacifique, prêcheur, illusoire et fuyant ; plans, alliances, désarmement, sécurité collective, surarmement, axes et cordiales ententes sont désormais pures fichaises sans aucune efficacité contre la fatalité belliqueuse des nationalismes opposés et d'une économie en désordre. Alors que faire ?

Changer de plan une bonne fois, construire enfin la paix avec volonté, reconnaître l'impasse diplomatique et économique actuelle et en sortir, en acceptant de résoudre *toutes* les questions qui se posent.

Une œuvre commune de solidarité peut seule réunir l'Allemagne ruinée, populeuse, crispée sur sa défaite, sa misère et son orgueil et la France bien nourrie, riche encore, abêtie par la victoire, lentement dépeuplée, effrayée par les spectres de la ruine et de la guerre.

Si le système politique et économique actuel, si les frontières bétonnées et fermées, si le libéralisme honteux et l'autarchie s'opposent à cette œuvre commune, il faut sortir du système, ouvrir les frontières, remplacer le capitalisme libéral ou d'État.

Il n'est pas question de rappeler ici les traits, même essentiels, du national-socialisme que les Français ne connaissent pas, en général. Il faut voir pourtant que Hitler n'est pas Guillaume II. C'est un fait que l'Allemagne hitlérienne a posé plusieurs fois le problème de la paix en termes humains, qu'elle a donné, et donne encore, à la paix française sa chance, ce qui ne va pas sans lui conférer un certain prestige en Europe.

Hitler déchirant le traité de Versailles, c'est tout ce que la France officielle veut connaître, et c'est ce qu'elle refuse d'accepter, bien qu'elle sache le traité depuis toujours inexécutable.

Hitler offrant de collaborer à une organisation économique des échanges entre France et Allemagne, on ne veut pas l'admettre. « Il ne peut être sincère »,

dit une certaine presse constamment tendancieuse dans ses commentaires sur la politique allemande. Mais qu'importe ! La question de sincérité est la plus inutile qui soit à poser *a priori*. Il vaudrait mieux, par des propositions précises — au besoin même plus larges, mais cependant limitées, et concrètes — donner à cette sincérité, dont on doute gratuitement, l'occasion de faire ses preuves. Qu'Hitler soit une fois tenu de choisir une attitude, pacifique ou impérialiste.

Il serait aussi erroné de notre part de refuser en bloc l'Allemagne parce qu'elle est hitlérienne qu'il est maladroit et dangereux de la part d'Hitler de s'opposer en bloc à la Russie soviétique. C'est un signe de faiblesse.

Mais il est un point où l'accord est possible par delà toutes les divergences de conception politique, c'est celui des nécessités matérielles de la vie. Ne peut-on réaliser entre peuples d'idéologies différentes ou même hostiles une entente pour les produits de première utilité, analogue à celle que réalisent, si commodément et fructueusement, des trusts internationaux d'armements ?

Pour moi, tant que la France n'aura rien proposé et entrepris dans ce sens, en réponse aux avances d'Hitler ou de sa propre initiative, elle portera la responsabilité de la guerre qui vient, même si elle a vraiment crié à tous les échos de Genève, de Londres ou d'ailleurs qu'elle ne la voulait pas.

*
* *

Pour la plupart des jeunes Français, le problème européen grave c'est celui des relations franco-allemandes, dont la paix finalement dépend. Un certain nombre ont conscience de la longue démission de la France depuis la dernière guerre en face de ce problème. Ils sentent que les Français ont manqué à la fois de générosité et de fermeté, qu'ils se sont abandonnés à la politique du bon droit ou à celle du sentiment avec une molle lâcheté, une insouciance coupable, un égoïsme pas même protecteur.

Il y a quelque chose de lucide et de courageux dans le reniement par les jeunes de la vieille politique rigoriste ou papelarde, dans la dénonciation qu'ils font du stupide antagonisme entre les deux nations, dans la curiosité qu'ils ont pour la puissance de vie dont témoigne l'Allemagne de 1937, dans la méfiance que leur inspirent les combinaisons et les concurrences « des gros intérêts économiques ». Ils pressentent que c'est dans le domaine où la guerre se trame que la paix doit s'établir. L'idée de lutte commune contre la misère unissant les ennemis d'autrefois semble appelée à faire son chemin. Il importe qu'elle le fasse vite pour que le minimum

de vie pour tous soit communément produit et réparti de ce côté du Rhin comme de l'autre (où il est plus urgent encore peut-être) avant que le maximum de mort par les armements soit lui-même obtenu et sauvagement distribué.

S. D. N.

Il se tint l'été dernier à Genève, dans le palais de la Société des Nations, un congrès mondial de la jeunesse. Je crains qu'il n'y ait eu une grande part d'astuce et de conformisme dans l'adhésion apparente qu'une petite partie de la jeunesse française — et quelques autres aussi sans doute — apporta, sinon dans son ensemble, du moins dans sa majorité, à l'organisme international destiné à maintenir et organiser la paix.

Je ne doute pas qu'il y ait eu là des cœurs sincères, mais il en était sûrement d'hypocrites et d'intéressés, car il n'y a plus guère en France que les commissions de jeunes, les groupements et les partis (communistes en tête depuis que le vent d'Est siffle une nouvelle chanson) pour professer quelque attachement à la S.D.N. et une foi ardente en ses destinées. Pris à part, il semble qu'aucun jeune Français ne soit personnellement convaincu de la fécondité et de l'efficacité de l'œuvre genevoise. Les moins réticents à ce sujet parlent tout de suite de « réformes », de « moyens d'action nouveaux » ou de « sage limitation des attributions », « d'enracinement progressif » dans chaque pays, de renouvellement...

Voici le jugement d'un militaire. C'est un des moins sévères :

La S.D.N. a rendu et rend encore de multiples services internationaux, par ces contacts réguliers qu'elle favorise entre dirigeants des nations, par les organismes permanents centralisateurs et coordonnateurs qui lui sont rattachés, par les procédures de conciliation qu'elle facilite ; mais elle semble avoir échoué chaque fois qu'elle s'est trouvée en face d'une attitude intransigeante appuyée par une démonstration de force. Il semble donc qu'il faille en tirer les conséquences : soit être moins ambitieux quant aux services à en attendre, et la réduire à un rôle plus modeste ;

soit lui donner la force correspondante à la tâche qu'on lui demande de remplir, afin qu'elle soit désormais à même de ne plus décevoir la grande espérance que sa naissance avait suscitée.

Quelle que soit d'ailleurs la forme de la coopération entre nations dans l'avenir, la France doit y conserver sa place de guide.

Un jeune, très jeune, qui ne mâche pas ses mots ni ne dédaigne de raisonner par l'absurde, dit avec une logique sans embarras :

Penser régler les conflits par le truchement d'un organisme international telle que la S.D.N., cela me semble faire partie du royaume des utopies. Si la S.D.N., sans aucune force matérielle à son service, arrivait à faire respecter ses arrêts, à éviter les conflits, cela prouverait que les peuples seraient assez civilisés pour que l'existence de la S.D.N. fût *ipso facto* inutile.

On est surpris et assez déçu de trouver certains jugements marqués presque uniquement d'un scepticisme impuissant sous la plume de jeunes étudiants. Sans doute sont-ils, dans ce cas, plutôt qu'eux-mêmes, l'écho trop docile des « moralités » tirées en fin de carrière par des professeurs d'histoire diplomatique. Il y a une sagesse de l'expérience — ou soi-disant telle — si indulgente à l'inaction ou à l'action mauvaise, qu'elle devrait répugner naturellement à celui qui ne commence pas la vie par les conclusions de la vieillesse lasse. La relève des désabusés me paraît se faire avant l'heure, alors qu'on souhaiterait si fort qu'elle ne se fît jamais. Mais citons :

La S.D.N.? je ne lui accorde que peu de confiance : les peuples, lorsqu'ils se sont unis, au cours des siècles, ne l'ont jamais été que contre quelque chose. Contre quoi s'est-on uni à la S.D.N.? Contre le risque de conflits : c'est là, semble-t-il, un but trop élevé pour que la politique l'atteigne sûrement. Les peuples s'unissent plus efficacement lorsqu'il s'agit de résister à un état tiers — ou de le dépouiller.

Il me semble que le témoignage suivant, fourni par un étudiant, témoigne d'une maturité et en même temps d'une audace de vues qui sont les marques de la jeunesse de l'esprit, l'âge où la critique se fait aussitôt créatrice et cherche, dans le catalogue du temps, non pas tant des souvenirs qui fondent la résignation que des exemples qui guident l'action.

Les rapports actuels des pays d'Europe entre eux sont à base d'égoïsme national et cet égoïsme est malheureusement nécessaire et le sera tant que nous vivrons sous un régime que l'on pourrait qualifier, en le flattant, de féodalité à grande échelle. Le paradoxe est que, plus chaque pays s'enferme désespérément dans ses frontières, plus il a besoin de l'aide des autres : exemple l'Allemagne actuelle. Il se passe la même chose sur le plan international que sur le plan européen et le vice caché de la Société des Nations consiste en ce qu'elle repose sur une politique d'hypocrisie qui oblige les États à échanger des sourires gênés et contraints, dans la pensée d'obtenir des secours, le jour où ils en auront besoin. La Société des Nations a développé

dans le monde une politique de nationalisme masqué et il faut avouer que cette obligation de porter le masque à tout de même rendu de nombreux services et peut en rendre encore, bien que les grosses affaires, comme le conflit italo-éthiopien, puissent laisser de moins en moins d'illusions sur le prétendu désintéressement de ses membres.

Si utopique que cela paraisse, je crois que l'Europe peut se guérir de cette maladie mortelle si, comme le disait Dawson, « notre civilisation atteint à une conscience européenne commune et qu'elle acquiert le sens de son unité historique » ; et rien n'est désespéré si l'on se rappelle les grands paradoxes de l'histoire, et comment la chrétienté a pu naître, entre le VIe et le VIIIe siècle, au milieu des ruines et des destructions, sous l'action d'hommes qui, « tel saint Grégoire, n'avaient aucunement l'intention d'instaurer un nouvel ordre social, mais travaillaient à sauver l'humanité dans un monde à l'agonie ».

On aura senti, au son des précédentes réponses, qu'elles émanent de jeunes gens de formation, de milieux et de tendances très différentes [1]. Aucun d'eux ne voit dans la S.D.N. un élément de l'avenir, du moins de l'avenir dans la paix.

On trouvera un peu courtes, peut-être, les critiques faites à l'institution wilsonienne. Elles paraissent assez sentimentales, en effet, et négatives. Du moins posent-elles franchement en dehors du conformisme genevois la question de la paix en Europe, au-dessus de toutes les vieilles illusions, des routines diplomatiques, des tartufferies pacifistes. Enfin une jeunesse comprend qu'il faut, pour construire la paix, non point lui réserver un lac, mais changer quelque chose à un système qui, de soi-même, conduit à la guerre. N'est-ce pas cela que la jeunesse allemande aussi a senti et qu'Hitler a brutalement exprimé le jour où — d'une manière moins paradoxale que les gens d'esprit versaillais et la presse de commande se plurent à le dénoncer — il affirma la sincère volonté de paix de l'Allemagne et son dégoût pour le jeu

1. On regrettera peut-être de ne pas trouver *dans cette partie* un plus grand nombre de réponses de jeunes ouvriers. Voici pourquoi il n'a pas été possible d'en publier davantage. Ce relatif silence a bien sa signification qu'il faut souligner.

On comprend facilement que, plus que d'autres, de jeunes travailleurs manuels éprouvent de l'ennui ou de l'embarras à répondre par écrit à un questionnaire tel que celui qu'on a lu plus haut. J'ai voulu tourner la difficulté en bavardant simplement avec quelques-uns d'entre-eux. Même dans la conversation, je n'ai pas réussi à obtenir des réponses précises et assurées. Ce n'est pas tant à une gêne dans l'expression que je me heurtais qu'à une timidité foncière, à une naturelle pudeur de leur pensée en face de questions situées en dehors de leur compétence professionnelle et posées d'une manière trop générale. Pour sûr les colonies ne sont pas sans leur évoquer des images et le danger de guerre n'a un aspect que trop redoutable à leurs yeux, à plus forte raison la réalité de la France leur est-elle sensible, évidente même ; pourtant quelque chose les retient d'exprimer là-dessus un avis, de lui donner forme et surtout de l'étayer de raisons, de le situer dans l'actualité.

inutile de Genève ? Si la France, ce jour-là, avait eu à formuler autre chose que de vaines protestations, on ne verrait pas s'affronter aujourd'hui, sous prétexte de défendre la paix et allant l'un et l'autre dans le sens de la guerre, deux systèmes d'accords internationaux aussi périmés et inefficaces que celui des pactes genevois et celui des alliances militaires.

IV

FRANÇAIS DU DEHORS

Les Français sont en général extrêmement sensibles à l'opinion que l'étranger de passage a de leur pays et d'eux-mêmes. Certains ont même pris la curieuse habitude de motiver leurs critiques contre les habitudes, les institutions, les fautes françaises par cet argument : « Que vont dire les étrangers ? » C'est le « qu'en-dira-t-on » provincial à l'échelle mondiale, le signe d'une susceptible vanité et d'un orgueil assez avili.

Ce n'est pas à ce niveau que nous posons ici la question du jugement que portent les jeunes étrangers de langue française sur la France, le rôle qu'ils lui assignent, la confiance qu'ils mettent en elle ou les reproches qu'ils lui adressent.

Prestige de la France, propagande française, renom de la France, il est sans cesse question de cela dans les milieux qui font la jonction entre la France casanière et l'étranger. Conscient de l'abus qui est fait de ce mot, mais parce qu'il est plus qu'aucun autre chargé de sens et significatif de la plus haute valeur, on a parlé déjà de la mission de la France. Est-elle remplie aux yeux de ceux qui comptent avec elle, s'y appuient, l'attendent ?

Si nous ne savions répondre, les témoignages de jeunes Canadiens, Belges et Suisses nous y aideraient. Ils sont sévères, c'est le signe qu'ils viennent d'amis exigeants, ceux auxquels on tient davantage et dont le jugement est le plus utile.

*
* *

Voici d'abord le témoignage d'un jeune Belge, actuellement secrétaire de rédaction d'un journal :

La plupart des Français qui passent par la Belgique nous adjurent de ne pas mépriser leur pays. La France, celle qu'ils n'aiment pas, n'a, d'après eux, aucune valeur représentative. La vraie France est ailleurs, nous dit-on, sans préciser autrement.

Ce « plaidoyer pour une France absente » ne manque pas de nous faire sourire parce que, n'est-il pas vrai, si la France est « à gauche » (selon l'odieux jargon politique), c'est qu'elle l'a voulu... Renonçons, au reste, à scruter les arcanes du suffrage universel et les mystères du ballotage électoral.

La vraie France, pour nous, c'est celle de Pascal et de Racine, de Veuillot et de Lacordaire, de Baudelaire et de Rimbaud (pour autant que les grands poètes aient une patrie), de Bloy et de Péguy, de Claudel et de Bernanos.

Et si nous citons ici des noms qui relèvent de la littérature, c'est que la France est, avant tout, pour nous, une patrie intellectuelle.

Par ailleurs, la vraie France d'autrefois, celle qui suscite des héros et des saints, n'a pas fini d'exercer sur nous un prestige dont bénéficie encore la France d'aujourd'hui. Quand on dit que le passé de la France est garant de son avenir, ce n'est pas une vaine formule oratoire, un de ces lieux communs propres à l'éloquence officielle.

Si nous faisons confiance à la France, malgré son « peu d'exigence » et ses démissions, c'est parce qu'il y a toujours en elle des sources secrètes de grandeur, un levain mystérieux destiné à faire lever une pâte lourde et apparemment inerte. Ce qui fait la France vivante et ce qu'on appelle la « jeunesse de la France », c'est la présence d'une élite, l'action — trop souvent impuissante, hélas ! — d'une aristocratie de l'esprit, soucieuse d'instaurer, dans une société inhumaine, *un ordre nouveau, un humanisme intégral* ; c'est parce que quelques hommes, écœurés devant l'universelle déliquescence, sont résolus à « servir » de toutes leurs forces et à collaborer efficacement à l'harmonie sociale en rétablissant la primauté du spirituel, c'est pour cela que nous faisons confiance à la France.

Dans l'inventaire des valeurs de civilisation qu'il est urgent de dresser, la France nous offre assez de motifs de fidélité et de confiance pour que, solidaires de son destin, nous ne désespérions pas de l'avenir de l'intelligence.

*
* *

Confiance donc dans la France, confiance fondée sur les valeurs spirituelles permanentes qu'elle affirme. Deux correspondants canadiens nous donnent un son analogue.

Parmi les jeunes Français que nous connaissons (c'est dire en pratique ceux que nous connaissons par leurs articles et leurs livres), ceux-là nous intéressent qui ont le désir de poser les questions, et de renouveler les réponses.

Des jeunesses d'autres pays, nous savons qu'il y a peu à attendre, nous rece-

vrons peu de Russie, d'Allemagne et d'Italie, si ce n'est un exemple d'héroïsme, particulièrement de la part des chrétiens. Je ne veux pas dire qu'il n'y aura pas dans ces pays des philosophes, des écrivains importants, mais seulement que nous n'attendons pas de ces jeunesses une nouvelle organisation du temporel.

La jeunesse française me paraît la plus importante, la seule même qui puisse apporter une réponse à nos problèmes. Elle a certainement, à mon avis, une mission à remplir, celle qui a toujours été la mission du peuple français : donner des idées au monde. Elle est plus nécessaire que jamais dans un monde qui cherche sa voie, qui n'a que des vieilles solutions usées à sa disposition.

L'éclipse de la France officielle, son absence des affaires d'aujourd'hui, aura, malgré de graves inconvénients, l'avantage de reporter l'attention sur les moyens non politiques, sur des mouvements plus près de la réalité que les groupements politiques.

Beaucoup de personnes, au Canada, ont encore de forts préjugés contre la France — préjugés que nourrit la carence actuelle du Gouvernement, — et ne sont pas loin d'admirer les dictatures fascistes. Beaucoup même les admirent franchement. C'est si beau un pays où les trains arrivent à l'heure maintenant ! La foi dans les moyens politiques lourds est très forte ici.

Son message, pour moi, c'est de poser les problèmes sur un plan pleinement humain, d'indiquer dans quel sens travailler, de trouver enfin des solutions si collées à la réalité, si larges, si souples que les autres peuples puissent les utiliser.

Au Canada, nous sommes écrasés par un conformisme qui d'ailleurs est généralisé, — et dont l'une des manifestations les plus dangereuses est cette illusion de croire que le choix de la solution la plus rapide, la plus extrême, la plus contraire à l'état présent est un signe de non-conformisme. Une grande partie de la jeunesse française fait preuve, elle, d'un non-conformisme vrai qui nous rassure.

Il va sans dire que je ne limite pas à l'organisation du social le rôle de la jeunesse française. C'est justement à cause de la diversité de ses dons et de ses activités que j'attends d'elle la *révolution nécessaire.*

Cet appel à une jeunesse française investie d'une mission la voici formulée encore par un autre Canadien, dont la franchise, et presque la gaucherie, ont quelque chose de touchant :

Nous, jeunes Canadiens français, nous souffrons beaucoup de l'indifférence que semble nous porter la jeunesse française. Mais nous souffrons plus encore de la carence de la France.

Nous qui devons lutter sans cesse pour rester Français, heurtés que nous sommes par l'impérialisme britannique et nos réalités spirituelles continuellement sous la menace du matérialisme étatsunien ; nous qui, aujourd'hui, nous préparons à tenter l'effort suprême de renouement à notre passé, qui nous libérera tout, nous voudrions trouver en la jeunesse française une âme sœur qui nous assiste et nous soutienne ; qui, au moins, ne soit pas indifférente à nos luttes : qui sache s'engager avec nous pour nous dégager.

... Mais que trouvons-nous ?

Une jeunesse française frivole et égoïste, plus préoccupée de satisfaire ses voluptés que d'accomplir sa mission...

... Sous la menace de la révolution prolétarienne stalinienne, contre l'État totalitaire de Mussolini, d'Hitler ou de Roosevelt, la jeunesse française doit opérer la *révolution de la liberté*. Révolution qui sera *morale*, ou ne sera pas. Instaurant un ordre nouveau, où l'on reviendra « aux hiérarchies véritables ».

Pour les jeunes Français, l'appel de ce camarade lointain ne manque pas d'importance. (Dans une autre lettre, il souhaitait que, sur les timbres-poste, on gravât les traits de Péguy, en qui il voit un des chefs de la France jeune.) Peut-être bien des Français ne mesurent-ils pas assez la force de ce sentiment qui relie à nous des frères par la langue et par la culture que notre silence déconcerte. La lettre d'un jeune Suisse précise encore le sens de cet appel inquiet, dont il ne nous déplaît pas qu'il ait parfois le ton d'un réquisitoire.

La Suisse romande, pays de langue et de culture françaises mais aussi pays protestant et de structure fédéraliste, se trouve placée vis-à-vis de la France dans une position paradoxale : elle participe de plain-pied aux grands mouvements d'idées qui animent et agitent sa voisine, tout en conservant une autonomie morale très consciente et très accusée.

Participation et autonomie : cela devrait, en principe, nous permettre de juger ce qui se passe outre-Jura avec autant de compréhension que d'impartialité. Mais, en fait, la bourgeoisie et la presse de nos cantons reflètent, avec une fidélité quelque peu naïve et imprévue, la seule opinion des « droites » françaises et des nationalistes français. Prenant fort au sérieux, à sa coutume, ce qui n'est souvent, à Paris, que *polémiques* partisanes ou arguments de propagande d'usage interne, notre opinion juge très généralement que la France est d'ores et déjà bolchevisée. Elle lui souhaite donc un « gouvernement fort » — on n'ose pas dire une dictature — qui supprime à nos portes les foyers de contamination révolutionnaire.

Pour être la plus répandue, cette opinion me paraît cependant peu réaliste. Elle n'est conforme ni à nos traditions, ni à nos intérêts les plus valables. La Suisse romande a tout à redouter d'une France qui deviendrait « totalitaire », qui renforcerait encore sa centralisation, et qui rendrait par suite plus rigides et imperméables ses frontières politiques et culturelles. Elle a tout à espérer, au contraire, d'une France qui s'orienterait vers le fédéralisme et la démocratie réelle, retrouvant ainsi dans le monde un rayonnement idéologique auquel nous pourrions participer sans arrière-pensée, dans la ligne de nos plus fortes traditions — comme firent en d'autre temps un Constant, une Staël.

V

PREMIERS JALONS

Au passé de la France, une génération a été sacrifiée, dont les fils et les survivants aujourd'hui voient à nouveau peser sur eux une menace de mort. Ils ne sont plus si sûrs que le don de leur sang suffise à sauver leur patrie. Cette ultime

offrande ne doit pas être vaine. La France n'est pas seulement pour eux un trésor que les générations se lèguent, ainsi que le crurent, avec une excusable et généreuse illusion, leurs aînés. Ils savent que la vie de la France est tout aussi en danger dans cette paix confuse et fiévreuse que dans la guerre soudaine.

Le mot leur vient aux lèvres : il faut que la France soit. Et ce n'est pas un rêve, mais le défi à leur temps, celui qu'ils se portent à eux-mêmes. Sans doute a-t-on trop longtemps voulu *faire durer* la France, la *défendre* contre les menaces extérieures et son propre fléchissement. Le sentiment patriotique, l'orgueil national furent des rentes pour les Français. Mais c'était méconnaître la nature de la culture française, qui n'est pas un capital, ni une recette, mais un élan, une constante audace. Mille fois on a ressassé ce mot : *l'ordre*, comme s'il s'agissait d'un rempart, une fois pour toute édifié, et du haut duquel on guette l'invasion. Mais, plus qu'aucun autre, l'ordre français est une création sans cesse en péril et sans cesse en avance, une conquête difficile qu'on ne maintient qu'en la poussant obscurément.

Le Français n'est pas celui qui fait à tout prix quelque chose, mais qui *choisit* ce qu'il veut faire. Ce qui me paraît plus urgent que toute effusion sentimentale sur le symbolisme des trois couleurs du drapeau, l'épopée de la France du XIVe siècle, les splendeurs du grand siècle et l'imagination ardente des temps modernes, c'est la critique des fausses solutions et de l'obscurité des questions que pose la crise présente de l'Europe, telle que la font ceux des jeunes qui m'ont adressé de claires réponses. Qu'ils cherchent d'abord à fixer les termes du problème, c'est sans doute le témoignage d'un « classicisme » encore vivant.

La lucidité de cet esprit d'examen apparaît bien dans les témoignages cités à propos du problème colonial pratique, des rapports franco-allemands, du rôle de la S.D.N. Les réponses concises envoyées par les jeunes ne sont point un catalogue de solutions amoncelées dans l'affolement de la faillite, mais un bilan sincère de ce qui a été visé, atteint, manqué. Les jeunes ne refusent pas le poids d'un héritage composé de dettes criantes. Ils font le compte et se demandent

comment le régler, puis comment construire quelque chose qui tienne, qu'on ait du goût à bien faire... et qui soit grand. L'un d'eux écrit que « la mission de la France dans le monde a été bien définie par Louis Blanc lorsqu'il s'écrie : « Le dévouement a été imposé par Dieu à la France comme un élément de sa puissance, comme une condition de son existence ».

Tous voient que les vrais problèmes, ceux qui tourmentent un Français et qu'il s'attache à résoudre, ne sont pas posés ou le sont mal. Ils ne concluent pas seulement qu'il faut les reprendre, mais que c'est précisément là le rôle de la France, c'est à dire le leur.

Pour accomplir cette tâche, sur quelles réalités s'appuient-ils? Cette mission de la France qu'ils se proposent et qu'on leur propose, à quelles valeurs morales l'ont-ils accordée? Il importe de leur poser aussi ces questions-là.

XAVIER DE LIGNAC

(à suivre).

PARIS SOUS CHARLES IX

Les plus terribles guerres ont à l'ordinaire pour origine la grande crainte que deux peuples ont l'un de l'autre. C'est avec la peur que se fabrique la haine. Les guerres civiles n'ont pas le privilège d'échapper à cette règle. En publiant ces courts tableaux de la vie de Paris sous Charles IX, pendant les années qui précédèrent la saint Barthélemy, nous ne songeons qu'à restituer, grâce à quelques scènes qui frappèrent les contemporains, l'atmosphère de la ville. Peut-être nos lecteurs jugeront-ils avec nous que le récit de ces années inquiètes comporte quelque enseignement. En ces temps-là, les catholiques et les protestants avaient une crainte affreuse d'être massacrés les uns par les autres. La rivalité des chefs : les Châtillons et les Guises donnait à ce sentiment l'occasion de se manifester par voie oblique. Mais à défaut d'événements majeurs le moindre incident avivait les haines de la foule. A propos d'une simple pierre, comme on le verra, les Parisiens se sont longuement entraînés à se détester. C'est avec de tout petits faits et dans une ambiance d'hésitations, d'incertitudes, que l'Histoire prépare ses grands drames.

*
* *

Un des épisodes les plus frappants de la rivalité des Châtillons et des Guises fut le très grave incident qui s'éleva entre le cardinal de Lorraine et François de Montmorency,

gouverneur de Paris, en 1565. Pour bien le comprendre, il ne faut pas oublier l'enjeu qu'a été Paris dans nos révolutions.

Or, Paris, capitale [1] du royaume, cœur de l'Ile-de-France [2], où les Montmorency avaient leurs seigneuries, où ils portaient avec la connétablie, l'épée protectrice, en exerçant la juridiction sur les armées, était traditionnellement le domaine des Montmorency. Les Guises prétendaient, eux, régner à Paris par le souvenir des victoires de François de Guise, et grâce à l'orthodoxie d'une foi religieuse qui trouvait une immense clientèle dans les nombreuses paroisses de la ville.

Ainsi, au XVIe siècle, il y eut, à côté du pouvoir royal, deux puissances à Paris : l'une tirait sa force de la famille, de la fonction, de la terre ; l'autre, de la mystique, du sentiment populaire et catholique.

Qui allait l'emporter à Paris des Montmorency ou des Guises ? Ce pouvait être ou la France protestante ou la France catholique.

François de Montmorency était le fils aîné d'Anne le connétable. Il n'avait alors que trente-cinq ans [3], bien qu'il parût très ancien dans l'administration de Paris, dont il était gouverneur depuis l'année 1547 [4]. Il avait fait une brillante carrière comme soldat, à la conquête de la Lorraine, sur les frontières de la Picardie et même en Italie. Il demeurait non seulement l'aîné du connétable de Montmorency, mais encore celui qui était entré dans la Maison de France, ayant épousé Diane [5], la fille de Henri II, légitimée d'une Italienne, lorsqu'elle fut veuve du duc de Castro. Et les époux formaient un ménage libéral et charmant, recevant beaucoup, dans le bel Hôtel de Montmorency, rue Saint-Antoine, qui était une sorte de maison royale, près des Tournelles, où Catherine de Médicis s'invitera souvent.

Ce qui semble curieux à observer, d'après les informations

1. On disait plutôt « chef », avec le sens de tête.

2. Le terme de France désigna simplement l'Ile de France dans le langage courant jusqu'à l'époque de Henri IV.

3. Il était né en 1530.

4. En réalité, à cause de son jeune âge, François céda la lieutenance à Gaspard de Coligny. En 1556, il reprit cette charge.

5. En 1557.

de don Francès de Alava, ambassadeur d'Espagne, dont le maître, Philippe II, avait une telle estime pour le connétable de Montmorency, c'est que tout à coup son fils François prit figure d'un suspect.

François avait, en effet, fortement situé sa position dans la querelle de famille qui dressait alors les Guises contre les Châtillons[1] et les Montmorency. Il faut savoir que le duc de Guise n'avait pas craint de ravir la charge de Grand maître à François de Montmorency, qui reçut d'ailleurs en échange celle de maréchal (1559). Mais ce qui est bien digne de remarque, c'est qu'en très peu de temps, aux yeux de l'ambassadeur espagnol Paris, qui était une forteresse du catholicisme, fut représenté tout à coup comme une ville entièrement huguenote. C'est ce qui résulte d'un très grand nombre de nouvelles données par l'ambassadeur. Et, par là, nous pouvons voir surtout à quel point la présence de François de Montmorency à Paris gêna les Guises. La rivalité des deux hommes, François de Montmorency et Henri duc de Guise, aura son centre dans la capitale.

C'est pourquoi don Francès était à l'affût de toutes les nouvelles tendant à montrer que le fils d'Anne de Montmorency était le protecteur des huguenots, un gouverneur qui se contentait de sourire quand, dans sa ville, se tenaient des prêches, qui riait même lorsque d'orthodoxes personnes du Parlement lui en apportaient les preuves. Il était visible que François de Montmorency ne « châtiait » jamais personne. Des espions étaient à ses trousses et chaque fois que le gouverneur faisait à Paris un travail de quelque importance, qu'il ouvrait ou fermait une porte de la fortification, chaque fois qu'il introduisait dans la ville un canon, les Parisiens s'inquiétaient.

La conclusion des lettres chiffrées de don Francès de Alava à Philippe II demeurait toujours la même : Montmorency, Condé et l'amiral voulaient se rendre les maîtres de Paris. Paris, la grande ville de France, allait perdre son renom de catholique, et devenir une cité de réformés, peut-être même une de leurs places.

1. Les Châtillons (Coligny, le cardinal de Châtillon, d'Andelot) étaient les neveux du connétable de Montmorency.

C'est sans doute pour tâter l'opinion de Paris que le cardinal de Lorraine, alors le chef et la tête de sa maison, l'ami du roi d'Espagne qui représentait alors l'homme de pensée et d'action parmi les Guises encore adolescents, résolut de gagner la capitale. Il pensait s'établir à l'hôtel de Cluny, dans ce quartier habité par un « menu peuple que le Cardinal croyait lui être dévoué », dans cette Université où les Guises auront un jour leur fief et leurs ligueurs. Ainsi le Cardinal avait quitté Saint-Denis pour faire son entrée dans la capitale, ce 8 janvier, après déjeuner, tandis que le duc d'Aumale[1] devait faire la sienne par une autre porte.

Le docteur Barchino, informateur génois de l'ambassadeur d'Espagne, nous a conservé le récit de cette scène dans la lettre en italien qu'il écrivit à don Francès, le 9 janvier : « Hier entra à Paris, après avoir été quatre jours à Saint-Denis, le cardinal de Lorraine, accompagné de M. de Guise, de certains évêques et d'autres cavaliers de sa garde ordinaire : trente arquebusiers et deux cents cavaliers en habit de voyage et non de guerre. Or, s'avançant dans la rue Saint-Denis, ils furent sommés d'avoir à décamper s'ils ne voulaient pas risquer la mort. Et, tout à coup, l'on vit venir M. de Montmorency, armé comme pour la guerre, avec le prince de Porcien [2] et une grande compagnie. Le Cardinal commanda aux siens de ne pas aller plus loin, disant qu'il les ferait mettre en pièces s'ils agissaient autrement. Il descendit de cheval ainsi que son neveu, et se retira dans une maison. Il y était à peine entré qu'on lui envoya plusieurs coups d'arquebuse dont les balles touchèrent les portes et les fenêtres de cette maison, blessant plusieurs chevaux de sa garde. Une balle ayant tué un gentilhomme du Cardinal, les siens avaient tiré contre les assaillants, au commandement du Cardinal. Ainsi ils avaient tué un homme du comte de Porcien et blessé quelques autres. Montmorency et son neveu, voyant qu'ils n'avaient pas été touchés, s'éloignèrent et peu après le Cardinal traversa la ville à pied, entouré de sa garde, gagnant l'hôtel

1 Claude II, duc d'Aumale, troisième fils de Claude de Lorraine duc de Guise, frère de François de Guise.

2. Toujours donné comme un huguenot redoutable, les abritant dans sa forteresse de Sedan, les cachant dans la forêt des Ardennes, limitrophe du Porcien.

de Cluny d'où il ne sortit plus. La ville n'avait pas bougé ; il est vrai que la chose s'était passée très rapidement... »

On avait vu ensuite Montmorency parcourir la ville avec quatre cents cavaliers ; et l'on remarqua que tous portaient une bande blanche sur leur chapeau afin de se reconnaître. Il est certain, ajoutait l'informateur, que Montmorency était l'assaillant, car on l'avait vu, un pistolet à la main, menacer un gentilhomme ressemblant fort au Cardinal, et il l'avait mis en joue.

Une discussion passionnée s'ouvrit à propos d'un texte qui interdisait aux soldats des gouverneurs, autres que ceux des princes de la Maison de France, d'entrer armés dans le gouvernement de l'Ile-de-France. Le président du Parlement alla s'en entretenir avec le Cardinal, qui demeurait toujours sous le choc. Mais la ville resta tranquille.

Nous possédons un récit bien différent de l'échauffourée. C'est le rapport que François de Montmorency adressa à Catherine de Médicis et à Jeanne d'Albret [1]. Le gouverneur alléguait qu'il y avait déjà plus de six mois, il avait déclaré qu'il ne tolérerait pas que le Cardinal entrât dans Paris avec sa garde. Le 8 janvier, François avait fait une déclaration dans ce sens au Parlement : si le Cardinal venait sans sa garde, sous la protection du roi et de lui, Montmorency, il serait le très bien venu, en sûreté. Mais s'il entrait armé, le gouverneur lui ferait apprendre que chacun doit obéir aux édits du roi. Le service d'ordre du Prévôt ayant été débordé dans l'après-midi, Montmorency avait envoyé quinze arquebusiers, qui furent tout à coup entourés par les gens de Guise, le pistolet et l'arquebuse sur l'estomac. Le gouverneur était alors monté à cheval avec deux gentilshommes appartenant aux deux religions qui lui obéissaient. Le train du Cardinal fut rencontré à la hauteur du coin de Saint-Innocent. Montmorency avait laissé passer le train du Cardinal, car il n'était pas armé, mais quand il aperçut les autres, sous les armes, Montmorency leur commanda de les abaisser. Non seulement ils n'avaient pas obéi, mais les arquebusiers du Cardinal avaient abattu un homme de la compagnie du gouverneur. Alors on désarma les autres, « un peu plus rudement qu'il

1. *Lettres de Catherine de Médicis*, t. II, p. 263.

n'avait délibéré ». Le Cardinal s'était sauvé dans une maison, Montmorency le laissant s'échapper. Si le Cardinal avait un « congé », c'est-à-dire une autorisation d'entrer sous les armes, il n'avait qu'à la montrer. Deux jours après, dans la nuit, aux lanternes, Charles de Lorraine avait regagné sa maison de Meudon. François, qui était jeune, en souriait encore. Et il n'ignorait que Catherine de Médicis aimait à rire !

Quant à l'opinion du Cardinal, qu'il pouvait soulever Paris, on avait bien vu le contraire. Rue Saint-Denis, personne n'avait bougé [1].

L'arme des Guises était la publicité. Ainsi ils avaient grandi dans l'opinion publique qu'ils avaient formée. Mais le Cardinal ayant allégué qu'il était, lui, en état de légitime défense, qu'il avait le devoir de porter des armes en entrant à Paris, un vigoureux pamphlet fut imprimé aussitôt, où le cardinal de Lorraine était tourné en dérision. Car l'épée était interdite aux ministres de Dieu. Leur « couteau » doit être la parole de Dieu, et leur cuirasse, demeurait la justice. Le Cardinal avait osé écrire qu'il avait dans son escarcelle le portrait de l'homme qui devait le tuer ! Allons donc ! il portait toute la responsabilité des mesures que le gouverneur avait dû prendre. Le Cardinal n'est qu'un trompeur. Il a « bronché du nez par terre », accablé par le poids de la cuirasse qu'il avait endossée ; et Monsieur le maréchal n'avait rempli que son devoir, car le prélat avait porté des armes au mépris des ordonnances. Il avait voulu affronter la « furieuse et turbulente mer de Paris » : il saurait désormais comment secoue cette tempête.

Un éloge fort senti du maréchal de Montmorency terminait la plaquette. Tant pis pour le Cardinal, puisqu'il ne s'était pas retiré devant les gardes du gouverneur ! On lui rappelait le proverbe : *A aultain cardinal, un roide maréchal.*

Et ce qui suit, dans la réplique, n'a d'intérêt que pour montrer l'ardeur d'une polémique où se mêlent d'une manière confuse les vieilles charges des luthériens contre les évêques, et le sentiment nouveau de ce qui est utile pour le bien commun.

1. Voir le récit de I. A. de Thou, ch. 37, t. V, p. 12-18.

L'affaire n'eut pas d'ailleurs pour conclusion un pamphlet. Car la capitale, suivant de Thou, l'équitable auteur de l'*Histoire universelle*, un Parisien, avait connu quelques alarmes. Elles se fortifièrent au sujet des hommes de M. d'Aumale que l'on voyait tourner dans les environs de Paris.

C'est alors que François de Montmorency invita Gaspard de Coligny, son parent, qui se tenait paisiblement chez lui, à venir, lui aussi, à Paris.

*
* *

L'amiral entrait à Paris, le 22 janvier (1565), ce qu'il fit avec vingt hommes seulement ; et le lendemain, le maréchal de Montmorency l'accueillait comme un parent.

Le gouverneur de Paris expliquait au conseil tenu ce jour là, que la fidélité de l'amiral était bien connue, et qu'il avait pris l'engagement de ne pas s'occuper de la Religion. Alors, l'amiral, au conseil, avait pris la parole.

Ce n'était pas sans de grandes difficultés qu'il était sorti de sa maison pour venir « en ce lieu là où l'on avoit abbreuvé toute la populace d'une opinion que tous ses principaux desseings ne tendoyent qu'à les saccager... » Déjà, il savait fort bien qu'on avait dit plusieurs fois à la reine qu'il avait réuni trois ou quatre mille chevaux pour aller « saccager Paris », quand il venait simplement y voir ses amis. Il est vrai qu'on disait mille chevaux, là où il y en avait cent ! Et il savait que ceux-là même qui semaient un tel bruit n'en croyaient pas un mot, mais désiraient seulement rendre son nom odieux ! Attaquer le fleuron de la couronne [1], ce serait attaquer directement le roi. Sa fidélité était trop connue pour être mise en doute. Chez lui ,« on ne querellait pas la couronne, comme duché [2] et comté » ; il avait prouvé sa fidélité plus que gentilhomme servant en ce royaume depuis cinq cents ans. Il aurait eu le moyen de brouiller les cartes, s'il n'avait pas mieux aimé le roi et le royaume, vu que les principaux chefs de ce pays n'auraient pu l'en empêcher. Car, M. de Guise était

1. Paris.

2. Allusion aux Guises.

mort, et M. le connétable demeurait en sa puissance [1]. Cependant, il avait procuré la paix, sachant combien elle était nécessaire au royaume. On avait laissé dire qu'il avait mis les Anglais devant le Hâvre de Grâce ; il en fut sollicité, mais ne l'avait pas fait, bien qu'il pût s'assurer aussi bien des Anglais que des Allemands, qui eussent marché à son mandement. Partout, on l'aurait reçu : sur son chemin, il eût fait la « pelote de neige », les uns parce qu'ils étaient huguenots, les autres, pour se venger des injures reçues, et d'autres, encore parce qu'ils servent la religion des plus forts, principalement quand il est question de conquérir et de saccager. D'une querelle particulière et d'une querelle publique, Dieu l'avait préservé : c'est pourquoi il devait soutenir la paix ! Dieu l'aiderait encore, puisqu'il n'était pas sorti des termes de la raison dans ses actions et dans ses paroles. Après l'Édit de pacification [2], il s'était retiré dans sa maison comme une personne privée, alors qu'il aurait pu faire peur à ceux qui lui voulaient du mal : « Je ne veux pas qu'on croie à mes paroles, mais surtout à mes effets ». Saccager Paris ! Un peuple ne se conduit que suivant qu'il est poussé par l'opinion des grands ; car ceux-là étaient les coqs de la paroisse. C'est à eux qu'il appartenait donc d'éteindre des faux bruits.

Ayant eu l'occasion de servir le roi et de se justifier, il l'avait fait [3]. La venue de feu M. le duc de Guise à Paris avait été le commencement de tous les troubles. Il était à craindre que celle du cardinal de Lorraine ne fût le commencement d'un complot [4] que l'on brassait à pleins bras pour exterminer ceux de la Religion réformée. Déjà, on signalait que les capitaines qui avaient servi feu M. de Guise redemandaient du service ; il le savait. Il avait dans son escarcelle la lettre, dont l'original avait été envoyé à la reine-mère, que le meilleur moyen de remettre en France ceux à qui la couronne appartenait de droit et pour en expulser cette race des Valois, c'était

1. Une note marginale d'un lecteur partisan des Guises dit : *Donc c'est bien lui qui l'a fait assassiner.*

2. Édit d'Amboise (1563) qui avait mis fin à la première guerre de religion.

3. Note : *Ce n'est donc rien de tenir en peur la Cité et le royaume avec une armée.*

4. Note : *Oui, toi et les tiens, vous n'êtes pas des catholiques. Pour la première fois tu dis la vérité !*

de « saccager » les huguenots qui la soutenaient [1]. Cette lettre était adressée à une personne habitant la Normandie, à qui l'on donnait le conseil de vendre son bois pour avoir de l'argent et acheter des armes : « Après cela, prenez en défiance ceux de la Religion réformée » disait ironiquement l'amiral !

Depuis l'Édit de la pacification, il pouvait citer cinq cents meurtres dont on n'avait pas fait justice : car si les gens se plaignaient, on rasait les murailles des villes et les maisons des gentilshommes.

L'inégalité était trop grande ; mais chacun dans sa conscience rendra raison de sa foi [2] !

On lui avait rapporté que les prêtres de Paris, et ceux de Notre-Dame, étaient sur le point de quitter la ville, pour la crainte qu'ils avaient de lui. Certes, il n'était pas grand amateur de messes, ni de telles cérémonies ; mais il pouvait bien dire qu'il y avait un lieu en France où les prêtres avaient toujours vécu dans la plus grande liberté : c'était sur ses terres. Il ne le faisait pas pour son plaisir, mais pour obéir aux édits : il ne forçait pas les consciences [3]. Car l'amiral aurait pu « troubler » les prêtres, comme on avait fait des ministres. « Pour conclusion, dit-il, messieurs, je vous supply, mettons à part toutes nos passions particulières pour espouser le public [4] ; et, pour ma part, je vous apporte une bonne volonté avec laqueslle je suis prêt d'obéir et m'employer en ce à quoy l'on me recongoistra que je suis propre. Je n'ai pas agi pour faire le chef de part [5], je suis bon serviteur du roi et amateur de paix. »

Le lendemain, le Prévôt des marchands, accompagné de trente à quarante marchands de Paris, vint voir M. de Montmorency et l'amiral.

1. Note : *Il sera faible, s'il n'est soutenu que des huguenots !*

2. Note : *Tu le sens toi, tu ne te contentes pas de t'excuser pour M. de Guise d'avoir occupé les cités, les deniers, l'argent, de faire la guerre contre ton roi et ensuite de l'obliger à faire la paix à ta façon par la peur de ce que tu confesses que tu peux faire !*

3. *Tout cela on le sait. On sait aussi que toi et les tiens aiment trop les calices, les croix, les bourses des prêtres quand elles sont pleines de deniers comme de viandes ! Celui qui te croira sera fou.*

4. On disait toujours *le public* pour le *bien public*, ce qui est digne de remarque.

5. De parti.

Coligny leur parla avec douceur. Il avait été autrefois gouverneur de la ville, au temps où ils faisaient leurs affaires, « si bien qu'il falloit que tant que Paris seroit Paris, qu'elle portast ses marques ». C'est lui qui avait fait commencer la fortification : « Il lui ferait bien mal, qui voudrait lui donner cette marque d'infamie qu'il eût la volonté de saccager la capitale ville de ce royaume, en quoi consiste la grandeur du roi. Durant les troubles, s'il y eut beaucoup d'aigreurs, d'inimitiés les uns contre les autres, j'en témoigne devant Dieu, il ne m'en est rien demeuré sur le cœur ». Il avait cherché les moyens de composer les choses en bonne paix, en laissant les consciences des personnes libres. Et tandis qu'il était dans sa maison, il avait cherché de nouveaux moyens de « trafiquer et faire son profict aux pays estranges » : Il ajouta : « J'espère, en peu de temps, faire en sorte que ce que j'en fay soit pour le service du roy et l'acquist de ma charge, si est-ce que je sçay bien que vous en recueillerez le principal profict [1]... »

Et les jours qui suivirent on vit venir l'évêque de Paris [2], avec quelques-uns des plus apparents du clergé, et l'Université rendit visite à Montmorency en présence de l'amiral. Coligny tint le langage le plus propre à les rassurer. Et il alla visiter ensuite le Parlement, sans apparat, sans harangue préméditée, afin que l'on ne pensât pas qu'il s'agît d'une justification religieuse. A la cour, Coligny offrir son service, et à tous, plaisir et amitié. Son dessein n'était pas de mettre Paris à sac, comme on voulait le faire croire. Il honorait la compagnie, suivant son lieu, son rang, sa dignité. Il ne voulait d'ailleurs pas lui faire perdre son temps, car la sachant très occupée de grandes affaires. Mais il le suppliait d'accepter la bonne volonté qu'il lui offrait. Le lendemain, Coligny vint faire la révérence au duc d'Anjou [3] qui ne lui répondit rien, sinon quand il lui demande comment il passait

1. L'amiral fait allusion aux colonies qu'il voulait donner à la France. Ceci n'a pas échappé à l'annotateur : *Ce point est davantage à noter que les autres, parce qu'il touche les Indes (Amérique) et encore plus que je ne puis dire, mais je ne vois pas comment y pourvoir.*

2. Note : *Évêque digne de la cité de Paris, car avec le clergé il va visiter un sale hérésiarque !* Il s'agit de l'évêque de Paris, Guillaume Viole.

3. Il s'agit de Henri, qui portait à cette époque le titre d'Anjou.

le temps : « Mon plus grand plaisir est d'aller par les plus beaux pays à la chasse avec M. d'Aumale ! » L'amiral se montra surpris.

Le lendemain, Coligny coucha à Paris, et après y être resté encore un jour pour donner ordre à ses affaires, il partit, le 30 pour retourner en sa maison. Mais avant de quitter la capitale, il avait fait dire au prévôt de Paris, s'il y avait quelqu'un ayant logé sa troupe qui eût quelque sujet de mécontentement, il y pourvoirait. Car l'amiral était venu à Paris pour lever une « fausse persuasion » : Il avait compris « que de l'establissement de Paris dependoit tout le reste du royaume [1], ayant tous l'œil sur elle pour y prendre exemple ».

Mais Gaspard Barchino, l'informateur italien qui renseigna don Francès de Alava au sujet de l'entrevue de Coligny et du Parlement, assure qu'en vérité Paris avait peur de lui. Il nous apprend que, dans la réponse qui lui fut faite, l'orateur du Parlement glissa une allusion à César, et à la peur qu'il inspirait aux Romains. L'homme lettré du Parlement avait, en effet, cité les vers de Lucain, poète espagnol, sur l'entrée de César à Rome :

... et urbem
Attonitam terrore subit : namque ignibus atris
Creditur ut captae rapturus moenia Romae
Sparsusque Deos... [2]

En somme, le Parlement ne lui avait montré aucun respect. Un César, menaçant Paris et sa foi, telle demeura dans la capitale la figure hautaine de Coligny.

Car la sincérité, et même la raison, comptent peu pour les hommes.

Une première fois, Coligny voulant se justifier du meurtre de François de Guise, avait pris figure de complice, l'assassin [3] ayant déclaré qu'il connaissait l'entreprise. En venant se justifier à Paris, Coligny laissa l'impression de la menace, de la hauteur, en disant ce qu'il n'avait pas fait, et ce qu'il aurait pu faire.

1. L'annotateur a ironisé : « *O roi de France, l'avis que te donne l'amiral !* »

2. Déjà Rome étonnée, vécut sous la terreur. Il semblait que les flammes ardentes allaient s'élever sur la muraille captive, et les Dieux prendre le chemin de l'exil !

3. Peltrot de Méré, (1563).

Et les « marques » éternelles de la reconnaissance que l'amiral demandait, se retrouveront dans son sang, coulant un jour sur le pavé de Paris.

*
* *

Paris avait eu peur : Paris ne devait pas l'oublier. Mais la reine-mère aussi s'inquiéta, à sa manière, qui n'était pas tragique. Car celle qui provoquera la grande tragédie, n'aimait que la comédie.

De Toulouse [1], où elle s'arrêta lors de son grand voyage, elle écrivait à François de Montmorency : « Mon cousin, j'é entendu par set pourteur comme touttes choses sont pasaye et loue Dieu de set que Paris ayst en pays [2] et pour l'y maintenir je vous prie que fasié ennalé [3] tout seulx qui sont veneus... qui [4] me fayst aseurer que les premieres novelles que auron sera que Paris n'aura plus que ses habitans et les playdieulx [5] avecques leur petit trayn... » Sur quoi, elle annonçait qu'elle allait à Bayonne pour voir sa fille et rencontrer le duc d'Albe, puisque Philippe II désirait conseiller la France de loin, et surtout lui faire entendre le moyen d'en finir avec les hérétiques, en abattant quelques têtes, dont celle de l'amiral.

Alors Paris retrouverait sa vie tranquille et son « petit train de plaideurs ».

Mais personne n'acceptait facilement l'idée de rentrer chez soi. M. d'Aumale protestait contre l'ordre donné aux Guises de se retirer en Champagne. Il entretenait son frère d'Elbeuf de la « bonne association » qui devait être pratiquée entre lui et ses amis. C'est le premier projet de la Ligue, au cœur du pays. Alors nous aurions, selon lui, une « bonne fin » [6].

1. Le 2 février 1565.
2. De ce que Paris est en paix.
3. En aller.
4. Ce qui.
5. Les plaideurs donnaient en effet le mouvement à la Ville.
6. Arch. Nat., K. 1503.

Ce que nous montrent les lettres de Barchino, correspondant de don Francès de Alava, ce dernier, suivant alors dans son grand voyage la reine-mère à travers la France, est bien intéressant. Barchino dira, à l'usage de l'ambassadeur espagnol, le péril huguenot à Paris, le danger qu'il y avait de laisser, dans sa place de gouverneur, François de Montmorency, de tolérer les libelles diffamatoires.

Alors Barchino écrivait, le 13 avril 1565 : Les huguenots s'arment en hâte. L'amiral a le dessein de revenir à Paris avec une armée. Les gens tiennent des réunions. Le frère du prévôt de Paris, François Du Prat, venait d'être tué dans sa maison par Millaud d'Allègre, guidon [1] de l'amiral. Et l'on disait que deux mille hommes, appartenant à la Réforme, s'apprêtaient à Paris pour soutenir Millaud. Ainsi ils abaisseraient l'orgueil de ces bêtes du Parlement qui se permettaient de juger du sang des gentilshommes [2] ! Tout le mal, tous les désordres venaient de ce que Montmorency était gouverneur de Paris. Barchino disait encore l'inquiétude qu'il éprouvait au sujet d'une instance contre les Jésuites, venue devant le conseil privé. Or, un conseiller n'avait pas eu honte de murmurer à l'oreille d'un évêque, qui depuis l'avait rapporté à l'*ami* (le cardinal de Lorraine), que les accusateurs des Jésuites ne disaient pas une chose pire que les autres en nommant les Jésuites *les espions du roi d'Espagne*. L'avocat du roi, Dumesnil, avait parlé contre eux avec force ; le plus insolent fut Ramus, professeur au Collège royal de France, avec Galland, le principal de Boncourt [3], et Govéa [4], le médecin. L'institution des Jésuites était d'une importance capitale. Catholiques et savants, travaillant sans salaires, ayant des cours très fréquents, ils devaient faire autant de bien que les huguenots avaient fait de mal dans les Universités. Le même informateur écrivait, le 27 avril, que le procès de Millaud avait été évoqué par le roi en son conseil. Le

1. Officier portant le guidon, c'est-à-dire, le petit drapeau de la cavalerie correspondant à un peloton.

2. Il ne faut pas oublier qu'un grand sentiment de l'aristocratie animait Coligny et ses adhérents.

3. Le maître et le grand ami de Ronsard.

4. Professeur au Collège de France.

Parlement de Paris [1] s'en montrait désespéré. La vérité était que les huguenots avaient dit que si l'on touchait à Millaud « ils eussent fait courir dans les rues de Paris le sang des conseillers ».

Barchino le voyait bien. A Paris, on craignait un massacre exécuté par les huguenots, comme on en avait vu dans d'autres villes. Le gouvernement lui apparaissait entièrement huguenot. Tout était perdu : « Il n'y a plus qu'une espérance, c'est que le roi d'Espagne y mette courageusement la main. Il doit le faire par bonté naturelle ; dans son intérêt, pour le grand danger. S'il ne le fait pas, on le taxera de paresse, de lenteur. Il faut courir au feu avec l'eau. C'est pour sauver une maison commune, se défendre soi-même. Demeurer dans l'isolement, c'est préparer l'incendie général ». Un Carme du pays de l'*ami* (le cardinal de Lorraine), qui venait ici de prêcher le carême, le lui avait dit, les larmes aux yeux : « Le péril est tellement grand que si le roi d'Espagne tarde, je n'ai plus aucun espoir de remède, excepté celui que, comme chrétien, je dois avoir en Dieu... »

Le 28 avril, Barchino écrivait encore à Francès de Alava, qui suivait les événements de Bayonne, qu'un livre venait de paraître à Paris : *Commentaires de l'Estat de la Religion et République soubz les rois Henry et François second et Charles neufviesme MDLXV* : livre plein d'hérésies, de faussetés, d'attaques contre la maison de Lorraine, d'apologies pour les hérétiques, les Châtillons et les Montmorency. La troisième partie traitait des Pays-Bas, où les hérétiques n'étaient pas, comme en France, une minorité. Le livre faisait un mal énorme. La reine, inexcusable, n'en recherchait même pas l'auteur [2]. Il est vrai que l'imprimeur du roi était le fils de Robert Estienne, hérétique fameux, et le frère de Henri Estienne, exerçait l'imprimerie à Genève. La reine avait donc peur que les imprimeurs lui fassent la guerre, puisqu'elle les tolérait ou les ignorait. Pourquoi ? C'est qu'il ne faut pas que son cher maréchal de France, lieutenant pour

1. Centre de la résistance catholique.

2. On voit au contraire dans une correspondance que le *Discours sur le Congé* a été attribué par elle à La Flanche, et qu'elle a demandé une punition. (*Lettres de Catherine de Médicis*, t. II, p. 277).

le roi à Paris, ait l'air de ne pas faire observer les édits! Ainsi Paris semblait sur la voie de devenir une autre Genève! Ceux qui produisaient de bons livres ne pouvaient même pas trouver un imprimeur. Et certains ajoutaient même que les libelles, interdits par le Parlement étaient vendus près du Louvre, avec la tolérance de Montmorency. Dans Paris, l'école jadis la plus fameuse de la religion, les professeurs payés par le roi se montraient plus des hérétiques que des catholiques. « Je les connais par leur nom! »

Le cœur du roi est en la main de Dieu. Mais, hélas! Henri, duc d'Orléans [1], était élevé à la huguenote, gouverné par les hérétiques que sa mère lui avait donnés. Il est l'espérance des huguenots... En Champagne, on craignait un soulèvement... Ainsi le seul espoir que Paris avait de demeurer catholique résidait dans l'autorité et la faveur du roi d'Espagne. Plusieurs personnes importantes de la ville l'avaient déclaré, car à Bayonne on n'aboutirait à rien. Ici on avait confiance dans le roi d'Espagne, dans l'effort qu'il ferait pour maintenir la foi catholique dans le royaume. Par là, il maintiendrait son grand renom de Roi Catholique. « Que Dieu dirige son cœur afin qu'il donne l'autorité à cette œuvre sainte, en sorte que les catholiques ne soient pas déçus, et qu'il me fasse, à moi, la grâce de sortir de ce pays et celle de rentrer à Milan, avec les secours de la duchesse de Mantoue! »

Le tableau que trace le docteur Gaspard Barchino, pour don Francès, des événements de mai, est proprement saisissant. Il dit que non seulement Montmorency, mais encore l'amiral, ont obtenu l'un une garde de trente, et l'autre, de cinquante arquebusiers à cheval. Ils font semblant d'être menacés, d'avoir peur. Et de nombreux catholiques se montraient assez aveuglés pour le croire. Les huguenots, avoir peur! Les Parisiens seraient alors plus aveugles que les Athéniens. Et le correspondant de don Francès rapportait le conte de Pisistrate et de la Minerve. C'est l'histoire du tyran d'Athènes, bien connue des humanistes. Les trompettes de ce Pisistrate, Barchino les reconnaissait dans les ministres, hérauts de Calvin, prêchant ses inventions diaboliques. Quelle honte de voir les Montmorency chevaucher dans Paris avec

1. Henri, duc d'Anjou, le futur Henri III.

leur suite d'arquebusiers! Que pourrait faire de plus la reine-mère contre la cité?

Or, Paris avait toujours été fidèle, et ne s'était jamais révolté, comme Orléans, Bourges, Lyon. Quant au capitaine du guet, créé par le connétable, il répondait de l'ordre; mais on pouvait être certain qu'aucun criminel huguenot ne serait pris par lui, et par contre, que plusieurs catholiques seraient mis en prison, comme coupables de méfaits commis par les huguenots. La garde sera formée de huguenots, gentilshommes ou bourgeois de Paris. Mais ce ne sera pas la garde de Dieu; on agissait comme si l'on demandait aux loups de garder les agneaux!

Voilà pourquoi les Parisiens se désespéraient et demeuraient dans l'anxiété. Car ils ne pouvaient voir aucun bien en cela; ils ne savaient à quoi recourir, sinon à la miséricorde de Dieu. Ils n'avaient pas voulu recevoir ce capitaine, on en attendait un autre. Mais les désordres de ce royaume indiquaient clairement que les catholiques allaient être détruits. Les maîtres des postes de Paris étaient des huguenots. Ils connaissaient par là toutes les lettres, toutes les nouvelles. On avait paru redouter l'arrivée à Paris de Condé, du cardinal de Lorraine et de M. d'Aumale. Ce n'était là qu'un prétexte pour rassembler des forces. Ainsi le gouverneur avait réuni une grosse bande de gens d'armes qui lui étaient dévoués, et plusieurs se trouvaient dans les environs de la ville, pour la charge des pauvres paysans. Car il y avait là dix mille chevaux peut-être et une grande quantité de gens de pied! Les catholiques accusaient le gouverneur d'avoir donné cet ordre de son chef, et ses partisans s'en vantaient, disant que « le roi et son lieutenant doivent toujours être les plus forts ». On avait vu Montmorency aller au-devant de Condé. Or, le prince avait fait prêcher, dans sa maison. D'Andelot était venu déjeuner avec M. le Prince, ensuite il s'était logé au Louvre, en sorte que seuls manquaient au quadrille, M. de Porcien et l'amiral dont les huguenots disaient qu'il avait plus de huit cents cavaliers pour venir à Paris... Le bruit courait enfin que madame de Montargis (Renée de Ferrare, la fille de Louis XII, grande réformée) était attendue ici. Elle aussi ira se loger au Louvre, y tiendra ses prêches, pour le grand

mépris des catholiques, de Dieu, du roi et des édits.

Car depuis les jours où Catherine de Médicis avait désiré de parler à Philippe II lors de l'entrevue de Bayonne, un autre péril apparaissait. Ce n'était plus seulement un agent espagnol, don Francès, qui agissait et qui agitait. Il était lui-même poussé par les Français, et renseigné spontanément par eux.

Le connétable, avec ses ruses, était rendu responsable de cette situation. Car on savait bien qu'il n'accepterait pas le secours de Philippe II, allèguant que, dans ce cas, la France se révolterait contre le roi et la reine-mère. On voyait déjà la couronne passant au duc d'Orléans (le futur Henri III). Ainsi le connétable jouait un double jeu sur l'échiquier. Redoutant la maison de Guise, il la desservait. C'est dans ce but que François de Montmorency gouvernait Paris. De là ces mesures qui paraissaient si arbitraires, comme d'avoir interdit l'entrée de la capitale au cardinal de Lorraine, et d'avoir laissé pénétrer, quelques jours après, Condé. Par là, le connétable montrait bien qu'il n'avait d'affection que pour ses fils et ses neveux, les Châtillons. Il ne pouvait en conséquence que souhaiter que le roi de France devînt un huguenot. Alors les Montmorency seront les maîtres, et le connétable n'aura plus rien à redouter de la maison de Guise.

Voilà pourquoi Montmorency se montrait en secret huguenot, bien que par ses actions il apparût un catholique [1].

Le remède à la situation de Paris était donc d'y mettre un gouverneur catholique, sinon on aurait à le regretter avant janvier [2]. Un grand huguenot avait appris deux choses à Barchino. 1° A Paris, au jour de Noël, ceux qui avaient fait la profession de foi appartenaient à plus de dix-huit cents familles, toutes enregistrées sur leurs listes. Et ce nombre augmentait toujours, car on faisait les prêches dans plus de vingt endroits, et les charges publiques étaient données à des magistrats huguenots. Pour avoir la liberté de faire ce qui vous agréait, il fallait être aujourd'hui un huguenot. Et tout le mal qu'ils n'ont pas fait encore, ils le feront bientôt.

1. Je dois dire que cette information n'a pas été transmise par un Français, mais par Pedro Antonio Pecce.

2. 1566.

L'autre chose, échappée à ce huguenot, et contre sa volonté, est qu'il lui semblait plus sage que les huguenots fissent cette bravade à Paris, juste au moment où la reine-mère devait s'entendre avec le roi d'Espagne. Un Paris huguenot pouvait l'amener à faire ce qu'elle ne désirait pas, s'accorder avec le roi d'Espagne. Mais si elle le faisait, ce serait la mort de la reine !

Voilà où les choses en étaient à Paris.

Paris, « ville si huguenote à présent », écrira Francès de Alava, le 6 avril 1566, lorsqu'il la retrouva après le grand voyage, et pleura, comme le prophète, sur la cité maudite !

On voyait cependant le roi et la reine parcourir, aimablement déguisés, les rues de Paris pour faire plaisir à la population. Mais les Guises se trouvaient dans la ville enfermés, un peu comme dans une prison. Car ils savaient que l'amiral et ses frères se rendaient souvent à la cour, qu'ils étaient traités avec la même considération que l'on avait accordée à François de Guise, lorsqu'il était vivant.

Spectacle intolérable ! On vit, à Paris, dans les rues, le cortège de quarante ou cinquante veuves des morts de la Floride, qui s'avançait au milieu des gémissements et des pleurs. Encore un trait de l'amiral ! [1]

Car c'est toujours le temps de la faveur de Montmorency, de l'amiral, de tous ceux qui avaient soutenu les pirates, et qui rêvaient déjà d'une expédition dans les Flandres.

Paris, « ville démoniaque » ! notera don Francès. Les prisons étaient en effet remplies de criminels, de gens s'étant frappés réciproquement, maris ou femmes, pour le motif de la Religion. Ville pervertie, hérétique, où les prêches étaient publics, ou bien se tenaient chez madame de Vendôme, Jeanne d'Albret, la mère de celui qui sera Henri IV. La moitié du Parlement était contaminée.

L'amiral se promenait avec le roi. Il allait chercher Charles IX au Louvre pour le conduire chez le libraire, autre grand hérétique, qui lui présentait un manuscrit enluminé d'or, et orné de peintures. Ce livre était une sorte d'instruction sur la manière de gouverner le royaume. Et

1. En 1564, Coligny avait envoyé une expédition en Floride.

Charles IX l'accepta avec beaucoup de joie, sans que les cardinaux lui eussent fait la moindre observation.

On venait de publier à Paris la confirmation de l'Édit d'Amboise, avec les articles ajoutés à Moulins. [1]

Les gens de Paris allaient prévenir le roi et la reine des malheurs que Montmorency préparait. Blaise de Monluc, de son côté, donnait les avertissements au roi d'Espagne par son espion habituel. Et il faisait savoir au roi et à la reine que les gentilshommes allaient faire une ligue pour soutenir la religion. La chose lui semblait bien naturelle, car s'ils ne se défendaient, avant deux ans on pourrait dire : « Adieu la religion catholique ! » Lui, il était las de donner des conseils : « Voilà, comment aujourd'hui les affaires de France sont gouvernées ! »

Et don Francès, à la Fête-Dieu, montrait Catherine et Charles jouant de la badine qu'ils tenaient à la main, conversant avec indécence sur le passage de la procession, tandis que Montmorency, à cheval, conservait son bonnet.

Ici fut l'incompréhension tragique, préparant la grande tragédie.

Philippe II aura ses hommes en France pour imposer son idéal catholique, et d'ordre. Elisabeth d'Angleterre aura ses agents, et près d'elle Cecil, qui rêva de la croisade pour la liberté de conscience, et même simplement pour le triomphe de la Réforme.

Et les catholiques dénonçaient le complot, à l'intérieur, du parti huguenot, des « protestants », comme il est dit déjà en 1565, qui leur paraissait si menaçant. Les huguenots vivaient de même dans la terreur d'un massacre exercé par les catholiques, dont l'essai venait d'être fait dans plusieurs villes de province.

Tout cela dans un monde naturellement faible et instable, que menaient deux femmes, aussi hésitantes l'une que l'autre.

Tout cela dans un monde si rapidement transformé par les besoins nouveaux de la pensée, du luxe, où le peuple mangeait mal et n'avait pas toujours de travaux, où l'artiste ouvrait divinement et devenait un dieu, où chacun rêvait

1. Le Conseil extraordinaire se réunit à Moulins en janvier 1566. L'Ordonnance était datée de février.

d'être ailleurs, à l'aventure de la mer, tandis qu'un pouvoir nouveau s'imposait aux consciences, aux femmes comme aux hommes, l'argent.

*
* *

La « croix de Paris », la « croix dorée » dans les documents espagnols, désignait la croix de Gastines. Comme la croix de Grève marquait la hauteur des inondations de la Seine, on peut dire que l'importance des rassemblements autour de la croix de Gastines indiquait le niveau de nos troubles.

Les lieux de culte à Paris, tolérés par l'usage plus que par l'Édit de 1561,[1] étaient le prêche de Popincourt, dans la rue de ce nom, au faubourg Saint-Antoine et, sur la rive gauche, un ancien hôtel de Chanac, appelé maison du Patriarche, sur le marché actuel du Patriarche, au bout de la rue Mouffetard et de la rue Daubenton. C'était la propriété du riche teinturier Jean Canet, qui l'avait louée à un marchand lucquois, Ange de Caule. Le peuple de Paris entraîné par le clergé de Saint-Médard l'avait incendiée. Alors le culte avait été transporté devant Brach, un jeu de paume sur le fossé de la ville, vers l'angle de la rue de l'Estrapade et de la rue Lhomond. Tous les endroits du culte avaient été détruits lors de la rentrée du connétable et de M. de Guise à Paris, en 1562, quand les réunions dans les faubourgs furent interdites. Parfois on voyait les huguenots venir pleurer sur ces ruines et, assis sur la terre, adorer l'Agneau en esprit, après avoir suivi le chemin qui serpentait hors de la porte Saint-Jacques. Désormais ils se retrouvèrent dans certaines maisons, et ils célébraient, en famille, le culte.

L'un de ceux qui prêtaient leurs demeures était alors Philippe de Gastines, marchand et bourgeois de Paris, dont la maison portait l'enseigne *Aux cinq croix blanches*, près de Sainte-Opportune.

La maison de Philippe de Gastines était donc au cœur marchand de Paris, rue Saint-Denis, à deux pas d'une vieille église miraculée qui a disparu dans les premières années du

1. L'Édit de juillet 1561 interdisait, en principe, les réunions culturelles des protestants.

XVIIIe siècle, dans ce quartier vivant de la Tabletterie, où l'on fabriquait des peignes, des tablettes, des ouvrages d'ivoire ; ce petit commerce de bazar répondait à l'animation du centre de Paris, refluant des Halles, et séparé du cimetière des Innocents par la rue de la Ferronnerie et de la Lingerie. Le cimetière des Innocents formait un autre *Campo Santo*, avec ses monuments et la leçon macabre de ses charniers chargés de crânes, tout en offrant les agréments d'un jardin. Ici s'étendait la vieille terre sainte de Paris.

Or, parmi les prisonniers mentionnés dans le registre d'écrou de la Conciergerie, nous trouvons, en ces jours, Philippe de Gastines. Relâché le 4 avril 1568, le Parlement le condamna le 30 juin 1569, ainsi que son fils, à être pendu et étranglé place de Grève. Leur crime était d'avoir fait « presches, assemblées et cènes » dans leur maison *Aux cinq croix blanches*, cette maison devant être, par ordre de la Cour, « rompue, démolie et rasée ». Sur son emplacement on dressa une croix de pierre, au pied de laquelle, sur un tableau de cuivre, on inscrivit les motifs de l'arrêt.

Pour comprendre cette rigueur, et l'hésitation dans le traitement infligé à Philippe de Gastines, il faut savoir qu'un court repos seulement avait suivi la dure bataille devant Saint-Denis,[1] que la guerre devait bientôt recommencer en Poitou, en Saintonge et devant La Rochelle. On était entre deux guerres civiles.

Les instructions de Philippe II à don Francès de Alava, son ambassadeur, se faisaient pressantes (4 mai 1568) : « En réalité, les affaires de la religion se trouvent dans un tel état qu'on peut craindre sa ruine complète, et que Charles ne perde sa couronne et sa vie, si le roi et sa mère ne mettent pas à exécution ce propos, comme ils ont voulu faire, à ce qu'on assure, tenu peu de temps après la conclusion de la paix si honteuse avec les rebelles.[2] Il est clair que, si après avoir désarmé les rebelles, on ne leur fait pas couper la tête, si on ne leur inflige pas un châtiment exemplaire, ils feront tout pour accomplir leurs mauvais desseins. C'est dans ce

1. Le 15 novembre 1567, les troupes protestantes de Coligny se heurtèrent à l'armée catholique à Saint-Denis.

2. Le 26 mars 1568, le roi, par le traité de Longjumeau, rétablit l'Édit d'Amboise.

sens que j'ai écrit, tout de suite après la conclusion de l'accord, à la reine-mère. Vous devez faire de votre côté tous les offices possibles pour qu'ils ne montrent pas de pitié, qu'ils les fassent abattre et châtier de telle manière qu'ils ne puissent pas se relever. »

Et Philippe II promettait d'agir auprès de l'empereur pour faire donner la main de la princesse Anne, sa fille, à Charles IX, si la reine-mère s'engageait à rétablir la religion et à châtier les rebelles.

Cette lettre sur le vieux projet d'abattre quelques têtes des chefs des huguenots, présenté à l'entrevue de Bayonne, annonce le thème de la Saint-Barthélemy à Paris.

La ville tremblait déjà, déclare don Francès de Alava, depuis l'exécution par le duc d'Albe des comtes d'Egmont et de Horn. Don Francès n'a pas manqué d'en faire une relation. Catherine de Médicis a donné son approbation, lors d'une promenade avec l'ambassadeur d'Espagne dans le jardin des Tuileries. « Ils achèveront leurs ennemis », car elle l'a promis à Dieu, et cela, elle l'accomplira quand le moment sera venu. Actuellement on avait mis partout des gouverneurs catholiques dans les villes, on avait réduit le nombre des bailliages : partout il y avait un chevalier de l'ordre. Les réunions de plus de trois personnes demeuraient interdites. Ils devaient couper la tête à ceux qui assisteraient à des assemblées. On choisira quarante capitaines, qui disposeront de trois mille catholiques, et qui se joindront aux nôtres, sous prétexte de faire leur « montre » [1] ; on occuperait le passage des rivières. Ce qui manquait, c'était l'argent. Trois fois, Catherine l'avait répété lors de la promenade... La perspective du mariage d'un de ses fils avec la fille de l'empereur la tentait surtout.

Philippe II n'était pas le seul, en ces jours, à voir les choses finir ainsi heureusement. Jean Correr, ambassadeur de Venise, qui a donné en 1569 de remarquables vues sur l'organisation des huguenots en France, a écrit : « Aucune province n'est exempte de protestantisme, à l'exception du bas peuple, qui fréquente toujours avec zèle les églises : les autres ont

1. Le terme désigne la revue des contingents passée avant le paiement de la solde.

apostasié, principalement les nobles, et presque toutes les personnes au-dessus de quarante ans... Par le nom de huguenots, on désigne trois classes de personnes : les nobles, les bourgeois et le peuple. Les nobles se sont mis dans la secte, poussés par l'ambition de supplanter leurs ennemis ; les bourgeois, alléchés par les douceurs de la liberté, et dans l'espoir de s'enrichir avec les biens des églises ; les gens du peuple enfin, entraînés par de fausses croyances. Ainsi on peut dire que le mobile des uns a été l'ambition, celui des autres, la cupidité, et celui des derniers, l'ignorance. Dans chaque province, ils avaient un chef dont l'autorité contrebalançait celle du gouverneur royal, quand ce gouverneur n'était pas, par hasard, l'un des leurs ».

Correr montrait l'organisation puissante des gentilshommes réformés, l'activité des ministres instruisant le peuple qui pouvait être donnée en exemple à nos prêtres catholiques, l'emploi judicieux des quêtes, la liaison de tous. Et l'ambassadeur vénitien ne voyait, lui aussi, qu'un remède : le médicament italien, un massacre...

Il arriva d'ailleurs que les choses tournèrent d'une manière un peu différente. Si le jeune duc d'Anjou, avec Tavannes surtout, avait remporté deux victoires assez retentissantes à Jarnac et à Montcontour (mars et octobre 1569), l' « Hydre » ne fut pas défaite, comme ont dit ses poètes flatteurs. L'année suivante, Coligny avait repris bien des avantages dans le Midi et en Languedoc. Bientôt il menaça Paris, qui ne lui pardonna jamais sa frayeur.

Mais Catherine de Médicis devait offrir aux huguenots la paix de Saint-Germain (8 août 1570) ; la réconciliation française des partisans donnerait au pays son vrai visage, car il n'était pas espagnol...

Coligny rentra au Conseil. Charles IX se montrait son ami et le nommait son père. Et le vieux gentilhomme français, qui avait sur la conscience d'avoir traité jadis avec les Anglais, ne se tournait plus vers Elisabeth. Il considérait simplement les forces qu'il pourrait dresser, et pour la liberté des consciences, et pour la grandeur du pays, étendu aux Pays-Bas et aux colonies... Ce rêve était grand !

C'est pourquoi l'amiral ne pouvait se consoler de l'humi-

liation que la maison détruite, et la croix de Gastines, infligeaient à l'honneur huguenot.

Conformément à l'édit de paix, il demanda que la croix et l'inscription fussent transférées dans le cimetière voisin des Innocents. Coligny était d'ailleurs au Conseil le représentant des huguenots. Et les héritiers du drapier Gastines étaient venus le trouver pour tâcher d'obtenir la restitution de leur terrain, l'enlèvement de la croix, conformément à l'article 32 du dernier édit de pacification.

Les difficultés commencèrent au Conseil lorsque celui-ci examina l'affaire avec une évidente mauvaise volonté. Ses sentiments était conformes à ceux que la population parisienne avaient manifestés lors de la dernière Fête-Dieu. A Paris, cette fête avait toujours été célébrée par une procession dans la rue ; l'usage était, ce jour-là, de jeter des feuilles de roses sur le passage de l'ostensoir, et surtout de mettre des tapis aux fenêtres.

Or, certains résidents ne l'avaient pas fait ; et le peuple, le voyant, entra dans leurs maisons, les saccagea, au point de les détruire en partie. Ces événements nous sont connus par une lettre de l'informateur Petrucci Florentin à Concino. Il écrit à son correspondant que, d'un côté comme de l'autre, les choses sont *melto tenere* (bien délicates), que toutes les affaires sont fomentées sous divers couleurs : *Espagna non dorme al mio parera* (l'Espagne ne dort pas, à ce qu'il me semble).

L'ordre de Charles IX de détruire la croix fut transmis, au mois de septembre, aux gens de l'Hôtel de Ville ; mais ceux-ci ne voulant pas se compromettre, renvoyèrent l'affaire au Parlement, lequel ne voulut pas, naturellement, se rétracter. Le prévôt de Paris, à qui l'on avait transmis l'ordre, se déroba à son tour, déclarant que la chose n'était pas de sa compétence. C'est que tous, sans doute, entrevoyaient l'agitation qui pourrait s'ensuivre. C'est pourquoi Charles IX, ne pouvant tenir sa promesse, déclarait que la croix ne serait pas détruite, mais transportée au cimetière des Innocents.

La croix de Gastines restait toujours debout.

Le 28 novembre 1574, l'ambassadeur d'Espagne, don Francès de Alava, avait dû quitter Paris subitement. Il y

laissait beaucoup d'amis, bien qu'il se fût rendu insupportable. Ce départ avait fait l'objet de nombreux commentaires ; les uns disaient qu'il s'était enfui à cause de la guerre, et les autres, pour la préparer. Ce qui était certain, c'est qu'avant son départ, il avait donné des fêtes pour célébrer la victoire de don Juan d'Autriche sur nos alliés les Turcs, faisant allumer des feux d'artifice. Il avait distribué des vases d'argent aux Célestins, et parlé librement des affaires du roi. Un anonyme écrivait à François de Médicis que les procédés de l'ambassadeur d'Espagne n'avaient eu qu'un but, celui de soulever Paris. Il constatait d'ailleurs que le royaume était beaucoup plus tranquille depuis quelque temps, qu'on n'entendait plus les cris : « Tuez les huguenots, tuez les papistes ! » Les hérétiques insistaient seulement pour faire abattre la croix, que le duc d'Anjou défendait. Quant au nouvel ordre du roi, de la transporter ailleurs, il restait sans effet, chacun prétendant n'avoir pas les fonds pour le mettre à exécution. Le comte de Retz était cependant venu à Paris, et assez facilement il s'était mis d'accord avec le Parlement pour obtenir une bonne somme d'argent. Enfin Paris semblait tranquille, ce qui paraissait bien nécessaire. Et l'informateur anonyme a ajouté à sa relation ce mot profond : « *Perci che senza Paris non si puo adempire cosa alcuna di momento* [1] »

On va voir à quel point les choses devaient changer au mois de décembre. Les ouvriers à qui on avait donné l'ordre du transfert, menacés par la populace, avaient abandonné leurs travaux, et dans la chaire de Notre-Dame, un prêtre, M. Victor, justifia le peuple et parla contre le Gouvernement. Il fut déféré au Parlement par le grand vicaire, admonesté, mais sans résultat. L'Université et le chapitre n'arrivaient plus à maintenir l'ordre parmi le clergé.

Ce fut le 8 décembre que la foule, excitée, envahit le cimetière des Innocents, combla les fondations préparées pour recevoir la fameuse croix, menaçant ceux qui prenaient part à ces travaux. Puis elle se dirigea vers trois maisons des huguenots, afin de les piller.

François de Montmorency, gouverneur de Paris, est alors alerté par Charles IX. L'ordre fut donné aux prédicateurs

1. Parce que sans Paris, on ne peut rien faire de définitif.

de prêcher le calme et l'obéissance. La troupe est mobilisée, et les bourgeois se tiennent prêts à prendre les armes. Mais la populace, de plus en plus excitée, se livrait au pillage des maisons de deux honorables familles, les Lussault et les Thibault; les mesures prises par le Parlement s'avèrent insuffisantes devant une fermentation tournant à l'émeute. Enfin, dans la journée du 10 décembre, la lettre du roi, tant attendue, arriva. Charles IX se montrait indigné que la croix ne fût pas encore transportée ; et il menaça le prévôt de Paris de lui retirer sa charge. Mais ce dernier va trouver le prévôt des Marchands, et le chevalier du guet prend la résolution d'agir le soir même. Au dernier moment il ira prendre l'avis du Parlement, qui trouva plus prudent d'avertir le roi des récents événements. Trois jours se passèrent sans que se produisît rien de grave. La journée du dimanche suivant, jour de congé public (c'est le plus souvent le dimanche que les troubles se produisirent à Paris sous l'ancien régime), paraissait critique; mais l'émeute ne se déclencha pas. De meilleures nouvelles furent portées au roi. Et le messager croisa sur sa route le chevalier du guet qui revenait de sa mission.

La lettre de Charles IX était celle d'un homme exaspéré, qui ne pouvait admettre tant de tergiversations. Il voulait être obéi. Une autre lettre personnelle à Marcel, le prévôt, lui ordonnait de procéder immédiatement au transfert de la croix.

Quant à Catherine de Médicis, toujours très écoutée des échevins de Paris, elle leur écrivait que le roi s'était irrité des dissimulations dont on l'avait accusé dans le transport de la croix. Ces longueurs avaient été la cause des émotions populaires arrivées le samedi et le dimanche. Et le roi désirait qu'il en fût fait punition exemplaire (16 décembre) Quant à Pedro Aguilon, secrétaire de don Francès, et plus pondéré que son maître, il écrivait à Philippe II, le 17 décembre 1571 : « La croix de Paris se défend toujours contre les assauts qu'on lui donne. »

Les détachements adoptèrent le dispositif d'usage de sûreté : la garde du Pont-Saint-Michel et du Petit-Pont; d'autres se rendirent au Châtelet. Là, le prévôt de Paris prit le comman-

dement, ainsi l'on marcha droit à la croix de Gastines, qui se trouvait à l'emplacement du numéro 29 de la rue Saint-Denis.

On y arriva à minuit. L'ordre fut donné d'isoler le chantier. Des ouvriers se mirent au travail. Et tout était terminé à trois heures du matin. Les troupes de l'Hôtel de Ville n'avaient pas eu à intervenir.

C'est que les Parisiens avaient ignoré l'expédition, et qu'ils étaient demeurés chez eux, tandis que soufflait la tempête d'une nuit de décembre.

Le lendemain matin, au réveil, la nouvelle se répandit que la croix de Gastines avait été abattue. La foule se porta en masse vers la maison du prévôt Marcel, qui était sur le Pont-au-Change, afin de l'assiéger. Marcel sortit, se rendit rue Saint-Denis, où un feu avait été allumé sur les ruines de la maison de Gastines. Puis le peuple se porta vers l'Hôtel de Ville. Marcel y arrivait aussi, avec une petite troupe de soldats. Les canonniers étaient prêts à tirer sur les bandes excitées surgissant de tous les côtés. Le prévôt gagna le Pont-Notre-Dame, où il rencontra les envoyés du Parlement. Mais il leur dit que l'heure n'était plus aux conseils, qu'il savait ce qu'il avait à faire. En arrivant au bout du pont, il aperçoit deux grands feux allumés devant une maison des huguenots, sur la chaussée, et les mutins qui y jetaient des meubles. L'incendie fut éteint, et le peuple se dispersa. Toute la journée, les rondes et les opérations de répression occupèrent les autorités municipales. Mais pendant ce temps, les ordres avaient été donnés pour le transport de la démolition de la croix au cimetière des Innocents.

C'était la fin de la dure journée. Un courrier fut alors envoyé à Blois où se trouvait Charles IX, afin de l'informer de l'événement.

Mais enterrer au cimetière des Innocents le monument expiatoire, n'enterrait ni la haine, ni l'esprit de vengeance !

Et sans doute l'épisode que nous venons de rapporter ne mériterait-il pas d'être retenu dans l'histoire, s'il ne permettait de saisir le mécanisme de l'émeute, et s'il ne laissait prévoir, un jour, un développement plus vaste.

Le Gouvernement s'en rendait compte d'ailleurs, puisque

Charles IX écrivit d'Amboise aux échevins de Paris, le 21 décembre 1571, au sujet du transport de la croix et de la sédition qui s'ensuivit. Il avait dépêché en toute hâte François de Montmorency, gouverneur de la ville, qui devait rentrer avec le plus de forces possible dans Paris, afin de « contenir le peuple, et garder qu'il n'y advienne plus de tumultes ». Montmorency recevait l'ordre d'infliger aux délinquants une punition si grande et exemplaire, en plein jour, qu'elle imposât tel « tremeur et crainte aux *canailles* que nous avons entendu qui font lesdites séditions, que les autres y prennent exemple... » Charles IX indiquait aussi que, si des forces suffisantes étaient entre les mains du guet, il n'y avait pas lieu d'armer les bourgeois, dont on se méfiait.

D'après une lettre, datée du lendemain, adressée par Aguilon à G. de Zatas, secrétaire d'État de Philippe II, les Parisiens avaient bien défendu leur croix, le crucifix. Il déclarait que, dans les troubles, il y avait eu quelques morts, que trois ou quatre personnes avaient été tuées.

Ce qu'Aguilon dit ensuite est beaucoup plus important, et annonce un drame. Ainsi Lansac aurait averti le roi, avant son départ de Paris, et alors qu'il avait la charge de réprimer les mutins, qu'il ne lui semblait pas bien bon en ce moment de « faire déplaisir » à ceux de la Ville, et qu'à son avis il convenait d'attendre « un moment plus favorable ». Et, suivant le rapport du commis espagnol, on disait à Paris que François de Montmorency ayant reçu l'ordre de se rendre dans la capitale, il n'oserait le faire en l'absence du roi, et moins encore au temps des troubles. Aguilon ajoutait : « Je crains qu'à la fin la croix ne soit pas démolie ».

On voit le peu de cas que Paris faisait d'un de ses gouverneurs. La conclusion grave qui s'imposait encore, est que les mutins pourraient un jour imposer leurs volontés au roi lui-même !

Le rapport de François de Montmorency est connu par une lettre de Petrucci à François de Médicis, antérieure au 24 décembre 1571. L'informateur florentin rapporte que, dans plusieurs lieux de la France, et particulièrement à Paris et à Toulouse, on rassemblait de l'argent destiné à M. de Guise, s'il voulait entrer en campagne comme chef de la religion,

et que les huguenots faisaient des quêtes pour le contrebattre : *Tal che le cose stanno in malissimo termine :* Oui, tout cela finirait mal un jour.

Les émeutes de Paris, on le voit, n'étaient donc pas spontanées. Et Charles IX, lui-même, avait trouvé fort mal qu'on eût rassemblé de l'argent, à Paris et à Toulouse, pour M. de Guise : et sur-le-champ, il jura qu'il en ferait une « démonstration exemplaire ».

Il le fera, mais dans un tout autre sens, le malheureux roi !

Dans son rapport, François de Montmorency notait encore que le nombre des gentilshommes, amis de M. de Guise, avait augmenté dans Paris, qu'ils avaient loué des chambres dans divers quartiers, qu'ils tenaient continuellement entre eux des conciliabules, la nuit. Ils se procuraient des armes courtes, des cottes de mailles, afin de pouvoir « faire plus rapide exécution dans les chambres et dans les rues ». Et parmi les autres desseins qu'ils avaient, le gouverneur signalait le projet « d'aller assiéger l'amiral dans sa maison ». En tant que son parent, François de Montmorency serait obligé de le secourir, si le cas advenait, et aussi longtemps que l'amiral demeurerait dans la grâce de Sa Majesté. C'est pourquoi François de Montmorency avait prié certains gentilshommes de ses amis de se tenir prêts à intervenir. Il le faisait connaître à Charles IX, dans l'espoir qu'il approuverait ce qu'il avait résolu et fait.

Le maréchal de Montmorency vint à bout des mutins. Il fit arrêter un certain nombre de ceux qui avaient pris part au tumulte de la croix. L'un fut pendu, cinq autres furent fouettés. C'est ce que nous apprend une lettre d'Aguilon à Philippe II, le 10 janvier 1572.

Oui, tout cela finirait mal !

PIERRE CHAMPION

NOUVELLE SITUATION EUROPÉENNE

Une nouvelle situation a été créée en Europe par la double démarche de M. Mussolini auprès des Gouvernements de Londres et de Paris.

Sans doute, en prenant cette initiative, le chef du Gouvernement italien a-t-il désiré jouer sa partie dans l'apaisement européen qui s'impose après tant d'alertes et d'alarmes depuis deux années.

Aux lauriers de « l'axe Rome-Berlin », il voudrait entrelacer ceux d'un rapprochement « Rome-Londres-Paris ».

Si cette opération réussit, le Duce espère peut-être apparaître au monde comme une sorte de superarbitre en Europe, sans cesser d'être le fondateur d'un Empire en Afrique.

De toute façon, c'est une adroite manœuvre pour se tirer de la situation aventurée où les affaires d'Espagne et de Méditerranée ont mis l'Italie en face de la France et de l'Angleterre.

Ni la France ni l'Angleterre n'ont à repousser les ouvertures de M. Mussolini. Comme l'a si bien dit M. Eden, elles n'ont pas l'esprit de *vendetta*.

Elles ne s'étaient d'ailleurs pas jugées atteintes par certaines vivacités de la presse italienne ou certains éclats du Palais de Venise. La politique franco-anglaise poursuit un idéal trop haut pour s'abaisser à des représailles.

Ce que représente « l'union étroite » de la Communauté

Britannique et de la République Française, en plein accord avec les États-Unis d'Amérique et la Société des Nations, c'est la garantie solidaire de la paix en Europe et de la liberté sur les océans.

Au nom même de cet idéal, les deux Gouvernements de Londres et de Paris se devaient de réserver un accueil compréhensif à la démarche du Gouvernement de Rome.

C'est bien dans cet esprit que M. Chamberlain a reçu M. Grandi et que M. Chautemps a reçu M. Cerruti.

De ces premiers échanges d'entrevues, il est ressorti très clairement deux constatations :

1° *Rien ne sera fait par l'Angleterre sans la France, ni par la France sans l'Angleterre* ;

2° *Les conversations avec l'Italie n'auront, jusqu'en septembre, qu'un caractère « oyɔfisdlogique »*.

La phase « diplomatique » viendra plus tard. Sans doute après l'Assemblée de la Société des Nations? Jusque-là, il ne peut s'agir que de créer une atmosphère.

I. — Conditions d'une atmosphère.

La première condition de cette atmosphère sera, pour chacune des diplomaties en cause, de savoir maîtriser ses susceptibilités nationales ou idéologiques.

Il faut qu'elles apprennent à ne pas se calomnier les unes les autres, à ne pas se jeter à la face des accusations ou des insinuations rarement contrôlables, et, en tous cas, inopportunes, inutiles, dangereuses par cela même.

La tolérance doit redevenir la règle des relations internationales.

M. Mussolini avait naguère, vers 1927, déclaré que le fascisme était un régime d'ordre intérieur à l'Italie. Pourquoi, vers 1937, s'est-il départi de cette réserve?

La déclaration de guerre, non seulement au communisme, mais à la démocratie, faite par le Duce, en 1937, avec assez de retentissement pour émouvoir les Américains eux-mêmes, ne rendrait-elle pas impossible, si elle était maintenue, une reprise sérieuse des relations italiennes avec les deux grands régimes démocratiques que sont la France et l'Angleterre?

Il n'y aura en Europe ni paix, ni collaboration, aussi longtemps qu'un État quelconque prétendra imposer aux autres son système, sa race, son idéologie.

Lord Hardinge, dans le *Times*, l'a fort bien dit récemment : « Le problème n'est pas de faire triompher en Europe telle démocratie ou telle autocratie, mais d'y laisser coexister librement démocraties et autocraties. »

M. Mussolini est-il prêt à revenir à ces vues qui furent les siennes voici quelques dix ans? Et s'il y est prêt, que deviendra l'axe Rome-Berlin? Que deviendra le traité italo-germano-japonais?

Autant d'obscurités qui devront être éclaircies avant de pouvoir célébrer le retour à « l'amitié traditionnelle » de l'Italie avec l'Angleterre et la France, amitié dont je suis fier d'être un des défenseurs les plus fidèles depuis le temps où je publiai les *Résurrections italiennes* avant la guerre, où je représentai à Milan le Gouvernement de M. Clemenceau pendant la guerre jusqu'à celui où je publiai dans la *Revue de Paris* des articles qui ont été en quelque sorte la préface de l'action franco-italienne développée de 1932 à 1935 par la diplomatie française et qui a abouti aux accords de Rome le 7 janvier 1935 ? [1]

Une seconde condition pour recréer l'atmosphère sera de régler la question des « volontaires » étrangers en Espagne.

M. Mussolini a déclaré en juillet dernier que « l'Italie n'avait pas été neutre » et qu'elle « aurait sa part dans la victoire de Franco sur le Gouvernement de Valence ». Qu'entendait-il par là?

Pense-t-il que l'Angleterre et la France, ayant pris loyalement, voici plus d'un an, l'initiative de la politique de non-intervention en Espagne, pourront engager une conversation diplomatique utile avant que l'Italie — comme d'ailleurs quelques autres nations — ait retiré d'Espagne les troupes qu'elle y a envoyées?

Le retrait des « volontaires », c'est non seulement la pierre

1. Les lecteurs de la *Revue de Paris* n'ont pas oublié l'article du Comte de Fels sur l'*Enigme Italienne* qui, en 1932, précéda l'envoi à Rome de M. Henry de Jouvenel comme Ambassadeur chargé de préparer un rapprochement franco-italien. La Direction de la Revue, on le voit, n'a cessé d'être favorable à cette politique (N.D.L.R.)

de touche du désintéressement réel des divers pays dans la guerre civile espagnole, c'est aussi la seule solution pratique de cette guerre civile elle-même. Du jour, où tous les États de l'Europe marqueront *effectivement* leur neutralité et leur impartialité en ne permettant plus à leurs nationaux de prendre part aux hostilités en Espagne, ces hostilités perdront le principal de leur venin.

D'abord, le retrait des volontaires ne pourra pas s'effectuer sans armistice, sinon la marche des opérations s'en trouverait influencée. Cet armistice entraînera fatalement dans ce cas la médiation, c'est-à-dire l'arrêt provisoire des hostilités. A partir de ce jour, les Espagnols, livrés à eux-mêmes, ne recevant plus du dehors ni soldats, ni munitions, ni avions, ne tarderont pas à montrer de la lassitude. La guerre civile s'épuisera par extinction ; tout au moins s'amenuisera-t-elle en guérillas sans caractère international.

Ne serait-il pas de l'intérêt bien entendu de l'Italie de faire — en même temps que la Russie et l'Allemagne d'ailleurs — le beau geste de retirer ses volontaires ? Elle cesserait ainsi de s'exposer aux soupçons dangereux que tous les amis de l'Italie de ce côté des Alpes ont déploré de voir naître et se propager. On ne pourrait plus la suspecter de vouloir porter atteinte à l'indépendance et à l'intégrité de l'Espagne pour mieux menacer l'Afrique française du Nord et les lignes de communication anglaises dans la Méditerranée.

Une troisième condition pour clarifier l'atmosphère doit être que la nouvelle évolution italienne n'apparaisse à aucun moment comme une manœuvre de dissociation entre la France et l'Angleterre.

Il y a dans *Mein Kampf* des pages célèbres sur ce sujet. Or, pouvons-nous négliger ce grand fait européen que, depuis 1935, s'est formé l'axe Rome-Berlin ? Le jeune ministre des Affaires étrangères, M. Ciano, n'a-t-il pas lui-même, involontairement, prêté le flanc à des interprétations peu favorables à la politique de Stresa dans quelques-uns de ses voyages en Europe Centrale ?

Sans doute, l'Angleterre est trop loyale pour que personne, nulle part, puisse supposer chez elle une possibilité de manquer à ses engagements, à sa parole donnée. Elle a d'ailleurs pris

soin, dès les nouvelles avances italiennes, de faire savoir à M. Mussolini que toute démarche de rapprochement auprès d'elle *devait être accompagnée d'une démarche identique auprès de la France*, ce qui fut fait aussitôt.

Il faut cependant compter avec les enchevêtrements inévitables d'entretiens « psychologiques » ou « diplomatiques » de ramification aussi complexe. L'Allemagne, la Russie, l'Europe Centrale, le Japon, l'Amérique, seront fatalement intéressés à la conversation, avant même toute négociation. Dès lors, que de malentendus peuvent naître ! Que de rivalités peuvent surgir ! Que de chausse-trapes peuvent être tendues ! L'histoire du monde en est trop remplie pour que toute ambiguïté sur ce point essentiel ne doive pas être écartée dès le début.

L'entente franco-britannique, telle que l'ont définie et réalisée les Gouvernements de Londres et de Paris, est considérée par le monde entier comme la garantie la plus précieuse de la paix générale. Tout le monde sait que le président Roosevelt pense ainsi et que le Gouvernement des États-Unis en fait une des bases de collaboration raisonnée avec l'Europe. De leur côté, les États nordiques de la Conférence d'Oslo, la Pologne, la Petite-Entente, l'Union Balkanique, ne pensent pas autrement. Partout la sécurité s'affaiblit lorsque le couple Angleterre-France paraît se dissocier. Elle se renforce, lorsque ce même couple paraît se consolider.

L'Angleterre et la France ne sont pas seulement deux puissances européennes. Elles sont aussi deux systèmes intercontinentaux dont l'influence s'étend sur les cinq parties du monde. Leur conjugaison est une garantie de l'équilibre universel. Ébranler leur association, c'est mettre en cause la paix de la planète.

La démarche de l'Italie doit donc être sans ambages. Elle ne doit donner à personne l'impression qu'elle essaierait de disjoindre la France et l'Angleterre, mais au contraire, de se joindre à elles le plus étroitement possible.

II. — Conditions d'une diplomatie.

Les conditions psychologiques d'une atmosphère favorable étant ainsi réunies, sur quoi devra porter le rapprochement diplomatique envisagé ?

Est-ce que les accords franco-italiens du 7 janvier 1935 et le *gentlemen's agreement* anglo-italien du 2 janvier 1936 n'ont pas par avance épuisé la matière?

Est-ce que M. Mussolini n'a pas encore tout récemment affirmé que l'Italie était « une nation satisfaite », qu'entre la France et elle, aucune question ne restait plus en litige, et qu'entre l'Angleterre et l'Italie, rien d'essentiel ne pouvait opposer les deux Empires?

Présentées en gros, les choses sont vraies ainsi. Ou, du moins, elles le paraissent.

Cependant, depuis les accords 1935-1936, plusieurs questions doivent être remises au point. Elles portent :

1° Sur l'Espagne ;

2° Sur la Méditerranée ;

3° Sur la mer Rouge, et l'Abyssinie ;

4° Sur le Danube.

Il convient de les examiner l'une après l'autre, afin de se rendre compte si un rétablissement de la solidarité anglo-italo-française peut être obtenu en fait.

Remarquons, avant toutes choses, que sur ces quatre points l'intérêt de l'Angleterre n'est pas séparé de celui de la France. Aucune des quatre questions ne peut être résolue sans que les deux nations soient entièrement d'accord.

1° *L'Espagne.* — Dès le début des opérations du général Franco, l'Italie a montré du côté de l'Espagne une impressionnante activité militaire. En juillet 1936, elle a expédié vers le détroit de Gibraltar des escadrilles armées d'avions Caproni dont l'une s'est échouée à l'ouest du département d'Oran et a pu ainsi être identifiée — hommes et matériel, — par les autorités françaises. Plus tard, l'Italie a débarqué en Andalousie des régiments entiers d'*arditi* qui ont été cantonnés à Séville et ont pris part à la prise de Malaga. Vers le même temps, un certain comte Rossi, soutenu par la flotte et l'aviation italiennes, s'est installé aux îles Baléares, et en a fait une sorte de base aérienne et navale contre les Gouvernements de Barcelone et de Valence — situation de fait dont ne saurait se désintéresser notre pays, puisqu'elle peut éventuellement menacer la liberté de nos communications. Enfin, des divisions italiennes entières ont été reconnues dans le

centre et le nord de l'Espagne, notamment autour de Madrid et de Bilbao. Ce corps d'armée, avec plus au moins de succès, a apporté au général Franco et à la Junte de Burgos un concours certain, prolongé. Que ces légions soient composées de troupes régulières ou de « chemises noires », il importe d'autant moins que les unes et les autres sont incorporées officiellement dans l'armée italienne et ont déjà participé ensemble à la guerre d'Éthiopie aussi bien qu'aux mobilisations sur le Brenner.

Incontestablement, en agissant ainsi, le Gouvernement italien ne s'est conformé ni aux accords de Rome en 1935, ni au *Gentlemen's agreement* de 1936. Puisque l'Italie — ce dont nous nous félicitons — rouvre une politique de rapprochement à l'égard de l'Angleterre et de la France, ne doit-elle pas éviter tout ce qui pourrait sembler remettre en cause l'œuvre coloniale accomplie par ces deux puissances depuis plus d'un siècle dans la Méditerranée Occidentale ?

Jamais la France et l'Angleterre ne pourraient admettre que l'Italie puisse être amenée — même pour des raisons idéologiques défendables — à s'installer en Espagne ce qui bouleverserait l'équilibre général des forces européennes.

Nous ne saurions évidemment tolérer sur nos frontières méridionales aucun établissement de camps militaires ou de bases maritimes pouvant menacer notre sécurité et nos intérêts.

Pour mener à bien la négociation souhaitable, il sera donc opportun que l'Italie renonce (en même temps que toute autre puissance) à son intervention armée sur tout le territoire espagnol. Elle devra aussi, cela va de soi, s'abstenir de toute propagande anti-française et anti-anglaise dans ce secteur. C'est le premier arrangement diplomatique à signer et à respecter dans la négociation nouvelle.

2° *La Méditerranée.* — Il sera certainement utile que certaines autorités italiennes ne se donnent pas les apparences de remettre en question les positions acquises de l'Angleterre et de la France en Tunisie, à Malte, et dans le Canal de Suez.

Encore que le chef du Gouvernement italien vienne de déclarer que les récentes grandes manœuvres n'avaient qu'un caractère purement défensif utile à la paix européenne,

il n'est peut-être pas très désirable qu'un équipement extraordinaire de la Sicile et de la Sardaigne apparaisse à certaines opinions publiques comme un obstacle au rapprochement souhaité. En Tunisie même, l'Italie s'en est-elle toujours tenue aux avantages que lui a concédés le traité Mussolini-Laval?

A-t-il été très heureux, du point de vue diplomatique, que des fonctionnaires français, par exemple, fussent invités récemment à se rendre en Lybie, sans que l'invitation ait passé par le Résident-Général de France à Tunis? Et il n'est pas jusqu'à la déclaration du Duce se proclamant à Tripoli « le Protecteur de l'Islam » qui n'ait été jugée embarrassante par les deux grandes puissances musulmanes séculairement installées en Afrique et en Asie ?

S'agissant de la Méditerranée Orientale, les Anglais ont déjà fait comprendre au Duce qu'ils n'acceptaient pas, en face de l'Égypte, un accroissement inusité des armements italiens en Lybie ou ailleurs. Et quant au Proche Orient, la question sera nécessairement posée de savoir ce que peuvent bien signifier certains projets publiés par la presse de la Péninsule concernant l'institution d'une Province Romaine d'Asie Mineure » (Syrie, Liban, Palestine, etc., etc.)?

3° *La Mer Rouge et l'Abyssinie.* — Quand le Français de Lesseps, en accord avec le Khédive, ouvrit au monde le chemin de la Mer Rouge entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique, ce ne fut pas pour en réserver le monopole à une seule nation, pas même la sienne, mais pour servir les intérêts du genre humain tout entier.

Cette position doit être maintenue. La Méditerranée et la Mer Rouge doivent rester la grand'route de la civilisation universelle.

La France et l'Angleterre ont toujours été les protagonistes d'un *Pacte Méditerranéen* qui assurerait l'équilibre des forces dans cette région de la planète. Ce fut même un des articles essentiels de la déclaration ministérielle française de juin 1936. Il n'y a pas de *Mare nostrum :* il y a un *Mare omnium.* L'Italie devra se prononcer d'autant plus clairement là-dessus qu'elle a pris sur les deux rivages de la Mer Rouge une position « impériale » dont M. Eden, ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, a signalé, il y a quelques semaines,

le difficile ajustement avec une politique de collaboration franco-britannique. « Nous ne saurions accepter, a-t-il dit à la Chambre des Communes, qu'une puissance étrangère quelconque, pas même la nôtre, prétende s'arroger une influence prépondérante sur la côte orientale de la Mer Rouge ». Ceci visait nettement certaines activités récentes de l'Italie auprès de divers cheiks arabes dans le Yémen.

Pour ce qui concerne la côte occidentale, peut-être l'Italie n'a-t-elle pas suffisamment tenu compte des intérêts préexistants de la France et de l'Angleterre dans ces régions? Un règlement minutieux de ces intérêts s'impose. La Somalie française et la Somalie britannique représentent des points d'appui, coloniaux et maritimes, extrêmement importants pour les communications entre la Méditerranée, l'Océan Indien, l'Afrique Centrale et l'Extrême-Orient. Ni l'Angleterre, ni la France ne pourraient, sans graves dommages, laisser diminuer l'indépendance de Djibouti, de Port-Soudan, de Berbera.

Reste la reconnaissance de l'Empire « italien » d'Éthiopie. N'est-elle pas le morceau de résistance dans la négociation actuelle? Celle-ci n'aurait-elle été amorcée que pour cela? Ne sommes-nous pas, en effet, à la veille de la XVIIe Assemblée de la Société des Nations, où se posera de nouveau, comme l'a indiqué le discours de Palerme, la question du fait accompli?

Peut-être l'Italie préjuge-t-elle un peu rapidement de ce qui va se passer à Genève? Déjà, l'an dernier, une déception lui a été réservée. Ni l'Angleterre, ni la France n'ont pu reconnaître le geste unilatéral de l'Italie. Quand le droit international a été négligé, il est bien difficile à l'Assemblée qui a édicté et qui représente ce droit d'en sanctionner la violation. Aussi ne faudrait-il pas qu'on puisse croire qu'en ouvrant des négociations avec l'Angleterre et la France l'Italie ait pu songer à quelque changement corrélatif des positions respectives à Genève.

Quelle que soit d'ailleurs l'issue des délibérations de la XVIIe Assemblée sur l'affaire éthiopienne, l'empire du Négus était grevé d'hypothèques anglo-franco-italiennes: elles ne pourront être purgées que d'un commun consentement. Là

encore, il faudra négocier sur les bases de l'accord tripartite de 1926 entre l'Angleterre, l'Italie et la France.

4° *Le problème danubien.* — Un autre accord tripartite entre ces trois puissances avait été signé à Stresa le 13 avril 1935. Ce n'était, en vérité, qu'un accord théorique — un cadre plutôt qu'un tableau — mais il enregistrait les lignes essentielles d'une politique commune dans les affaires danubiennes. L'Italie, à cette date, se présentait sur le Brenner comme la principale garante de l'indépendance de l'Autriche, en pleine solidarité avec la France et l'Angleterre. Les accords de Stresa définissaient en outre une « action concertée » pour la mise sur pied de pactes généraux entre toutes les puissances danubiennes et balkaniques, y compris l'Allemagne, dont la rentrée dans le concert européen était souhaitée sous la forme d'un concordat d'armements.

Or, depuis l'affaire d'Abyssinie, que sont devenus les accords de Stresa ? L'Italie leur a substitué des protocoles italo-austro-hongrois, d'une part, et un axe Rome-Berlin, d'autre part. La garde du Brenner a été remplacée, en juillet 1936, par une sorte de partage d'influence en Autriche. Tout s'est passé dans le Centre-Europe comme si l'Italie s'effaçait progressivement devant l'Allemagne, celle-ci lui prêtant, par ailleurs, son concours en Méditerranée, en Mer Rouge, sur tous les rivages africains.

Ne faudra-t-il pas reconsidérer soigneusement tout cet ensemble de positions diplomatiques sur le Danube et dans les Balkans dans leurs rapports avec l'Allemagne, la Pologne et la Russie? C'est dans les terrains mouvants qu'il importe surtout de savoir où l'on posera les pieds lorsque l'on a décidé de marcher de conserve.

III. — Nouvelle Europe.

A supposer que, comme nous le souhaitons, après la détente « psychologique » et la phase « diplomatique », l'Italie arrive à se mettre d'accord avec l'Angleterre et la France sur la série de questions que nous venons d'examiner, il restera à s'entendre avec les autres puissances européennes intéressées, dont aucune, à juste titre, n'accepterait qu'on songeât à les

résoudre sans leur consultation et sans leur assentiment.

Déjà, lorsqu'en fin 1935 des difficultés s'élevèrent dans la Méditerranée entre l'Italie et l'Angleterre, celle-ci passa des accords formels avec la Yougoslavie, la Turquie et la Grèce pour le cas où les difficultés deviendraient des hostilités. Un peu plus tard, la Conférence de Montreux admit la Russie à des accords Méditerranée-Mer Noire. Or, cette fois, le problème méditerranéen s'élargirait et se compliquerait singulièrement davantage.

L'Europe nouvelle forme avec l'Afrique et l'Asie un ensemble dont aucune partie ne peut être modifiée sans des contre-coups redoutables.

Au bout de la négociation amorcée, l'on se trouverait ainsi amené à la nécessité de réunir une sorte de Congrès de l'Europe.

Ni l'axe Rome-Berlin, ni la diagonale Londres-Paris-Rome, même si on réussit à les accorder, ne suffiraient à eux seuls à réaliser un équilibre européen durable. La Russie et la Pologne ne peuvent pas être tenues en dehors d'un équilibre de cette nature pas plus d'ailleurs que les États de la Convention d'Oslo, ni que ceux de l'Europe Centrale.

Le problème se compliquera de ce que l'Europe n'est pas un système clos dans le seul continent européen. Elle est aussi un système africain, asiatique, américain, océanien. Toute union européenne aura, par de nombreux aspects, et non les moindres, un caractère intercontinental.

Dès septembre 1935, avec sa profonde connaissance des questions d'outre-mer, sir Samuel Hoare, alors ministre des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, l'avait fort bien compris lorsqu'à l'Assemblée de Genève il évoqua la redistribution des matières premières et la collaboration intercoloniale. Son langage réaliste ne manqua pas de surprendre alors. Il était pourtant le langage de l'avenir. Les événements l'ont démontré depuis.

A la nouvelle situation européenne créée depuis trois ans, il faut une nouvelle forme de collaboration qui empêche la guerre et recompose la prospérité.

Locarno, Stresa, Rome-Berlin, ce sont aujourd'hui des escales dépassées. Quelque chose de plus large est dans l'air de l'époque et de l'Europe. Il faut maintenant y faire voile.

De ce point de vue, qui est celui de la paix générale, l'invitation au départ que vient de lancer l'Italie à la France et à l'Angleterre peut certainement apporter du nouveau, et un nouveau infiniment précieux, à la diplomatie de notre temps.

Les dictateurs de l'Allemagne et de l'Italie n'ont cessé d'affirmer que leur axe Rome-Berlin n'était dirigé contre personne et qu'il ne saurait être question de dresser en Europe deux blocs hostiles.

De leur côté, la France, l'Angleterre, la Russie n'ont cessé de déclarer ouverts leurs pactes d'assistance mutuelle à toutes les puissances, y compris l'Italie et l'Allemagne.

Le problème diplomatique apparaît donc de créer un courant commun entre ces deux groupes et de l'élargir aux autres nations européennes.

Si la récente initiative de l'Italie peut déterminer un pareil courant, quelle que soit la difficulté des aménagements indispensables, cette initiative mérite d'être accueillie, encouragée, soutenue par l'Angleterre et la France dans une volonté sincère de collaboration pacifique et positive.

HENRY BÉRENGER

UN COMPRADORE, UN GÉNÉRAL

L'étonnant récit que l'on va lire évoque des faits vécus. Nos lecteurs nous excuseront de ne pas en avoir retranché quelques traits de mœurs audacieux. Mais le souci de respecter complètement les « convenances » occidentales conduirait à ne donner de la vie à Shanghaï, dans certains milieux, et même parfois de l'histoire politique de la cité, qu'une image tout à fait inexacte. Qu'on veuille donc bien porter certains des propos transcrits au compte des curiosités ethnographiques.

(N.D.L.R.)

IL ÉTAIT UN COMPRADORE

Il était un compradore et que l'on nommait Eusèbe.

Un compradore? Un factotum, si vous voulez. L'intermédiaire obligé entre blanc et indigènes. Interprète, conseiller et traître, comme il convient. La fonction, faute de noblesse, ne manque pas d'ancienneté. Elle remonte aux premiers contacts de notre vieux petit Portugal intrépide avec les grandes Indes. Dès les premiers ans, se forma une classe de truchements que l'étrangeté de la langue et les différences des mœurs imposaient.

Car, songez comme les onomatopées chinoises purent déconcerter les pionniers! Mais, surtout, le trafic avec les Fils du Ciel comporte (il en comportait davantage) autant de manigances qu'il y a de splendeur étrange dans ce vocable même : *fils du Ciel*. Il ne suffisait point de se faire entendre par des mots intelligibles. Il fallait se faire écouter grâce à des façons

qui ne rebutassent pas trop leur cérémonial pointilleux. Obtenir audience de l'oreille offrait déjà des difficultés graves. Mais, pour obtenir audience de leur attention, de leurs manières, il fallait jouer une comédie complexe, — stricte et circonvolutée, — donc apprendre un rôle d'abord, ou engager un acteur à défaut d'un maître de maintien.

Et les Portugais, gens de trafic, dénommèrent *compradore*, ou acheteur, l'indigène qu'ils louaient pour tel office. Le terme a survécu aux gloires lusitaines.

Eusèbe? Un Père jésuite au baptême lui avait choisi ce parrain. Le saint du jour l'avait inspiré ou quelque inclination secrète. Car tous les compradores sortent de l'école chrétienne. Elle leur fournit la connaissance d'un langage blanc; elle leur apprend nos baroques usages : comment saluer; comment parler clair; comment en faire semblant; et quelles tromperies, avec nous, prennent, quelles, point; quelles flatteries s'imposent, quelles plaisent, quelles comblent d'aise, quelles, cependant, déconcerteraient.

Missionnaires catholiques pour l'enseignement français, pour l'allemand; baptistes et méthodistes pour l'anglais accueillent également le jeune Chinois propre au service et à l'entremise. Ils le façonnent, en gros, conforme à une bonne moyenne, utile, pas trop avide, indispensable, en tout cas.

Si Eusèbe descendait d'une vieille famille catholique et avait reçu le baptême dans les langes, je l'ignore. Peut-être comme mon ami Sen-Tsu-Mei, ne l'avait-il quêté qu'en fin d'études, la conjoncture le requérant... Sen, éduqué par l'école anglicane, n'était pas encore ministre plénipotentiaire; il plaidaillait à la Cour mixte de Shanghaï et dirigeait en second une section kuomintang. Un jour, le procureur des Jésuites reçoit sa visite :

— Father, je voudrais être baptisé.

— Rien de plus facile, mon enfant.

— Tout de suite s'il vous plaît.

— Ma foi, d'accord, mais...

— Et pourrais-je faire ma première communion en même temps?

— Mon fils, vous devrez d'abord...

— Et puis recevoir la confirmation d'ici ce soir...

— Je regrette, mon ami, cela ne se peut. Vous devrez commencer par étudier le catéchisme et par...

— Écoutez, je suis pressé ! Je...

— Ne soyez pas pressé avec le Ciel...

— Je veux me marier à l'église demain.

Le procureur lève les bras au ciel. Il ne saurait... Pourquoi cette précipitation, grands dieux?

— Ma fiancée est profondément catholique et ne veut s'unir à moi que devant l'autel.

— Eh bien, elle attendra que vous le méritiez.

— Impossible, mon père. Je vous répète qu'elle est profondément religieuse. Et si elle ne m'aimait tant, elle se serait fait nonne.

— D'accord. Mais elle saura patienter.

— Elle, oui. Mais, le petit? La sage-femme dit qu'elle accouchera cette semaine.

Ainsi, Dieu choisit ses voies. Les Pères en leur indulgence pieuse le savent bien. Et quand madame Sen accoucha quatre jours plus tard, elle avait reçu le saint sacrement du mariage.

Rejoignons mon Eusèbe. Selon l'heure ou les occasions, j'appris qu'il était né chrétien ou qu'une vocation impétueuse l'avait à sa majorité poussé vers le vrai Dieu, malgré des parents arriérés. Ou encore, qu'il n'avait, à l'Église, rempli que d'utiles simagrées pour plaire à ses maîtres — d'école ou de boutique... Dieu s'y retrouve. Voilà l'essentiel.

Il fut mon compradore. Fidèle? On le verra. Utile? Je le jure. Et bon marché. Car il me demanda 500 francs par mois. J'ajoute qu'il savait dépenser son argent : à mon service, il acheta une dizaine de belles maisons, adjoignit à son épouse une concubine minaudante et roula toujours carrosse... Un carrosse à six cylindres avec chauffeur et valet courant. Certes, la vie n'est pas chère en Chine. Pourtant !...

Eusèbe m'accueillit à Moukden, un matin torride de septembre. J'arrivais exténué, avec ma famille, de Paris par Moscou et Tchita. Je n'avais plus un sou vaillant. Et nulle banque ne répondrait à ma lettre de crédit, car la Chine célébrait le Dragon par trois jours fastes. Que faire?

Le Consulat. J'y trouve le sourire épanoui d'un Chinois en robe sombre et bonnet rond. Tout rond aussi, le bonhomme,

sautillant sur ses chaussons hauts, de feutre. Ses yeux minuscules pétillent de bonne grâce malicieuse. Et ses grosses mains blanches, hors des vastes manches, apparaissent, promptes, chaque fois qu'un geste devra témoigner de l'amabilité d'Eusèbe. Car c'est Eusèbe. Il parle un français impeccable, orné, arrondi par les bons Pères. Il me fait souvenir de notre arrivée à Shanghaï, lors d'un voyage précédent. J'accompagnais mon cher Louis Roubaud.

Le boy du consul nous ouvre la porte. Il offre une face fermée, aux traits difformes de géant stupide.

— Toi, boy, — dit Roubaud, — moyen demander monsieur Consul, nous, moyen parler monsieur Consul !

— Si ces Messieurs veulent bien se donner la peine de patienter quelques minutes, je vais remettre leurs cartes à monsieur le Consul qui, par chance, se trouve seul.

En prononçant ces mots, le géant obtus s'inclina, cérémonieux, puis partit fort digne, laissant Roubaud en proie à quelque hilarité...

Donc, Eusèbe fait asseoir ma femme.

— Monsieur le Consul sera certainement désolé d'avoir manqué Monsieur et Madame. Une malencontreuse coïncidence a voulu que monsieur le Consul s'absentât pour quelques jours...

Le consul chasse. Ma foi, cet homme ! Il fête le Dragon ! Depuis longtemps ? Depuis huit jours. Pour longtemps ? Bien présomptueux, qui présagerait de l'avenir.

Le vice-consul ? Le vice-consul est à Harbine. Pour une quinzaine aussi. « Ah ! monsieur, Moukden n'offre guère de distraction aux jeunes diplomates et... » Oui, je sais, Harbine distribue des femmes blanches à tout l'Extrême-Orient. Harbine en expédie à Singapour, en Indochine, dans les provinces les plus reculées de l'immense République. Harbine alimente les dancings de Shanghaï, les « maisons » de Hong-Kong. Aussi le visiteur y trouve-t-il une exposition permanente de dames russes. Une ville de boîtes... Une ville de nuit... Un paradoxal et gigantesque compromis entre le lupanar et le salon de société. Bref, le vice-consul est à Harbine.

Eusèbe, à leur place, gère le consulat.

— De l'argent ? Combien voulez-vous, Monsieur ? Certes,

voici trois cents taëls. Et vous me permettrez de vous accompagner à l'hôtel. Et si la cuisine chinoise vous tente, je serai trop honoré de vous conduire ce soir dans le meilleur restaurant de la ville. Recommandé par moi, vous y serez soigné...

Et quand je repartis le lendemain, j'avais engagé le collaborateur idéal. Le ciel m'avait jeté mon compradore dans les bras. Il devait me rejoindre à Shanghaï dans un mois, le temps d'attendre ces Messieurs, de leur annoncer son départ, le temps qu'ils se retournent.

*
* *

Eusèbe vint. Je n'osais croire à ma félicité. Il parlait l'anglais comme le français, la langue de Shanghaï comme le mandarin. Il les écrivait sans faute. La machine, la sténo le trouvaient également à l'aise.

Je lançais un journal dans la métropole du Yangtsé. En deux jours Eusèbe eut constitué les équipes d'imprimeurs, de valets, choisi des messagers, des hommes pour plier, distribuer. Tout cela au meilleur compte. Et son autorité sur ce menu peuple, indiscutée, indiscutable. Il ordonnait. Et s'il le fallait, il mettait la main à la pâte, tapant des adresses, collant des bandes, réparant un clavier.

Durant la semaine qui précéda le premier numéro, durant la semaine qui suivit, je dormis deux heures par nuit. Le grand jour venu, le jour du lancement, je ne me couchai pas. Ni le lendemain. Eusèbe était mon ombre. Il ne connut pas davantage de repos.

Pour 500 francs par mois !

Et le temps commença de s'écouler, confirmant ses vertus.

Je ne savais rien de lui, alors. Et quoi savoir ? Qu'il travaillait sans répit et travaillait parfaitement. Je le voyais ! Qu'il se montrait déférent, plein d'initiative, ou de réserve, selon mon humeur. J'en étais témoin. Qu'il me coûtait peu. Je m'en réjouissais. Savoir quoi ?

Très vite *on* me conta... « On » : de bonnes âmes. Il est de bonnes âmes partout. *On* me conta qu'Eusèbe avait occupé d'importantes fonctions dans la police de la concession

française, comme interprète du chef, du « préfet » local. Et que ces fonctions, il avait dû les abandonner après un procès retentissant. Un procès où il avait été question de pots-de-vin et de ces trafics étranges qu'ignorent nos vieux pays paternes, que n'ignorent pas ces merveilleuses métropoles nouveau-nées.

— Bah ! — répondis-je...

Dans ce « Bah !... » se cachait ma jeune expérience. Arrivant dans notre concession de Shanghaï, j'étais tombé dans une énorme cité, française par le nom des rues, d'un demi-million d'âmes. Sur ce demi-million, 1 200 Français, femmes comprises, et enfants. Pays de clubs, Shanghaï possède un Cercle sportif français où notre gratin (une centaine de chefs d'entreprises) convie l'élite internationale. Parmi les nôtres? D'ex-polytechniciens devenus directeurs de banques, et des matelots déserteurs vendant, par millions, du cognac ou du gruyère...

L'un d'eux nous avait charmés, Roubaud et moi. Il parlait parigot de façon quasiment parodique. Il racontait sur ses grandeurs passées des histoires extravagantes dont le Cercle ne riait plus guère, mais qu'il conservait dans ses archives pour affirmer que Shanghaï est un bien curieux endroit parmi les villes capitales. Ce Parigot... appelons-le Truche, ce Truche avait écopé trois mois de prison. Et n'en continuait pas moins à époustoufler les nouveaux venus, à l'heure du cocktail.

Trois mois, pourquoi? Pour avoir constitué et dirigé une Société d'assurances. Mais encore? Eh bien, voici : cette assurance s'adressait aux voleurs, aux tenanciers de fumeries et autres délinquants. Décidiez-vous de vous lancer dans l'attaque à main armée, le kidnapping, ou même l'assassinat, vous alliez voir Truche, lui exposiez votre entreprise et Truche vous « couvrait ». Bien sûr, la prime à verser dépendait des risques que vous décidiez de courir ! Car, songez-y, que vous fussiez condamné à mort et exécuté, Truche ensuite nourrissait votre veuve !...

Bref, pareil commerce avait valu à Truche trois mois. Il ne les fit jamais. Et jamais le Cercle sportif, élite shanghaïenne, ne songea à se séparer de lui. Je l'avais trouvé devant son picon-citron. Roubaud avait savouré ses propos. Et je me disais qu'après tout, Shanghaï n'étant point un couvent, il fallait

vivre avec son temps, vivre avec ses contemporains. Et les difficultés passées d'Eusèbe ne m'émurent guère.

Je constatais son dévouement et m'en trouvais content.

*
* *

Maintenant, puisque j'entrepris de vous conter notre collaboration et d'y trouver prétexte à vous montrer, en simples images véridiques, cette grande cité internationale, il faut bien que j'en vienne au fait.

Le fait? Eusèbe m'assistait depuis six mois et venait de changer sa Nash pour une Buick rutilante, quand, un soir, me trouvant chez un vieux politicien chinois, j'entendis parler de mon compradore. Oh ! quelles précautions on y mit !

La nuit venait. Pour entrer chez le vieux Zeng, il fallait passer en revue, dans la première cour, ses policiers privés, des Russes au bivouac, dont l'un, sentinelle, présentait les armes. Ensuite, traverser une sorte de halle encombrée de tapis roulés, de dieux au rancart, de pétitionnaires provinciaux, campés aussi pour attendre audience. L'encens, les pipes à eau y formaient des volutes et un violent parfum âcre et doux. Ensuite, la seconde cour où de l'opium bouillait dans des cuves. Les concubines et les petits des domestiques piaillaient à l'ombre. Puis un couloir entre les appartements des femmes d'où sortaient des glapissements et quelques cris de violon monocorde. Puis la cour, la vraie, avec une charmille, des caisses de champagne sucré cuisant au soleil, des fusils qu'un valet fourbit, quelques marches, et la grande salle. Trois lits d'opium, immenses, avec des dormeurs. Éternellement, une table à manger, où les plats se renouvellent toutes les heures. Fumeurs, mangeurs, gens au repos, graillonnent, éructent et aboient. Le vieux Zeng, sur une chaise de marbre, préside, se lève de temps à autre pour accueillir un visiteur. Ou, les yeux fermés, il écoute, sans en avoir l'air, la puérile confidence d'un « client », l'annonce du meurtre, au loin, d'un général à lui, le cours des barres d'or. Il répond d'un mot : « Oui... Non... Ah!... » ou bien : « Achetez 5 000... Voyez.. Revenez dans une heure... »

Chez Zeng, les huiles de Shanghaï passaient un moment,

sur la fin du jour. Un vieux banquier, Fou, me souffla gentiment que j'honorais grandement sa personne en paraissant dans un lieu où il avait eu le bonheur de se rendre. Et qu'en vérité les Dieux l'assistaient, puisque mon ineffable personne... Il s'enquit ensuite du *Journal de Shanghaï*, mon entreprise. Je le rassurai. Il parut fort aise de ma satisfaction et ajouta qu'il n'avait jamais douté de la réussite... que du reste il avait eu *grand plaisir à y aider*.

Un frisson me courut le dos. J'avais assez pratiqué le marché des âmes locales pour pressentir une difficulté importante. Mais les bienséances m'interdisaient tout autre geste qu'un merci chaleureux et discursif.

Bien sûr, je m'enquis aussitôt. Par des intermédiaires... Voici le fait : Fou avait reçu la visite du fidèle Eusèbe. Et le fidèle Eusèbe savait, en se présentant, de menues choses plutôt graves pour la réputation de Fou. Eusèbe avait exposé qu'il compatissait. Que je compatissais. Qu'en aucun cas notre journal n'en soufflerait mot. Mais que, les conjonctures rendant la vie difficile, Fou comprendrait sûrement un devoir de secours mutuel que, de toute éternité, honorèrent les Chinois « bien ». Et Fou l'avait honoré. Combien? Plusieurs milliers de taëls. Près de 60 000 francs. Et j'imaginai du coup, malgré ma jeunesse, comment, avec ses 500 francs mensuels, Eusèbe menait si grande vie.

Par quels assauts de courtoisie j'obtins, dans la semaine qui suivit, restitution, par mon compradore, je vous en fais grâce. Mais sachez que, de ce jour, je m'étais perdu dans son esprit. Et que, dans l'estime de M. Fou, j'avais bien baissé aussi. Ces gens se demandaient, en vérité, dans quelle intention j'avais pu entreprendre la publication d'un journal, si... Et pis. Ils en vinrent à supposer — car il fallait bien qu'ils s'expliquassent mon activité et lui trouvassent des raisons — je ne sais quels motifs mystérieux, complexes : Intelligence Service? Deuxième Bureau. Car enfin, si un journal ne sert plus au chantage, à quoi servira-t-il donc?...

Eusèbe ne me quitta pas. Mais il comprit qu'il fallait s'y prendre autrement. Sans doute, m'expliquer les choses. M'intéresser... humainement, politiquement, à sa partie. Et Eusèbe fit merveille. Primaire, et tout entier à ces construc-

tions intellectuelles abstruses où, pour une simple fin financière, s'emberlificotent les Chinois, je ne vous reproduirai pas toutes les habiletés de mon co mpradore. Mais l'une d'elles me mêla à la vie d'un des plus étranges personnages que j'ai rencontrés : j'y viens donc enfin.

UNE AFFAIRE

« East is east... » Certes ! Le soleil parisien fleurit ma cour, les noms des spécialités pharmaceutiques se clament, d'une fenêtre à l'autre, dans les radios ; un confus marmonnement de moteurs signale les rues enchevêtrées, grouillantes ; le duc de Windsor a pris femme ; les noms de Doriot et de Blum se partagent les enthousiasmes... Mai 1937, en France. Je regarde en arrière. J'ai connu Eusèbe pendant quatre longues années. Nous avons besogné côte à côte. Je l'ai regardé vivre, commander, obéir, rire... Et je me demande ce que je sais de lui. Rien ? Rien. Ou si peu de choses !...

Lui, comme trente autres, ou comme, disons, une demi-douzaine d'autres, que je vis de près, leur image est dans mes yeux. Le son de leur voix, dans mes oreilles. Le souvenir de leur démarche, leurs épaules en porte-habit, leurs hauts chaussons trottant dans les plis de la robe... Et puis ? Quoi de leur âme ? Leur avidité, oui. Peut-être l'humour de certains. Leur goût des fillettes chanteuses, du whisky américain. Et comme leur xénophobie paraissait, ou comme ils savaient la celer. Puis leur goût des objets baroques, leur attendrissement gai devant un paon stylisé en fils éclatant de soie sur de la moire. Et puis ? Pour un fils unique, cette passion totale de couveuse en train de couver. Pour le vieux père, un attachement, une soumission devant lui, un don révérent que nos terres ignorent. Et puis ? Quoi de leur personne ? Quoi de leur *soi* ? Quel geste autre qu'une réaction à quelque proposition de la vie ce jour-là ? Rien.

Un jour, ah ! c'était vers le milieu de ces trois semaines que le Kiang-Sou appelle sa saison des pluies. Il commence de pleuvoir vers le 10 juin. Une pluie dense, chaude, sans une seconde de trêve. Elle dure jusqu'au 3 ou 4 juillet. La nuit

couvre de champignons chaussures et vêtements. Les poumons s'épuisent à chercher l'air des ventilateurs. Et les ventilateurs ne leur envoient que des nappes tièdes, épaisses, écœurantes. Sans trêve.

Eusèbe entra dans mon bureau. Il montrait cette mine de fine mouche soumise que prend un Chinois lorsqu'une idée trotte dans son crâne : il déploiera le luxe des compliments usuels, y glissera une allusion, puis d'un ton grave présentera quelque proposition intéressante qu'un lien subtil relie à sa préoccupation, en profitera pour courir sur le fil de liaison, picorera — comme un poisson l'appât — sa petite idée jusqu'à ce que vous ayez saisi et disiez, vous, la phrase qu'il n'ose prononcer.

Eusèbe ne manqua pas à la tradition. Je le laissai agir. Soit fatigue, soit indifférence, je manquai totalement aux convenances et ne réagis point à ses invites de plus en plus claires. Or comme il me savait « baroque », un peu fol, selon lui, et connaissait qu'avec moi, souvent, mieux valait — et, tant pis ! — parler clair, soudain, il prit son souffle comme un élan, me regarda droit et prononça :

— Monsieur, il faut faire quelque chose pour la Sodomie !

Je demeurai stupide. Puis, éclatai de rire.

— Certes, Eusèbe, il le faut !...

— N'est-ce pas Monsieur...

— Alors, parle !...

Vous entendez bien que les compradores, sortis des écoles chrétiennes, usent du vocabulaire de leurs maîtres. Un inverti est un sodomiste. Leur particularité : la sodomie... comme aussi leur corporation.

Eusèbe parla, chassant les mots par décharges, puis un souffle, puis une décharge nouvelle, puis un souffle respectueux, selon la mode des subordonnés chinois. Parfois, il s'arrêtait, attendant ma riposte. Mais, n'en recevant pas, il reprenait son discours, tant que ma réserve le contraignît pour finir en beauté, de couronner ses propos d'une offre singulière qu'il estima alléchante.

— Oui, Monsieur, il faut faire quelque chose pour la Sodomie. On ne fait pas assez pour elle sur la concession française. Quel dommage ! A cette heure surtout où l'opportunité favo-

riserait notre administration. Pensez donc ! Sur la concession internationale...

(Eusèbe m'excusera de l'interrompre pour expliquer au lecteur français que Shanghaï forme une énorme cité bien plus étendue que Paris. Trois administrations se la partagent sans qu'intervienne aucune limite tangible, physique. Tout se passe comme si au nord de la rue de Rivoli régnait un État, au sud un autre État. Il y a ainsi une ville française (notre concession) avec 550 000 habitants dont 500 000 Chinois, puis l'International Settlement avec un million d'âmes (950 000 Chinois) et la ville indigène, relevant de Nankin, dont les 2 millions d'habitants se groupent autour des deux concessions. Une rivière, le Wampoa, borne l'énorme agglomération d'un côté. En s'en éloignant, on trouve successivement le centre commercial, puis des quartiers chinois, enfin, s'espaçant, parmi des arbres, les résidences étrangères. Perpendiculaire à la rivière, un boulevard qui porte successivement les noms de Foch et d'Édouard VII sépare les possessions française et internationale. Mais, répétons-le, point de différence, aucune discontinuité. Seul change l'uniforme des sergents de ville, sikhs dans le Settlement, tonkinois à chapeau conique, chez nous.)

« ... Pensez-donc, la concession internationale a, de tout temps, connu des maisons de Sodomie à côté des maisons de femmes ! Et vous savez que ces maisons-là font marcher le commerce autant et plus que les autres. Ah ! oui, ah ! je vous le jure. Et les Jésuites espagnols, les prendriez-vous pour des sots. Non ? Non, n'est-ce pas ! Eh bien, ils ont admis les maisons de femmes sur leurs terrains... »

(Les ordres de missionnaires sont les plus gros propriétaires fonciers des concessions. De ces biens ils tirent le plus clair des énormes revenus qu'ils consacrent à leurs œuvres...)

« ... et, de plus, ils n'ont jamais « objecté » aux maisons de Sodomie. Dame ! Oh, ne me faites pas dire plus que je ne dis. Sûr, ils ne les encouragent pas. Mais ils les tolèrent. Car, pour rapporter, oui ces maisons-là rapportent. Et puis, autour d'elles, les marchands de fleurs, d'oiseaux apprivoisés, les bijoutiers, les peintres en miniature sur œufs vidés, et les marchands de jade. Et tout !

» Songez à ce qu'une solide maison de ce genre avec cinq jeunes artistes et leurs servants et leurs chanteurs, représente de commerce, de dépense, de luxe. Parce que, n'importe quel boutiquier ira voir les femmes, il y mettra ses cent, mettons, ses deux cents dollars par mois. Mais la Sodomie a une clientèle toute différente ! Des gros ! Des financiers, des traficants d'opium, des généraux. En un mot, des millionnaires, monsieur ! Et ceux-là, pour une fine taille, ah ! que ne sacrifieraient-ils pas ?

» Un sodomite, monsieur, il vaut dix femmes, pour le commerce. Et tenez, j'en connais un, le général Wang-Ting-sse lui a offert une casquette en soie d'or. Et pas une casquette de parade ! Il la met tous les jours. Un petit, un peu louche pourtant, mais on recherche beaucoup les garçons louches; sa chambre est en or : le lit en or massif, avec des statues en or au quatre coins, et des lampes électriques à l'intérieur de la tête et on voit la lumière par les trous des yeux et entre les dents. Songez ! La cuvette, en or. Et la table ! Elle a coûté trois cent mille taëls !

» Alors, monsieur, vous ne me répondez pas, mais vous me comprenez sûrement, car ce sont des choses bien raisonnables et sérieuses que je vous dis là ! Oui, rien ne vaut la Sodomie. Mais il faut s'en occuper et la favoriser.

» Voici : depuis quelque temps, la concession internationale est entrée dans l'erreur. Ah, je vous assure, quand Dieu quitte la raison de l'homme, l'homme en perd du profit ! Ce qui se passe ? L'ignorez-vous ? N'est-ce pas, de l'autre côté, les Anglais ont la majorité au Conseil. De bons hommes d'affaires... Seulement chez eux, de temps à autre, le clergé monte sur ses grands chevaux.

» Eh, bien, l'Église anglicane est intervenue pour ne pas donner prise aux critiques des Puritains... Elle a fait pression sur le Conseil Municipal. Les Conseillers chinois ont protesté. Hélas, ils sont en minorité, et n'ont pu l'emporter. Réjouissons-nous du côté français. Ils nous offrent une opportunité éclatante. Bref, l'International Settlement vient d'interdire les maisons de Sodomie.

» Alors ? Profitons de l'occasion. Vite. Quelle aubaine !...

» Tenez, à côté du champ de course de chiens... »

(Eusèbe s'embarque dans des détails topographiques dont je vous fais grâce. Il possède son sujet. Il l'a étudié. Il connaît le prix des immeubles, leur capacité. Il a tâté les joailliers, les restaurateurs. Il a déjà édifié dans sa caboche tout un quartier nouveau. A coup sûr, il prévoit des pots de vin, de gros pour se concilier les pontes, de moindres, pour les huiles administratives, de menus, pour que le fretin des bureaux ne mette pas de bâtons dans les roues... enfin, plus généralement, peu ou prou pour un chacun, par sens de la justice. La Chine est ainsi. Eusèbe prévoit surtout sa part. Sa part dans la distribution sonnante... Sa part dans les affaires. Je jurerais qu'il a déjà des options immobilières et saura les céder... Eusèbe nage dans son élément : debout dans sa légère robe de lin blanc, ses mains grassettes sortent des vastes manches pour grimper le long du joli échafaudage qu'il a construit, que ses yeux voient...)

« ... Quant à notre journal, monsieur, par une campagne appropriée, il remplirait son rôle en persuadant le public, en déterminant des dispositions favorables dans l'opinion. Et j'ai songé à sa juste rétribution. Comment? Par de la publicité. Elle viendrait en son temps. Et des avances dès maintenant confirmeraient les avantages futurs. Non, pas de la publicité de Sodomie! Celle des commerces annexes. De toute façon, combien de gros personnages manifestent de l'intérêt pour l'entreprise! M. Wang, M. Ting, M. Tchou, le général Shu, qui, aussi fourniraient des fonds!

» ... Pourquoi? vous demandez-vous. Avez-vous réfléchi à l'abîme qui sépare une banale liaison privée avec un jeune homme mis par vous dans ses meubles... (c'est une image, monsieur) et les rapports bien plus complexes avec le même jeune homme, en maison? La maison séduit infiniment davantage ces messieurs! Ils se retrouvent entre eux. Et l'émulation! Peut-être, un penchant vicieux pour la promiscuité impure, le ragoût du milieu, la crainte d'une trahison les aguichent! En tout cas, la table de jeu, les chanteurs, et des banquets rassemblant des personnages illustres... »

Tel était le discours d'Eusèbe. Je dois l'abréger. Il s'étale déjà sur de longues pages ; il scandalise et il ennuie tout à la fois. J'en viens donc à la conclusion. Eusèbe la formula en

désespoir de cause, pour s'évader de mon silence et de la froideur attentive avec laquelle j'accueillais ses propos. « ... Enfin, monsieur, vous ne dites rien ; ... permettez-moi de ne pas désespérer cependant de vous convaincre. Pour m'y aider, vous seriez bon d'accepter une invitation que je vais vous adresser. Intéressante je crois. D'abord, si vous venez, votre présence... etc. De plus, j'aurai le général Shu Wei-lo et ... »

Je m'efforçai de ne pas montrer trop mon émoi. Le général Shu ! Depuis huit jours j'aurais donné bien des choses précieuses pour le rencontrer. Shu avait bouleversé Shanghaï. Son aventure dépassait en extravagance toutes les extravagances que m'avait offertes la Chine jusqu'alors. Or Shu demeurait secret, caché, terré.

Je ne bronchai pas. Eusèbe peignit le général comme un sodomiste illustre et avide de me rencontrer pour sauver sa foi et ses rites de l'offensive anglicane. J'étais conquis. J'acquiesçai. Nous dînerions le surlendemain dans une maison de femmes. Shu me persuaderait.

En fait, Shu devait m'offrir un spectacle que je n'oublierai jamais. Nous y viendrons. Comme les histoires de Chine sont tortues, se recoupent, s'enchevêtrent, imposent des digressions pour la meilleure intelligence d'un mot, d'une attitude, je m'excuse d'aller, par petits chemins et de sembler muser. Il le faut. La Chine est ainsi.

L'EXTRAVAGANT GÉNÉRAL SHU [1]

En ce temps là, Chiang Kai-Chek n'avait pas achevé la conquête de la Chine. Parti de Canton deux ans avant, il avait atteint et dépassé le Yang-Tsé-Kiang. Mais, vers l'amont du Fleuve Bleu, l'immense Szetchuen, le Shensi demeuraient indépendants ; au nord Chang-Tso-lin résistait encore, avec Pékin pour capitale et la Mandchourie pour ultime contrefort. Dans le Shantung, un de ses lieutenants, le géant Chang-Chung-Chang, guerroyait, suivi d'un train blindé russe et d'un train-harem, quasi russe aussi. La démarcation entre la jeune Chine révolutionnaire et les vieux Toutous s'établissait un

1. Je saisis l'occasion de rendre hommage à Me d'Auxion de Ruffé, le plus spirituel des Shanghaïens, sans qui je n'eusse possédé le dossier du général. — J. F.

peu au-dessus du Lung Hai-railway, à mi-chemin entre les Fleuves Bleu et Jaune.

Shanghaï relevait donc du nouveau pouvoir concentré à Nankin. Mais ses quartiers exterritoriaux abritaient toutes les opinions. Un général Shu, en particulier, y résidait, dont la rumeur publique faisait un espion, un agitateur à la solde des Nordistes. Et la rumeur voulait qu'il reçût des millions chaque mois, pour acheter des politiciens du sud, entretenir des agents et organiser la division, la rebellion même, derrière les lignes ennemies.

Six mois durant, le général avait mené campagne dans le secret, profitant discrètement des hospitalités française et internationale — comme un *anar* qui, de Gibraltar, sonderait mais, sans éclat, l'Andalousie. Un jour, son maître Chang s'était souvenu de lui, Shu, et le courroux d'Achille ne tonnait pas plus fort que le courroux de Chang. Aussi, le lendemain, dans une maison de thé, vers Chapoo-lo, un agent secret adressait mille grâces à Shu et lui transmettait sa commission : si, dans la semaine venant, par son activité, Shu ne justifiait point sa présence derrière l'ennemi et l'argent reçu, quelque lacet lui apprendrait comment meurent les incapables. A moins que des « coupeurs » ne l'abandonnent dans une ruelle, tous les tendons taillés...

En sortant, Shu avait renoncé à sa componction. A son tour, il tonnait. Ses aides réunis connurent sa frénésie. Il courait de long en large, cassant tout : il lui fallait de l'action, de l'action, vite, n'importe laquelle ! A tout prix ! Fébrile, il criait, suppliait, bredouillait, qu'on inventât quelque chose !

Alors, on vit ce que l'on vit :

Le lendemain, le peuple s'amassait devant les boutiques, jacassant, à l'ordinaire, mais, cette fois, sur un thème unique. Une annonce de journal fournissait la matière des entretiens. Une belle grande annonce solennelle : gloire d'une province reculée, un certain M. Szé était mort l'an d'avant, laissant des millions. Les devins lui avaient assigné un champ proche de Shanghaï pour lieu de repos éternel. Le corps venait d'arriver. On l'enterrerait demain. Et l'énumération des fastes qu'étalerait la cérémonie, donnait le vertige aux badauds.

Telle est, on le sait, la coutume : L'illustre Sun-Yat sen, mort en 1925, près de Pékin, ne fut inhumé qu'en 1929 sur la colline de Pourpre, à Nankin... Curieuse idée, certes, d'avoir choisi, pour le riche M. Szé, une tombe près des diables étrangers, loin des monts paisibles qu'affectionnent les divinités. Enfin !... Sans doute ses proches avaient voulu s'offrir le voyage et soudoyé les augures. Le commun ne s'inquiète pas pour si peu et se réjouit seulement du spectacle promis.

Partout, la populace aime les cortèges et la pompe. En Chine, elle les adore. Si les Français y gardent quelque popularité, ils le doivent surtout à leur 14 juillet, avec troupes défilantes, fanfares, retraite aux flambeaux, qui met la ville en liesse.

Et l'événement ne déçut pas l'attente. Un clergé grouillant, jaunes lamas et bonzes gris, à se gratter, à se curer les dents entre les hymnes, à sonner des cymbales. Des centaines de pleureuses couvertes de linges blancs, de pleureurs déchirant l'air d'abois, puis, un cercueil monumental posé sur de longs, longs bambous et, pour le porter, deux cents faquins couverts d'oripeaux de théâtre, de robes en soie verte où des dragons se dévorent. Tous les théâtres, tous les marchands d'accessoires avaient vidé leurs porte-manteaux, loué jusqu'aux derniers pans de brocard. Mille porteurs de lampions avec de fausses barbes et des robes de généraux sur leur froc de chômeurs. Mille porteurs d'insignes dans les amples costumes bariolés de la légende, et on roulait des chiens géants faits de branches de pins, des chevaux en carton la queue dressée, l'œil effroyable, des chameaux en peluche, des dragons sans fin, comme cette chenille de Luna-Park, se dévidant sur les mille petons d'acrobates bien dressés, de cabrioleurs drôles. Tout un peuple de figurants et plus orné que n'en aura le Marquis Li ou le plus riche agioteur sur les barres d'or. Et des orchestres. Encore des orchestres. Tous les orphéons de la ville. Dieu sait s'il y en a ! L'un, montrant des maréchaux de France rutilants, l'autre des maréchaux d'opérette, l'autre l'armée d'Hollywood ou de West Point, avec du rouge, du vert, du bleu roi, des shakos à pompons, à aigrettes, des grands cordons et des aiguillettes d'or sur de la buffleterie blanche... Ils jouaient à tue-tête, rivalisant d'entrain *Viens Poupoule* (le grand air des enterrements chinois), *Caroline* et *Si tu veux faire mon bonheur* ainsi

que *Pan Pan l'arbi* et la *Sidi Brahim*, méconnaissables de quarts de ton !

C'était trop beau ! Les coolies se pressaient pour voir. Les filles avaient quitté leur gîte, les artisans leur établi. Tous les « boys-messengers » lâché leur vélo et leur carnet à souche pour y bayer d'admiration. Vraiment, faut-il redire qu'on ne déchargeait plus sur le port? Non, on ne déchargeait plus sur le port. Les dockers se tassaient sur les trottoirs et les sikhs, à genoux nus et barbe tressée, couraient, le gourdin à la main, jeter à bas des réverbères les commis insolents qui y grimpaient.

Ainsi, l'enterrement de M. Szé se mit en marche dans une gloire de soleil et d'or. Il se déroula longuement à travers les concessions, coupant le trafic, au milieu des cris, des vivats, jusqu'à pénétrer enfin dans la cité chinoise. Il y fut. Il y suivit sa route. Il devait passer devant la gare du Nord. Une énorme bâtisse moderne. Elle unit Shanghaï à la capitale politique : le New-York au Washington chinois. Devant la gare, il se passa quelque chose :

Sur un coup de sifflet, le cortège stoppa, mit bas insignes et défroques. Des fusils sortirent de dessous les robes, trois mille hommes en armes se lancèrent à l'assaut de la gare. Le canasson de Troie qu'on traînait en psalmodiant des litanies, il se fendit en exhibant un canon léger. Des chiens en branchages sortent des Hotchkiss, du cercueil, une demi-douzaine de Maxims et... En avant ! Jusqu'aux lamas, aux faux-lamas, dont la toge orangée cachait un arsenal.

La gare fut prise en un tournemain. Comme la Chine n'a point de route, la capitale était coupée de Shanghaï. Ce fut un beau massacre. Les tripes des lampistes se répandaient au soleil et les chefs de train tombaient, une balle dans la nuque, dans leur fuite entre les rails. Les Chinois aiment bien tuer. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'ils aiment bien être tués... Il n'y attachent guère d'importance. Vendeurs de billets, poinçonneurs et la quirielle des sous-chefs de gare, s'effondraient, stupéfaits, dans leur sang. Et les voyageurs débonnaires, les baïonnettes les embrochaient, comme au théâtre ; de braves familles Fenouillards, débarquant de leur canton pour aller admirer au Magic City la femme-tronc et une fillette

de six ans enceinte, tic, tac, la mère faisait grou grou, et la marmaille ne pipait pas, crevant aussitôt, face aux dalles. C'est ainsi. La guerre chinoise est ainsi.

Et, bientôt, le chef... (*un* chef, car Shu, sifflait doucement du thé vert entre deux garçonnets de Chapoo-lo) un chef, bientôt, put se rengorger, et se balader dans son nouveau domaine en écartant les jambes, en crachant noblement de côté. Il n'y manqua pas. Un sabre à la main, il visita ses conquêtes, dit quelques mots obcènes comme on dit en ces occasions. Et l'équipe pillait le buffet, mais ce fut tôt achevé !... Hélas ! Sans grande ivresse...

Alors, le chef se demanda quoi faire. Les hommes se considérèrent, bras ballants, fort empêtrés dans leur conquête. L'été règnait au ciel. Et les tueurs s'assirent à l'ombre, attendant la suite, en s'essuyant les doigts sur leur culotte d'indienne.

*
* *

La suite? Le quartier de la gare s'était vidé. Boutiques closes, jalousies tirées, rideaux de fer baissés, hop ! Les pousses filaient comme des lapins, les vieilles béquillaient, sur leurs moignons, un ballot au poing. Et des loueurs de brouettes se hasardaient, risquaient un œil, puis leur véhicule pour embarquer une famille geignante, ses canaris au bout des bras.

La nouvelle avait couru la cité avant même que le téléphone eût avisé le maire, le gouverneur, le préfet. Les polices étrangères furent sur pied en dix minutes. Les réfugiés, on les canalisait... Et la troupe nankinoise à son tour se rassembla. Quelle affaire ! « Allo... Nankin !... »

Bien sûr, l'aventure, contée aux grands hommes du gouvernement, devenait une révolution : « La plus grande ville d'Asie en flammes et en sang. Les postes, l'hôtel de ville, le G.Q.G. tenus par les rebelles. On chuchotait leur ultimatum : « Que le généralissime sudiste se rendît, sinon sa femme prisonnière subirait le pal. Ou bien on rénoverait pour elle l'ancienne torture des couteaux... » Les rebelles ramenaient l'Empereur. Les Japonais les avaient payés. Non, les Russes. Et le war-lord du Nord, le vieux Chang-Tso Lin, arrivait en avion...»

Or les vainqueurs de la gare dormaient ou prenaient le frais. Et Shu suçait du thé entre deux jeunes gens débiles. L'invraisemblable, ce n'est point que Shu eût lancé tant d'hommes à la mort pour rien. Ni que trois mille chômeurs eussent accepté pour une pièce de cent sous ce rôle et ce destin.

Car Shu songeait simplement à signaler son activité à ses mandants, et que leur or servait à quelque chose. Son rapport saurait transformer l'aventure en un sursaut populaire contre les généraux kuomintang, en l'aboutissement d'une agitation profonde, intensive, quotidienne : son œuvre, à lui. On hocherait gravement la tête à Pékin. Invoquant des sentences millénaires, les conseillers du vieux dictateur mandchou diraient : « Les Dieux ont parlé, la masse secoue le nouveau joug des rouges cantonais et rappelle avidement celui des blancs nordistes. » Shu entre ses cils devinait les sagaces éditoriaux du grand journal de Tientsin prévoyant la fin du Kuomintang.

Quant aux héros de cette équipée ? Faire cela ou autre chose ? Pourvu qu'un dollar tombe, qu'un gueuleton leur soit assuré ! Ils ne s'étaient point enquis du dessein recherché, ni du chef à suivre. On les payait. Alors ? On les payait pour un coup de main. Va pour le coup de main ! Sur la gare ? Sur la gare. Après ? Après quoi ? Bah ! on verra bien.

L'invraisemblable, c'est qu'aucune fuite ne se fût produite à l'avance. Qu'aucun homme de main n'eût vendu la mèche. Non par patriotisme. Mais pour toucher la prime. Ceci me donnait à penser que Shu possédait des qualités d'organisateur. Ou quelqu'un près de lui.

Ajouterai-je, que, dans la soirée, l'affaire avait été réglée ? Les troupes régulières avaient repris la gare. Elles s'y étaient présentées prudemment. Plusieurs coups de téléphone pour demander la reddition étaient demeurés sans réponse. Le gouverneur en avait conclu que les rebelles refusaient la conversation et se battraient. Soit. Il se résolut donc pour l'offensive. La gare fut encerclée. Les mitrailleuses la criblèrent, des heures durant. L'assiégé, malin, se terrait, attendant l'ennemi à découvert. L'assiégé ménageait ses munitions, décidé à ne répondre qu'efficacement.

Combien les troupes officielles dépensèrent de cartouches ?

Cent mille? Au moins. La porte centrale fermée, des obus la firent sauter, mais, avant de l'atteindre, le canon maladroit ouvrit d'énormes brèches dans la façade. Ah, ce fut une belle bataille!

Les portes enfoncées, les fenêtres béantes, la muraille décrépite et trouée en façon d'écumoire, comme les rebelles se taisaient toujours, et qu'il fallait en finir, comme Nankin câblait impérativement l'assaut, l'assaut fut donné. Les risque-tout de l'infanterie kwangsinaise foncèrent les premiers, en gueulant à la mort. Le tout-venant des recrues suivit. Nouveau massacre!

On perça, une fois de plus, les morts de l'après-midi. On acheva les femelles Fenouillardes qui n'avaient pas fini de râler. Et les lampistes, les chefs de service, par miracle échappés aux gens de l'enterrement, on les dénicha, tapis dans des recoins. Cette fois, ils n'y coupèrent pas. Les bureaux, les appartements furent ravagés, bouleversés, mis à sac. Et soudain, le feu! D'où? Pourquoi? Comment savoir! Des éléments loyaux qui s'étaient rencontrés dans le dédale des couloirs et canardés entre eux avaient cherché refuge, qui dans la halle de petite vitesse, qui dans la consigne. Et pour se protéger contre leurs copains, pris pour des adversaires, on imagine qu'ils avaient allumé des flammes protectrices. Oui, pour barrer le chemin à quelque ennemi...

Au fait, l'ennemi? Eh bien, une douzaine de pauvres diables ivres et endormis sur une banquette s'y réveillèrent — pas pour longtemps — car ils y sont aussitôt cloués d'un coup de baïonnette. Un revolver leur vide le crâne. Et ce fut tout. Les autres avaient filé. Où? Chez eux, certains. D'autres, par un train en partance avaient gagné la campagne. Et voilà! Ils formeraient demain une de ces innombrables bandes que l'armée s'annexe lorsqu'elles gênent trop le trafic.

Et Shu? Shu lappait son thé. A cette heure, du Shao-shin, plutôt, la vodka chinoise. A minuit, l'incendie était réduit. Shu, ivre et satisfait. A 7 heures du matin, le rapport de Shu partait par un messager fidèle. Et content, son devoir accompli, protégé par notre exterritorialité, mais prudent tout de même, Shu disparaissait.

Le monde entier, mis en alerte par les dépêches des agences,

avait frémi de ces hauts faits. Journaliste, j'avais cherché Shu partout et mis en œuvre les entremises les plus subtiles. En vain.

C'est ce héros que mon Eusèbe m'offrait pour convive si je consentais simplement à écouter plaider pour la Sodomie. J'y consentais. Et je marquais d'un caillou blanc la journée où je rencontrerais Shu. Je n'avais pas tort.

UN DINER DE GALA

Les Chinois les plus élégants donnent à dîner en leur maison. Ils y convoquent les plus célèbres cuisiniers de la ville, pour la joie des palais, et les plus célèbres courtisanes, pour la satisfaction des yeux et des vanités.

Les cuisiniers viennent. Comment ils s'y prennent ?... Ma foi !... Sur deux fourneaux de médiocre taille, ils cuisent trente, quarante plats, autant de sauces et chacun, chacune, plus complexe que l'autre. L'ordonnance du service est stricte et conforme à des traditions indiscutées. Le plat se pose au milieu de la table — les convives se répartissant par tables rondes de dix — et chacun y pioche des baguettes — ou fait semblant. Souvent un Chinois du monde passe dans quatre, dans cinq dîners. Souvent, il goûte à peine les merveilles culinaires qui défilent devant lui. Elles sont là pour permettre à l'hôte de se rengorger, bien plus que pour délecter l'invité qui bavarde, s'évente, fume, plaisante et parade, parade ! Trente plats ? Toujours les mêmes. Quel que soit le dîner, à partir d'un certain rang, la liste des mangeailles se reproduit, identiquement d'un bout de l'an à l'autre. Il est convenu qu'on se récrie, le plus haut possible, quatre fois ou cinq : quand survient le canard laqué, quand arrivent les ailerons de requin, les nids d'hirondelle, le poulet de Canton, nourri au riz lacté, servi avec du poivre frais. On fait « Hao ! » à tue-tête puisqu'il est de mise. Et l'on n'y songe plus. Si l'hôte veut afficher son faste, il saura présenter un cochon entier par table et dix petits carrés de peau roustie y sont découpés à l'avance ; on les saisit des baguettes en s'exclamant d'admiration convenue. L'hôte se pavane et jette, négligemment : « Donnez le reste aux valets. » Hao !

se récrie-t-on encore. Et les *k'ampés*, les toasts, les culs-secs, à petits coups de vodka tiède, vont leur train.

Quant aux courtisanes, elles sont groupées en maisons et un annuaire les énumère, elles et leurs secondes, avec leurs noms, leurs noms de guerre, leur adresse, leurs spécialités. Ces établissements que, par analogie, les Français de Chine appellent des « maisons », ressemblent bien peu aux nôtres. Trois, quatre femmes y vivent ensemble. Chacune possède sa servante, son musicien et une chambre qu'elle orne à son goût. Un goût discutable, hélas ! Des meubles dits modernes, du clinquant, des objets d'art baroques, un déballage d'un hétéroclisme bouffon : Ramon Novarro de profil, près d'une poupée mécanique vêtue en Alsacienne, des cartes postales en couleurs, des fleurs artificielles, vaporisées au Chypre Coty, et quelles aquarelles, quels vases de Saxe à treize sous ! Leur stylo est en galalite rose (fraise écrasée ou bonbon fondant) leur réticule en velours vert pomme, avec une marguerite en soie brodée, plus un serin clignant de l'œil ! Les plus riches possèdent un vase de nuit en nickel et un oreiller à musique (ces oreillers durs en fausse laque que les Tchèques expédient *via* Hambourg en Extrême-Orient...) Le comble, l'affirmation du succès, l'équivalent d'une Rolls, ici, c'est un jet d'eau en chambre, sur une vasque d'argent, qui fait sautiller des œufs légers d'azur et d'or en jouant « Sambre-et-Meuse » ou « *Put your troubles in your handbag-bag-bag !...* »

La maison a son cuisinier. On y dîne, souvent mal et toujours cher, dans la chambre d'une donzelle. Ensuite, on joue au mah-jong le restant de la nuit et la matrone perçoit la dîme des enjeux tandis que la jeune hôtesse empoche les gains des messieurs. Oseraient-ils emporter de l'argent en quittant sa chambre !

Chaque fille appartient à tout le monde en ce sens qu'elle exerce métier de chanteuse et se rend aux invitations : soit dans d'autres établissements pareils au sien, soit dans le salon particulier d'un restaurant, soit au domicile d'un richard qui reçoit. Mais, si sa voix aigrelette s'achète ou se loue, son corps est à elle, comme disent nos féministes. En théorie, chacune est la maîtresse d'un vieillard qui l'entretient. Mais quand le recevrait-elle dans sa couche ? puisque chaque soir

elle court les dîners ou bien reçoit chez elle. L'amant en titre affirme ses droits en invitant ses amis chez la mignonne, en y dépensant des fortunes à la table du dîner, à celle du jeu. Une cour assidue, fort coûteuse, et longue (six mois, un an) accompagnée de diamants et de perles, lui a valu sa situation de protecteur. Parfois, pour une virginité, et par vanité de riche homme, il a versé cinq mille, dix mille dollars à la « directrice ». Enfin agréé, il convoque ses intimes pour une fête extravagante, prend la fille, s'il se trouve, en fin de nuit. Et puis, fini ! Désormais le voilà réputé l'amant. Cela lui suffit. Plus la fille lui coûte, plus elle trouble de galants par sa beauté, la finesse de ses propos, plus il aura de motifs d'orgueil. Un point c'est tout.

Telles sont ces « maisons ». Leurs habitantes, orphelines ou achetées par l'entremetteuse à quatre, à six ans, ne l'ont guère quittée. Elles s'y sont formées à l'école d'une aînée à qui elles servirent d'assistante jusqu'au jour où leurs ailes eurent poussé. Bonnes façons, maintien, citations littéraires, musique et chant, on les leur enseigna jusqu'à leur majorité qui intervient vers douze et treize ans. Et l'exemple surtout les façonna, le spectacle quotidien des dames en fonction : comment amuser les messieurs, éluder l'insistance d'un malotru sans le rebuter, comment nourrir la conversation, et faire rire. Un art, vraiment. Au moins, un bel artisanat !

C'est dans une de ces maisons qu'Eusèbe me convia à souper. Elles sont groupées dans un vaste quartier, nocturne, toutes pareilles, avec leurs luminaires éclatants, leur cour intérieure où joue la marmaille des valets et des servantes. Un portier moliéresque hurle notre nom. En bas, sous l'escalier, des seaux d'eau grasse, les coureurs de pousses couchés sur des sacs, des voisins bâfrant avec les domestiques et nos chauffeurs les rejoindront — les *gens* ne font qu'un avec le maître : mêmes bombances, mêmes chagrins — et montons l'escalier, vermoulu, à pic, gras de détritus et de linge à sécher sur la rampe.

En haut, Soumé, la demoiselle d'Eusèbe, piaille sa joie, salue, s'exclame, sautille, nous introduit, va chercher un sou belge dont on lui fit cadeau et se perd en éructations réjouies. C'est une menue petite « fleur » selon le terme consacré,

aux jolis traits insignifiants, blême de poudre, la bouche sanglante. Quinze ans? Oui. Trente-cinq kilos? A peine! Pas de seins, pas de hanches. Une robe en soie bleu de ciel, droite, à col montant, haut fendue sur les côtés pour montrer jambes et cuisses maigres, mais surtout un bas de soie rose, brodé d'un énorme papillon jaune dont le corps suit le tendon d'Achille.

Présentations. Brouhaha. La chambre de Soumé pourrait loger tout une compagnie. Au fond, le lit, laqué blanc, avec des coussins brodés et le plateau d'opium. A droite, une toilette écarlate et cent flacons plus artistiques les uns que les autres; au milieu, la table mise, encerclée de tabourets. Près de l'entrée, la table « apéritive » où du thé vert nous attend et des grains de tournesol ou de pistache, à croquer. Les Chinois y sont en plein travail, le derrière sur le marbre froid des chaises honorables et ils crachent à qui mieux mieux sur le plancher, à côté des crachoirs géants qui parsèment la salle.

Les invités, quelconques. Je comprends qu'il s'agit d'affairistes, que les projets de mon Eusèbe les séduisent. Ah, voici deux officiers français, venus du Nord. Ils rentrent en France, leur mission achevée et me parlent de leur guerre... Les Nordistes, fichus parce que... parce que... et parce que, encore... Nous sommes neuf. Le dixième tarde. Des faquins vont et viennent, versant de l'eau chaude, offrant des serviettes bouillantes, crachant aussi, plus fort que les invités. On porte un seau de toilette, nauséabond. On porte un autre seau d'eau sale et puis on pose dans un coin, un seau de fer-blanc où les convives iront se soulager durant les réjouissances. Des petits bébés se pourchassant, se faufilent entre nous, couinent et disparaissent. Le temps ne compte pas.

Enfin paraît le dixième : Shu, le général Shu. Enfin!

La Chine, du nord au sud, s'étend sur un espace comparable à celui qui sépare Oslo de Marrakech. Et les Chinois se ressemblent entre eux autant que Norvégiens et Crétois. On sait cela : au nord des géants lents, nourris de galettes, et au sud, de vifs petits bonshommes mangeurs de riz. Il y a aussi, selon l'expression consacrée, de « rudes montagnards », vers le Shensi, pareils aux guides suisses, aux bûcherons slovaques.

Shu ressortissait à la Chine géante, sans finesse, tonitruante,

bonasse par-ci, cassant tout par là, avec un rire énorme, des bâfrées et des sommeils de brute.

Saluts à la ronde, amabilités. Il me serre la main, dur comme fer, pour montrer qu'il sait les manières occidentales. Et l'on s'assied pour le festin. Le général à ma droite. Il ne parle que la langue du nord et nul ne l'entend, des domestiques et des hôtesses, nés en Chine moyenne. Son épais crâne ras, couturé, sa face comme une lune irritée, il les essuie à grands coups de serviettes bouillantes et les frotte. Bien entendu, il ne porte pas l'uniforme. Les chefs portent rarement l'uniforme. Encore moins en mission secrète ! Une robe de lin blanc dans quoi il trône comme un évêque. La ripaille commence.

Elle commence drôlement... J'ai l'impression de dîner sur la place publique. Les portes s'ouvrent sans arrêt, livrant passage à des voisins, des passants, des enfants, à nos chauffeurs, aux coolies pousses du prochain stationnement. Ils entrent comme chez eux : la Chine est de mœurs faciles. Ils viennent regarder le général, le héros de la gare prise et perdue. Et nul ne songe à les renvoyer. Tour à tour ils vont user des seaux préparés pour nous. Puis admirent la mangeaille, se pourlèchent, écoutent la conversation, au besoin, s'y mêlent, sauf à se faire rembarrer d'un :

« Fils de truie pustuleuse couverte par un singe lépreux, ferme ton... »

Poissons, ragoûts, beignets, alternent, se succèdent. On boit ferme. Le général a remplacé par un bol sa coupe trop petite. Il entonne l'alcool de riz à grands coups pressés et rote magistralement. Avant la table, nous avons commandé des chanteuses, pour aider celles qui nous reçoivent. Elles arrivent peu à peu, minaudantes, salutantes, se posent sur un tabouret, chacune derrière le convive que l'hôte lui assigne, et ne bougent plus. Derrière elles, sur un autre tabouret, le joueur de crin-crin pour accompagner. Il y a des étrangers ! Quelle chance ! Elles les verront de près, eux, leurs étranges faces pointues, leurs cheveux en étoupe, leurs façons idiotes. Elles ricaneront derrière leur mignon mouchoir de soie, se lançant des clins d'œil, puis l'une n'en peut plus, elle pouffe... C'est la manière dont je tiens l'éventail qui la comble d'aise.

Elles demeureront ainsi, sages. Peut-être sur le tard, l'alcool

aidant, un invité se tournera vers sa fillette, lui donnera une tape, lui dira quelques mots obscènes. L'une couinera sa chanson, tiendra la note, les amateurs hurleront : « Hao ! » de tout leur coffre. Voilà tout !

Ce soir-là, le dîner tourna autrement.

Car avec les cartes convoquant des dames, une était partie, appelant un jeune « Sodomiste » à l'intention de Shu. Et ce fut un événement. Il vint : quinze ans ou dix-huit, mince comme une tigelle dans sa robe de femme, sur ses talons hauts, par-dessus quoi, le chef paré d'une casquette d'apache. Enduit de fards, les ongles en crevette rose, les cheveux longs collés à la résine odorante. Et derrière lui, un violoneux borgne, vêtu comme Scapin. Il arriva fort pincé, parmi une escorte rigolante de gens de la rue. Passants, petits marchands lâchant pour lui leur éventaire, portefaix lâchant leur faix, camelots, vendeurs d'eau jetant leurs jarres, devins lâchant leur craie s'étaient engouffrés à sa suite dans notre cour. L'escalier grondait de leurs esclaffements, de leurs galopades.

Il les ignorait et son musicien préluda. Le jeune homme se mit à chanter très vite, marquant bien qu'un personnage de sa qualité n'avait pas de temps à perdre. Il chanta. Une quarantaine de passants et de marmots, tassés au bout de la salle, l'écoutèrent, les yeux béants de stupéfaction. Et nos donzelles n'en croyaient ni leurs yeux, ni leurs oreilles. Il faut dire que ces fillettes, verrouillées chez leurs matrones, ne voient du monde que les ruelles hâtives les menant aux dîners. Et les dîners. Hors cela...

Le jeune homme ne chantait ni bien ni mal. Il glapissait selon les modes ancestraux du théâtre chinois où des mignons, non-castrats, tiennent les rôles féminins. Quelque grand air d'opéra que l'assistance ponctua de gloussements et la table, d'une ovation.

Alors le général, comme les valets apportaient des ailerons de requins, se tourna vers son garçonnet élu. Les ailerons de requins, dans une sauce grasse, blanchâtre, offrent comme des fils de raie, mais plus ténus, délicats au nez, à la langue, aux dents. Le rite le voulant, nos clameurs affirmèrent notre joie. Le général ne clama pas. Il tournait le dos à la table. Les filles l'observaient, muettes, et muets, les mioches qui nous

avaient envahis. Muets, les voisins survenus, les chauffeurs en livrée, les boutiquiers d'en face, les rikshaws, les commis courants arrêtés dans leur course par l'attrait du jeune homme.

Celui-ci repartit pour ses roucoulades. Et Shu alors le mangeait des yeux. Ce pauvre jeune homme tortillait ses lèvres pour en tirer la lamentation aiguë dont les actrices subjuguent les amateurs. Et Shu le fixait avec intensité et ces minauderies, ces tortillements à lui dus et dédiés, il les buvait, les absorbait.

Puis Shu posa sa vaste paume sur le genou du garçon, un genou gracile de biquet. Le biquet ne broncha et tint la note aigre en train, souffla et repartit de plus belle en modulations exaspérées vers la fin, que dis-je, au delà de la fin de son registre. Shu palpa, empoigna le genou sous la robe de soie tendre. Et le garçon, les yeux fermés, poursuivait. Et l'auditoire gardait son souffle. Et nous attendions.

Sur la scène qui suivit on m'excusera de ne pas livrer de détails.

Les spectateurs clamaient leur enthousiasme. Un violon soutenait leurs cris. Le jeune homme avait, on le conçoit, interrompu son chant. A peine, fort convenable, s'était-il relevé, que déjà les camelots avaient couru retrouver leur étalage, les marchands d'eau, leurs seaux. Et la marmaille bâillait sommeil. Un valet les dispersa à grands coups de savates.

Il n'était pas bien tard. Nos dames avaient bien ri. Elles avaient acquis une provision de racontars... Un général ! Et quel ! Si haut, si large, si vorace ! Et le général de la gare ! Et si galant, si hardiment !

Mais avec le jeune homme, nous n'en avions pas fini. Choqué, heurté, voyons... vexé, dirons-nous. Oui, le jeune homme prenait mal la chose. Et l'on n'en finit plus de discuter son indemnité. Ensuite nous devions discuter l'institution même, en soi, et son transfert... Bref, le dîner reprit son cours.

LES KIDNAPPERS-ROIS

Assurément, j'aurais pu poursuivre ce conte quart d'heure par quart d'heure. Et vous distribuer ainsi de faciles étrangetés. Mais tous les dîners chinois se ressemblent depuis que

les premiers acheteurs de thé moscovites nous les rapportèrent, en slavon, jusqu'au R. P. Huc et à mes propres étonnements. Ils n'étonnent plus personne. L'interminable liste des plats épicés et des friandises, le moins curieux des Parisiens sédentaires l'a apprise rue Cujas.

Le général, une fois apaisé, entreprit de parler politique. Cela ne faisait point l'affaire de mon compradore. Le général, avec ce total irrespect du principe d'identité qui caractérise les opportunistes en Extrême-Orient, réclamait l'intervention blanche contre ses ennemis sudistes. Une heure avant, sur quelque autre sujet, il avait affirmé la volonté d'indépendance de la Chine, son droit à disposer de soi. Invoquant tour à tour les thèses les plus opposées, selon le profit qu'en tirera son parti, un Chinois ne croit vraiment à rien et ne s'attache qu'à l'utilité, à l'utilité immédiate. Il s'affirmera favorable au libre trafic de l'opium, s'il vient de s'entendre promettre du boni ; à la répression moralisatrice, avec Genève, s'il aperçoit une place de contrôleur pour son frère, une riche délégation pour soi, et ne cessera pas, pour si peu, de fumer. Naturellement xénophobe, parce que les résidents européens portent leurs pigments comme d'insolents galons, comme des insignes de commandement, ses sentiments s'exaspèrent s'il reçoit un « job » parmi les révoltés, ils s'effacent et font place à un fougueux « collaborationnisme » si quelque compradore sait le séduire, c'est-à-dire le payer.

Eusèbe ramena l'entretien à sa raison d'être ce soir-là. Hélas, j'étais trop jeune et n'avais point pris garde que ma présence avait dû être achetée, et richement, à mon collaborateur. Eusèbe traduisait. Il traduisait en phrases bien rondes, bien lisses, les clameurs, les éructations de ses invités :

« Monsieur Pang déclare, sauf votre respect, cher Monsieur le Directeur, que la belle saison, prolongeant le jour et, après les excès de la canicule qui sévit jusqu'au coucher du soleil, procurant de fraîches soirées, est propice aux amours, à toutes les amours et que (vous saurez, certes, comprendre sa pensée) les établissements auxquels il s'intéresse prospèrent surtout dans les mois où...

» Monsieur le général Shu pense, Monsieur le Directeur, que la France, nation noble au-dessus de toutes, vous ayant

donné le jour, a certainement mis dans votre sang un fort vif altruisme et qu'ainsi vous ne sauriez demeurer indifférent à la destinée de jeunes hommes qu'une administration cruelle, sur l'International Settlement, laisserait sans toit, sans pain, sans métier...

» Monsieur Li Men Wei assure... »

Après des *k'ampés* renouvelés (des toasts « à l'eau-de-vie »), nous avions quitté la table salie. Une table ayant servi à l'élite, même la plus distinguée, est couverte, en fin de repas, de mille détritus, de flaques de sauce et d'alcool. Les baguettes, piochant dans le plat central, laissent souvent échapper des morceaux de viande, des quartiers de poisson. Pour chaque bouchée, elles égouttent le jus autour du plat. Et puis, c'est honorer son hôte que le gaver soi-même, de ses propres baguettes, malgré ses protestations. Le geste est tout formel et l'invité repu, ne se gêne pas pour recracher aussitôt la friandise qu'on lui mit dans la bouche.

De nouvelles filles avaient remplacé les premières. Je ne jouais point ni les deux officiers français. Aussi rêvions-nous, allongés sur le lit d'opium, tandis que Soumé, notre hôtesse, ses maigres tibias croisés montrant des bas roses flottants et plusieurs jarretières à pompons, façonnait des pipes que le général aspirait, goulu, au fur et à mesure. Nous écoutions Eusèbe traduire et, confrontant son texte avec ce que j'entendais des propos émis, je l'admirais.

Li, minuscule nabot, bourré d'opium, parlait. Je le savais fort riche. Officiellement, il vendait de ces coupes en plaqué qu'offrent les Chinois à leurs connaissances pour la moindre occasion. En fait, il avait un grade élevé dans une société secrète et servait d'intermédiaire à nos consuls pour apaiser les grèves, écarter les séditions, et rendre intelligible à des Français les étranges mouvements de l'âme populaire asiatique ou l'humeur des pontes nankinois. Je le surveillais donc. Malhabile aux « tons », je regardais sa bouche et devinais, plus que je ne les comprenais, ses propos.

» La concession française? Pas d'initiative! Engourdie! En fin de compte, assez! Oui... quelle catastrophe pour nous, d'être associés à un pays aussi encroûté! Bientôt, ça ira mal. Ils auront des ennuis s'ils ne se dégrouillent pas. Qu'ils favo-

risent la Sodomie ! C'est peu ? Ce sera toujours ça ! Ce sera le minimum, s'ils veulent montrer qu'ils sont encore vivants. Et pas crevés. Traduis ! »

Eusèbe traduisait :

» Monsieur Li Men Wei assure, cher Monsieur, qu'il ressent une fierté chaque jour plus grande à collaborer avec la noble nation française. Certes lui-même n'est rien et on lui fait trop d'honneur en l'admettant parfois à s'entretenir avec vos sommités officielles, avec monsieur le Consul adjoint, avec monsieur le Chef de la Police, des intérêts de la concession. Monsieur Li désire donc de ne pas se mettre en avant et se déclare sûr que, de toute façon, les autorités françaises agiront pour le mieux. S'il était invité à parler, il souhaiterait qu'on fît quelque chose pour la Sodomie dans la mesure juste où cela semblera bon à messieurs les Consuls. En effet... »

Sur cet « en effet », la porte s'ouvrit. Une fille passa sa face blanchie de poudre et ses yeux glissèrent de gauche à droite, de droite à gauche, dans leurs flaques jaunes, entre les paupières. Elle jeta une exclamation, une sorte de « *Hou'h djiu !* » et fila (je ne compris pas). Aussitôt agités, mes Chinois grognèrent et s'interpellèrent l'un l'autre. Deux ou trois se dressèrent sur leur séant.

On entendit des cris, une galopade dans l'escalier. La porte se rouvrit. Parut un grand garçon essoufflé. « Li Tsao Min... » Je ne compris que ce nom dans la longue phrase qu'il prononça et elle détermina comme une émeute parmi nos gens qui se mirent à jacasser, à tressauter, à se prendre à parti. Dehors, le bruit continuait. Des bavardages violents. Soudain, par-dessus ce vacarme confus, et le nôtre — celui que faisaient mes compagnons — passa un cri, un appel, proche du sifflement. Le général jeta la pipe, courut à une fenêtre, l'ouvrit et lança une formule ordurière familière aux gens de Pékin.

Puis il revint, ayant clos la croisée. Très sérieux, souriant à peine, les yeux fixés sur Li Men Wei (notre fée Carabosse), il revint, et se posa sur le lit, marmonnant. Il s'allongea, ne quittant pas des yeux notre Li, puis, fuma une pipe.

Il fumait, comme dans les provinces du nord, de grosses boulettes d'opium, très cuites, presque brûlées, à petits coups. Seules ses aspirations brèves troublaient maintenant le silence.

J'étais adossé contre des coussins et Li, accroupi près de moi, ainsi qu'Eusèbe. Li eut un geste. Un geste quelconque, insignifiant, inoffensif. Alors, le général lâcha sa pipe et lui lança à toute volée une bordée d'injures tonitruantes. En même temps, trois ou quatre gardes du corps, des Shansinais monstrueux, en salopette bleue, entrèrent d'un coup, revolver au poing.

— Je ne vous veux rien ! — prononça Li, très calme.

Le général restait dressé, tendu vers lui, les yeux vacillants. Encore un silence. Puis le général adressa de la main un signe à ses séides. Ils sortirent. Et lui, baissant les paupières, se remit à fumer.

Ni notre hôtesse, ni les autres femmes n'avaient bronché. Comme elles se taisaient, la mine contrite, Eusèbe cria à l'une d'elles de chanter. Son violoneux, avide de se libérer, commença d'enthousiasme à gratter sa corde et la fillette se perdit aussitôt en des roucoulades exaspérées, superaiguës.

J'adressai un regard à Eusèbe. Il fit dix pas avec moi jusqu'aux seaux de toilette.

— Très grave, Monsieur ! Un kidnapping ! Li Tsao Ming, le demi-frère de Li Men Wei a été kidnappé. Gros événement politique ! Il y a une heure. Le messager venait l'annoncer à Li.

— Mais, le général à la fenêtre ?...

— Sans doute un homme à lui venait aussi lui annoncer l'événement. Ça prouve qu'il s'y intéresse...

— Alors, Li pense que le général a kidnappé son frère ?

— En tout cas, le général croit que Li le pense, et...

— Ça suffit.

L'atmosphère de cet après-souper était devenue insupportable. Les bavardages allaient leur train : un train languissant. J'avais espéré m'entretenir avec le général, dans l'abandon propice à la confidence que lui procurerait l'alcool suivi d'opium. Il n'en était plus question. Un quart d'heure plus tard la compagnie se dispersait.

Je devais revoir Shu, un matin, juste à l'aube...

JEAN FONTENOY.

(à suivre).

POLOGNE 1937

La Pologne se remet malaisément du deuil qui la frappa le 12 mai 1935. S'accrochant avec une sorte de désespoir au souvenir du dictateur qu'elle a perdu, elle s'efforce, aujourd'hui encore, de bâtir sur les vestiges d'une construction politique qui ne vivait que par son auteur. Tâche difficile, car elle consiste — et tout le drame actuel est là — non point à trouver des formules nouvelles, mais au contraire à recréer un état de choses qui appartient au passé.

La crise de succession ouverte le 12 mai 1935 n'est pas encore définitivement close. On n'en peut comprendre la gravité qu'en remontant à sa source même, en parcourant toutes les étapes qu'a franchies la Pologne post-pilsudskiste avant de parvenir à l'expérience, probablement ultime, qu'elle tente aujourd'hui.

*
* *

Pilsudski ne détestait rien tant que de se voir comparer aux autres dictateurs de l'après-guerre. De fait, rien dans sa conquête du pouvoir et dans ses méthodes politiques ne rappelle Hitler ou Mussolini. Ceux-là s'identifient à un parti. Ils sont les chefs et en même temps les prisonniers d'un mouvement : national-socialisme ou fascisme. Rien de semblable chez Pilsudski. A aucun moment de sa vie le dictateur polonais ne prétendit défendre une doctrine politique. Et lorsqu'il

s'empara du pouvoir, en mai 1926, il le fit au nom de nécessités d'ordre moral et national, avec le soutien, non pas d'un parti politique, mais de quelques régiments fidèles et d'une poignée d'amis qui lui étaient dévoués jusqu'à la mort.

Plus tard seulement devait se lever à son appel la foule immense des partisans obscurs, anciens légionnaires des luttes de l'Indépendance rentrés dans le peuple, redevenus bourgeois ou ouvriers, inscrits dans les partis politiques traditionnels et décidant soudain, au lendemain du coup d'état pilsudskiste, qu'une fois encore leur chef avait raison et qu'il fallait avec lui sauver l'État par l'autorité. Au Parlement, les amis du maréchal se groupèrent en un bloc, qui prit le nom significatif de « Bloc sans partis de collaboration avec le Gouvernement ».

Pour susciter ce brusque rassemblement à la fois dans la nation et au Parlement, Pilsudski n'eut point à se réclamer d'un programme politique, il n'eut pas davantage à annoncer l'avènement d'un monde nouveau. Il invita seulement les citoyens de bonne volonté à faire l'union autour d'un mot d'ordre essentiellement patriotique : « Pour le salut et pour la grandeur du pays ».

L'intervention de Pilsudski survenait à une époque particulièrement critique de l'histoire de la Pologne. Les Diètes de l'après-guerre donnaient depuis six ans le spectacle du parlementarisme le plus désordonné. Elles menaçaient de conduire le pays au bord de la faillite financière et de l'anarchie politique et paraissaient vouloir renouer la périlleuse tradition qui, au XVIIIe siècle, avait préparé le déclin et les partages.

Le 30 mai 1926, le vainqueur du coup d'État déclarait : « On a abusé des libertés démocratiques au point de faire haïr toute démocratie, ce dont en tant que démocrate sincère j'ai surtout souffert. Le Parlement a trop de privilèges et il faudrait que ceux qui sont appelés à administrer le pays eussent plus de droits. » C'est à réaliser ce vœu que Pilsudski s'attela sans délai. Il ne toucha presque pas à la constitution ultra-libérale de 1921, il respecta autant qu'il put les formes parlementaires, il ne proclama pas officiellement la dictature. Mais il créa de toutes pièces une tradition d'autorité, surveilla

étroitement les agissements de la Diète, exigea de chacun obéissance et discipline. Il garda pour lui le poste de ministre de la Guerre dans les divers gouvernements et les fonctions d'inspecteur général de l'armée, c'est-à-dire de généralissime, et gouverna à la manière d'un chef occulte, dans la coulisse, donnant à ses collaborateurs des consignes toujours limitées et provisoires, n'intervenant que lorsqu'il apercevait quelque erreur ou redoutait quelque maladresse. L'opinion polonaise ne s'y trompa pas. Elle distingua toujours entre le chef et les instruments passagers de son action ; entre le solitaire du Belvédère et les équipes ministérielles qui, sur un mot de lui, prenaient ou quittaient le pouvoir. Ce régime, si profondément marqué par la personnalité de son créateur, ne vivant pour ainsi dire que de son prestige, portait en lui les germes d'une crise de succession redoutable.

*
* *

La question s'était posée très vite de savoir si le nouveau régime, et surtout ses représentants, pourraient se maintenir au pouvoir après le départ de Pilsudski, au cas où l'ancienne constitution resterait en vigueur. Soucieux de mettre tous les atouts de leur côté, les collaborateurs du maréchal élaborèrent un texte constitutionnel qui codifiait les nouveaux principes de gouvernement. La maladie du maréchal les surprit en plein travail. La nouvelle charte, portée en toute hâte devant la Diète, fut adoptée le 23 mars 1935 et promulguée le 27 avril, dix-neuf jours exactement avant la mort de Pilsudski. La constitution d'avril donnait au président de la République des pouvoirs discrétionnaires, ceux-là même que le maréchal exerçait sans titre spécial depuis neuf ans. Elle mettait fin à la dictature occulte, instaurait la dictature présidentielle.

Elle n'eut pas cependant tous les effets qu'en attendaient ses promoteurs. Le détenteur du pouvoir exécutif se trouvait être un homme qui n'avait joué jusqu'alors qu'un rôle très effacé dans la conduite des affaires : le professeur Ignace Moscicki, savant éminent, mais que rien n'avait préparé aux jeux subtils de la politique. Moins de quatre mois après

la mort de Pilsudski, les intrigues se développaient autour de sa personne. Le groupe des « colonels », ces anciens militaires à qui Pilsudski avait confié les besognes politiques et qui formaient le noyau agissant de son équipe, était déjà scindé en deux camps : les uns qui auraient volontiers hâté le départ de M. Moscicki, dont le septennat ne doit expirer qu'en 1940, pour porter à la présidence un homme issu de leur groupe, capable de faire prévaloir leurs méthodes intransigeantes, leur goût de l'autorité ; les autres, plus modérés, partisans d'un élargissement du régime et de réformes radicales. Soutenus par le président, ces derniers n'eurent aucun mal à l'emporter tout d'abord. Ce fut le ministère Koscialkowski, constitué le 13 octobre 1935. Succès de brève durée. Le cabinet présidentiel, accusé de faiblesse par ses adversaires au lendemain des émeutes de la misère qui ensanglantèrent Lwow et Cracovie, au printemps 1936, dut se retirer le 15 mai. Les querelles intestines qui, depuis la mort de Pilsudski, divisaient l'équipe de ses successeurs, apparaissaient au grand jour pour la première fois. La constitution de 1935 se révélait inefficace pour protéger le régime et sauvegarder la cohésion intérieure réalisée par Pilsudski. Un an, presque jour pour jour après la disparition du maréchal, le problème de la succession était posé dans toute sa gravité.

*
* *

Il a été provisoirement résolu par l'intervention d'Édouard Smigly-Rydz dans la politique.

L'extrême réserve observée par le généralissime polonais dans les mois qui suivirent la mort de Pilsudski avait donné à penser que le successeur du maréchal à la tête de l'armée entendait respecter la consigne que le dictateur lui aurait, assure-t-on, laissée avant de mourir : « Ne pas mêler l'armée à la politique tant que les circonstances n'exigent pas impérieusement son intervention. »

Le sentiment du danger mortel que faisait courir à la stabilité du régime la désagrégation du bloc gouvernemental précipita une décision que d'aucuns jugeaient inévitable. La survivance de l'idéologie pilsudskiste, la mystique du chef

qui, du vivant de Pilsudski, s'était lentement développée dans la psychologie polonaise, peut seule expliquer le succès que connut l'intervention d'Édouard Smigly-Rydz. Comme au temps paisible de la dictature pilsudskiste, un chef occulte surgissait, mettait fin aux querelles, rassemblait dans un cabinet nouveau, dont la direction fut confiée à un militaire, le général Slawoj-Skladkowski, colonels réactionnaires et modérés, la veille encore farouchement dressés les uns contre les autres.

Le 10 novembre 1936, dans la cour d'honneur du vieux château royal de Varsovie, en présence des délégations de tous les régiments de Pologne et des corps constitués de l'État, le président de la République remettait au généralissime le bâton de maréchal. Cette cérémonie suspendait l'évolution dont nous venons de marquer brièvement les étapes. Et bien qu'aucun pouvoir ne soit attaché au maréchalat, chacun comprit qu'en parvenant à la dignité suprême dans la hiérarchie militaire, Édouard Smigly-Rydz devenait le dépositaire de la pensée politique de Pilsudski. La façade du régime était reconstituée.

L'investiture du nouveau maréchal n'a pas toutefois résolu la question grave des rapports du régime pilsudskiste avec le pays, qui demeure aujourd'hui le problème intérieur fondamental de l'État polonais.

Créateur de la Pologne contemporaine, sauveur de la nation en 1920, de l'État en 1926, Pilsudski n'eut pas de difficulté sérieuse à maintenir la nation dans la docilité. Il s'était assigné un but précis, mais limité : restaurer l'ordre et l'autorité dans la conduite des affaires publiques. Il n'alla pas plus loin, et nul ne sait comment il eût — si le temps lui en avait été laissé — préparé la réconciliation du régime légionnaire avec la nation tout entière.

Sa mort a fait de cette réconciliation une nécessité impérieuse. Un prestige aussi personnel que l'était celui de Pilsudski, un ascendant aussi grand sur les masses ne se remplacent pas par décret. Ce sera le grand mérite du nouveau maréchal de l'avoir compris et d'avoir sans délai fait sienne la cause de l'union nationale.

*
* *

Pour rassembler la nation, Édouard Smigly-Rydz a fait appel aux sentiments patriotiques des masses polonaises. Le 24 mai 1936, prenant la parole devant la Fédération des Légionnaires, il déclarait : « Nous saurons, dans le rassemblement dirigé de toutes les volontés, égaler ce qu'ont fait nos voisins... Notre but suprême, notre mot d'ordre unique, c'est la défense de la Pologne ». Il confia le même jour à l'un de ses collaborateurs le colonel Adam Koc, la mission de préparer la réconciliation.

Ainsi naquit le « Camp de l'Union Nationale » qui, dans la pensée du maréchal doit remplacer l'ancien « Bloc sans partis de collaboration avec le Gouvernement », dissous au mois de juillet 1935.

Le colonel Koc s'est publiquement expliqué, le 21 février dernier, sur l'orientation qu'il entend donner au nouveau groupe. Il ne s'agira pas d'un parti politique. Pilsudski haïssait ce qu'il appelait les « cliques » politiques. Cette haine, le colonel Koc la partage. Son « Camp de l'Union Nationale », qui est, bien entendu, ouvert aux légionnaires, accueillera tous les transfuges des partis politiques qui consentiront à renier leurs doctrines et à abandonner leurs chefs de file pour adhérer à la cause nationale, pour aller grossir les rangs des défenseurs de la Pologne. Et c'est précisément pour précipiter ces reniements et subjuguer de nouvelles troupes que le colonel Koc a mis sur pied son programme du 21 février.

Passant en revue les grands problèmes de l'État, il a proposé des solutions qui s'apparentent aux solutions socialistes, populistes et national-démocrates. Pour plaire aux socialistes qui ne sont pas affiliés à la deuxième Internationale, le colonel Koc a suggéré le contrôle de la production et de l'initiative privée. Pour attirer à lui les paysans inscrits dans le parti populiste, il s'est prononcé en faveur de la rationalisation de la vente des produits de la terre, pour la multiplication des coopératives et des organisations de crédit dans les cam-

pagnes, pour l'aménagement de l'émigration vers les villes et l'accélération de la réforme agraire. Pour rallier, enfin et surtout, la jeunesse embrigadée dans les partis de droite, le colonel Koc a mis l'accent sur tous les mots d'ordre nationaux. Il a réprouvé les violences de l'antisémitisme, mais a qualifié de « naturelle » la tendance de la population polonaise à se rendre économiquement indépendante : phrase lourde de sens dans un pays où le commerce est en grande partie aux mains des juifs, et qui s'adresse de toute évidence aux antisémites exaltés de la droite nationale.

Mais le colonel Koc a posé aussi ses conditions et énuméré quelques principes généraux de gouvernement en dehors desquels aucune collaboration ne saurait exister entre son « Camp » et les adhérents enlevés aux partis politiques. La constitution autoritaire de 1935 sera maintenue. La loi électorale de juillet 1935, qui a sonné le glas du parlementarisme polonais et fait de la Diète de Varsovie une assemblée gouvernementale, demeurera en vigueur jusqu'à nouvel ordre.

En d'autres termes, les légionnaires, qui servirent aveuglément Pilsudski et que le maréchal Smigly-Rydz a repris en mains, ont fait connaître, le 21 février, par la bouche du légionnaire Adam Koc, leur ferme intention de conserver la direction effective de l'État.

Le colonel Koc n'a rien dit des modes de collaboration qu'il envisage entre ses troupes actuelles et ses nouvelles recrues. Pas plus aux socialistes qu'à l'extrême-droite, il n'a laissé entrevoir, pour l'avenir, la perspective du partage des responsabilités auquel la jeunesse antigouvernementale et ses aînés aspirent. Écartée du pouvoir en 1926, balayée du Parlement en 1935, l'opposition polonaise repousse toute idée de tutelle. Elle se cabre à l'idée que tous les postes de commande de l'État pourraient demeurer aux mains des colonels qui les détiennent depuis onze ans. Et c'est pourquoi le « Camp de l'Union Nationale », déjà vieux de six mois, n'a pas encore suscité les enthousiasmes sur lesquels paraissaient compter ses promoteurs.

*
* *

L'entreprise du colonel Koc tend à pétrifier le régime. Au culte du héros, qui groupait jadis autour de Pilsudski les foules polonaises, s'est substitué le culte de l'idée nationale. Mais de ce culte les collaborateurs du maréchal Smigly-Rydz entendent demeurer les seuls gardiens. Les successeurs de Pilsudski rêvent de reconstituer le régime qui les porta au pouvoir. Ils hésitent à faire les sacrifices personnels que commande toute réconciliation entre les deux Pologne.

L'entrée en scène d'Édouard Smigly-Rydz a eu pour résultat tangible de rendre au camp gouvernemental sa cohésion d'autrefois. L'expérience actuelle, dont dépend la cohésion nationale, ne réussira sans doute que si les héritiers du premier maréchal renoncent à vouloir gouverner la Pologne comme si Pilsudski vivait toujours.

*
* *

Il est peu de pays en Europe où la politique extérieure soit moins dépendante qu'en Pologne de la politique intérieure. Les Parlements du temps de Pilsudski ne gênaient guère M. Auguste Zaleski. La Diète qui délibère aujourd'hui à Varsovie n'embarrasse pas davantage M. Beck, qui n'est constitutionnellement responsable que devant le président de la République.

Au lendemain de la mort de Pilsudski M. Beck eut l'habileté de se tenir à l'écart des luttes intérieures. Il s'acquit ainsi une réputation de technicien, qui ne contribua pas peu à accroître son indépendance et son autorité à une époque de l'histoire de la Pologne où, plus que jamais, il convenait de ne pas exposer la direction de la politique extérieure aux contre-coups des incertitudes de la situation intérieure. M. Beck devint de la sorte le gardien permanent de l'héritage diplomatique légué par Pilsudski. Ses amis assurent que cet héritage, M. Beck ne l'a point trahi.

Il ne nous appartient pas de discuter ce jugement. Et nous

essaierons seulement de dégager les méthodes auxquelles M. Beck a cru devoir recourir depuis 1935 pour consolider l'œuvre extérieure de Pilsudski.

*
* *

La trêve polono-allemande est l'une des bases de cette œuvre. Elle apparaît comme l'expression la plus caractéristique de la nouvelle politique polonaise, dont Pilsudski traça les grandes lignes en 1932, en décidant d'asseoir solidement la sécurité polonaise dans l'est de l'Europe sur des relations de bon voisinage avec l'Allemagne et avec l'U.R.S.S. A l'origine, Pilsudski conçut l'entente avec Berlin comme une garantie contre Moscou, l'entente avec l'U.R.S.S. comme une assurance contre l'Allemagne. Depuis deux ans, les arrière-pensées antirusses de ce double système bilatéral ont prévalu. Il n'est pour s'en convaincre que de relever les sacrifices répétés que la Pologne a cru devoir consentir pour sauvegarder l'avenir de son entente avec le Reich. Ces sacrifices s'inscrivent avec une particulière netteté à Dantzig.

La Ville libre de Dantzig n'est plus aujourd'hui libre que de nom. Elle est devenue en réalité un secteur de l'organisation politique allemande. Le parti national-socialiste y règne en maître absolu. Comme dans chaque province d'Allemagne, un *gauleiter*, c'est-à-dire un chef de district, M. Albert Forster, y fait prévaloir la volonté du Führer. C'est sur l'initiative de M. Forster que le Sénat dantzikois supprima, l'été dernier, la liberté individuelle, c'est sur les ordres du *gauleiter* qu'il n'a cessé de pourchasser depuis les partis d'opposition et qu'il s'est efforcé par tous les moyens de s'assurer à la Diète locale la majorité des deux tiers qui peut seule sanctionner toute modification légale du statut. Le vote du 5 mai dernier au Volkstag a couronné de succès cette politique en donnant aux nationaux-socialistes, pour la première fois depuis l'avènement du régime hitlérien à Dantzig, une majorité de 70 p. 100 des voix.

Dans l'esprit des négociateurs du traité de Versailles, Dantzig devait être un territoire pleinement indépendant du point de vue politique. Ceux qui, ne voulant pas violer le

principe des nationalités en donnant Dantzig à la Pologne, imaginèrent de créer une « Ville libre » aux bouches de la Vistule, n'avaient d'autre souci que d'assurer à la Pologne un accès vers la mer qui fût à l'abri des entreprises de l'Allemagne. Et c'est pourquoi ils placèrent la Ville libre sous le protectorat de la Société des Nations. A l'heure actuelle, la protection de Genève n'est plus qu'une garantie purement « formelle », qui ne gêne pas sérieusement le Reich.

On n'en est que plus surpris de l'indifférence professée par la Pologne pour le sort des garanties genevoises. La Pologne, qui n'a rien fait personnellement pour entraver la politique des nationaux-socialistes, aurait dû, semble-t-il, soutenir les efforts du haut-commissaire de la S.D.N. Or, tout son rôle s'est limité à celui d'un intermédiaire obligeant, mais désintéressé, entre Genève et le Sénat de Dantzig. Voici du reste la thèse singulière qu'elle met en avant depuis un an :

« Nous ne nous occupons des questions soulevées par la politique actuelle du Gouvernement de Dantzig : liquidation progressive des droits et du protectorat de la S.D.N., qu'en tant que médiateurs entre Dantzig et Genève. Les développements de la politique intérieure dans la Ville libre ne nous touchent pas. Nos droits doivent être et seront respectés. Le statut de Dantzig ne sera pas violé. »

La Pologne se refuse ainsi à confondre ses droits propres et ceux de la S.D.N. Elle estime que son entente avec Berlin est pour elle une garantie supérieure à celle de la Société des Nations. Et pour garder à cette entente toute sa valeur, elle laisse le Reich poursuivre librement une politique qui ne tend à rien moins qu'à installer complètement les nationaux-socialistes à Dantzig et à faire de la Ville libre ce que les puissances alliées, en 1920, n'avaient pas voulu qu'elle fût dans l'intérêt même de la Pologne : une annexe politique de l'empire allemand.

Pour le grand réaliste qu'était Pilsudski, le pacte de non-agression de 1934 ne mettait pas fin au conflit du germanisme et du slavisme dans l'est de l'Europe. Il constituait plutôt une trêve, exprimait la volonté sincère des deux contractants de régler à l'amiable les différends polono-allemands. Il

devait dépendre tout autant de l'Allemagne que de la Pologne que cette trêve fût respectée.

En fait, violée ouvertement par le Reich, la trêve polono-allemande a changé de caractère. Elle n'est plus l'accord de deux partenaires égaux. Sans doute la Pologne conserve à Dantzig des positions économiques très fortes. Elle pourrait même, le jour où son port de Gdynia aurait reçu les équipements qui lui manquent encore, enlever à Dantzig, en manière de représailles, l'arrière-pays polonais qui est indispensable à la prospérité de la Ville libre. Mais elle a sacrifié ses armes politiques.

*
* *

Un député polonais déclarait, il y a trois ans, devant le Parlement : « L'entente que nous avons conclue avec l'U.R.S.S. est au premier plan de notre politique extérieure. Elle constitue un événement historique. » Cette affirmation ne serait plus aujourd'hui tout à fait exacte.

Il est vrai que le pacte signé par la Pologne et l'U.R.S.S. en 1932, douze ans à peine après le traité de Riga, demeure un événement d'importance historique. Mais peut-on parler encore d'entente ?

Il y eut un temps où Varsovie reprochait à M. Titulesco ses méfiances à l'égard de Moscou. Époque révolue. Sans doute le pacte polono-soviétique subsiste. Mais est-il autre chose qu'un instrument diplomatique commode par quoi la Pologne cherche à équilibrer l'accord qu'elle a conclu avec l'Allemagne ? Nous ne le pensons pas, et il n'est pas sans intérêt de rappeler à ce propos que le pacte polono-soviétique n'avait été conclu à l'origine, le 25 juillet 1932, que pour trois ans, et qu'il ne fut prolongé pour une durée de dix ans que le 5 mai 1934, un peu plus de trois mois après la signature de l'accord germano-polonais.

On connaît les sentiments de l'opinion dirigeante en Pologne à l'égard de l'U.R.S.S. Méfiance vis-à-vis de l'ancien oppresseur, horreur pour une idéologie que la Pologne réprouve et redoute tout à la fois expliquent toutes les réticences dont s'est enveloppée la politique polonaise dans ses rapports avec

les Soviets. Ces motifs puissants existaient en 1932. Ils n'ont pris toute leur virulence que du jour où la Russie soviétique est entrée à Genève et a prétendu jouer un rôle actif dans la politique européenne. Dès lors, le parti de la Pologne était pris, contre la nouvelle politique soviétique plutôt que contre l'U.R.S.S. Nous aurons l'occasion de montrer que ces sentiments, qui ont amené la Pologne à céder devant l'Allemagne à Dantzig, ont joué un rôle également actif dans l'évolution des relations polono-tchécoslovaques.

*
* *

Pour Pilsudski, l'entente avec le Reich devait aller de pair avec le maintien de l'alliance franco-polonaise, étant bien entendu que cette alliance changerait de caractère, cesserait d'être l'expression désagréable d'une amitié tyrannique et deviendrait la libre association de deux puissances égales en droit.

Dans les mois qui suivirent la signature du pacte germano-polonais, la Pologne vécut dans une euphorie singulière. Elle ne redoutait plus l'Allemagne, se sentait solidement assurée à l'ouest et pouvait donc s'offrir le luxe d'une politique agressive, destinée à faire sentir aux dirigeants français que l'alliée polonaise ne tolérerait plus désormais d'être traitée en satellite de la France. Il y eut, de la part de la Pologne, un parti-pris de mauvaise humeur et comme la volonté d'entretenir les malentendus jusqu'aux bords même de la rupture. L'évolution qui commença en 1936 n'en devait être que plus remarquable.

Le rapprochement franco-polonais s'est accompli par l'armée. Rien n'est plus naturel. L'armée polonaise est francophile en ce sens que ses chefs sont, plus que quiconque, en Pologne pénétrés de l'importance de la coopération militaire entre les deux pays. L'évolution de la politique du Reich, que marquèrent tour à tour le réarmement, la violation du pacte de Locarno et le développement de l'emprise germanique à Dantzig, n'a pas peu contribué à ouvrir les yeux des chefs militaires polonais. L'Allemagne n'était déjà plus, l'an dernier, le partenaire docile avec qui la Pologne avait traité

en 1934. Le resserrement de l'alliance franco-polonaise, jugé nécessaire par l'armée, apparut à M. Beck comme une assurance précieuse contre un ébranlement possible de l'entente germano-polonaise.

L'événement a porté des fruits positifs. Le protocole de Rambouillet, signé lors de la retentissante visite que le maréchal Smigly-Rydz fit à Paris, au mois de septembre 1936, a assuré à la Pologne l'appui financier de la France pour son réarmement. La collaboration des états-majors a été resserrée, les relations économiques se sont également améliorées, sans parler d'une reprise de la coopération politique limitée aux rapports bilatéraux entre Paris et Varsovie.

Nous disons bien bilatéraux, et ce faisant nous formulons simplement l'observation capitale qu'inspira à la presse de Varsovie le rapprochement franco-polonais. Les échos du voyage du maréchal Smigly-Rydz ne s'étaient pas encore éteints que la presse officieuse polonaise croyait devoir limiter la portée de sa visite. Elle s'efforçait de persuader ses lecteurs que la revision des relations franco-polonaises était le fait de la France, que l'attitude de la Pologne n'avait jamais varié depuis 1921, que la France avait dû, la première, reconnaître qu'une situation nouvelle avait été créée et convenir en même temps que son alliée de l'Est méritait plus d'égards qu'elle n'en avait jamais reçu auparavant. Les mêmes journaux affirmaient que le protocole de Rambouillet ne pouvait entraîner une modification quelconque de la politique générale de la Pologne. Ils le proclamaient en pleine connaissance de cause.

*
* *

Le maréchal Smigly-Rydz avait à peine quitté le sol de France que la presse parisienne s'emparait d'une information suivant laquelle la Pologne aurait, aux termes du protocole de Rambouillet, contracté des engagements précis concernant la Tchécoslovaquie. Cette information ne reposait sur aucun fondement. N'ayant rien exigé, les dirigeants français n'avaient pas obtenu l'assurance que la Pologne ferait un sincère effort pour se rapprocher de Prague.

Il n'est pas inutile de rappeler ici ce menu incident qui traduisait fidèlement les espoirs entretenus par l'opinion française au moment même où la France et la Pologne rendaient à leur alliance sa valeur d'autrefois.

Espoirs déçus. Les relations entre Prague et Varsovie demeurent aussi mauvaises qu'aux pires jours de 1934. Les manifestations extérieures du conflit forment depuis trois ans une chaîne que rien n'a pu interrompre. Tantôt les différends portent sur le nombre des écoles attribuées aux Polonais de Teschen, tantôt sur le nombre des églises. Tantôt les minoritaires polonais se plaignent des procédés de « tchéquisation » des autorités locales, tantôt au contraire ce sont les Tchèques qui protestent contre la propagande hostile de certains fonctionnaires polonais à Teschen. La convention polono-tchécoslovaque de 1925 prévoyait l'arbitrage en cas de contestation. Les Tchèques proposent constamment un recours immédiat à cette procédure, que non moins obstinément les Polonais repoussent avec indignation.

Ces incidents spectaculaires ne doivent pas masquer le véritable problème, qui n'est point lié à une question de minorités, mais bien à la politique générale des deux États.

Les Polonais ne pardonnent pas au Gouvernement de Prague sa politique russe et surtout d'être devenu, comme on dit volontiers à Varsovie, le canal des influences soviétiques en Europe centrale. Ils s'irritent de voir la Tchécoslovaquie poursuivre *sa* politique et résister, par là même, à l'attraction que la Pologne se flatte d'exercer sur les petites et moyennes puissances slaves. Sur le terrain pratique enfin, l'aigreur des rapports polono-tchécoslovaques apparaît à la Pologne comme un excellent moyen de plaire à peu de frais à l'Allemagne. L'importance qu'aurait, du point de vue militaire, une entente entre Prague et Varsovie, la menace qu'un tel accord ferait peser sur la Silésie allemande, profondément enfoncée dans l'étau naturel que forment la Bohême et les districts de Petite Pologne, voilà de magnifiques arguments à l'intention de l'Allemagne. M. Beck n'est pas fâché de pouvoir les garder en réserve.

*
* *

On nous objectera que la Pologne, aussitôt après s'être rapprochée de la France, a entrepris de resserrer son alliance avec la Roumanie. Et sans doute le rapprochement polono-roumain apparaît-il à certains égards comme un corollaire de la réconciliation franco-polonaise. Mais ce rapprochement s'est accompagné de certaines manœuvres qui ne permettent point qu'on en tire argument pour nier le caractère bilatéral de l'évolution des rapports franco-polonais.

La visite que le roi Carol fit à Varsovie il y a deux mois a couronné avec éclat l'évolution des rapports polono-roumains commencée au mois de novembre 1936. Au cours des neuf derniers mois, on ne compta pas moins de sept visites polono-roumaines, toutes chaleureusement orchestrées par les presses des deux pays, et qui ont jeté les bases d'une collaboration nouvelle du point de vue militaire, économique, culturel et politique. La cinquième visite, celle de M. Beck à Bucarest, fut, à coup sûr, la plus importante et l'on épiloguera sans doute longtemps sur la nature des entretiens que le ministre polonais eut, les 23 et 24 avril, avec son collègue roumain M. Antonesco. Il paraît acquis aujourd'hui que dans ses conversations avec les chefs de la politique roumaine M. Beck s'est plu à souligner sa prédilection pour le système des accords bilatéraux qui, seul à ses yeux, peut sauver l'Europe et assurer la paix, et qu'il a défendu non moins éloquemment le « neutralisme » des états qui possèdent en Europe des intérêts limités et dont le ministre polonais se fit à deux reprises l'an dernier le champion : à Bruxelles d'abord, puis à Belgrade. La simple logique eût commandé à M. Beck de ne point mêler à l'exposé de ces thèses un plaidoyer en faveur de la S.D.N. et du système français de la sécurité collective.

*
* *

Le problème que les développements de la situation internationale posent pour la politique polonaise est essentiellement un problème d'équilibre. Et c'est précisément pourquoi la

Pologne incline vers le système des accords bilatéraux et repousse la thèse française de la paix indivisible et de l'interdépendance des sécurités dans l'Europe d'aujourd'hui. Sa tactique, admirablement adaptée sans doute à une situation géographique difficile, est de travailler sur plusieurs fronts à la fois, de ne se lier trop avec personne, de pratiquer simultanément les politiques même les plus différentes. La Pologne joue de l'Allemagne contre l'U.R.S.S., sacrifie à ce jeu jusqu'à ses intérêts les plus évidents, s'en rend compte et se rapproche de la France, mais refuse d'étendre à la politique générale la collaboration qui s'est instaurée à nouveau entre Paris et Varsovie, afin de ne point se priver d'arguments ou de gages et surtout pour ne pas entraver une liberté d'action dont elle se montre, en toute occasion, particulièrement jalouse.

Ces méthodes compliquées, la Pologne les pousse parfois à l'extrême, et jusqu'à faire naître des suspicions légitimes. On ne voit pas bien l'intérêt « polonais » qu'elle défend lorsqu'elle soutient, à Bruxelles ou à Belgrade, des thèses qui sont à l'opposé de celles que la France s'attache à faire triompher.

Puissance européenne, la Pologne se doit, aujourd'hui plus que jamais, de demeurer fidèle à certains principes hors desquels la stabilité de l'Europe ne saurait être assurée de manière durable. Dans le dialogue franco-polonais, pour ne retenir que cet exemple, la diplomatie polonaise a déformé, nous semble-t-il, par ses méthodes les principes qui inspirèrent, dès 1932, la nouvelle politique du Gouvernement de Varsovie. La Pologne entend que l'alliance franco-polonaise ne puisse en aucun cas être pour elle un fardeau. Mais une entente telle que celle de la France et de la Pologne vaut autant dans la paix que dans la guerre, et dans la paix elle doit constituer essentiellement une assurance contre la guerre. A multiplier les initiatives « indépendantes », la Pologne courrait le risque grave d'affaiblir la valeur de son accord avec la France et de compromettre l'avenir même de la réconciliation franco-polonaise.

ROGER MASSIP

BATAILLES[1]

DANS LA MONTAGNE

Que disait-il? Il n'avait pas travaillé de toute la nuit? Oh! si! c'était déjà un gros travail d'être là, avec sa maigreur autour du feu. Mais il dit : « A moi! » Et vraiment ça venait à lui. Débarrasse! Et il fit un signe bref avec sa main comme pour balayer de là-bas dessous Dominique et son équipe. Ils arrivèrent. Les autres étaient déjà là autour du feu. Qu'est-ce qu'on peut faire pour t'aider? Rien.

Rien. Il était exactement pareil à cette aube couleur de citron : faible et trouble, salie de nuages.

— Pour le moment, vous pouvez rester près du feu.

Charles-Auguste ne pouvait plus penser à autre chose qu'à cette fatigue toute grouillante qu'il avait dans ses coudes et ses genoux, ses reins et tout le tour de ses hanches. Avec sa lippe de lèvres toute tombée, ses yeux cachés sous des paupières larges comme des écus. De temps en temps secoué par une sorte de hoquet ou de rot comme s'il en avait vraiment trop mangé, de ce travail et de cette terreur. Il regarda Saint-Jean qui découvrait la marmite. Alors, ça c'était vraiment rigolo. C'était se foutre du monde. Pour eux qui précisément n'avaient pas mangé à un point que, la seule odeur de l'eau chauffant dans la marmite, l'odeur du fer de la marmite leur était comme une couronne de roi, avec des choux, des raves, des racines rouges, des poix, des fèves et un gros becquet de bœuf, gras et juteux comme l'articulation des ailes de Dieu!

1. Voir la *Revue de Paris* des 1er, 15 juillet, 1er et 15 août 1937.

Saint-Jean avait découvert la marmite : c'étaient vingt kilos de poudre à faire tout sauter; et chaude à point.

L'œil de Saint-Jean était aussi un peu recouvert par la paupière, mais dessous, luisait comme un violent croissant de lune. Dans cette aube jaune et toute sale de son visage, aigre et maigre comme l'aube qu'on voyait là-bas étalée sur le large des eaux. Il les regarda silencieusement tous un peu, l'un après l'autre. Ils étaient noirs et terreux, assis en rond autour du feu comme de gros loups fatigués. Ils ne s'aperçurent même pas qu'il avait saisi de la dynamite avec ses mains et qu'il s'était éloigné d'eux; ils le virent déjà là-bas sur la roche de Milieu-Noir, allant de ce pas glissant, avec son corps presque transparent, faisant partie du matin. La fatigue et la faim les endormait près du feu. Il s'était accroupi près des trous de mines là-bas. Il avait l'air d'être là dans un travail tout minutieux, comme un docteur, comme un petit vétérinaire sur une grosse vache, comme s'il faisait des ponctions à cette grosse vache de Milieu-Noir. On lui voyait à peine bouger ses bras; et, ses mains s'occupaient toutes les deux d'un même petit endroit de roche qui était là entre ses jambes accroupies. Au bout d'un moment il se mettait à genoux. Puis il prit un long morceau de bois et doucement il frappa dans le trou; puis il déroula quelque chose entre ses doigts; il le coupa avec son couteau; il se redressa. Il regarda à ses pieds cet endroit qu'il venait de guérir, où tout au moins où il avait mis son remède.

De temps en temps il revenait à la marmite et il reprenait du remède, de la dynamite, enfin de ce qui était dans la marmite, ce qui avait cette odeur d'un sombre bouilli pour maréchal ferrant. Ils s'endormaient un peu tous autour du feu, subitement et peu à peu : le sommeil leur avait donné un coup brusque dès que le chaud et le repos les avaient touchés, et, depuis, ils s'enfonçaient lentement dans le sommeil, se débattant encore tout mollement en eux-mêmes à cause de ce docteur-là qui faisait des ponctions à la vache rocheuse de Milieu-Noir, qui posait tout doucement et minutieusement ses remèdes comme on pose des pièges à renards. Ils le virent à un moment s'approcher du feu et prendre toute la marmite. Il la tira du feu et il s'en alla avec elle. Il la portait comme un panier. Il descendait en bas dans le ravin avec elle vers les

trois dernières mines et le tunnel dans la glaise, le « boulevard », comme il avait dit. Ils se débattaient encore un peu, tous ces loups noirs, autour du feu, dans les premières profondeurs du sommeil, tête baissée, bouche écrasée ronflants dans leur odeur de sueur de cuir pouri. Sauf Cloche qui continuait à dormir paisiblement comme un mort adorable.

Il les réveilla. Il avait la main dure pour un archange! Oh! Il aurait bien pu, comme ça, faire tout tout seul, de son pas glissant, pendant qu'ils dormaient et les laisser se réveiller au milieu d'un Villard sec. A peine l'œil ouvert c'était encore cette gorge et là-bas les larges eaux sur lesquelles le matin s'étendait. Toujours pareil, retombant les uns après les autres dans le sommeil. Il les secoua durement. Il donna un coup de pied dans les reins de Cloche si fort que l'autre ouvrit tout de suite les yeux et sauta sur ses pieds comme si on avait enfin trouvé son secret. Il faut déguerpir!

— Montez là-haut dans le bois, dit-il, je vais allumer les mines.

On allait l'aider. Il dit :

— Non.

Et en effet il s'agissait d'être agile. Cloche tout naturellement dit :

— Alors, allons-y.

— Toi non plus, dit Saint-Jean.

Mais il recommença à avoir ce long sourire sur ses lèvres et il ajouta :

— J'ai tout calculé. Montez là-haut dedans.

Il montèrent dans le bois. Il descendit vers les fonds.

— Et attendez-moi, cria-t-il.

C'est ce qui les décide à s'arrêter. Sans quoi, ils auraient marché comme ça dans le bois, droit devant eux, sans s'arrêter, comme si c'était la séparation éternelle.

Ils regardèrent en bas. On ne le voyait pas. Soudain on le vit. Il sautait de place en place, et chaque fois qu'il sautait il laissait une fumée bleue qui continuait à fumer derrière lui. Il avait comme ça floqué le gros rocher d'assises de trois fumées qui sautillaient comme les floquets de paille sur la crinière des mulets quand ils vont se mettre à galoper. Il monta jusqu'au milieu du barrage. Il alluma la mèche à l'entrée de

ce « boulevard qui me mènera jusque dans le cœur de la terre ». Il fit un petit bond léger où bien sûr il eut besoin de toutes ses grandes ailes de l'archange! Sûrement! Ils se frottèrent les yeux. Non. Il n'avait que ses épaules nues penchées sur la roche de Milieu-Noir. Il déclenchait tout. Il allumait les mèches là aussi, sans se presser. Dépêche-toi! Car ça fumait dur sous lui, quatre fumées bleues qui s'allongeaient en palme comme alors vraiment les premières plumes d'une grande aile. Et déjà elles avaient des mouvements comme pour se gonfler, Il voltigeait d'un trou à l'autre comme un frelon. Et voilà sept plumes nouvelles, raides sur la roche de Milieu-Noir. Ça y était, il montait vers ici. Il grimpait de ce pas glissant. Mais ils voyaient bien à travers leurs yeux lourds de sommeil et ivres de faim qu'il avait fini par attacher au barrage ses grandes ailes d'archange, à lui, celles qu'ils cherchaient tout à l'heure à ses épaules. Eh bien! c'est pour ça qu'on ne les lui a pas vues quand il a sauté d'un bond sur la roche de Milieu-Noir. Il s'est arraché ses ailes et ils les a attachées à ce barrage de glaise, à ce ventre des larges eaux; et tu vas voir, elles vont battre et emporter le malheur de tous au delà du ciel.

Il grimpait vers eux de toutes ses forces, avec ce visage de plâtre tout bouleversé; une grimace d'enfer; sa bouche éperdûment ouverte, ses grandes mains de désespéré qu'il lançait pour crocher les racines et marcher à quatre pattes comme un loup. Il arrivait vers eux, maintenant nu malgré ses vêtements terreux; enfin, malheureux et noir comme un homme!

— Qu'est-ce que vous faites en bas, vous autres, hé là? D'où êtes-vous?

Ils se tournèrent vers la voix qui venait de plus haut dans les piliers de la forêt de sapins : c'étaient, là-haut, un gendarme et trois soldats du génie. Ils avaient l'air d'être arrivés là par la sente forestière. Tout interloqués. Et propres. Alors, vraiment, sans blague, qu'est-ce que c'est alors maintenant ces quatre là avec leur fourniment? Ils n'avaient pas de fourniment. Mais c'était bien un fourniment, cette vareuse de gendarme, et puis ces capotes bleu-horizon, avec le numéro rouge, et puis ces pioches avec des manches tout neuf qu'ils avaient. Sauf le gendarme.

Saint-Jean arriva enfin haletant, avec ses yeux amers. Il

regarda les fumées en bas. Il fit signe à Cloche avec trois doigts ouverts dans la main. Trois minutes? Il baissa ses paupières : oui! Il était charrué par une respiration de fer qu'il aspirait à pleine bouche comme s'il y reprenait goût enfin à la respiration des hommes. Tout ébranlé, secouant la tête, posant la main sur l'épaule de Cloche. Oui. Il fit voir encore aux autres sa main tremblante avec ses trois doigts ouverts. Oui. Trois minutes! Le gendarme et les soldats descendaient.

— Et alors, dit le gendarme, qu'est-ce que vous êtes, vous autres ici?

Il le voyait bien; c'étaient des loups. C'étaient des loups terreux et noirs, et un maigre aux yeux clairs qui serrait les dents pour reprendre la respiration des hommes. Il les vit tous loups et muets, et couverts de glaise gluante.

— Vous êtes de Villard? Qui êtes-vous? Est-ce qu'il a fait mauvais temps ici? On vient vous aider. On a fini maintenant en bas. On a tout sauvé. On est le premier contingent. Pourquoi n'y a-t-il plus d'eau dans l'Ébron? Qu'est-ce que c'est toute cette eau-là, et là-bas qu'on voit? Qu'est-ce que c'est? Qu'est-ce que c'est? C'est vous qui avez fait ce barrage? Vous n'avez pas le droit de barrer l'Ébron. Vous avez fait un lac? Vous n'avez pas le droit. Levez-vous que je voie. Qu'est-ce que c'est, ces fumées? Qu'est-ce que vous faites? Vous allez faire sauter le barrage? Vous n'avez pas le droit.

Il se baissa pour ramasser une pierre. Qu'est-ce qu'il allait faire comme ça contre ces ailes d'archange qui palpitaient maintenant tout contre le rocher et la glaise? A tout hasard, Dominique lui écrasa la figure d'un coup de poing, comme ça, là, de bas en haut, calmement, et avec les yeux toujours sereinement endormis grands ouverts. De toutes ses forces. Le sang gicla autour du poing. Le gendarme s'assit lourdement.

— Les villages d'en bas, cria-t-il, l'eau!

A ce moment, les ailes d'archange s'ouvrirent avec un bruit de tonnerre.

Des ailes de feu et de poussière, mordorées, déchirantes, pleines de longues palmes d'eau, aiguës comme des plumes de corbeau; et bleues; venant du ventre du lac; s'éclaircissant violemment tout d'un coup dans le déchaînement du bruit qui fit éclater tous les échos de la montagne, devenant du duvet

de cygne éblouissant de blancheur qui tombait lentement dans les arbres. Le lac avait soudain basculé tout à la fois comme une grande tôle luisante; et avec ce bruit de tôle neuve, un faisceau d'ailes qui jaillirent toutes à la fois pour arracher le malheur de la terre : une jaune toute en glaise et fameusement farouche, une bleue, une blanche, une noire, qui jaillit la dernière au milieu des autres avec un bruit étouffé juste au moment où le lac tout entier arriva pour se précipiter dans les gorges, avec des dos, des bras, des têtes, des cornes, des griffes, des dents, des queues, des ailes, des gueules, des pattes, des ventres, des écailles, des glissements et des coups de bélier, et des arrachements de peaux, de laine, de poils, de crinières; dans le beuglement éperdu de tout ce troupeau de malheur sur lequel retombaient lentement les débris de grandes ailes d'archange.

Le bruit avait tout d'un coup assommé les oreilles; maintenant il continuait avec le grondement sauvage des eaux qui s'écoulaient. Au fond sonnait, venant de la vallée de Villard, le bruit grave et continu d'un tonneau qui se vide. Tout ça semblait facile, tout petit et ordinaire. Le gendarme ouvrit la bouche et avec elle il fit des grimaces. Qu'est-ce qu'il faisait? Il montrait l'eau bondissant dans la gorge. Ah! il parlait! Il parlait mais le bruit était tellement fort qu'on ne pouvait pas entendre le moindre mot. Il eut un geste comme pour dire : « Après tout, tant pis ». Et il essuya le sang qui coulait de son nez et de sa lèvre. Il se dressa. Il se mit à faire ses grimaces de bouche, c'est-à-dire parler aux soldats; à un soldat qui approcha son oreille. Qu'est-ce qu'ils faisaient là, ceux-là? Qu'est-ce qu'ils étaient ces quatre? Qu'est-ce qu'ils représentaient-là, comme ça? Eux douze, ils étaient alignés face au gendarme, tournant le dos aux gorges pleines de leur victoire, à ce retentissement qui faisait trembler les sapins. Alignés et immobiles; et quoi faire? Qu'est-ce que c'était celui-là avec sa veste bleue? Et de quel côté ça pouvait se prendre ce drôle de malheur nouveau, là, en veste bleue? Dominique regarda son poing où il était resté du sang entre les doigts. Le soldat essaya de se faire comprendre. Mais qu'est-ce qu'il disait? Il s'approcha de Cloche qui était le plus jeune. Il lui parla à l'oreille. Ah! Il devait demander la direction de Villard-le-Château, car Cloche la

leur montra et, à voir les signes qu'il faisait avec son bras, ça devait être ça. Le soldat eu l'air de faire merci avec sa tête et en tout cas il avait un sourire qui disait : « Il en a pris un bon coup le pandore! » Et ils s'en allèrent tous les quatre en direction de Villard-le-Château, le gendarme premier et qui s'essuyait de temps en temps la gueule.

Maintenant, ils pouvaient regarder leur travail de tonnerre. Tant pis pour les villages d'en bas. Ici c'était la délivrance. Ils eurent un grand rire de loups à pleines dents silencieuses. Là-bas au large, le lac chavirait. Il était crevé à mort. Le matin se posait déjà sur des terres nouvelles. A tous moments des soubresauts d'eau et d'herbes sortant de la boue claquaient dans le ciel déchiré.

Saint-Jean dit :

— J'ai froid. Mais on ne pouvait rien entendre. Il y avait le bruit de tout ce monde qui se remettait en ordre. Il se dit à lui-même :

« J'ai froid et je suis fatigué. »

Ils se regardèrent avec Cloche et Saint-Jean lui dit :

— J'ai froid, silencieusement, en formant bien les mots.

Cloche s'approcha de lui et se mit à le frotter. Qu'est-ce qui se passait? Qu'est-ce qu'il avait? Qu'est-ce que tu fais Cloche? Ils l'interrogèrent comme ça, silencieusement, avec des signes de têtes. Empêtrés tous là dans les beuglements de cette eau qui accouchait violemment des prés et des champs de seigle et des terres libres. Il a froid. J'ai froid et je suis fatigué. Bougre! Il fallait penser à lui avant toute chose. Oh! fatigué, dit la bouche de Saint-Jean. Dormir! Oui, dormir, dirent toutes les bouches. La faim? Oh! non, maintenant dormir d'abord, tort de suite. Comme si le miracle voulait d'abord se débarrasser de ces douze loups présents dont un maigre, qui étaient là debout à regarder l'accouchement du monde. Ce mystère des grands champs émergeant, couverts de la boue des eaux, qui clapotaient à coups de tonnerre.

Saint-Jean regarda la terre sous les arbres. La douce terre un peu creuse comme la paume d'une grande main.

— Oui, oui dirent les bouches silencieuses, dans le tumulte et les têtes qui bougeaient; oui, couche-toi, couche-toi..

Saint-Jean s'agenouilla, posa sa main par terre, puis il les

regarda d'en bas, comme ça. Eux, debout, toujours empoissés de glaise et raides comme des piliers d'église. Lui à genoux et la nuque basse, avec son petit sourire éternel, plein d'amertume.

— Couche-toi! J'ai froid! Couche-toi!

Il s'allongea sur la terre. Cloche se coucha contre lui à droite; Djouan se coucha contre lui à gauche; Dominique à ses pieds; Bourrache à sa tête; Bozel contre Cloche; Charasse contre Bozel; Chaudon contre Djouan; Charles-Auguste contre Chaudon; Prachaval contre Dominique; Arnaldo contre Charasse; Le Pâquier contre Bourrache; lentement, en agenouillant puis en pliant ces grands corps terreux pareils à des piliers de pierre, et maintenant pareils aux brindilles de bois dans un nid. Ils se serraient les uns contre les autres.

— Tu as chaud, cria Cloche dans son oreille?

— Oui. Dormir! Oui.

Ils répétaient tous : dormir, en bougeant leurs épaules dans le chaud.

Le tumulte ébranlait les montagnes : les échos crevés de bruit sifflaient comme des chaudières; des vols de choucas jaillissaient des forêts comme des torrents de fumée; les arbres tremblaient, les profondeurs de la terre grondaient du charroi de ses sombres veines.

A la limite du soleil, Bourrache répéta plusieurs fois en lui-même :

— Dans le doux rugissement des lions. Dans le magnifique rugissement des lions.

Puis il s'embarrassa dans sa langue et il s'endormit avec les autres.

XII

AVEC MONSIEUR BOROMÉ

Ils se réveillèrent. Il faisait nuit noire. Tout était apaisé. Le ruissellement régulier des eaux frappait les rochers avec un bruit presque cristallin. C'était l'ancienne paix. Les échos

avaient recommencé à parler lentement de champs et d'herbages avec leurs voix profondes.

Alors, ils vont rester là comme des loups? Non. C'était facile à dire; mais ces bruits retentissants et paisibles marchaient dans de grands espaces libres et venaient les toucher avec des couleurs et des odeurs qui n'engageaient guère à bouger; maintenant qu'ils avaient chaud dans cette grosse amitié; qu'ils s'entendaient, un à un, émerger du sommeil et respirer. Des couleurs d'herbes et des odeurs de terre, et chaque bruit apportait, malgré la nuit, toute la configuration du territoire, avec ses courbes et ses bosses, ses creux, ses plaines, ses chemins; de nouveau ses minces torrents presque secs de gel.

Allons, debout l'artiste, et allons-y. Allons-y où? Ils étaient tous en train de s'étirer, d'allonger leurs muscles de jambes et de bras, là dans cette chaleur amicale. Allons-y à Château, pardi. Où veux-tu aller ailleurs? C'est de l'autre côté de la forêt. Car dans le fond, malgré tout, ils avaient faim. C'est là derrière, mon vieux, c'est juste là de l'autre côté. Qu'est-ce que tu as mangé, toi? Moi je n'ai pas mangé! Je n'ai rien mangé. Qu'est-ce que tu veux manger dans la position où je suis, avec la cuisse de Dominique sur le ventre. On aurait pu se manger les cuisses les uns aux autres; voilà ce qu'on aurait pu faire, oui, mais c'est tout.

Ils ne s'étaient pas mangé les cuisses, mais il pouvaient à peine se tenir debout. Et avec une sorte de gloriole dans la tête, une ivresse qui éclaboussait la nuit de taches d'un rouge sang et d'un jaune clair comme le jour.

Ils marchèrent dans la direction de Villard-le-Château. La nuit frottait contre eux cette peau de tigresse. Dans le large, les champs naissants grondaient entre les marécages. Pendant qu'ils tournaient le ventre de la montagne sous la forêt, les échos s'étaient mis à chanter plus fort dans la nuit. Il y avait un petit chemin forestier qui avait écarté les arbres et qui s'en allait vers Villard-le-Château en montant et descendant. Il avait pris un peu de hauteur pour arriver en plein dans le village par le côté des prairies et il sortait de la forêt juste au moment où il avait fait le tour de la montagne. A ce moment-là, ils avaient la nuit profonde toute libre, exactement collée sur eux qui marchait à la queue leu leu dans le chemin fores-

tier, avec chacun une gloriole de tache jaune et rouge dans les yeux. La nuit avait toute la forme de la grande vallée nouvellement née. On sentait toutes les bosses et tous les creux. Il y avait l'odeur d'une boue fraîche et végétale. On comprenait très bien les endroits où la terre était redevenue naturelle, dégagée, toute prête à respirer sous des herbes à peine lisses par l'eau retirante, et les endroits où la boue restait encore sur les prés, aussi bien que ces places d'où les marécages étaient encore en train de se retirer gauchement, en pataugeant à droite et à gauche, avec leurs gros ventres gras tout hérissés de joncs. Quelques ruissellements nets et clairs comme des bruits de verre couraient dans les pierres des torrents. La vieille cerisaie avait dû réapparaître avec son odeur de sève et de branches cassées. On entendait les bruits souples de l'air qui marchaient à travers les vergers gluants au fond de la vallée, sous Villard-l'Église, faisant tomber les paquets de boue restés dans les branches. Le creux de Sourdie chantait paisiblement dans le grondant silence. Les dernières flaques d'eau sautaient dans les prés comme des poissons perdus, s'approchant peu à peu de la gorge où elles coulaient, à la fin, fuyant dans un frottement soyeux de ventre et d'écailles, un gémissement doux qui entraînait les longs échos.

Ils marchaient dans les prés de Villard-le-Château. Brusquement, le village apparut au détour d'un tertre. Il soufflait des flammes paisibles par ses fenêtres et ses portes ouvertes. Les reflets battaient contre les lourdes toitures de chaume. Des lueurs claquaient jusque dans les lucarnes des greniers. De lents éclairs rouges, tout palpitants, jaillissaient des cheminées, découvrant de larges oiseaux de fumée noire qui essayaient de voler en agitant leurs ailes de suie avec une force terrible. Ça sentait la braise de chêne vert et le pain.

Sur la première porte de la rue, il y avait un homme debout les jambes écartées, les mains dans les poches. Il fumait la pipe comme un dieu, dans l'odeur du tabac, du pain et du feu. Avec de grandes flammes rouges qui sautaient sur ses épaules comme des pigeons et des reflets de braises blanches entre ses jambes comme des brebis.

— Et d'où êtes-vous, vous autres, dit-il?

— Nous sommes de Villard-l'Église.

— Encore, de Villard-l'Église? Mais alors, c'en est plein, là-bas?

— Qu'est-ce qu'il voulait dire? Ils devaient bien être les premiers à en arriver, de là-bas?

Pas du tout. Il en était déjà arrivé toute une caravane. Et qui avaient amené Boromé sur un traîneau.

— Mais ce sont les nôtres!

— Possible. On les avait vus arriver sur les premières boues. Toute une caravane de fourmis qu'on avait guettée du haut des murs. Puis, on avait couru à leur rencontre. Ah! Ils étaient une soixantaine.

— Et Glomore?

— Oui, Glomore.

— Et Marie Dur?

— Oui, Marie et François.

— Et Boromé?

— Ah! oui, Boromé sur son traîneau, avec ses peaux de moutons comme un Saint-Sacrement! Ils étaient tous ici. Mais vous arrivez d'où, vous autres pour ne pas le savoir?

— On arrive de la gorge. C'est nous qui avons fait sauter le barrage ce matin.

Ce matin! Ils voulaient dire hier matin?

— Non, ce matin, ce matin, voyons!

— Hier matin tu veux dire. C'est hier que ça a sauté! Hier matin. Et c'est ce matin que ceux de Villard-l'Église sont arrivés.

— Voyons : ils n'y comprenaient plus rien! Il n'est pas arrivé un gendarme?

— Si. Même il s'était blessé le nez dans la forêt.

— Eh! bien, c'est ce matin qu'il a dû arriver.

— Eh! non, il est arrivé hier matin sûrement, puisque ce matin il est reparti. Ah!

Il appela :

— Marguerite!

Et Marguerite vint du fond de la maison. Elle arriva avec ses mains enfarinées de pâte à pain de farine sèche.

— Les voilà, ceux qui ont fait sauter le barrage, mais ils disent que c'était ce matin!

— Mais non, c'était hier.

— Alors quoi! Qu'est-ce qu'il vous est arrivé, vous autres? Qu'est-ce que vous avez fait alors depuis?

— On a dormi. On était fatigué.

— Mais alors vous avez dormi depuis hier matin? Deux jours et une nuit?

— C'est bien possible.

Et ils se mirent à rire comme des loups engourdis; tout éblouis par cette tigresse de nuit qui se frottait contre leurs yeux et par ces pigeons de flammes rouges et ces brebis de braises blanches qui se frottaient contre cet homme debout sur le devant de sa maison, avec sa Marguerite, son tabac et son pain.

— C'est bien possible! On était sacrément fatigué! Ça expliquait tout. Et surtout que toute la terre soit comme ça sortie des eaux d'une façon si rapide. Alors ça s'explique si elle émerge depuis deux jours. Et que les autres soient déjà là!

— Oh! ils sont déjà là, soyez tranquilles; et Boromé, je vous dis, traîné par au moins dix femmes sur son traîneau. Tout un attelage de femmes, et paisible là-dessus comme Artaban au milieu de ses peaux de moutons. Oh! ils sont là et alors avec quelque chose comme fringale. Tout le monde est en train de faire du pain.

— On a aussi une faim terrible, dirent-ils.

— Mais, c'est vrai! Et on les tenait là à la porte! Aussi, avec votre hier et votre aujourd'hui vous m'avez démonté la tête. Entrez donc.

— Entrez donc, dit Marguerite, venez vite manger et boire vous qui avez fait sauter le barrage. Regardez-les comme ils sont couverts de boue. Entrez donc. Ah! venez vite; tu les fais parler, toi...

— Mais nous allons déranger...

— Alors quoi, déranger! Vous n'y êtes plus! Alors quoi, entrez donc, qu'est-ce que c'est ça déranger? Entrez.

— Venez donc, vous voyez, j'en ai plein les mains. Allons, venez!

— Bien, alors si vous voulez on entre. Alors venez, allons-y. Du moment que c'est comme ça.

— Bien sûr, alors quoi, il ne manquerait plus que ça. Entrez. Mais, dis-donc, tu es Chaudon, toi?

— Et oui.

— Alors ça! Mais tu es Prachaval, toi! Mais, dis donc, Clovis, alors quoi, on ne se reconnaît plus ici! C'est une tour de Babel! Entre donc. Et voilà Bourrache! Ah! vieille canaille, entre donc toi aussi...

Saint-Jean se tira dans l'ombre d'une porte d'étable. Il resta là, rencoigné sous la voûte, caché dans l'ombre épaisse; l'odeur des chèvres et des vaches suintait par les gonds contre son visage. Il attendit un petit moment, puis il sortit de sa cachette et il s'en alla dans la rue.

C'était une longue rue paysanne, bordée de granges et de maisons de cultivateurs. Elle était pleine d'ombres, de grandes flammes battantes et de fumées. Dans toutes les maisons le four était allumé à plein feu. On l'entendait ronfler, crépiter, jeter des bouffées d'étincelles par les portes, les fenêtres et les grosses cheminées noires. Les vastes granges tambouraient les roulements sourds du feu. Les étables retentissaient de bruits de chaînes et de danses de sabots sur place. Les mulets ruaient dans les bat-flanc de bois, le ventre des vaches se frottait contre les portes, les museaux des bêtes grattaient la clenche des serrures, les veaux appelaient, les brebis parlaient à des galopades d'agneaux; la paille humide jutait sous les pattes, les chevaux hennissaient de longues interrogations gémissantes des sanglots qu'ils étouffaient dans leur crinière renversée. Les chiens enfermés dans les resserres aboyaient en faisant sonner le vide des jarres et des tonneaux; les chiens libres répondaient, le cou tendu vers la nuit. Puis ils venaient renifler le seuil des portes et regarder le feu. La gueule du four était ouverte. Les flammes se frappaient dans les grands fours étincelants comme des blocs de sel. Les hommes avaient enlevé les chemises. Ils tapaient les braises à longs coups de patte-mouille. Le feu soufflait vers eux de toutes ses forces, s'écrasait sur eux et brûlait leurs poils. Ils sautaient en arrière dans une grosse odeur de cochon ébouillanté; ils lançaient le long manche de la patte-mouille jusque dans la rue. Les chiens sautaient en l'air d'une seule pièce comme si la terre jouait à la balle avec eux, puis ils couraient jusqu'au plus noir de l'ombre; ils allongeaient bien posément le cou vers le haut de la nuit et ils se mettaient à hurler longuement dans le ciel, leurs yeux révulsés et tout blancs reflétaient des torrents d'étincelles. Les

enfants charriaient des fagots de bois sec. On avait ouvert toutes grandes les bouscatières du haut du village. Ils étaient là dedans avec des lampes-tempêtes ; dans toute cette accumulation de fagots et de branches, et ils tiraient de tous les côtés pour sortir des fagots encore bruissants de feuilles sèches, avec le bruit des vers à soie mangeant les feuilles, avec un bruit d'orage, de pluie et de vent balançant les lampes et tirant les fagots du grand tas où on avait serré tout le travail des prestations communales. Les vieux ossements de la forêt craquaient le long des ruelles dans le travail des enfants. Ils s'attelaient aux gros paquets de branches et ils les tiraient en écorchant les murs. Les chiens jaillissaient de l'ombre et se postaient plus loin pour hurler. Ils allongeaient le cou vers les enfants et ils hurlaient vers eux. Ils reconnaissaient un cri, une voix, une chanson, un front bombé sous la lanterne, l'odeur des jambes égratignées. Ils venaient s'excuser en ondulant de tous les reins, la gueule pleine de dents, gémissants et étonnés, puis ils sautaient dans la nuit et recommençaient à hurler.

Les ruades s'en allaient d'écuries en écuries tout le long de la rue. Les bêtes s'appelaient à travers les murs. En même temps que la peur qui descendait des granges sonores où grondaient les énormes corps noirs des cheminées, les mâles découvraient des femelles lointaines dont ils ne pouvaient pas sentir l'odeur sous cette puissante odeur de cendres et de suie qui couvrait le village, et cette odeur de salpêtre et de pierre du mur contre lequel ils frottaient leurs museaux gémissants; mais ils entendaient, là-bas loin dans les maisons l'appel tendre des femelles, la demande de protection, la demande de flanc contre flanc, le gémissement qui appelle le mâle pour avoir une cachette tout contre lui. Alors, ils sautaient contre leur longe, contre leurs claies, contre leurs murs, et leurs portes et leurs chaînes, même les mulets, même les hongres, même les bœufs et les moutons retrouvant la force du grand bondissement sauvage dans leur piétinement domestique, se meurtrissant de tous les côtés vers le chemin de la liberté. Ils entendaient tout l'éloignement, tout l'élargissement au-dessus du grand pays bestial de ces ronflements de flammes, de ce bruit fantastique de feux nocturnes, cet ébranlement qui faisait ici crier sourdement le plafond de l'étable et les pierres profondes

des murs. Les béliers porteurs de semence regardaient éperdument le reflet des flammes rouges palpitant aux joints des portes; ils voyaient à travers l'ombre, la nuit, les murs, l'élargissement de la peur au-dessus des lointaines femelles, la menace et le grondement des granges couvrant de dangers de larges étendues de ventres de brebis; et ils attaquaient inlassablement à coups de tête les murs, les claies et les portes, grondant eux aussi, appelant et frappant dans des tourbillons gémissants de brebis et d'agneaux. Soudain, tout s'arrêtait. Ils léchaient leur museau meurtri ou leurs épaisses lèvres grises couvertes de bave, et ils reniflaient l'odeur du pain. Alors, le calme entrait dans toutes les étables à la fois; les bêtes restaient immobiles, respirant cette odeur paisible et mûre, toute chaude, parfumée à la poussière des champs et des routes d'été. Puis, tout d'un coup, les mulets cisaillaient la peur avec leurs longues oreilles, et ils recommençaient à sauter au bout de leur longe et à se défendre à coups des quatre sabots à la fois contre cette odeur de cendre qui coulait sous les portes et ce grondement qui ébranlait les poutres.

Les hommes s'approchaient des fours, enfonçaient les longues pelles, se reculaient, fumant de toute leur peau comme des pains chauds; tiraient la pelle dont le manche sortait jusque dans la rue. Les hommes prenaient des deux mains, sur le plat de la pelle, les pains roux et fumants comme des ronds de lune. Ils se tournaient un peu, donnaient le pain à la femme. La femme faisait un pas, plaçait le pain sur la manne. L'homme enfonçait la longue pelle, dehors, les chiens approchaient de la porte, il se reculait, fumant de la poitrine, le poil fumant, le visage et le torse arrosés de sueur qui glissait comme de longs ruisseaux d'huile rouge; le long manche allait frapper les chiens dans la rue; il prenait le gros pain dans ses mains; les chiens hurlaient; il donnait le pain à la femme; elle plaçait le pain dans la manne. L'homme revenait vers le four comme un lancier, enfonçait la pelle, la tirait, faisait un pas, tournait le torse, donnait le pain, enfonçait la pelle. La femme le suivait deux pas en arrière, s'approchant quand il s'approchait, se reculant quand il se reculait, prenant le pain de ses mains, le plaçant dans la manne, s'essuyant le front du dos de la main, tour-

nant parfois, vers le frais de la porte son visage où coulait aussi l'huile rouge; flottant derrière l'homme comme une herbe que le vent attire et repousse. Sans parler. Et seulement de temps en temps la femme qui criait : oh! Et un autre homme sortait de l'ombre, apportait une manne vide, emportait la manne pleine jusque dans l'ombre. De toutes les portes ouvertes le manche des longues pelles sortait et rentrait, au fond du grondement de feu, tous ces pas d'avance et de recul claquaient régulièrement : le claquement étouffé des pieds nus, le claquement des souliers, la cadence des pas qui s'avançaient, reculaient, et le bruit d'aile des longues pelles de bois dont le manche glissait dans les mains des hommes, dont la « platte » frottait le seuil du four puis venait y claquer sourdement avec son poids de pain chaud, lourd, roux et fumant comme la lune.

Les chiens allongés debout dans la nuit hurlaient. Les enfants traînaient des fagots de branches de chêne.

Les petites filles avaient dessiné des marelles dans la terre devant les forêts éclairées et elles sautaient à cloche-pied de case en case.

— Petite, appela doucement Saint-Jean, va me chercher un morceau de pain là-bas dedans.

Elle revint avec un pain entier. Il le partagea en deux et commença à manger en se brûlant les lèvres. La pâte chaude embrassait brutalement sa bouche mais avec cette bonne tendresse de l'odeur, et tout d'un coup des ruisseaux de salive coulèrent dans sa gorge.

— Entrez chez nous, dit-elle.

— Je cherche quelqu'un de Villard-l'Église.

— Nous en avons justement deux chez nous. Regardez.

Il s'approcha de la fenêtre. C'étaient le frère et la sœur Chenaillet. Ils étaient debout, toujours au bras l'un de l'autre. Ils regardaient des fournées de pain. On leur avait préparé un lit de sac dans un coin, mais ils restaient là debout, sans rien oser faire que rester là, bras dessus, bras dessous dans la fumée et regarder en gênant le moins possible.

— Ce ne sont pas les miens, dit Saint-Jean. Sais-tu où il y en a d'autres?

— Il y en a dans toutes les maisons, dit la petite. Vous cherchez votre femme?

— Oui, dit-il, amuse-toi, va, je la trouverai.

Il traversa l'ombre entre deux maisons. Il regarda à l'autre fenêtre. C'était un grand four propre et balayé où le pain se faisait paisiblement, dans un travail muet. Marie Dur comptait les miches. Son fils et Céleste dormaient ensemble dans un coin. Plus loin, une dizaine de corps noirs enveloppés dans des jupes raides tuyautées de longs plis, des pantalons de velours; les gros souliers des hommes endormis abandonnés au bout des jambes, les petits souliers des femmes retirés sous les jupes. Il essaya de regarder les visages. Ils étaient cachés dans l'ombre et les bras. Il reconnut le devantier de Julie Charasse, le képi du facteur.

A l'autre fenêtre il y avait très peu de lumière. Le four était fermé, le pain cuisait. Les gens étaient assis sur des sacs renversés. Ils laissaient pendre leurs bras. Il y avait juste l'éclairage d'une petite lampe. Il colla son visage contre la vitre. Il s'abrita l'oeil de la main. C'était la marquise, assise dans l'écarquillement de son ventre. Il vit Peygu qui parlait. Il vit Bouchard; la vieille Dauron, Élisa Ponteuil qui se découvrit, s'approchant de la lampe pour régler la mèche.

Il s'arrêta juste au bord d'une porte pleine de lumière. Il entendit parler. « Mais je ne pourrai rien faire, disait la voix, si vous-même n'avez pas la conscience de vos péchés, le désir de rachat, l'appétit de la rédemption, la bonne volonté de créer l'œuvre de sauvetage, la grande sauvegarde de nos âmes. Je ne pourrai rien faire si vous ne construisez pas vous-mêmes avec votre propre sacrifice. Il faut construire une grande croix et la planter à l'entrée des gorges de Sourdie. Voilà mon idée : une grande croix en fer noir sur un socle de pierre avec la date, je sais l'endroit exact où elle s'élèvera. Vous voyez que j'ai pensé à vos malheurs. Je n'ai pas cessé de penser à vos malheurs. J'ai passé toutes mes nuits à penser à des remèdes pour vos malheurs. Je me suis encore sacrifié pour vous comme je me suis toujours sacrifié et me sacrifierai toujours pendant toute ma vie. Ma vie est toute de sacrifice. Mais je ne pourrai rien faire si vous restez enfermés dans cet égoïsme que le Seigneur déteste. Dimanche nous commencerons à col-

lecter les fonds pour la croix. J'ai besoin de quelques saintes femmes qui iront collecter dans les maisons et de quelques hommes de bonne volonté avec des chars pour aller dans les fermes. Il faut que le sacrifice de tous fasse notre sauvegarde. Les saintes femmes qui ont conscience de la mission du peuple de Dieu pourront venir s'entendre avec ma femme demain à dix heures. Et j'attendrai les hommes au temple demain après-midi. »

Saint-Jean se tira en arrière : M. Charmoz sortait avec ce corps vieux et presque mort qu'il avait, sans force ni forme, tout écrasé sur sa canne, mais la tête haute, le visage presque en face du ciel, ses beaux cheveux blancs en fumée de feu céleste autour du front qui étincela avant de s'éteindre dans l'ombre.

— Qui êtes-vous, dit M. Charmoz s'arrêtant court?

— Oh! personne, dit Saint-Jean.

Ses yeux reflétaient le ciel noir.

— On est toujours quelqu'un, mon ami, dit M. Charmoz, qui êtes vous?

— Rien, dit Saint-Jean, ne vous inquiétez pas, marchez. Marchez.

Il pencha la tête pour regarder ceux qui étaient là-bas dedans. Il y avait la Ticassoune et son homme, Leppaz et Barrat, le Chabassut, la Chabassotte, debouts et qui n'osaient même plus bouger.

M. Charmoz revenait.

— Mais, vous n'êtes pas d'ici, mon ami?

— Non.

— Je ne vous ai jamais vu.

— Non, dit Saint-Jean, mais vous me verrez tout à l'heure.

Il continuait à mâcher son pain épais.

— La nuit ne vous empêche pas de marier un homme et une femme, je pense?

— C'est-à-dire sans cérémonie, dit M. Charmoz.

— Dès ce soir, dit Saint-Jean.

— Tout est possible dit M. Charmoz.

Il faisait toujours face au ciel avec son beau visage régulier que le reflet de la porte éclairait mais ses yeux essayaient de regarder dans l'ombre.

— ... Sans que je puisse remplacer, dit-il, l'inscription municipale, vous le savez bien.

— Je sais, dit Saint-Jean. Je veux seulement qu'il y ait des paroles définitives.

— Et naturellement, dit M. Charmoz, sans préjudice un peu plus tard d'une cérémonie aussi simple que vous voudrez mais correcte, dit-il en branlant un peu la tête comme s'il frottait son front contre le ciel et une moue de ses belles lèvres justes avec ce suave ascétisme un peu amer qui les courbait.

— Oui, dit Saint-Jean.

— C'est plus correct, dit-il du bout de la moue.

L'œil aiguisé essayait de voir dans l'ombre.

— Oui, dit Saint-Jean, bonsoir.

Et il traversa la lumière en bombant le dos.

La rue était pleine d'enfants. Ils couraient en criant tous à la fois comme des hirondelles. Le tumulte sombre du travail des hommes grondait toujours. Soudain, au-dessus de tout, monta un chant grave et profond, fait de belles voix toutes noires et qui retentissaient dans les échos de la forêt et de la montagne. On ne s'en apercevait pas tout de suite. C'était profondément marié aux grondements du village, puis on entendait une cadence régulière faite comme pour pousser des pas et tout de suite le rythme attachait comme avec une corde et on entendait toute la chanson. Elle ne venait pas d'ici. Elle tombait des hauteurs de la nuit où étaient cachées les pentes surplombantes de la montagne. Elle sonnait dans des échos de rochers et surtout dans cet écho végétal et profondément verdâtre qui se prolonge à travers les forêts. C'était une chanson de marche, lourde et chargée. Elle était chantée par des hommes. Elle voyageait sur les sentiers qui descendaient en ronds de serpent vers le village. Elle était à droite, puis elle s'avançait vers la gauche en portant son poids qui était un peu trop grand pour sa cadence, semblait-il, mais elle s'avançait toujours, régulière et triomphante, avec ses notes noires, ses profondes voix d'hommes, sombres et amères mais si obstinées que toute cette noire amertune sonnait comme une trompette de triomphe; elle s'avançait vers la gauche, puis elle retournait vers la droite, descendait les lacets du sentier.

Saint-Jean arrêta un petit garçon.

— Qu'est-ce que c'est? Écoute!

— Les hommes étaient partis chercher de la farine, dit le petit.

— Ah! oui, dit Saint-Jean, ils reviennent.

Il lâcha l'enfant. Et, dès que sa main fut vide, au moment même où il ouvrait ses doigts, il sentit tout d'un coup la solitude. Malgré tout le grondement du village. C'était entré en lui comme le son tendu d'une pierre qui tombe des hauteurs. Il avait encore la vibration dans les oreilles; accordée avec toute l'amertume de cette lourde chanson de marche qui sonnait dans les forêts. Il regarda sa main vide. La même note fulgurante toucha à la fois ses oreilles et ses yeux. Il vit la figure de Sarah. Elle venait d'apparaître. Elle n'était pas couleur de soufre comme ce second coup d'éclair qui sonnait encore dans son corps le long de profonds échos rouges. Elle était de sa couleur naturelle, juste un peu trouble, mais avec son extraordinaire paix.

Non, non, mais c'était la vraie Sarah! Elle était tout simplement de l'autre côté de la fenêtre, dans la maison, là en face. Il s'approcha des vitres. Oui, c'était elle. Elle était là. Avec sa grande bouche tout à fait immobile, comme une blessure fermée et totalement guérie. Il frotta la poussière de la vitre. Il appliqua son visage à lui tout contre le verre. Oui. Elle était là de l'autre côté, à deux mètres peut-être, bien en face; elle regardait la fenêtre en plein; elle regardait en plein cette vitre qu'il venait de clarifier, où il appuyait son visage, lui, contre le verre froid, il dit à voix basse :

— Bonsoir Sarah!

Elle ne bougea pas. Rien dans le visage aux grands yeux ouverts et qui regardaient en plein cette vitre pourtant éclairée par le terrible brasier de sel d'un four grand ouvert. Sa paupière battait doucement. Sur l'œil immobile il pouvait voir, lui, l'image de la fenêtre et le carreau où il appuyait son visage et la tache blanche de son visage peint sur son œil à elle. Elle était assise sur un sac de farine. Son devantier paisiblement étalé devant elle sans un pli autre que des plis de paix; les mains posées sur ses genoux. Seulement, au coin de la lèvre, un tout petit endroit qui n'était pas guéri; ou bien alors c'était une blessure fraîche.

Là où elle se tenait c'était une grande pièce basse avec un lourd plafond fait de gros troncs d'arbres croisés. En face de la fenêtre s'ouvrait la gueule du four d'où sortait maintenant toute la lumière. Ça devait servir de resserre à grain pour un gros ménage. C'était ample; les murs s'en allaient dans l'ombre de chaque côté. Il y avait beaucoup de sacs de farine, les uns debout, les autres couchés. C'est sur un de ceux-là que Sarah était assise. A côté d'elle, sur de longues tables creuses, la pâte allongée dormait. Les hommes avaient déjà râtelé la braise du four et ils balayaient maintenant à la patte-mouille avant d'enfourner. Les femmes se préparaient. Il y avait trois femmes à peu près du même âge, de même force, et dans le même costume gris et avec la même coiffe comme souvent dans ces gros ménages paysans où la femme du maître, la femme du frère, la belle-sœur veuve sont côte à côte et on ne les distingue pas. Parfois c'est trois sœurs. Elles portaient sur les choses la même main habituée. Elles marchaient toutes les trois chez elles. Elles passaient à côté de Sarah avec beaucoup de gentillesse. Elles s'en allaient loin, là-bas, de l'autre côté des grandes tables, jusque presque dans l'ombre des murs là-bas loin vers la droite où Saint-Jean aperçut Boromé.

Il était toujours dans son traîneau et ses peaux de moutons. Il fumait paisiblement. La laine blanche gonflait autour de son cou et de sa nuque; ses cheveux blancs s'appuyaient simplement dans la laine; elle descendait se mêler à sa barbe; tous ces poils mélangés le couvrait d'une écume où les reflets du four faisaient glisser une petite aurore. On ne voyait que son front comme une île. Il soufflait régulièrement de longs jets de fumée.

Saint-Jean entra. Il dit « bonsoir » à voix très basse et il salua avec son doigt à la tempe. Les femmes le regardèrent; et Sarah. Il désigna Boromé là-bas. Je vais là-bas. Il s'approcha et il s'assit à côté sur un sac de farine. Boromé le regarda sans rien dire avec des yeux pesants.

— Tu es entré comme un chat, dit-il après, je ne t'ai pas entendu.

— Je ne pèse guère.

— Oui, tu as maigri. C'est vrai que tu as fait un travail terrible.

— Oui, assez terrible.

— Je veux dire que c'est toi qui as tout fait, depuis le commencement jusqu'à la fin.

— Je voudrais bien, comme vous dites, mais la fin n'est pas encore arrivée.

— Tu ne t'es pas encore regardé dans une glace?

— Pas encore.

Et il sourit de ce sourire qui mettait longtemps à s'éteindre.

— Tu as les yeux comme sous des arches de pont, dit Boromé. Et ton front que tu avais petit est devenu beaucoup plus large. Ça vient de ce que tu as maigri. Une sacrément belle mâchoire, là. J'ai l'impression que si tu veux faire quelque chose tu le feras.

— Vous êtes revenus hier, il paraît.

— Dès que la terre est remontée sous nos pieds, on n'est pas resté une minute de plus.

— Avez-vous entendu sauter, dit-il (il fit un petit geste brusque avec ses deux mains), avez-vous entendu? Avez-vous vu tout de suite ou bien est-ce après que vous vous êtes aperçu que la terre remontait?

Boromé le regarda un moment sans rien dire. Il aimait ces silences pesants. C'est là dedans qu'il expliquait ce qu'il avait à expliquer. Saint-Jean laissa tomber ses deux mains sur ses genoux.

— Tu ne sais pas ce que tu étais quand tu es sorti de la nuit avec ton corps plein de dynamite?

Il ne comprenait pas ce qu'il voulait dire!

— Si, tu devrais bien comprendre ce que je voulais dire. On sait bien ce qu'on vaut quand même, alors quoi...

Il jurait qu'il ne comprenait rien.

— A moins d'être alors carrément un phénomène. Veux-tu que je te le dise? Tout le monde t'aurait suivi. Tout le monde te suivait. Tu avais une voix qui s'écrasait en poussière plate comme du plâtre.

— J'osais à peine ouvrir la bouche.

— Mais alors, tout de suite ta voix tirait vers toi. Elle avait l'air d'être l'abri et la maison de tout, et le feu et le salut. Je te le dis comme je le pense. Je te le dis comme tout le monde l'a senti. On s'est avancé jusqu'au bord de l'eau. Tout le monde est resté là. Tu es parti. On était obligé de s'appeler les uns

les autres, pour se retenir les uns les autres. Moi-même. Moi-même j'ai appelé Sarah. Je la sentais partir.

— Je ne pouvais accepter personne, dit Saint-Jean. Ce sont des mauvais moments.

— On t'a vu t'enfonçer là-bas loin en emportant la lumière.

— Vous êtes restés là sans feu.

— Oui, serrés les uns contre les autres au bord de l'eau.

— Faisant quoi, alors?

— Rien. Plus rien puisque tu étais parti. Regarder jusqu'à ce que ça s'éteigne. Puis, nous nous sommes mis à attendre que le temps passe.

— Sans bouger?

— Sans bouger.

— Mais alors quoi? Vous étiez pourtant tous de bons hommes!

— Oui, mais c'était fini.

— Toute la nuit!

— Et tout le jour. Avec plus rien pour y penser. Un jour tout plat comme les autres. Et toi qu'il fallait à tout moment se dire : il est par là! Et toute la nuit d'après.

— Toujours là! en tas au bord de l'eau, sans bouger?

— Oui. On devient comme ça une sorte de pape, — dit-il après.

— Je croyais que tout ça était simple, dit Saint-Jean.

— C'est simple.

— Je croyais que chacun faisait de son côté, du mieux qu'on peut. Et voilà tout. Mais enfin, que chacun était libre.

— On est libre, mais il ne faut pas faire de choses surhumaines!

— Je n'ai pas fait de choses surhumaines!

— Elles n'étaient pas surhumaines pour toi, puisque tu les faisais. Reste à savoir que pour nous elles l'étaient. Et que tout notre espoir était sur toi. C'est simple.

— Alors, dit Saint-Jean, vous êtes arrivés comme ça jusqu'au matin?

— Qu'est-ce que tu as? Va doucement. Repose-toi. Tu as mangé? Tu veux fumer?

— Je fumerai bien, je n'ai pas de pipe.

— Prends la mienne. Il y a au moins dix heures que je fume. Je me suis bourré là-dessus comme un loup.

— Je ne voudrais pas vous priver.

— Tu ne me prives plus.

— Oui, on a vu arriver le deuxième matin. Ça a été un coup assez mauvais avec le froid et un jour qui était vert, et le silence. Comme les autres matins, à se dire : « Mais alors, quoi, est-ce que c'est vrai? Si on n'avait pas été là tous ensemble au bord de l'eau on aurait dit : ça n'est pas vrai. » Mais on était là tous ensemble comme si on attendait le train! Alors quoi, quelqu'un avait bien dû nous le dire!

— Je n'avais rien dit.

— Oh! dans ces cas-là on écoute plus les échos que la voix même. En fait d'échos, ce matin-là, c'était silence et silence. On a regardé le jour vert qui s'élargissait, paisible. Et tout d'un coup, au moment où nous fermions doucement les yeux avec cette fatigue de regarder le néant depuis deux jours, une espèce de grande main rouge nous les a ouverts brusquement. Elle était loin, là-bas et elle se fermait déjà, ayant élargi comme des doigts en dehors de la gorge, là-bas très haut, des doigts de poussière, ou de fumée, ou d'eau, enfin trop tard pour les voir jaillir, ils retombaient déjà lentement — c'était curieux avec toujours le silence, en même temps que l'eau a tremblé. Et tout d'un coup on a entendu l'ébranlement du tonnerre. Mais tout ça tu dois le savoir?

— Non, au contraire, je ne sais pas, moi.

— Alors voilà, tout d'un coup c'était fait, c'était venu, ça y était. Même dans ce matin ordinaire; qui ne l'était plus, bougre non. J'ai manqué me dresser, moi.

— Comment ça va, votre jambe.

— N'en parlons pas. C'était fait, tu comprends! Va dire : je n'ai rien dit! Va dire : je n'ai rien fait! Va dire ce que tu voudras. C'était fait, tu comprends, là, devant nos yeux. Qui n'a pas entendu, après, le bruit que faisait cette vallée débondée, le bruit de cette vallée délivrée, toute cette terre qui soupirait à longueur de temps et d'heure ce grand soupir de délivrance, à mesure que les champs remontaient en crevant les eaux avec leurs arbres puis en étalant les herbes au milieu de la boue? Qui n'a pas entendu ne peut rien dire. Qui n'a pas entendu ne sait pas ce que c'est que jouir. Tu m'entends?

— Je t'écoute.

— Alors, dis ce que tu veux, fais ce que tu veux, c'est toi qui as fait ça. Alors, tu comprends maintenant ce que je veux dire?

— Oui, enfin je comprends que j'ai rendu service.

— On te doit la vie deux fois. Mais ça n'est pas grand chose. On te doit plus. Je vais te dire. Je sais un peu me débrouiller dans ces affaires-là. J'ai eu parfois jusqu'à quatre-vingts domestiques, moi. Je sais; eh bien voilà! Tu n'as jamais fatigué notre espérance. Tu comprends? Ce qu'on espérait, tu disais : le voilà, simplement, et c'était là. Pourquoi toi? Je ne sais pas, ça s'est fait comme ça, voilà tout, mais c'est toi : le taureau, puis enfin tout. J'y refléchissais. C'est comme ça. J'avais fait ça, moi, avec mes quatre-vingts types en plus petit, pour de petites choses, mais c'est pareil. Mes quatre-vingts types. moi, ils étaient sur mes talons; bloc de nuit et de jour, raides comme la justice. Pourquoi? Parce que je n'avais jamais laissé leur espérance toute seule. Leur petite espérance. Et toi, tu as fait ça avec notre grande espérance tu comprends? Une fois, puis deux fois, puis trois fois, simplement, comme ça. Alors, nous, qu'est-ce que tu veux, nous en avons l'habitude maintenant.

— Quand même, dit Saint-Jean, vous, monsieur Boromé, vous n'allez pas faire comme si vous étiez mon domestique à moi qui ne sais même pas me commander moi. Pas jusque-là quand même!

— Jusque-là, dit Boromé.

Et il donna encore toute sa force dans un de ses silences bien aimés. Il avait appuyé sa grande barbe sur sa poitrine.

— Je ne veux pas, dit Saint-Jean.

— Quoi?

— Être la moindre des choses, pour vous.

— Pour moi?

— Vous et les autres.

— Il n'est pas question de vouloir. C'est comme ça, qu'est-ce que tu racontes? C'est comme si tu ne voulais pas être ce que tu es, qu'est-ce que ça peut foutre?

— Qu'est-ce que vous voulez dire?

— Je veux dire que tu es comme tous. Entre ce que tu es et

ce que tu veux, il y a un monde. Tu peux te débattre. Et vas-y donc! Et alors quoi? Tu seras toujours paisiblement ce que tu es. Paisiblement, je veux dire, ça fera son affaire sans t'écouter ni sans savoir de quoi tu as envie, et même en t'écorchant paisiblement le ventre à coups de griffes comme si c'était un petit renard que tu portes. Non mon vieux, ça n'est pas à un vieux singe qu'on apprend à faire la grimace.

— Vous comprenez, dit Saint-Jean, je ne vous dis pas ça avec colère. Je veux dire que tout ça est bien beau. Je voudrais bien, vous comprenez. Mais peut être je la fatiguerais, votre espérance, comme vous dites, et peut-être je vais la laisser bougrement seule et solitaire, en fin de compte. Je ne veux pas dire que ça vienne de la bonne volonté, vous comprenez, ni d'une méchanceté quelconque, mais si je pense à moi, qui trouvera à redire?

— Toi, parbleu!

— Mais ça viendra de la vie!

— Quelle vie?

— La mienne.

— C'est ça la tienne.

— Vous ne me comprenez pas, monsieur Boromé?

— Si.

Dans l'embrasure de la porte, Saint-Jean aperçut le visage bouleversé de Cloche. Il cherchait. Il avait dû regarder comme ça tout le long de la rue, dans toutes les portes et toutes les fenêtres. Saint-Jean lui fit signe : je suis là. Ça va dit le sourire de Cloche et il recula dans l'ombre.

— Parlons plus bas dit Boromé. Regarde Sarah. Je ne sais pas ce qu'elle a depuis quelque temps. Elle est devenue sensible comme tout. Les femmes se fatiguent plus vite que nous. Mais je ne veux pas dire que tu te taises. A moins que tu sois fatigué. A moins que ça t'embête.

— Non, je suis venu précisément pour vous parler.

— Alors, parlons.

— Il faut que je vous demande quelque chose.

— Demande.

— Il faut que je le fasse venir de loin.

— Fais-le venir d'aussi loin que tu veux, j'ai le temps et je

ne dors pas. Mais, approche ton sac, mets-toi près de moi et parlons à voix basse, rien que pour nous deux. Voilà.

» Je la regarde là-bas; il faut la laisser paisiblement à elle-même. Si elle pouvait dormir ça serait un pain bénit. Ça va, vas-y. »

— Je le fais venir de loin, monsieur Boromé, parce qu'il y a beaucoup de choses à dire avant de dire le principal, et, au fond, le principal c'est tout l'ensemble, vous allez voir.

— Je verrai, mon vieux, ne t'inquiète pas.

— Voilà donc. Il faut que je vous demande d'abord comment vous avez fait quand la terre est remontée sous vos pieds. Vous voyez, on ne sort pas de la chose. On est en plein dans notre histoire.

— Si c'est donc, comme ça, au deuxième matin que tu veux commencer, voilà qu'on a entendu le délivrement de la terre et les vergers d'autour de l'église ont commencé à sortir des eaux. A mesure c'était la pointe d'un arbre, puis de deux arbres, puis tout un arbre, puis tout deux arbres, puis tous les uns après les autres, alignés ou plantés dans les champs. Alignés le long des chemins qui peu à peu eux-mêmes sortaient des eaux comme des ruisseaux, avec le long ruissellement des eaux sur les pentes de leurs dos noirs, puis la boue luisante, puis les flaques dans les creux, puis les flaques coulaient et les chemins boueux se sont allongés au pied des arbres avec le reluisant de la naissance fraîche, pendant que les champs avaient fait pareil, mais où il restait quand même d'assez grands marécages. Voilà. C'est ça qu'on a vu.

— Et alors vous êtes partis.

— On a attendu le gel. Ça a été l'affaire d'une heure ou deux et à ce moment-là en même temps on a vu toute l'allongée sèche du chemin à flanc de vallée jusque dans les lointains qui touchaient Villard-le-Château. Alors à ce moment-là, oui on est parti.

— A flanc de vallée?

— Oui. Les eaux étaient encore sur le reste.

— Alors, précisons bien. C'était l'ancien chemin des Leppaz? C'est d'une grosse importance.

— C'était ce vieux chemin-là exactement avec ses ronces renaissantes et qui avait maintenant des fruits de boue gros comme des melons dans toutes les fourches de branches.

— Et c'est par là que vous êtes parti?

— Exactement.

— Vous êtes donc passé par Côte-Bonne?

— Exactement Côte-Bonne.

— Et comment sont les champs de ce côté?

— Presque pas touchés, comme neufs.

— Et, par exemple — peut-être vous n'avez pas fait attention à ça parce que pour vous ça n'avait pas d'importance, mais pour moi ça en a, vous verrez — par hasard vous n'avez pas regardé une pièce de terre qui se trouve juste entre le vieux chemin de Leppaz et les prés proprement dit de Côte-Bonne, touchant les pâtis de Glomore, là, jusqu'à l'ancien vivier à truites?

— Précisément je l'ai regardée, et justement à, cause de l'ancien vivier à truites, parce qu'il était rasant, plein d'une eau claire où la glace commençait à dormir.

— Ce champ-là, vous pouvez me dire comment il est?

— Tout neuf. Comme si le bon Dieu s'en était occupé lui-même.

Saint-Jean regarda Sarah.

— Elle dort, dit Boromé.

— De temps en temps elle ouvre un peu les paupières, dit Saint-Jean.

— Elle dort comme ça quand elle est fatiguée. Ne t'inquiète pas, ça va. Donc, si ça t'intéresse, ce champ-là je l'ai vu et bien vu. Je l'ai encore dans l'œil. Tout neuf. Tu pourrais le labourer demain si tu voulais.

— C'est que précisément il est à moi.

— C'est de la bonne cachotterie ça, dis donc! C'est une bonne affaire.

— Ça n'était pas une question d'affaire. Il me le fallait. J'y suis allé droit dessus.

— Ça fait que tu as dû le payer un peu trop.

— Mais je l'ai eu.

— C'est qu'alors il y avait autre chose?

— Oh! bien, vous savez, peut-être pas tant que ça, comme vous disiez, mais, voyez-vous, il y allait de toute ma vie.

— Alors, dis-moi ça,

— Je vais m'installer.

— Quel brouhaha ici dedans, et là-bas dehors avec ces chiens qui hurlent. Et tout à l'heure les hommes chantaient qui

apportaient la farine. Ah! c'est quand même un drôle de bouleversement tout ça. Alors tu vas donc t'installer?

— Je vais bâtir une maison, là, sur ces champs que vous avez vus: si vous dites qu'ils sont comme ça, enfin, pas trop sales ; comme la main de Dieu. Je vais bâtir; enfin, quand je dis bâtir, je vais la faire. Parce que, je vais la faire en bois. Pour commencer.

— C'est une bonne idée. Mais, fais donc un premier mur solidement en pierre jusque vers les deux mètres au-dessus du sol. Tu m'en remercieras.

Qu'est-ce qu'il leur prend, à tous ces chiens, avec ce gémissement de la mort, là? Alors, cette nuit, Château est comme une fabrique à foulon avec tous ces brassements de pétrin? Ça doit être le ronflement des fours qui leur fait peur. Écoute-moi ça si ça hurle.

— Je veux créer un foyer, monsieur Boromé.

— C'est une bonne idée, je te dis.

» Ils s'y sont tous mis à la fois à ce travail qui est somme toute paisible. Qu'est-ce qu'il y a de plus paisible que le travail du pain? Tu comprends? Enfin, c'est le plus paisible de toute la paix, le pain! Et, écoute-moi ça tous ensemble! Tiens, baisse-toi, touche le plancher de bois, là par terre. Ça tremble. On dirait une bataille de Josué. »

— Oui, le plancher tremble comme si c'était le tremblement de la terre.

— C'est le ronflement du feu dans les fours. C'est le brassement de la pâte dans les pétrins. Je n'avais jamais entendu tout un village en train de faire le pain. Je ne l'avais jamais entendu dans cet état. Je ne connaissais pas encore toutes les exigences de la vie.

— Les trois premières années je ferai du seigle...

— Tu vois trois ans à l'avance?

— Je vois cent ans en avance.

— C'est beaucoup.

— Je ferai du seigle parce que je veux, ces années-là, faire un petit élevage. A ma mesure. J'ai gardé pour acheter deux de ces vaches de Vallognes qui ont le ventre rouge. Je veux établir mes fondations dans le ventre de ces vaches-là.

— C'est à toi d'en parler, le tueur de taureaux! C'est beaucoup cent ans!

— Il me faut une longue paix, monsieur Boromé. Il me faut une paix bien plus longue que la vie. C'est pourquoi je vous dis cent ans. Et des taureaux il y en aura encore. Il y en a toujours des nouveaux pour le ventre rouge des vaches. Ces trois premières années, je veux que nous ayons de ces beaux petits veaux étonnés qui sont toujours comme s'ils sortaient leur tête d'un orage tout chaud et humide.

— C'est rigolo. Moi aussi j'aime beaucoup l'œil des petits veaux.

— La quatrième année, il me faudra bouleverser les éteules de fond en comble à la charrue noire qui sera bien tirée par au moins mes bœufs de trois ans...

— Je te revois couvert de sang dans tes poils tout nus; quand tu étais debout à côté de ce taureau mort et qui tremblait encore au delà de la mort comme maintenant ce plancher de bois sous nos pieds.

— Je me revois aussi, monsieur Boromé, je me vois. Je vous dis bien, il me faudra la charrue noire, la claire n'irait pas assez profond. Je retournerai l'éteule de fond en comble. J'ai le temps et les bœufs aussi. Alors, je ferai des patates. Je me vois. Ah! je vois bien ces champs-là. Bougre, si je les vois! Et le retournement qu'il faut qu'ils fassent, dessus dessous, de temps en temps comme ma main, vous voyez, là? Dessus, dessous, du seigle, des patates, des racines rouges, des betteraves, je le vois bien. C'est une question de force. C'est une question de patience. Mais même pas. C'est tout simplement une question de vie sur cette terre. Patience? Pourquoi patience? Ça serait donc l'impatience d'avoir fini? Quand justement moi je vous dis cent ans pour dire que ça ne finira pas. Une fois là, moi, je veux rester là. Et comme je serai. Enfin, comme je serai à ce moment-là; quand j'aurai fait ce qui me reste à faire. C'est pourquoi je vous ai dit tout ça. Nous ne parlons pas trop fort?

— Non, ça va, là; c'est entre nous.

— J'avais peur d'avoir parlé trop fort. Quand on a comme ça quelque chose qui vous tient...

— Non, non. Tu as dit ça comme si ça ne regardait que toi et moi. Tu t'es approché de ma barbe. Non, ça va bien comme

ça, vas-y. Tu vois, elle s'est accoudée dans les sacs de farine et je crois que maintenant elle dort tout à fait.

— Je ne veux pas que ça, monsieur Boromé, ça ne serait guère. Ce sont des choses que vous allez comprendre, vous allez voir. Je veux prendre votre exemple.

— On ne peut pas prendre mon exemple.

— Non, mais je veux vous faire comprendre ma raison qui est comme la vôtre. Plus forte que la vôtre.

— Elle est sûrement plus forte.

— Réfléchissez. Qu'est-ce que vous voulez que je fasse d'une maison? Et d'un champ, moi, qu'est-ce que vous voulez que j'en fasse? Et m'enchaîner à un pays alors que précisément je suis comme du vent? Je ne suis pas d'ici, vous le savez? Non, je suis d'au-dessus de Vallognes, mais bien au-dessus... Alors, qu'est-ce que vous voulez que je fasse d'une maison ou de n'importe quoi? S'il n'y avait pas autre chose. Vous voyez ce vent-là qui devient subitement comme de la semence de taureau et qui veut couler dans le ventre des vaches pour fructifier? Vous voyez ça sans raison d'autres? Réfléchissez, monsieur Boromé.

— Je te suis, mais attends : as-tu mangé? Je te demande ça, parce que je te sens exalté comme quand on contient la faim.

— Oui, j'ai assez mangé. Attendez, je mangerai tout à l'heure quand j'aurai fini. Oui, j'ai faim, mais attendez. J'ai des prés à Côte-Bonne. Ma pièce va jusqu'aux lisières de la forêt, toutes les pâtures du dessus. Voilà où j'ai l'intention de bâtir; tournant la main vers la première corne du bois noir, là où la courbe des pâtures descend et puis remonte un peu avant de mordre dans les labours, là. Je compte établir les barrières en front du chemin et franchement au carré des murs de la maison. Mes vaches marcheront paisiblement dans deux herbes et la montée leur donnera des jarrets et du souffle et ça leur épaissira l'attachement des mamelles, comme vous savez. Je ne veux pas qu'elles aient ce floquement des mamelles dans les pattes et ces allongements de tripes à lait qui s'en vont des fois traînasser dans les bouses. Je veux qu'elles soient laitières mais durement, vous comprenez? Non, peut-être vous ne comprenez pas parce que c'est un peu spécial. Vous me direz : « Ça n'a rien à faire avec le lait. » Enfin, parce que ça doit vous étonner que je parle comme ça.

— Je te comprends. Je ne suis pas étonné du tout. Je suis comme toi, j'aime que les bêtes soient belles.

— Alors vous voyez, en plus de tout ce que je vous ai déjà dit, notez cette beauté-là puisque ça vous touche, le souci de cette beauté-là, l'envie, vous parlez de manger, l'envie comme de manger, tenez, l'envie de cette beauté. Alors, franchement pour cette espèce de courant d'air qui s'en allait d'une forêt à l'autre dans les chantiers, qu'est-ce que vous voulez que ça lui fasse cette beauté? Mais non, précisément, ça lui fait parfaitement.

— Les mêmes soucis...

— Qu'est-ce que vous dites?

— Je dis que j'ai les mêmes soucis.

— Alors vous me comprenez?

— Comme tu me comprendrais si je t'expliquais mon cœur moi aussi.

— Ah! puisque vous parlez de cœur, vous me facilitez. C'est ça, toute l'affaire. Il n'est pas question d'autre chose que du cœur. Tout ce que je vous ai dit depuis le commencement de la pièce de terre où je vous ai demandé si elle était propre jusqu'à maintenant où, vous voyez, il y a la maison peinte en blanc, les seigles et les vaches, rien ne pourrait s'expliquer, pour moi. Non, rien. Mais je vous dis, c'est le cœur, et alors voyez comme tout s'explique et voyez comme j'ai le droit, monsieur Boromé. C'est le cœur.

» Je veux faire un ménage. Je veux créer un ménage. J'en ai assez. S'il n'y a qu'à travailler pour moi, je n'ai pas pas besoin de toute ma vie pour travailler pour moi. J'ai qu'à me coucher. Je travaillerai toujours assez pour moi. Je n'ai qu'à rouler une cigarette, je travaille pour moi, tenez. Je n'ai pas besoin de tant, moi. Alors, vous croyez que je vais passer toute la vie à travailler pour moi? Non! »

— Tu as travaillé pour les autres.

— Bien oui, vous voyez, j'ai travaillé pour les autres, mais ce que je voudrais, c'est que les autres soient à moi. C'est une drôle de façon de dire, mais c'est ce que je veux dire. Je vais créer un foyer, monsieur Boromé, je vais prendre une femme et malgré tout — je veux dire l'âge — je vais avoir des enfants. Je vais avoir des enfants tant qu'elle voudra, et elle voudra,

allez, elle voudra autant que moi j'en veux. Je veux qu'on soit nombreux. Je veux qu'ils soient nombreux, ceux de moi-même, à se servir de mon travail dans les prés et les champs, dans tout l'encerclement des barrières blanches de ma maison.

Boromé siffla entre sa barbe.

— Tu marches précisément au milieu de tout ça, dit-il, avec ta démarche de dynamiteur; comme si tu jetais la dynamite autour de toi, en faisant plier les genoux à tout : nature et compagnie. Comme si tu avais grandi à la grandeur des choses qu'on ne peut plus mesurer de haut en bas d'un seul coup d'œil. Tu fais plaisir à voir.

» Tu as quel âge? »

— Dans les quarante.

— Et elle?

— A peu près.

— Tu as raison.

— Il y a longtemps que nous avons envie l'un de l'autre. Elle m'aime et moi aussi.

— Alors, passe sur tout, n'écoute rien, fais tout plier, n'écoute personne, écrase tout le monde, fais-le! Moi... Tu allais parler?

— Non, allez-y, moi je n'ai presque plus rien à dire.

— Moi non plus, ça n'était rien. Ça n'avait aucun rapport. C'étaient des choses de ma vie à moi que j'allais te raconter.

— Dites.

— Approche-toi.

Il vit les gros yeux comme charnus sous les ronces noires des sourcils. Ils reflétaient la porte ouverte du four et la braise blanche. Ils étaient d'une profondeur énorme et, au fond était une vie volontaire. Il s'approcha de la barbe toute fleurie des reflets du feu; dans les profondeurs de la barbe, il vit la chaire claire de l'homme qu'elle ensevelissait.

— Tu sais combien j'ai eu de femmes, moi? Puisque tu parles de femmes.

— Non.

— Vingt-huit. Et que je meure sur place si c'est seulement vingt-sept. Je ne compte pas la mienne. C'était une femme en bois, comme la croix de la procession. Vingt-huit. Je sais tous

les noms et toutes leurs saisons. D'abord, presque toutes les femmes de moisson. Et tu sais combien j'ai d'enfants?

— Non.

— Des véritables, pas de ceux qu'on prétend. On t'en met toujours d'extraordinaires. Des vrais j'en ai trente-quatre, encore vivants. J'en ai eu trente-sept en tout. Ça ne fait pas une grosse proportion de morts et encore là-dedans il y a eu Alphonsine qui s'est noyée dans le lavoir. A peine deux morts de maladie. Ils étaient chevillés comme du fer. Ils le sont encore. Mais, au début, chevillés comme du fer. Tu aurais pu attraper la femme par les pieds et la secouer dans le vent comme un drapeau, elle avait son petit, elle le gardait. Trente-quatre! Écoute. Regarde ce bataillon. Tu les vois tous là, alignés et moi en tête? Je suis un capitaine. Regarde ça. C'est tout sorti de moi. Je peux te dire où ils sont. De même que je revois, pour chacune des femmes la saison où elle était chez moi. Non pas l'époque, la saison. Je n'ai qu'à me dire un nom. Je vois la saison et la couleur des plantes, et les cris des bêtes, et le bruit du travail de ces mots-là, avant de voir la femme. Puis je la vois. Ce n'est pas le nom qui me la fait voir, c'est la saison. C'est le goût tout de suite que j'ai dans la bouche qui est le pré ou la poussière de l'aire, ou bien le froid avec le coup des fléaux qui frappent. Il y en a même qui sont de la même année, tiens, Françoise et Marguerite. Françoise est partie de Grangebelle avant même de savoir qu'elle était enceinte; eh! bien, je les sens toutes les deux à des regains. Françoise est de la première coupe des prés; elle sent l'herbe longue. Marguerite est de la deuxième coupe; elle sent l'herbe courte, là, tu sais le sainfoin et le trèfle gras. Voilà. Et comme ça, répandues sur toute ma vie, comme si on les avait semées, comme si la saison les apportait comme des hirondelles. Ce qui était un peu le cas, somme toute, parce qu'à certain matin on en voyait sortir des troupes du chemin creux. Elles approchaient de la barrière et elles restaient là, sans oser ouvrir, une main sur la barrière, l'autre tirée en bas par le baluchon. Avec des fichus autour de la tête, regardant sans rien dire toutes mes terres de l'autre côté de la barrière où elles étaient appuyées. Comme des hirondelles, lâchées sur les chemins parce qu'on avait dit le mot de moisson par exemple. Elles appelaient : « Patron! Maître! Pa-

tron ». Et j'arrivais. Hortense, tiens, elle est de la moisson, celle-là. Elle est d'une moisson; d'une moisson un peu rouillée. De cette saison-là il y en a beaucoup. C'est même de cette saison-là qu'il y en a le plus. Je les distingue les unes des autres, moi, avec un système de minotier, à des différences de goût de poussière de blé et même de poussière de paille. Celles des moissons sont les plus importantes. Il y en a là dedans qui m'ont fait deux, trois enfants, qui sont venues et revenues, quand l'aube d'août fume sur les éteules, avec cette odeur de rosée bouillante. Le capitaine! Tu me vois marchant à travers les bosses de la terre devant cette armée fédérale. Les enfants et leurs enfants, et leurs femmes, et leurs maris, et leurs familles, et le travail qu'ils font maintenant sur la terre! et leur acquis, et leurs biens; et quelques-unes de ces vingt-huit femmes qui sont encore vivantes, regarde ça! Qui se répand dans les champs comme l'eau de source. Regarde-moi ça s'il y en a des mains et des poignets capables de tenir le manche de la faucille comme je tenais le manche de la faucille, et qui glanent comme la mère glanait, et qui labourent comme je labourais, qui marchent avec mon pas, qui parlent avec des moments ma voix, qui rient avec mes dents, qui frappent les mottes avec mon coup de pied. Tous ces enfants maintenant tous chargés de famille et qui se répètent à travers les champs et les bêtes tous les gestes de ces vingt-huit femmes et les gestes de ce père unique. Le capitaine, moi, devant, portant le drapeau sur lequel il y a écrit : « Solitude »,

La bouche s'ouvrait et se fermait dans la grande barbe avec une lente éloquence. Elle dit encore :

— Solitude.

— Monsieur Boromé, dit Saint-Jean.

— Oui, monsieur Boromé, Seul. Toutes ces femmes égalisées autour de moi comme de la poussière, voilà ce que je voulais te dire. Il y a ce qu'on voit de là-bas — il toucha du doigt la poitrine de Saint-Jean — et il y a ce qu'on voit d'ici — il toucha sa propre poitrine.

» Approche-toi ».

Il sentait le tabac sauvage et la forêt.

— Le pauvre M. Boromé, dit-il.

Oh! il savait qu'on l'appelait le riche. Riche de quoi? De ces

quarante ans de femme sèche et de ventre sourd? Riche de regarder cent fois et cent fois ses barrières du fond du champ pour voir s'il ne s'y appuyait pas ces femmes de la route avec leurs fichus qui repartiraient sur la route, avec leur ventre garni, mais elles repartaient. Et va, toi, dans la profondeur des routes, toi le riche, avec ta femme, l'invalide au ventre de bois! Qu'ils aient leur compte de richesses, ceux de Villard; ils l'avaient fait et ils comptaient dans ses richesses les granges et les champs et ils écoutaient dans les nuits d'été le ronflement des tarares, là-bas sous les grands feux, sur les terres de M. Boromé. Le Riche. Riche de quoi? Sans tendresses et sans affection, avec l'invalide au ventre de bois qui était là dans le lit comme une sauterelle de fer, avec des jambes de scie et des reins où tu voyais sous la peau un os comme une monture de lunette avec deux trous où venaient s'attacher les os des jambes par des nerfs que tu voyais sous la peau comme des ficelles. Un bruit sec de doigts qui se frottaient, le pouce contre l'index avec juste entre les deux doigts l'épaisseur d'un écu. Qu'est-ce que tu veux faire, toi? Qu'est-ce qu'il faisait, lui? (et ses mots soulevaient une odeur sauvage comme une course de de poulains dans des forêts pourries) qu'est-ce qu'il faisait? Il se levait, il sautait du lit. Il s'en allait solitaire dans l'ombre de la nuit où d'ailleurs quand on m'entendait on fichait le camp d'autour de moi en chuchotant : c'est le patron, c'est le patron, quand ils entendaient que je me battais les houseaux avec ma badine comme un loup qui se joue du tambour sur ses côtes. Qu'est-ce qu'il faisait, lui? Qu'est-ce que tu veux faire, fondant de désir de gentillesse, d'envie de n'importe quoi, rien, une caresse sur le dos de la main, rien, un mot, rien n'importe quoi fondant : alors que ce qu'ils entendaient de ce battement coléreux de badine sur les houseaux ça n'était ni colère ni rien, ni méchanceté ni rien, mais impatience, une malheureuse, une pauvre impatience toute perdue dans la nuit. Qu'est-ce qu'il faisait? Ah! Une de celles-là, des barrières-là dans la paille, la pauvre paille là dehors, sans murs, ni maisons, ni rien; jamais autant riche; avec des fois des ventres dans mes deux mains, chauds et souples, ronds, doux, terribles comme la mappemonde des écoles, la mappemonde l'été quand la fenêtre de l'école est ouverte et que tu vois, là-bas dedans, le

pauvre petit garçon à qui on dit : tu vois, ça c'est l'Amérique, ça c'est l'océan, l'océan Pacifique! Pacifique!

Oui.

Tout le temps de ma vie j'ai été ce type-là, solitaire dans la nuit et qui se frappe les houseaux avec sa badine comme un balancier d'horloge, impatient et pauvre, debout dans la ruelle des soues à cochons, tandis que là-haut dans le lit est couchée l'invalide au ventre de bois et qu'elle a allongé dans les draps ses jambes attachées à un os à lunette et qu'au ras des draps, là, entre ses deux doigts secs, elle fait glisser des écus de rêve. Tape, tape sur les houseaux, ça compte le temps. Qu'est-ce que tu attends du temps? qu'il passe? Il passe, ne t'en fais pas. Tu attends qu'il soit tendre? Attends. Tape, tape sur ta jambe de cuir, là, derrière les grandes soues aux bienheureux cochons. Attrape donc tes Amérique qui sont en carton bleu. Celles qui ont poussé les barrières pour entrer les tireront derrière elles pour sortir. Tape sur tes houseaux avec ta badine, dans le mesurement du temps de ton combat, soldat des soues à cochons, pauvre combattant des soues à cochons.

C'était lui maintenant qui demandait s'il n'avait pas parlé trop fort. Non, il avait toujours parlé de sa voix sombre. Car, depuis trois ans le temps s'était arrêté de compter les coups de combat sur sa jambe de cuir. Ah! maintenant il avait un vrai océan pacifique qui lui coulait dans les doigts et le long des bras et qui ruisselait vraiment d'une mappemonde vivante. Non, il ne parlait pas fort du tout et, au contraire, il fallait écouter les mots au fond de sa barbe qui était comme une barbe de silence. C'était une barbe de silence et de paix et vraiment il s'était élargi terriblement au-dessous d'elle dans sa pleine force depuis trois ans. Il tourna lentement la tête pour regarder Sarah et Saint-Jean n'avait, sans bouger, qu'à relever les yeux pour voir Sarah. Depuis Sarah ça avait été tout le ruissellement de l'océan pacifique. Elle dormait, s'étant un peu abandonnée, renversée en arrière, le bras jeté tout doucement le long de sa tête avec la main pendante dans ses cheveux dénoués. Une arche de chair toute affectueuse partait de ses seins et gonflait son corsage jusqu'à son cou découvert et là elle s'enracinait affectueusement dans les douceurs de la mâchoire

et de la joue avec le reflet du four, il semblait qu'il y avait là un petit battement violet comme un reflet du cœur, comme un petit oiseau violet et peureux blotti en boule, là, dans l'ombre de la joue.

— Je ne veux pas parler d'elle en même temps que de celles des barrières. Elle est pour moi ce qu'est ta femme.

— Non.

— Si.

— Vous avez trente ans de plus qu'elle.

— Alors, tu vois bien, elle est encore beaucoup plus.

— Si on vous l'enlevait, vous vous battriez?

— Non, je mourrais.

— Comment, vous mourriez? Non, vous ne mourriez pas? Vous mourriez pour ça?

— Et pourquoi crois-tu qu'on meurt? Tu ne mourrais pas, toi?

— Non.

— Tu as un peu hésité, mais tu l'as dit. Je savais que c'était non. Tu es trop fort.

Enfin, elle est votre servante. Si elle partait de son gré...

— Je lui ferai comprendre que maintenant je mourrais.

— C'est cette mort qui me gêne!

— Elle ne me gêne pas du tout, moi; je n'aurais jamais une meilleure occasion. Je n'ai jamais rien eu dans toute ma vie sinon du malheur et du plus mauvais, de celui qui n'attire même pas la pitié, une sorte de misère qui m'a fait devenir goulafre. La grosseur que j'ai n'est jamais que l'épaisseur des boîtes qui me gardent au fond de moi mon petit malheur vide et pauvre. Tout d'un coup — et à un moment de la vie où normalement il n'y avait plus d'espoir que celui de crever seul dans la plus haute ferme du territoire — le bonheur arrive. Et il arrive sans qu'on le cherche. Il arrive, il s'installe, il reste là, et au bout d'un certain temps il dit à voix basse : je suis le bonheur. Je me dis : alors quoi, mais quoi? Et je suis obligé de reconnaître, c'est vrai, c'est le bonheur, c'est ça. Et alors, tout d'un coup, tout gueule : c'est le bonheur, bonheur tu es heureux. Tout le gueule là-haut dans notre solitude où je suis seul avec elle à entendre toute cette proclamation. Alors, qu'est-ce que tu veux que ça soit, pour moi, les mots

que tu dis : servante, partir, mort? Depuis un moment nous ne parlons plus la même langue. Je ne te comprends plus et tu ne peux pas comprendre ce que je dis. Ah! c'est une belle tour de Babel! C'est la plus belle!

— Oui mais enfin, justement, si elle est si importante pour vous, vous devriez vous battre. Enfin, vous battre, vous comprenez! Qu'on soit devant quelque devant chose! Vous ne manquez pas d'armes!

— Tu vois, c'est la tour de Babel. Tu as dit : importante. Elle n'est pas importante. C'est ma vie, tout simplement.

— Vous vous la laisseriez arracher sans vous battre?

— Tu parles de te battre! Tu parles toujours de te battre, avec ta voix âpre. Parce que tu es fort. Moi je ne suis pas fort. Je ne l'ai jamais été, mais maintenant je le suis encore moins. Alors, je m'étends par terre et je dis : frappe.

— Comme un chien devant les pieds.

— Doucement! Oui, comme un chien devant les pieds.

— Je n'ai pas eu l'intention de vous blesser. J'ai parlé plutôt à moi-même. J'ai voulu me représenter ce que vous étiez comme ça, sans défense. Là, maintenant que j'ai faim, et fatigué, avec un mot on voit les choses devant soi comme si elles étaient dessinées. C'est pour ça que j'ai dit : comme un chien.

— Exactement. Tu es libre de faire ce que tu veux. Fais de moi ce que tu veux. Tu es le maître. Je ne me bats pas avec toi, je te laisse battre avec toi-même. Qu'est-ce que je pourrais faire, moi : te déchirer la main? Et puis après? Tu me tues quand même, tu es le plus fort. Alors? Non. J'aime mieux mourir sous de l'injustice. Voilà ce que dit le chien.

— Mais vous ne mourriez pas.

— C'est curieux comme c'est gênant une grande barbe, et de grands yeux, et surtout une grande renommée sur une largeur considérable d'hectares, de forêts et de montagnes. Ça, quand il y en a un qui au milieu de tout ça peut démêler la présence d'un homme, crois-moi que celui-là est fort. Je n'en ai jamais rencontré. Tous ceux qui m'ont parlé se sont toujours adressés à ma barbe et à ma renommée. Jamais à moi. Ah! non, jamais à moi-même. Ils ne me voyaient pas.

» Approche-toi. Tiens, regarde au fond de ma barbe. Regarde je l'écarte avec mes doigts. Tu vois : c'est de l'homme dessous.

Tu as vu? D'abord ça. Ensuite, écoute : je n'ai pas une grande gloire mais celle que j'ai c'est de n'avoir jamais déçu l'espoir de personne. C'est tout. Quel vacarme! Qu'est-ce qu'ils font ici dedans? »

— Ils recommencent à pétrir pour faire encore une fournée de pain après celle-là.

— Oui, quel travail dans cette nuit paisible que tu nous as donnée. Sarah ne s'aperçoit de rien. Elle dort. Je te remercie pour elle de tout ce que tu as fait.

— Vous ne pourriez-pas reprendre votre force pour quelque temps? C'est idiot mais je donnerais ma vie pour que vous soyez brusquement l'homme le plus fort de la terre.

Saint-Jean se dressa.

— Allez, au revoir dit-il à voix basse, ne vous dérangez pas, je vais aller jusque-là, moi.

Deux pas au delà de la porte il entra dans l'ombre.

— Qu'est-ce que vous faites là, dit doucement une voix près de lui?

C'était Marie. Il voyait son visage dans cette nuit toute grillagée de reflets.

— Je gratte mon pouillant, dit-il.

— Ça vous fait mal?

— J'en ai une bonne attaque. Vous n'êtes pas fatiguée, vous?

— De quoi? de pouillant?

— Oh! non, ça ne vient pas tout de suite. De fatigue seulement.

— Je suis déjà habituée, dit-elle, j'en porterais encore tant que vous voudriez de la poudre.

— Il ne faut pas s'habituer.

— Pourquoi?

— Ça gêne pour manger la soupe.

— Qu'est-ce que vous allez faire maintenant? dit-elle.

— Je ne le dis jamais aux petites filles.

— Pourquoi?

— Parce qu'elles sont bavardes.

— J'ai gardé le secret de quelqu'un qui allait mourir — dit-elle.

— Moi je ne vais pas mourir — dit-il. — Je vois des fleurs qui

fleurissent partout. C'est probablement parce que je touche mon pouillant là, avec ma main; c'est fait comme de petites fleurs sèches. Des pâquerettes de chairs mortes qui me couvrent toute la poitrine. Non, non, je n'ai pas envie de mourir. Je n'ai pas envie de mourir. J'ai encore des endroits du corps où il peut me venir de cette fleur-là.

— C'est un homme du village qui est allé mourir, dit-elle; je lui ai donné du lait de ma chèvre; je l'ai laissé partir; je n'ai rien dit à personne. J'aime les secrets. C'est une bonne compagnie quand on est seule.

— Tu es une drôle de fille.

» Je crois en effet que tu dois garder les secrets au fond de toi-même. Tu ne dois les donner qu'à toi-même. C'est vrai, on le comprend quand on te voit à travers la nuit. Alors, ça va, pour la première fois de ma vie j'ai de la chance. Oh! chance! C'est seulement juste. Mais c'est quand même une chance. Il n'y avait pas de raison pour que ça soit juste. »

— Tenez, voilà un secret, dit-elle : vous tutoyez les gens quand vous êtes perdu comme un oiseau; perdu dans les grands rochers.

— Oui, c'est un secret. Je vais t'en donner un autre plus beau :

» Tu embrasseras ta mère. »

Il recula dans l'ombre.

— Pour moi, dit-il, de cet endroit invisible mais tout proche où il s'était retiré.

Elle s'avança et toucha l'ombre avec sa main : il était parti.

JEAN GIONO.

Manosque.

LA POÉSIE PHÉNICIENNE ET SON RYTHME

La Grèce d'abord, l'Égypte ensuite, puis la Mésopotamie ont révélé tour à tour, leur ancienne civilisation, grâce aux fouilles conduites avec méthode. La Syrie, placée au carrefour des routes commerciales unissant ces pays dès une haute antiquité, devait, elle aussi, fournir son contingent de trouvailles. Ce ne sera pas un des résultats les moins heureux du mandat français en cette région que d'y avoir favorisé un incomparable essor de découvertes de premier plan.

Nous savons aujourd'hui que, dès le début du IIe millénaire avant notre ère, et pour les besoins de leur commerce avec la Mésopotamie, les Phéniciens s'étaient installés à Ras-Shamra, sur la côte nord de Syrie, à onze kilomètres au nord de Lattaquié, sur le site de l'ancienne Ugarit. Là, un prince épris des belles-lettres, le roi Niqmad, se constitua une bibliothèque en faisant copier sur l'argile indélébile, lorsqu'elle est cuite au four, les morceaux les plus fameux de la littérature phénicienne.

Les écrivains grecs tardifs savaient qu'avant Sanchoniaton, qui vécut au temps du roi David, le hiérophante phénicien Thabion avait rédigé une mythologie que Philon de Byblos qualifie d'allégorique, parce que, sous les traits de dieux et de héros, elle mettait en scène les forces de la nature et le jeu des saisons. Il est vraisemblable que les belles fouilles menées par MM. Schaeffer et Chenet, depuis 1929, sur le site de Ras-Shamra, nous ont restitué une partie de l'œuvre de

Thabion. Les tablettes, mises au jour, répondent à la définition de Philon et constituent des récits mythiques qu'avec un zèle et une science des plus méritoires, M. Virolleaud nous fait peu à peu connaître. Or, ces grands récits se présentent sous la forme de poèmes. On est d'accord sur ce point, mais on ne s'est pas encore avisé de préciser les règles qui régissent cette poésie.

A vrai dire, il peut paraître aventuré d'aborder un tel sujet, alors que l'écriture alphabétique, employée par les Phéniciens, ne nous ayant conservé que les consonnes, la restitution des voyelles ne va pas sans quelque arbitraire. Nous ne pouvons ni déterminer avec certitude le nombre des syllabes, ni distinguer à coup sûr les voyelles longues des brèves. Comment, dans ces conditions, restituer des règles poétiques?

La poésie, du moins la véritable poésie, ne se plie pas uniquement à des règles impitoyables de quantité. Aux hautes époques, tout au moins, la scansion est assez fantaisiste et l'on reconnaît de plus en plus aujourd'hui que le rythme est l'élément essentiel de la poésie[1]. Ce sont les règles rythmiques de la poésie phénicienne que nous nous proposons de retrouver.

Un point d'appui nous est fourni par la poésie hébraïque dont la langue est si voisine du phénicien. Toutefois, les questions que soulève la prosodie hébraïque sont à ce point controversées qu'on n'a même pas pu se mettre d'accord pour y définir l'unité métrique. Aussi, pour ne présumer en rien de la solution à intervenir, ne parlerons-nous que de stiques (mot par lequel les Grecs désignent le vers), laissant indéterminé le point de savoir si le vers hébraïque est formé d'un stique ou s'il est distique et marqué vers son milieu par une césure.

Nous partirons des données les plus simples sur lesquelles les biblistes se sont accordés et qu'on trouvera exposées avec clarté par un hébraïsant particulièrement compétent pour avoir suivi de près les travaux des spécialistes. Nous voulons citer le chapitre « Mètres et strophes » du *Livre de Job* (1926) de Dhorme ou encore son volume intitulé la *Poésie*

1. Voir Maurice Grammont, *le Vers français, ses moyens d'expression, son harmonie*, 2e édit., Paris, Champion, 1913.

biblique, paru chez Grasset, en 1931. La tendance qui s'affirme de plus en plus chez les hébraïsants à n'accepter que des règles simples et larges, est d'autant mieux en situation à Ras-Shamra que les poèmes phéniciens fournis par ce site remontent à une haute époque, exactement au XIVe siècle avant notre ère.

La poésie de l'Ancien Testament n'est pas réglée par le nombre des syllabes, mais par celui des accents toniques sur lesquels on ne peut hésiter, car ils sont notés dans le texte par les massorètes. Comme chaque mot porte un seul accent tonique sur la dernière syllabe ou sur la pénultième, on voit que, pratiquement, le nombre de mots fournit le nombre d'accents toniques. A ceci près, cependant, que deux mots liés par l'état construit — correspondant à deux mots liés par notre préposition *de* — ne portent qu'un accent proprement tonique et ne comptent par suite que pour une unité.

Le stique hébraïque comporte le plus souvent trois accents toniques[1], autrement dit trois mesures rythmiques. Chaque stique constitue une proposition.

Les textes de Ras-Shamra n'étant pas vocalisés ni accentués nous ne pouvons tenter de leur appliquer la règle précédente qu'en fonction du nombre des mots. Mais le résultat est convaincant, car nous constatons immédiatement qu'ils se décomposent en stiques à trois temps comme dans la poésie hébraïque. Ce sont ces temps rythmiques que nous indiquerons dans notre traduction par un trait vertical.

A ce rythme des mots, la poésie biblique superpose le balancement de la pensée qu'on appelle le parallélisme, c'est-à-dire que deux stiques se répondent soit pour répéter la même idée au moyen de termes synonymes, soit pour formuler une opposition ou antithèse. Il en va de même dans la poésie phénicienne de Ras-Shamra. Le traducteur moderne y trouve une aide précieuse, à moins qu'il ne bute à un écueil, car il n'est pas toujours aisé de discerner s'il y a analogie ou antinomie.

Bien que les scribes de Ras-Shamra se soient peu préoccupés de faire coïncider les lignes de leurs tablettes d'argile avec les stiques, il est généralement facile — quand on est parvenu

1. Dhorme, *le Livre de Job*, p. CXLVIII.

à une lecture exacte — de dégager les stiques, puisque, comme nous l'avons dit, ils constituent toujours une proposition, sauf dans le cas d'une énumération qui peut se prolonger sur le stique suivant. Ainsi, quand on a abouti à une bonne traduction, le compte des accents toniques, qui commandent les mesures rythmiques, ne souffre généralement pas de difficulté. On peut même avancer qu'une bonne lecture se reconnaît à ce que le nombre des temps rythmiques se détermine aisément d'après les règles que nous allons préciser. C'est le cas du stique I AB, I, 7-8 [1] que nous donnons en transcription et en traduction :

wtb'u qrs—mlk 'ab—snm

Et tu entreras | (dans) le pavillon du Roi | le père des années.

Les traits d'union du texte groupent les mots à l'état construit. On compte donc trois temps rythmiques dans ce stique. Quand trois ou quatre mots sont liés par l'état construit, autrement dit quand se présente une cascade de génitifs, la parole ne peut se contenter d'un accent rythmique ; un second accent intervient qu'il faut compter pour tel. On en trouvera des exemples ci-après.

Ainsi, les éléments essentiels de la poésie hébraïque, rythme à trois temps et parallélisme, se retrouvent dans la poésie phénicienne ; on peut même dire qu'ils y apparaissent avec plus de netteté et cela tient probablement à ce que les poèmes bibliques ont subi au cours des siècles des altérations plus ou moins graves, tandis que nous possédons une copie authentique du texte phénicien. Voilà une constatation dont il faudra tenir compte dans les discussions sur la prosodie hébraïque.

Dans les textes de Ras-Shamra, le poète manie ces deux éléments, rythme et parallélisme, pour donner de la couleur et du mouvement à son récit ; il est particulièrement attentif à éviter la monotonie du rythme. A cet effet, il use de stiques à deux *(dimètre* [2]*)*, trois *(trimètre)* ou quatre *(tétra-*

1. Cette notation désigne le premier poème d'Aliyan Baal qu'a fait connaître M. Virolleaud, dans *Syria*, XII (1931), p. 193 et 350. Pour la discussion du texte et des exemples fournis ici, nous renvoyons à notre étude : *le Mythe de Baal et d'Aliyan*, dans *Revue de l'Histoire des Religions*, 1935, fascicule I.

2. A l'exemple de Maurice Grammont, la mesure que nous envisageons ici n'est pas le *pied* grec, mais la mesure rythmique.

mètre) accents rythmiques ; nous rencontrerons même un *monomètre*. Toutefois, comme nous l'avons déjà indiqué, le rythme à trois temps est le mètre courant, et nous pouvons juger que la poésie phénicienne du XIVe siècle avant notre ère était déjà d'un art raffiné à ce signe que le poète ne modifie le mètre qu'à bon escient, quand il veut marquer une intention particulière.

Ainsi, le stique à deux temps, succèdant à un stique à trois temps, détermine un repos, comme le ferait un signe de ponctuation. Par suite, il marquera, généralement, une conclusion, ou tout au moins une fin de phrase. Cette observation est d'ordre général. Un stique plus court, et partant plus rapide, marque un repos parce que le récitant, lancé sur le rythme à trois temps et rencontrant un stique à deux temps, supplée instinctivement au troisième temps par une pause.

De même, si le poète phénicien use volontiers du parallélisme, il évitera la monotonie et l'allongement démesuré du récit en ne s'astreignant pas rigoureusement à cette règle, et cela montre l'erreur des biblistes qui ont corrigé leur texte, parfois rudement, pour le plier à un parallélisme absolu. Non seulement le poète phénicien échappe au parallélisme, quand il marque le changement d'interlocuteur ou donne une indication scénique, mais souvent, et d'une façon systématique, le parallélisme n'intéresse que deux stiques sur trois.

Pour donner un schéma vivant de ces règles, considérons deux vers des *Châtiments :*

A Toulon, le fourgon les quitte, le ponton
Les prend ; sans vêtements, sans pain, sous le bâton.

Un poète de Ras-Shamra, négligeant la rime, aurait coupé en trois stiques :

A Toulon, | le fourgon | les quitte,
le ponton | les prend ;
sans vêtements, | sans pain, | sous le bâton.

Sur trois stiques les deux premiers sont en parallélisme. Le second stique à deux temps est suivi d'une pause que le poète a nettement indiquée par la ponctuation. Le troisième stique reprend le rythme à trois temps. Dans cette décom-

position nous n'avons pas trahi les intentions du texte et nous constatons que le sens inné du rythme chez Hugo rejoint le système rythmique phénicien. Le point et virgule qu'il a noté après le second stique souligne la distance qui sépare le langage poétique de l'écriture en prose.

Si, dans nos textes, le parallélisme était d'application constante, on pourrait en conclure que deux stiques constituent ce que nous appelons un vers muni d'une césure ; mais ce n'est pas le cas. Stique et vers paraissent se confondre, ce qui, d'ailleurs, satisfait l'étymologie.

Abordons un exemple qui rendra compte du mécanisme que nous venons d'exposer. Baal, dieu de la foudre, est descendu aux Enfers et il donne des instructions à son fils Aliyan pour que celui-ci vienne le rejoindre en emportant ses propres attributs divins et aussi ceux de son père :

Je disposerai | l'encens | pour les dieux de la terre.
Et toi | prends | tes nuées,
ton vent, | ton vase jaillissant, | tes pluies ;
avec toi | les sept | serviteurs,
les huit | sangliers.

Le dernier stique à deux temps, interrompant une suite de stiques à trois temps, marque un repos que nous notons dans la traduction par un point. En effet, Baal arrête ici l'énumération des attributs qui appartiennent en propre à son fils. Il reprend le rythme à trois temps pour mentionner les attributs qui lui sont particuliers :

(Prends) avec toi | ma masse d'arme | (qui est dans) le temple de lumière,
avec toi—ma lance | (qui est dans) le grand temple [1].

Précisément, une grande stèle découverte dans le temple de Baal à Ras-Shamra par M. Schaeffer, nous montre ce dieu brandissant la masse d'arme dans la droite et frappant le sol avec sa lance [2].

1. I AB, V, 5-11 « Temple de lumière » et « grand temple » sont des expressions parallèles pour désigner le ciel. Comparer Baudelaire dans le sonnet des *Correspondances :* « La Nature est un temple... » La langue poétique de Ras-Shamra est fortement elliptique et oblige aux indications complémentaires que nous mettons entre parenthèse.

2. Schaeffer, *Syria*, 1933, p. 7 et pl. XVI.

L'emploi du stique à deux temps, pour marquer, en somme, la ponctuation, est d'usage courant ; en voici un autre exemple :

Kousor | et-Hasis | répond :
« Écoute | ô Aliyan, | (fils de) Baal,
« comprends | ô chevaucheur des nuées ;
« certes je mettrai | une lucarne | dans le sanctuaire,
« une fenêtre | au milieu du temple [1]. »

Une systématisation de la règle, qui combine le dimètre et le trimètre, apparaît dans la lamentation ou *qinah*, tout comme dans la poésie hébraïque. Les dimètres sont associés en nombre égal aux trimètres et cela dans un ordre arbitraire ; mais, généralement, le dimètre souligne par une pause — ce que les musiciens appellent si justement un « soupir » — l'intensité d'émotion. Un modèle ancien de *qinah* hébraïque est fourni par la lamentation de David sur le corps d'Abner, soutien de la maison de Saül. Les rédacteurs postérieurs ont voulu démontrer que David avait entièrement pardonné au général qui s'était dressé contre lui. Ce n'est pas tout à fait exact :

Est-ce comme un fou | que devait mourir | Abner ?
Tes mains | n'étaient pas liées,
ni tes pieds | (mis) aux fers !
Comme tombent | les criminels, | tu es tombé [2] !

Voici, maintenant, une lamentation phénicienne parfaitement régulière. Nous ne la détachons pas arbitrairement ; elle est nommément désignée par le texte comme *qinah*.

Baal | est mort !
Que | (deviendra) le peuple | de Ben-Dagon !
Que | deviendra)(la troupe d'Ashér | (at |
Que | (deviendra) la troupe d'Ashér at | (parèdre) de Baal !
Je descendrai | dans la terre [3].

On se rendra pleinement compte des ressources dont disposaient les poètes phéniciens dans leurs combinaisons de rythme et de parallélisme, par le passage qui rend, avec une sombre violence, le rude combat mettant aux prises les

1. II AB, IV-V, 120-124.
2. II *Samuel*, III, 33-34.
3. I* AB, 23-25.

dieux Mot et Baal. L'alternance des stiques à deux et à quatre temps, combinée avec un parallélisme qui va jusqu'à la répétition, se termine par un monomètre lancé à plein gosier. Ce morceau a donné lieu à des traductions assez divergentes. Il est évident qu'il faut choisir, en la rectifiant légèrement, celle qu'a proposée M. Hans Bauer, parce que seule elle donne une coupe répondant à un rythme bien déterminé.

Ils foncent | comme des cavaliers.
Mot | (est) puissant, | Baal (est) puissant,
ils foncent | comme des taureaux sauvages.
Mot | (est) puissant, | Baal | (est) puissant,
ils se mordent | comme des serpents.
Mot | (est) puissant, | Baal | (est) puissant,
ils se frappent | comme des chevaux.
Mot | crie, | Baal | crie :
« Sur nous ! [1] ».

Ainsi, le rythme détache le cri de guerre : « Sur nous ! » Prononcé d'une voix rude, le morceau devait produire grand effet.

Nous donnerons un dernier témoignage de la maîtrise avec laquelle a été composé le mythe de Baal et d'Aliyan, auquel nous empruntons tous nos exemples. Baal, le dieu de l'orage, et son fils Aliyan, le dieu des sources vives, ont été vaincus par Mot, le dieu du brûlant été et de la moisson. La déesse Anat, sœur d'Aliyan, se lamente sur la disparition de son frère et amant.

Le nombre des jours | succède | aux jours,
la tendresse d'Anat | l'oppresse.
Comme le cœur | d'une antilope | pour son faon,
comme le cœur | d'une brebis | pour son agneau,
tel (est) | le cœur de Anat | (fille d') Ashér(at et de) Baal [2].

La déesse errante rencontre Mot, auteur des malheurs d'Aliyan ; elle se traîne à ses pieds :

Elle élève | la voix | et crie :
« O toi, Mot, | rends-(moi) | mon frère ! »
Et Mot, | le fils divin, | répond :
« Que | désires-tu, | ô vierge Anat ? »

1. I AB, VI, 16-22.
2. I AB, II, 4-9.

Elle exprime sa détresse, partagée par la terre entière :

La vie | abandonne | les hommes,
la vie | (abandonne) les troupeaux de la terre.
J'erre à (la recherche) de ma Grâce | (dans) la terre de pacage,
de la Beauté | au champ du rivage de l'eau [1].

La Grâce et la Beauté désignent ici Aliyan, autre Adonis, le frère d'Anat.

Ainsi, le système poétique des Phéniciens, au XIVe siècle avant notre ère, était parfaitement constitué, capable d'exprimer les sentiments les plus divers, infiniment souple et rythmique. L'identité fondamentale de ce système avec celui de l'ancienne poésie hébraïque témoigne que cette dernière en dérive directement. Les prophètes d'Israël lui apporteront un souffle nouveau ; vraisemblablement des perfectionnements techniques seront introduits, telle la division en strophes qui, jusqu'ici tout au moins, n'apparaît pas nettement dans nos textes phéniciens. Mais, sous sa forme plus simple et grâce au génie de ses poètes, la poésie phénicienne avait déjà atteint une haute valeur qui explique la faveur qu'elle rencontra auprès du roi d'Ugarit. Elle nous apporte même quelque chose qui manquait à la poésie hébraïque, qui manque aussi à la poésie arabe : nous voulons parler du poème épique. Récemment, M. Duncan B. Macdonald, étudiant le Génie littéraire des Israélites, concluait que les Sémites avaient développé les diverses formes de la poésie lyrique, mais n'avaient jamais abordé l'épopée. Les grands poèmes de Ras Shamra, qui célèbrent les actes mémorables des dieux et des héros, contredisent cette assertion.

RENÉ DUSSAUD
Membre de l'Institut.

1. I AB, II, 11-20.

ÉDOUARD BOURDET

Il y a dans l'œuvre dramatique de M. Édouard Bourdet deux parties et comme deux couleurs assez nettement tranchées pour qu'on puisse dire qu'elles correspondent à deux périodes distinctes de sa carrière. Si la seconde partie n'existait pas, certes la première suffirait à assurer à M. Bourdet un rang honorable parmi les auteurs qui remportèrent des succès à la scène un peu avant la guerre et immédiatement après elle, mais si éclatante, si pleine de signification fut la seconde, que les perspectives de l'œuvre entière s'en trouvèrent changées, en même temps que grandissait la situation occupée par le dramaturge dans le théâtre contemporain.

Disons tout de suite, pour plus de clarté, que nous rangeons dans la première période : *le Rubicon*, *l'Heure du Berger* et *l'Homme enchaîné* ; que la seconde période s'ouvre avec *la Prisonnière* (qui peut être considérée, à certains égards et malgré son haut mérite, comme une pièce de transition) et qu'elle se continue par *Vient de paraître*, *le Sexe faible*, *la Fleur des Pois*, *les Temps difficiles* ; le plus récent ouvrage de l'auteur, *Fric-frac*, paraissant devoir prendre dans la série une valeur de charmant intermède, et la pièce qui vint avant *Fric-frac : Margot*, semblant avoir été une tentative à laquelle M. Bourdet fut entraîné pour des raisons extérieures à son inspiration profonde et comme à son corps défendant.

Donc, le premier cycle, quelque brillant qu'il ait été, ne fut

qu'un temps d'apprentissage. Cela déjà est à retenir, si l'on s'attache à démêler chez l'auteur le propre du tempérament, et, derrière le tempérament, le caractère de l'homme. M. Bourdet n'a cessé de chercher, de progresser. Il a conquis ses grades un par un.

Le Rubicon, sa première pièce, est une pièce légère, une « pièce de boulevard », comme on disait, comme on dira toujours dans les manuels, pour désigner un certain théâtre : spirituel, galant, osé — osé dans la forme, extraordinairement respectueux dans le fond. — Respectueux de quoi ? — Mais de huit ou dix siècles de sensualité courtoise et piquante, et des sentiments traditionnels, et des cadres sociaux, tout en feignant de s'en moquer. M. Bourdet, pour ses débuts, entre dans ce jeu tout factice. Qu'y montre-t-il, qui lui soit particulier ? D'abord, le don du théâtre. C'est déjà énorme. C'est l'essentiel. Il y a tant de gens — même parmi ceux qui y recueillirent des applaudissements — qui sont venus au théâtre sans être « appelés ». J'entends par une voix intérieure. En écrivant *le Rubicon*, qui semble si éloigné d'être pour le divin une occasion de se manifester, le jeune auteur obéissait à la vocation, qui est chose sacrée. J'ai dit qu'il avait le don. Ce qui signifie qu'il en avait deux, le don, au théâtre, pour être complet, devant être double : don de construction et don de dialogue. Dès ce coup d'essai qui fut un coup de maître dans les limites d'un genre connu et en faveur, d'un genre à la mode, l'habileté du débutant est patente pout tout ce qui touche à l'art d'exposer une situation, de la nouer et de la dénouer, d'amener une scène, de la filer, d'établir des préparations et de marquer des surprises. En ce qui concerne l'art de conduire un dialogue, art qui, plus encore peut-être que l'art de bâtir un scénario, suppose une part d'instinct, M. Bourdet fit aussitôt voir qu'il possédait la vertu cardinale, celle qui ne s'acquiert pas par le travail : la vie. Ses personnages parlaient un langage clair, franc, direct. Pas d'excès de nuances. De l'esprit, exactement ce qu'il en fallait, l'esprit étant une des lois du genre adopté, mais sans ce jaillissement par lequel s'annonce, au théâtre, dans une première œuvre, une carrière d'auteur spirituel. Plutôt un certain ton libre, cru, découpé, net, où l'on aurait pu distinguer déjà, si l'on avait pu prévoir alors les développements

futurs du talent qui venait de s'affirmer, un goût singulier à pousser hardiment dans le sens de la vérité. *Le Rubicon* remporta un immense succès.

Vint la guerre, que M. Bourdet fit courageusement. Long arrêt, large coupure. Mais il arrive que le destin favorise un homme quand il semble le contrecarrer, voire le malmener. Sans cette brusque rupture, imposée par les événements, peut-être, au lendemain du *Rubicon*, M. Bourdet eût-il été porté par son succès même à persévérer dans la voie où la fortune lui avait du premier coup souri, et c'est alors, en paraissant le servir, que le sort l'eût détourné de son vrai chemin. Je suppose que les années de guerre, en offrant à M. Bourdet, maints sujets de réflexions, lui ont, de surcroît, révélé à lui-même qu'il était un esprit réfléchi. De l'épreuve, il rapportait une pièce inspirée par la guerre même, écrite dans les intervalles des combats, et qui resta dans ses tiroirs. Puis vint une autre pièce : *la Cage ouverte*, dont les représentations furent pour lui une de ces déceptions comme il s'en trouve toujours au moins une dans la carrière des auteurs dramatiques les plus applaudis. Le cas est unique dans la carrière de M. Édouard Bourdet, il a donc payé au moindre prix la rançon de ses réussites. Mais, sur le moment, cela encore était propre à le faire réfléchir, et, s'il eût été tant soit peu enclin à la facilité, cette petite pilule, avec son minimum d'amertume, eût suffi à l'en guérir définitivement. Les saisons incommodes, dans les destinées heureuses, sont souvent, du point de vue psychologique, les plus intéressantes pour l'observateur. N'étant pas des familiers de M. Bourdet je ne puis que considérer du dehors et de loin la courbe de ses réactions passées, comme on le ferait d'une ancienne feuille de température, versée aux archives. Je le vois qui part pour Londres, en qualité de correspondant de presse, attaché aux services de *l'Écho de Paris*, si j'ai bonne mémoire. Période de doute, de flottement apparent. A-t-il abandonné le théâtre? Je ne pense pas que, même en cette période critique, il y ait jamais songé. Seulement il s'interroge. Notez, en outre, que durant ces jours maussades, qui furent peut-être douloureux, je ne sais, le futur auteur des *Temps difficiles* ne cesse d'enrichir son fond d'expérience personnelle et son trésor d'observations. Cepen-

dant, les semaines passent. Va-t-il continuer longtemps à courir aux informations, à rédiger des dépêches? Est-il fait pour cela? Il risque de s'enliser. Par bonheur, le destin, pour la seconde fois, va le tirer d'embarras en le prenant par les cheveux. Il tombe malade. Force lui est de résigner ses fonctions. Bientôt, il est de retour en France.

L'Heure du Berger et *l'Homme enchaîné* portent les dates de 1922 et 1923. On trouve encore dans l'*Heure du Berger* (en quelque invraisemblance de la donnée, dans les exigences comiques et apeurées de madame Lartigue et surtout dans le personnage de Bellavoine, le « vieux savant » conventionnel), des traces de l'ancienne comédie boulevardière, mais, en plus d'un passage, le ton se hausse à l'émotion et revêt déjà l'accent de la comédie dramatique. C'est sur ce plan nouveau que *l'Homme enchaîné* se maintient : la pièce est constamment angoissée, tendue vers un dénouement qui ne peut être qu'une catastrophe. Pas d'autres sourires que ceux qui errent vaguement, au début, en quelques répliques de comparses, conformément à un usage de la scène qui remonte assez loin. Hélène Verdier, menacée d'une révélation qui risque de ruiner le bonheur de son ménage ; Philippe Darthez (« l'homme enchaîné ») coincé entre les souvenirs d'un amour malheureux dont il ne peut se guérir et les persécutions d'une vieille maîtresse jalouse ; Simone Avise, elle-même, la vieille maîtresse, réduite à une défense désespérée ; Michel Verdier, enfin, qui voit ses illusions s'effondrer, lorsqu'il apprend que son ami Darthez a été jadis l'amant d'Hélène, peu avant son mariage, tous ces êtres souffrent réellement, cruellement.

Les deux pièces sont faites de main d'ouvrier. Peut-être la dextérité de la facture est-elle même un peu trop visible. L'auteur ne possède pas encore l'art, où il excellera bientôt, de cacher la charpente. Parfois l'on dirait qu'il s'applique à compliquer le jeu des entrées et des sorties, comme s'il cherchait un assouplissement de ses moyens, à la manière du pianiste qui fait des gammes. Cela est surtout sensible dans la seconde moitié de *l'Homme enchaîné*, où trop d'allées et venues (sans parler des messages) se pressent dans un temps très court. Exercices tout cela, l'on s'en aperçoit aujourd'hui, mais, à l'époque, les deux ouvrages, par leurs qualités positives, et le

second, notamment, par son pathétique, obtiennent des succès qui marquent dans une saison.

J'ai dit que *la Prisonnière*, qui inaugure la période des triomphes, offrait, par certains côtés, le caractère d'un ouvrage de transition. Transition entre la comédie dramatique et la comédie satirique, de même que *l'Heure du Berger* avait été une transition entre la comédie légère, style « Boulevard », et la comédie dramatique. Ici, l'on note une fois de plus, la tendance de l'écrivain à ne s'avancer qu'avec circonspection, après avoir exploré le terrain et reconnu tous les passages. *La Prisonnière* se rattache extérieurement à la comédie dramatique par l'adoption d'un cadre resserré, d'une action limitée à quelques personnages. Mais par le sujet, c'est-à-dire, par le dedans, la dramaturgie de l'auteur va se trouver considérablement élargie, portée du plan individuel au plan social. *La Prisonnière* est la peinture, non pas tant d'une anomalie sexuelle, que des désordres que cette anomalie peut entraîner dans une famille. Mais ici, l'anormalité mise en cause n'était pas d'une rareté exceptionnelle. D'aucuns n'assuraient-ils pas qu'elle serait, dans le monde, plus fréquente qu'on ne le croit généralement? De ce biais, c'est le problème social qui se posait.

Parvenu à ce point de sa carrière, désormais en possession de toutes ses ressources, raffermi en outre dans sa confiance en soi par une adhésion du public qui dépassait en ampleur tous ses succès précédents, M. Édouard Bourdet a-t-il embrassé d'un regard le vaste horizon qui s'ouvrait dès lors devant lui, comme jalonné par avance, de ses triomphes à venir? Le supposer serait céder au désir romantique de brosser des panoramas qui, à l'époque où nous serions tentés de les replacer, ne correspondraient à aucune réalité. D'autant moins que, par nature, l'esprit de l'homme que nous considérons, toujours soucieux de graduer ses ambitions sur les résultats acquis, répugne aux prévisions trop lointaines qui se perdent dans le brouillard des rêves. Mais, tout en ménageant la part de l'inconscient, qui, chez un fort talent, fût-il le plus délibéré, est toujours grande, comme d'autre part, nous avons relevé, chez M. Bourdet, un goût vif du libre examen, il est permis de supposer que, à la croisée des routes, il a, cette fois, clai-

rement discerné celle où il réaliserait le plus pleinement toutes ses possibilités, et cela sans qu'il eût besoin de savoir exactement jusqu'où elle le mènerait.

J'ai dit, ici-même, lors d'une récente reprise de *la Prisonnière*, le haut mérite de cet ouvrage et la sévérité de son accent, celle-ci d'autant plus marquée que le sujet est plus scabreux, et tout ce que l'auteur a su enclore là d'humanité dans une forme stricte. Je n'y reviendrai pas, non plus que je n'analyserai une par une les grandes œuvres suivantes, dont j'ai aussi parlé. Cet article n'a aucunement la prétention d'être une étude littéraire. C'est à peine une esquisse : seulement quelques notes « pour servir à la composition d'un portrait ».

Vient de paraître, *le Sexe faible*, *la Fleur des pois* et *les Temps difficiles* ont ceci de commun que l'intérêt du drame, jusqu'ici concentré, dans le théâtre de M. Bourdet, sur des individus, est maintenant reporté sur des groupes. Certes, les individus ne cessent d'y jouer leurs rôles, chacun y garde sa personnalité, mais en tant que partie d'un ensemble. Chaque personnage devient « représentatif », comme on dit. Il incarne une manière générale de sentir, de penser, d'agir, qui est le produit d'un milieu et d'un temps ; il semble réfléchir sa propre figure dans un miroir grossissant qui en accentue le ridicule ou la laideur et qui en multiplie les traits à une foule d'exemplaires. Chaque masque évoque derrière lui, au long d'une perspective fuyante, d'innombrables masques pareils, qui ont mêmes tics, mêmes grimaces. Tous ces aspects composent une histoire des mœurs, mais une histoire en action, saisie dans l'instant où elle se fait, une histoire présente, la nôtre, j'entends celle de notre époque.

Voici, autour d'un prix littéraire, l'image d'un lancement et tout ce qui concourt aujourd'hui à la fabrication d'une renommée ; voici la prolifération du gigolo dans le monde moderne, cosmopolite, la beauté masculine exploitée par de jeunes paresseux qui en sont favorisés comme un capital qui leur assure luxe et loisirs — avec la contre-partie du trafic, la partie prenante : la vieille dame qui paie ; voici les tares d'une aristocratie dégénérée, les dépravations singulières d'un duc extravagant, l'indulgence extraordinaire des gens du

« gratin » pour les vices des leurs, et le snobisme burlesque, la platitude effroyable ; voici enfin les calculs de la grande bourgeoisie, les dessous des « bonnes familles », les sordides raisons des alliances, les crimes de l'argent : dans l'espèce l'union monstrueuse d'une ravissante jeune fille avec un infirme, presque un idiot, union hâtée par un oncle, un gros industriel en difficulté, pour restaurer son crédit, tandis que la mère consent, que le père timidement proteste, et que la victime elle-même, éblouie à la vue de la bague de fiançailles, un énorme diamant, signe matériel de l'immense fortune qui lui est offerte, accepte de se vendre dans un élan de vanité qui touche à l'enthousiasme. Que nous voici loin du *Rubicon* et de ses licences convenues, de ses grâces artificielles ! Quelle vigueur ! Quelle âpreté ! Quelle absence de ménagements, quelle décision de tout dire !

L'art en même temps est devenu magistral. Nous avons parlé de « coup de maître » dès les débuts de M. Bourdet. C'est qu'il y a deux sortes de maîtrises : la maîtrise du second ordre, qui consiste à user magistralement de formes connues, et la maîtrise du premier ordre, qui témoigne de la même aisance supérieure dans le maniement de formes inventées. La maîtrise du second ordre, M. Bourdet l'eut tout de suite, car elle était, chez lui, la manifestation du don originel, de la vocation. Mais la maîtrise du premier ordre est celle qu'il possède aujourd'hui. Il est à noter qu'on n'y pourrait plus relever de ces constructions visibles, de ces « plafonds aux solives apparentes », que nous avons signalés dans la période intermédiaire (1922-23). L'art, généralement, se dissimule à mesure qu'il grandit. La virtuosité même est une faiblesse, une sorte de masque étincelant jeté par l'artiste sur l'incapacité où il se trouve d'atteindre pleinement son objet, pathétique ou comique. Ne pouvant l'atteindre, il détourne notre attention en jonglant avec les moyens trop faibles qu'il emploie pour l'approcher. On ne distingue de virtuosité proprement dire, chez M. Bourdet, à aucune époque. La franchise de son tempérament d'artiste la lui interdisait. Quand il s'exerçait encore, il le montrait. Entendez non point qu'il s'attachait à le faire voir : tout n'est pas si conscient dans le jeu du style, mais il était impossible de ne pas le voir.

Donc la maîtrise de l'auteur est à présent au plus haut degré. A cet égard, et rien que du point de vue de la technique, le premier acte du *Sexe faible* me semble un chef-d'œuvre. Les personnages y sont nombreux et le spectateur est comme précipité *ex abrupto* dans leur vie. Leurs parentés, leurs rapports s'éclairent dans un mouvement rapide, sans qu'il y ait d'exposition en règle. Le rythme reste un rythme de théâtre, mais les éléments qu'il entraîne sont si touffus, si foisonnants qu'on a l'illusion de la vie même. On ne dirait pas, comme il est d'usage : « La scène est ici ou là », car on oublie la scène. On est vraiment au Ritz, vers la fin d'une matinée, dans le salon d'un appartement privé.

D'autre part, si apte qu'il soit à restituer la réalité (en apparence, bien entendu, car le théâtre, plus encore que le roman, recompose toujours), M. Bourdet sait très bien quand il y aurait risque à le faire, et non seulement à le tenter, mais à y réussir, parce que la peinture, au théâtre, qui est l'art le plus pudique du monde, serait insupportable. Le sujet de *la Prisonnière*, il le traite dans sa réalité, son sérieux, sa gravité, son pathétique, mais c'est qu'il a pris la précaution de l'aborder de biais, le personnage qui est la cause de tout le mal demeurant caché. Dans *la Fleur des pois*, la peinture était *a priori* plus périlleuse encore, sinon tout à fait impossible, puisqu'il s'agissait de l'anomalie masculine. Cependant, dira-t-on, l'auteur n'a pas craint d'aborder le sujet, cette fois, directement, en portant sur la scène tous les personnages. Oui, mais sous le masque comique, sous l'angle du ridicule. Car le rire est hygiénique, antiseptique et purifiant. C'est ici non point tant la réalité qui nous est montrée que son image réfléchie dans le miroir de la farce.

*
* *

Bornons-nous à ces brèves indications. Elles suffisent à marquer la place éminente que M. Édouard Bourdet occupe dans le théâtre de ce temps. Nous envisagerons maintenant, sa personne sous un autre aspect. Quand il fut nommé administrateur général de la Comédie-Française, il y a de cela un an (exactement par décret du 13 août 1936), le choix du

ministre de l'Éducation nationale, M. Jean Zay, obtint une approbation unanime. L'heure était difficile. On sait pourquoi. Nous l'avons trop souvent exposé pour qu'il soit nécessaire de le rappeler, ayant été de ceux qui, depuis des années, se désolaient sincèrement d'une situation lamentable et réclamaient, suppliaient qu'on y portât remède. M. Bourdet entra effectivement en fonctions le 15 octobre qui suivit la signature du décret. Il prenait possession de son poste, environné du prestige qu'il devait à l'œuvre dont nous venons de dire la puissance, à ses succès, qui furent considérables et quasi continus, aux circonstances de sa carrière, en outre, qui avaient fait de lui, à la Michodière, non seulement un auteur dont les pièces triomphaient durant des saisons entières, mais un directeur de théâtre, c'est-à-dire, un professionnel rompu à maintes besognes harassantes et délicates : distribution de rôles, conduite d'une troupe, haute surveillance d'un personnel, rapports avec la presse et surtout gestion financière, examen des frais, science des bilans.

Pour ce qui est du travail de la scène, proprement dit (présentation des ouvrages et direction des répétitions), il semble que les pouvoirs publics aient voulu en décharger l'administrateur général, l'article 2 du même décret du 13 août 1936 étant ainsi conçu : « MM. Gaston Baty, Jacques Copeau, Charles Dullin et Louis Jouvet seront chargés de la mise en scène ». Là encore, le choix ministériel ne pouvait qu'être unanimement approuvé.

Enfin, un second décret, en date du 13 novembre 1936, instaurait un régime nouveau pour la réception des pièces. Le Comité de lecture est appelé seulement à donner son avis, par un vote au scrutin secret. Donc, il a encore voix consultative par un reste d'égards, une sorte de politesse juridique, mais à l'administrateur seul appartient la décision [1].

Tel est le statut en vigueur depuis un an. La personnalité de M. Édouard Bourdet étant ce qui nous intéresse ici, nous

1. On trouvera les textes complets des décrets et de quelques arrêtés dans l'ouvrage d'Édouard Champion : *la Comédie Française, année 1936* (Stock, éditeur). On admirera l'aisance avec laquelle le subtil « Édouard » passe d'un régime à l'autre. Impossible d'enjamber plus élégamment une révolution (ou un coup d'État). En tête du volume, mais en hors-texte, le portrait de l'ancien administrateur général. Un peu plus loin, en tête de la première partie, cette fois dans le corps du texte, le portrait de M. Édouard

ne dirons quelques mots des changements survenus à la Comédie-Française que par rapport à lui.

Au vrai, il n'est que de signaler une seule chose, car c'est d'elle que tout le reste découle. Elle est la source, le principe, la cause efficiente de la transformation que nous avons vue s'accomplir sous nos yeux comme par enchantement. Ce ne sont pas des textes de la réforme que je veux parler. Ceux-ci sont excellents sans doute. Mais les meilleurs textes peuvent rester lettre morte. La vie d'un texte dépend de son application, autrement dit de la personne même qui, tenant de ce texte son autorité virtuelle, réussit à faire de celle-ci, dans la pratique, une autorité réelle. Bref, c'est le caractère de l'homme en place qui change tout.

Or, du rapide examen que nous avons esquissé de l'œuvre et de la carrière de M. Édouard Bourdet se dégagent certains traits de son caractère : ce mépris de la facilité, cette progression par échelons, ces conquêtes graduelles de valeurs plus profondes, plus précieuses encore que le succès éclatant qui les couronne, à savoir de la qualité durable, de l'originalité authentique ; enfin, tout ce que révèle de l'esprit qui les conçut le fond même des ouvrages : cet extraordinaire quant-à-soi dans l'observation, cette façon de dominer son sujet, de le considérer objectivement, avec froideur. Ici, pas d'équivoque : il ne s'agit point d'une froideur qui se communiquerait à la matière dramatique, mais d'une froideur qui reste en deçà, au-dessus de celle-ci, il s'agit d'un grand calme analogue à l'attitude du savant au cours d'une expérience.

Du domaine de la création artistique, transportez dans le cercle pratique d'une direction responsable cette lucidité et cette réserve, et cette ténacité tranquille, et vous aurez M. Édouard Bourdet dans ses fonctions d'administrateur général de la Comédie-Française. Et d'abord, toute familiarité exclue. Que de corollaires l'on peut déjà tirer de cette simple

Bourdet. Tout dans une nuance de typographie ! Ah ! comme Honoré Champion, maître libraire eût goûté cela !

Le *Champion* demeure indispensable à tous ceux qui veulent connaître dans le détail l'activité de la Maison de Molière. L'ouvrage serait parfait si la tendance apologétique n'y était pas si marquée. Combien mince l'espace laissé à la critique auprès de celui où la louange s'étale ! Autre finesse de la typographie...

proposition ! La hiérarchie rétablie, chacun remis à sa place. Que dis-je : « Remis » ! « Remettre » ne fut même pas utile : chacun y revint de soi-même. Tel est l'effet magique produit par l'exclusion du ton familier au sommet d'une administration, qu'il se fait sentir non seulement dans le travail à tous les étages et dans le rendement de l'entreprise, mais extérieurement, dans l'atmosphère des lieux. L'aspect des couloirs changea. Finis les ramages frémissants sur les banquettes, les palpitations de volière dans les coins, les hérissements de plumes et les coups de bec. Silence, silence partout.

Dans ses rapports administratifs avec les artistes, avec les employés de la Maison, M. Bourdet parle d'une voix égale, un peu basse. Nonchalance feinte, ou plutôt apparente, car il n'y a aucune simulation dans ce diapason assourdi, mais un naïf pourrait prendre pour de la lassitude ce qui n'est qu'une volonté de s'exprimer lentement et posément, pour être bien compris et n'avoir pas à se répéter. Ce n'est pas la première fois que je le remarque : l'énergie véritable préfère aux éclats les timbres voilés. Ajoutez à cela, pour compléter la physionomie, une allure jeune, un beau visage aux traits réguliers, des yeux clairs, attentifs, singulièrement décourageants pour les indiscrets et pour les importuns.

Gardez-vous cependant d'imaginer, d'après ce crayon, un homme enclin aux abus de pouvoir, une manière de dictateur. M. Bourdet aime à s'entourer d'avis, il sait écouter. Il possède encore une autre vertu, qui est une vertu de chef : il laisse à ses collaborateurs, dans le cadre de leurs attributions, une indépendance entière. Libres sont les metteurs en scène que le ministre a nommés pour seconder l'administrateur général. Celui-ci distribue entre eux le travail, c'est-à-dire qu'il décide seul des pièces à monter ou à reprendre (non sans avoir, peut-être, amicalement conféré avec eux de ses projets) ; après quoi, il choisit, dans chaque cas, celui dont le talent lui paraît devoir le mieux trouver son emploi (et une occasion de briller, car nous sommes au théâtre, il faut briller) dans la présentation de l'œuvre inscrite au programme. Ensuite le metteur en scène agit seul sous sa responsabilité. C'est ainsi que toutes les mises en scène nouvelles, réalisées à la Comédie-Française, sous l'administration générale de M. Bourdet,

furent vraiment, peut-on dire, *signées*. Elles appartiennent en propre à MM. Baty, Copeau, Dullin et Jouvet — ou à un cinquième metteur en scène de talent, que le renouveau des études classiques a brusquement révélé dans le sein de la Maison : M. Pierre Dux. De même, les nouvelles *Matinées poétiques*, dont la composition et la qualité furent si justement appréciées sont réellement l'œuvre de M. Jean-Louis Vaudoyer, à qui M. Bourdet en a confié la direction.[1]

Ce n'est pas aujourd'hui mon objet d'examiner dans le détail le travail de redressement auquel M. Édouard Bourdet s'est consacré depuis un an rue Richelieu. Aussi bien la tâche est-elle de longue haleine. Mais les résultats déjà obtenus ont passé les espérances les plus optimistes. Le sentiment public y a aidé, preuve que le nom du nouvel administrateur général inspira tout de suite confiance.

FRANÇOIS PORCHÉ

1. Quand je parle de qualité, je pense aux programmes et aux notices de M. Vaudoyer — non point à la diction des vers, art difficile, dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'il est fort inégalement réparti à la Comédie-Française.

L'HISTOIRE MILITAIRE

FALKENHAYN

ET LA BATAILLE DE VERDUN

Durant la guerre mondiale l'armée allemande a eu trois chefs d'état-major général, en fait trois généralissimes, Moltke, Falkenhayn, Hindenburg ou plutôt Ludendorff. Tous trois ont été des vaincus et des vaincus du front occidental. Moltke a été le vaincu de la Marne, Falkenhayn le vaincu de Verdun, Ludendorff le vaincu de la grande bataille de France. Tous trois ont été à la suite de leur défaite relevés de leur fonction ou obligés de donner leur démission. Mais leur disgrâce a eu des causes différentes. Les cas de Moltke et de Ludendorff sont bien connus. Celui de Falkenhayn est encore entouré d'un certain mystère. On ne peut comprendre qu'il ait attaqué à Verdun, un des points les plus forts du front occidental, et non en Artois, Champagne ou Lorraine où les perspectives de succès et d'exploitation étaient plus grandes.

M. le Maréchal Pétain, dans son ouvrage célèbre *la Bataille de Verdun*, examinant les intentions et les visées de Falkenhayn en 1916, met en doute les déclarations que le chef d'état-major général allemand a faites, à ce sujet, après la lettre, en 1919 : « Les Allemands, dit-il, ne se proposaient certainement pas d'attaquer Verdun parce que Verdun les menaçait... D'autre part saigner l'armée française ne représentait pas à ce moment un but plausible et suffisant... Falkenkayn visait certainement plus haut qu'il ne veut bien l'écrire. J'estime assez nos adversaires au point de vue de leur science stratégique pour être convaincu que dans leurs grandes entreprises

leurs plans reposaient sur des raisons sérieuses. Je pense donc que le chef d'état-major général en choisissant Verdun préparait réellement un grand coup... Nous ne saurons peut-être jamais les intentions réelles de Falkenhayn, mais celles que nous lui supposons travaillent mieux pour sa gloire. »

Les ouvrages récemment parus en Allemagne sur les opérations de 1916 et en particulier l'*Historique officiel de la Guerre mondiale* [1] permettent dans une certaine mesure de percer le mystère qui entoure la stratégie de Falkenhayn.

Certes, l'*Historique officiel* déclare lui aussi, qu'il n'est pas possible de connaître toute la pensée de Falkenhayn, car il ne s'est jamais vraiment confié à personne, ni à ses collaborateurs les plus immédiats, tel le général Tappen, son chef du bureau des opérations, ni même à ses amis les plus intimes, tel le général von Wild, son successeur au Ministère de la Guerre prussien.

Mais l'étude des documents conservés aux archives, les notes prises à titre personnel par certains acteurs du drame au sortir de réunions officielles ou d'entretiens privés, les déclarations à posteriori de certains généraux, permettent de se faire une opinion que l'on peut estimer très proche de la réalité au sujet des intentions, des buts et de l'état d'âme du second chef d'état-major général de Guillaume II.

Au début de 1916, Falkenhayn avait bien, comme le suppose M. le Maréchal Pétain, des vues grandioses sur le front occidental, mais sa stratégie se trouva paralysée dans l'exécution par ses conceptions fermement arrêtées sur les possibilités de sa propre armée et par son indécision personnelle.

Son plan était dans les grandes lignes le suivant. La décision de la guerre doit être recherchée sur le front occidental. L'Angleterre doit être frappée sur mer par la guerre sous-marine sans restriction, la France sur terre. Pour vaincre la France il faut revenir à la guerre de mouvement. Or, les réserves de l'armée allemande ne sont pas suffisantes pour y arriver par le moyen d'une percée directe, brutale et massive comme celle qu'ont tentée les Français et les Anglais l'automne précédent. Il faut donc y arriver indirectement : pour cela,

1. Reichskriegsministerium, *Der Weltkrieg 1914-1918*, Band. 10. — Von Gallwitz: *Erleben im Westen* (1916-1918). — Hermann Wendt : *Verdun 1916*.

il faut amener l'ennemi soit à affaiblir son front et à offrir ainsi lui-même l'occasion d'une rupture plus facile, soit à contre-attaquer lui-même et à offrir ainsi à l'armée allemande, après avoir été arrêté, l'occasion d'une contre-offensive victorieuse qui se transformerait peu à peu en une opération en rase campagne. Le plan d'opérations doit donc comporter deux phases : une action initiale secondaire destinée à attirer et à user les réserves ennemies, une action principale ultérieure destinée à produire la décision. La première opération doit être exécutée avec un minimum de forces, le gros des réserves de G. Q. G. étant conservé pour la seconde opération. Pour être sûr d'atteindre le but poursuivi il faut choisir avec soin le point d'attaque initial afin d'obliger l'ennemi à y amener ses réserves.

On comprend dès lors pourquoi Falkenhayn fit choix de Verdun et pourquoi il n'attaqua que sur la rive droite de la Meuse, avec 4 corps d'armée seulement. Ne disposant que de 26 divisions en réserve générale, il ne voulait pas, contrairement aux propositions du commandement de la Ve armée qui suggérait une vaste opération par les deux rives de la Meuse, il ne voulait pas consacrer à l'attaque de la place, qui n'était pour lui qu'une opération initiale, un prélude, plus du tiers de ses disponibilités, se réservant les deux autres tiers pour exécuter son opération décisive et pour parer à l'imprévu.

Lorsqu'il fit choix de Verdun pour son opération initiale Falkenhayn ignorait encore quelle forme prendrait son opération décisive et en quel point elle aurait lieu. Il l'ignorait encore le 21 février lors du déclenchement de l'attaque de Verdun. C'est que dans son esprit elle devait dépendre des réactions de l'ennemi et il voulait les attendre pour prendre sa décision. Il entrevoyait différentes possibilités. Les Français, pensait-il, seront trop absorbés par l'attaque de Verdun pour pouvoir répondre par une contre-offensive, mais ils seront obligés d'affaiblir leur front en particulier en Champagne. C'est de cet affaiblissement qu'il faudra profiter pour déclencher contre eux une nouvelle offensive. Par contre, les Anglais seront contraints, pour aider leurs alliés, de passer à l'attaque et probablement en Artois. Contre eux, ce sera

donc, ou l'offensive préventive ou la contre-offensive qui aura à jouer. Et Falkenhayn s'était fait adresser en conséquence par les deux commandants d'armée intéressés deux projets d'attaque, l'un en Artois, l'autre en Champagne.

Cette conception stratégique de Falkenhayn est confirmée par des déclarations de divers généraux. C'est ainsi que von Kuhl, qui avait été convoqué à Berlin dans le courant de janvier pour discuter des opérations futures, rapporte que « par la combinaison Verdun-Artois Falkenhayn espérait obtenir la décision sans avoir recours à une grande bataille de percée ». De même Kuhl, Ilse, Borries sont d'accord pour dire que, lors d'une réunion des chefs d'état-major d'armée le 11 février à Mézières, Falkenhayn, après leur avoir exposé ses conceptions et ses plans, leur fit les déclarations suivantes : « Pour lancer l'opération on s'efforcera d'abord d'obtenir à Verdun, avec des forces relativement faibles, un succès qui soit un coup dur pour l'ennemi... Il est vraisemblable que les Français y ramèneront toutes leurs disponibilités. Ce sera alors le devoir de toutes les armées allemandes de déterminer les points faibles et les brèches du dispositif ennemi. La Direction suprême décidera comment on les exploitera. Il faut aussi compter avec des contre-offensives possibles en Artois, en Champagne, en Woëvre, en Alsace... Il est vraisemblable qu'on aura affaire à une combinaison de parades et de chocs, les Français tenant Verdun avec toutes leurs forces et les Anglais exécutant une offensive de dégagement... En tout cas on peut être assuré que toutes les attaques de l'ennemi échoueront avec de grosses pertes pour lui. Alors nous pourrons attaquer. »

Mais l'acte décisif de Falkenhayn était entaché lui aussi à priori, comme son acte initial, d'une lourde servitude qu'il lui avait lui-même imposée. Offensive ou contre-offensive ne devait être exécutée qu'avec des forces limitées que Falkenhayn semble avoir fixées à un maximum de 8 divisions, soit un deuxième tiers de ses réserves générales. « Le problème qui se pose à nous, écrivait-il au commandant de la IIIe armée le 7 février, est d'infliger à l'ennemi de lourds dommages en un endroit décisif avec des forces relativement modestes. » Aussi avait-il renvoyé aux commandants des VIe et IIIe armées, pour réduction à la limite de forces précitée, leurs projets

d'attaque d'Artois et de Champagne pour lesquels ils avaient demandé respectivement 24 et 15 divisions.

Grandiose dans ses desseins la stratégie de Falkenhayn était donc minimisée, paralysée, avant la lettre, dans son application par son esprit de parcimonie systématique, né lui-même d'un esprit de prudence poussé à l'extrême. « Je n'ai pas envie, avait-il dit en décembre 1915 à Tappen, son adjoint, qui insistait en faveur d'une attaque sur les deux rives de la Meuse, de me trouver dans la même situation que l'an passé lors de la bataille de Champagne. »

Une fois les opérations déclenchées la stratégie de Falkenhayn devint flottante et son manque de décision lui enleva toute puissance.

Dans les premiers jours qui suivent la ruée des corps de la Ve armée à Verdun, Falkenhayn paraît cependant fermement décidé à appliquer son plan : « Il ne s'agit pas seulement, dit-il le 26 février au commandement de la Ve armée, de battre les Français, mais de les anéantir. Nous y arriverons plus sûrement si nous attaquons en un autre endroit quand ils auront ramené des forces puissantes à Verdun. » Et dans la première quinzaine de mars, il n'examine pas moins de cinq projets d'attaque qui lui ont été envoyés par différentes armées : une réduction du saillant d'Ypres, une percée entre Arras et Somme, une attaque de part et d'autre de la Somme, une percée sur l'Aisne, une percée en Champagne. Mais de ces cinq projets il n'en retient aucun : il en écarte deux sans appel, ceux de la Somme et de Champagne, et laisse les trois autres en instance.

Mars s'écoule et les opérations de Verdun n'ayant pas progressé comme il l'espérait, Falkenhayn en vient à se demander s'il faut continuer à attaquer dans la région de la Meuse. Après avoir consulté le commandement de la Ve armée il décide, le 4 avril, que « dès qu'on constatera qu'on ne peut plus espérer obtenir dans un avenir prochain le résultat nécessaire, il faudra passer à l'attaque à la sape et chercher la décision sur un autre point ». Il estime que la fin de la guerre n'en sera pas influencée si « on se décide à temps à ne pas s'accrocher inutilement à Verdun et à imposer sa loi à l'ennemi en un autre endroit ».

La conséquence logique de cette sage résolution aurait dû

être une décision ferme quant à la nouvelle offensive à exécuter et des ordres non moins fermes quant à sa préparation. Mais Falkenhayn ne se décide toujours pas. Il continue à examiner des projets, anciens et nouveaux. Le 10 avril, le projet de réduction du saillant d'Ypres est définitivement écarté. Le 25 avril, c'est le tour du projet d'attaque d'Arras au sujet duquel on a discuté cependant pendant trois mois. Entre temps il a encore envisagé un projet d'offensive en Haute Alsace, mais il l'a écarté au bout de dix jours.

Fin avril, il prescrit à la IIIe armée de lui présenter un projet d'attaque en Champagne, à la IIe armée (von Below) un projet d'attaque partant du front Avre-Oise en direction de Saint-Just-Verberie et offrant la possibilité d'une percée. Qu'advint-il du projet de la IIIe armée? On n'en sait rien ; on n'en entendit plus parler. Quant à celui de la IIe armée, Below ne s'en déclare pas partisan. Il répond, au début de mai, qu'on ne pourra faire au sud de l'Avre qu'une poche d'une trentaine de kilomètres de profondeur. Préoccupé par le renforcement des Anglais devant son front et par leurs préparatifs d'attaque manifestes, il propose de revenir à son projet d'offensive de mars de part et d'autre de la Somme, qui présentera l'avantage de jeter le trouble dans les préparatifs anglais. Le 11 mai, Falkenhayn se rallie à cette proposition et demande à la IIe armée un projet d'attaque définitif; deux jours après, il fait savoir à la VIIe armée qu'elle peut considérer son projet de percée sur l'Aisne comme ajourné *sine die*.

Des multiples projets examinés par Falkenhayn il n'en reste donc plus qu'un seul : la Somme. Mais ce projet est destiné à frapper l'armée anglaise. Falkenhayn a donc renoncé à son intention du mois de février : « anéantir les Français en les attaquant en un autre point de leur front ».

C'est que le 2 mai le chancelier Bethmann-Hollweg a obtenu de l'Empereur que l'on renonce à déclencher la guerre sous-marine sans restriction contrairement à l'avis formel de Falkenhayn. Celui-ci, qui comptait par ce nouveau moyen de lutte paralyser l'Angleterre dans son action militaire sur le continent, a été amené de ce fait à modifier peu à peu ses conceptions. Au lieu d'achever l'anéantissement de l'armée française commencé depuis trois mois à Verdun, il s'est

décidé à attaquer l'armée anglaise, nouvel adversaire dont les forces sont entièrement intactes. Le 26 mai à Mézières, au cours d'une réunion des chefs d'état-major d'armée du front occidental, il justifie son changement de plan et fait preuve d'un optimisme absolu. A son avis le but poursuivi par l'attaque de Verdun est presque atteint : l'armée française est presque anéantie ; elle n'a plus que 300.000 à 400.000 hommes dans ses dépôts. Certes on n'a pas pris Verdun, mais cela n'a pas d'importance, car la chute de la place n'aurait pas amené la décision de la guerre. Pour obtenir cette décision, il faut battre les Anglais sur terre. La façon dont on s'y prendra pour y parvenir n'est pas encore décidée.

Mais Falkenhayn ne réussit pas à convaincre ses auditeurs. Durant trois mois ils l'ont vu ajourner tous leurs projets et ne prendre aucune décision. Maintenant ils savent que Verdun, qui ne devait être qu'une opération préliminaire de courte durée, a dévoré presque toutes les réserves du G.Q.G. et ils se demandent avec quelles forces le chef d'état-major général pourrait bien battre les Anglais. L'un d'eux eut même l'impression qu'il ne savait pas ce qu'il voulait faire.

Quoi qu'il en soit, en cette même journée du 26 mai, le projet d'attaque de Below arrive au G.Q.G. Il envisage une attaque générale avec 13 divisions de part et d'autre de la Somme ou deux attaques successives, l'une au nord, l'autre au sud de la rivière. Below insiste sur les préparatifs offensifs anglais et sur la nécessité de commencer immédiatement l'équipement du front si on veut les devancer. Falkenhayn ne répond pas. Le 2 juin, Below revient à la charge : la menace s'aggrave devant son aile droite. Falkenhayn ne répond toujours pas. Les succès récents de la Ve armée à Verdun — enlèvement du bois de la Caillette, des dessus du fort de Vaux, du village de Damloup — ont-ils modifié à nouveau ses conceptions? C'est possible.

Mais un événement nouveau survient : le 4 juin, Broussilow déclenche son offensive de Galicie et de Wolhynie ; le lendemain, la IVe armée autrichienne est bousculée et s'enfuit, prise de panique.

Falkenhayn, qui au début de l'année estimait le colosse russe hors de cause et qui, récemment encore, manifestait la plus

grande confiance dans la solidité du front oriental, est obligé de se rendre à l'évidence : une catastrophe est certaine si l'on n'aide pas les Autrichiens.

Le soir même à 17 heures — est-ce une simple coïncidence? — il répond enfin à Below : « Continuez les préparatifs, en particulier pour l'attaque nord, avec tous effectifs et moyens disponibles ; aucun ordre ne peut encore être donné quant à la date de l'attaque *éventuelle.* »

Below ne dut pas s'y tromper : la formule de ce télégramme ne lui était pas inconnue ; c'était la formule classique d'ajournement déjà employée pour les projets antérieurs, la formule de fin de non recevoir polie annonciatrice d'un rejet ultérieur définitif.

D'ailleurs il serait bien tard maintenant pour devancer les Anglais. A condition d'avoir sous la main tous les moyens nécessaires, Below demandait trois à quatre semaines pour la seule attaque nord, sept à huit semaines pour l'attaque générale. Or le G.Q.G. ne lui donne aucun moyen supplémentaire. Comment pourrait-il avec ses faibles effectifs équiper un front d'attaque de 13 divisions?

A notre avis, devant l'usure de ses réserves à Verdun, Falkenhayn avait déjà renoncé à cette époque, en son for intérieur, à exécuter une offensive préventive contre les Anglais. On en trouve une preuve indirecte dans son propre ouvrage où il déclare que jusqu'au moment de la catastrophe de Luck « il avait été dans ses intentions d'étouffer dans l'œuf par une violente *contre-offensive*, l'attaque de dégagement anglaise, alors en voie de préparation ». S'il avait vraiment eu jusqu'au 4 ou 5 juin l'intention de devancer les Anglais, il aurait employé l'expression « *offensive préventive* ». Il a donc voulu dire que son intention était de laisser partir l'offensive anglaise, mais de l'étouffer dès son départ.

D'ailleurs, pour monter l'offensive préventive de Below, il n'avait pas les 13 divisions que celui-ci demandait. Pour les trouver, il aurait fallu ou bien effectuer des prélèvements sur la Ve armée, en arrêtant la bataille de Verdun, ou bien raccourcir sérieusement le front de ses armées de l'ouest. Or il ne fit rien dans un sens ni dans l'autre. Au contraire, ainsi que nous l'avons déjà laissé entendre, tout porte à croire qu'à ce

moment-là, il n'était plus hostile à la reprise des grandes attaques à Verdun et qu'il en attendait quelque grand succès prochain qui renverserait la situation — enlèvement des hauteurs de Souville et de Tavannes, ou même de toute la rive droite. Peut-être espérait-il ainsi pouvoir encore récupérer en temps voulu, un nombre de batteries lourdes et de divisions suffisant pour contre-attaquer les Anglais à leur débouché et les écraser ?

L'offensive de Broussilow, en réduisant brutalement ses disponibilités — du 7 au 11 juin il dut envoyer dans l'est 4 divisions — les renseignements de son 2e bureau en lui confirmant la participation de plus en plus probable des Français à l'offensive anglaise de la Somme et partant l'accroissement du nombre des divisions ennemies susceptibles de prendre part à cette action (40 à 45), l'échec enfin de la grande attaque du 23 juin à Verdun, durent lui enlever ses dernières illusions quant à ses possibilités de contre-offensive.

Il ne lui restait plus en effet à la fin de juin, que 9 divisions en réserve générale à l'ouest, dont 4 fraîches seulement ; compte tenu de ce qui était nécessaire pour alimenter la bataille de Verdun, que pouvait-il lui rester pour aider Below qui ne disposait que de 12 divisions en face des 40 à 45 divisions alliées ?

D'autre part, dans le courant de juin, il ne prit aucune mesure, il n'envoya aucune instruction pour préparer une contre-offensive éventuelle. Ce n'est que dans les tout derniers jours du mois, quand la préparation anglaise fut déjà commencée, qu'il donna l'ordre de prélever des batteries lourdes et deux divisions sur les fronts de Champagne, de Lorraine et d'Alsace, pour renforcer ses propres réserves générales.

Bref, tout indique que sans l'avouer ouvertement, il avait nettement conscience de l'impossibilité dans laquelle il se trouvait désormais d'exécuter la seconde partie de son plan initial.

S'il ne l'avait pas encore, le déclenchement de l'offensive franco-anglaise de la Somme, le 1er juillet, dut la lui donner dans la journée même ; en moins de vingt-quatre heures, il dut mettre à la disposition de Below 7 divisions et dans les huit jours suivants 7 autres, uniquement pour lui permettre d'étayer son front ou d'en boucher les brèches.

Dès lors il ne fut plus qu'à la parade, rien qu'à la parade. Le 17 juillet, au général Gallwitz qui vient d'être nommé au commandement du groupe d'armées de la Somme et qui lui suggère d'exécuter au moins une contre-offensive locale, il répond d'un ton tranchant : « Tenir, tenir, c'est la seule chose qui importe. »

Et, comme de Moltke dans les derniers jours de la bataille de la Marne, comme Ludendorff au début d'octobre 1918 au lendemain des offensives alliées conjuguées des Flandres, de Picardie et de Champagne, il subit une grande défaillance morale : « Ses nerfs sont très bas », note le général von Wild, le 15 juillet, « et hier, il a jeté le manche après la cognée ».

Les difficultés du commandement sur le front oriental, l'entrée en guerre de la Roumanie en prévision de laquelle, comme toujours, il n'avait fait que des plans, lui enlevèrent définitivement la confiance de tous et lui portèrent le coup de grâce.

Le 28 août, il offrit sa démission à l'Empereur qui l'accepta.

Telle fut, brièvement résumée d'après la récente documentation allemande, la conduite des opérations de Falkenhayn en 1916 sur le front occidental. L'*Historique officiel* allemand se montre pour lui beaucoup moins sévère que pour de Moltke. Rappelant ses grands succès de 1915 sur le front russe et dans les Balkans, il conclut en disant : « Bien qu'il lui ait été refusé finalement de mener à bonne fin la mission qui lui avait été confiée, son nom sera cependant cité avec honneur comme chef de l'armée allemande. »

L'histoire sera peut-être moins indulgente envers celui qui, durant tout son commandement, fut l'homme des demi-mesures et qui eut en 1916, une stratégie si mouvante et si indécise. Il y a beaucoup de vrai dans l'appréciation du général von Gallwitz : « Falkenhayn ne conduit pas les opérations stratégiquement mais diplomatiquement. »

GÉNÉRAL KOELTZ

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, *114, avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT

LE MARCHÉ FINANCIER

Suivant une expression familière, la Bourse, en ce mois d'août, est creuse : entendez par là que les transactions y sont réduites à peu de chose.

Ainsi la campagne de redressement que d'aucuns avaient envisagée comme possible, durant la période estivale, à la suite des diverses mesures financières prises par le Gouvernement actuel, ne se réalise pas. A la réflexion, il n'y a pas lieu d'en être surpris. Depuis une douzaine d'années, nous avons été assujettis à trop d'épreuves politico-financières — suivies d'amères déceptions — pour que l'on puisse sérieusement compter, désormais, sur le fameux « choc psychologique » qui ne fait qu'exprimer une agréable surprise de confiance. A l'avenir, après tant de déconvenues, la confiance ne s'imposera pas : elle devra se gagner.

Au surplus, les événements ne sont point assez favorables pour justifier un réveil sérieux d'activité du marché boursier. Si un certain apaisement se manifeste dans l'agitation intérieure qui a troublé, depuis une quinzaine de mois, notre évolution économique, on peut encore craindre que cet état de lassitude soit fragile. D'autre part, la tragique aventure espagnole se poursuit sans qu'aucune solution apparaisse et portant toujours le germe de complications internationales. Enfin, le conflit sino-japonais tend à devenir — s'il n'est devenu, déjà — une véritable grande guerre, qui, quoique se déroulant à l'autre bout du monde, comporte des risques de graves et dangereuses complications pour les grandes puissances ayant à défendre des intérêts en Extrême-Orient.

En face de ce « passif » — pour le moins préoccupant — le marché boursier ne peut faire état que d'un bien maigre « actif ». L'élément principal — et le plus direct — lui en est fourni par notre situation financière et économique. Elle ne paraît pas s'aggraver ; on est même enclin à penser qu'elle tend légèrement à s'améliorer. Les harangues officielles dominicales, qui se multiplient, ne cessent d'affirmer, comme c'est leur rôle, cette amélioration. Il y a mieux à noter, cependant, que ces compliments rituels. Les derniers bilans de la Banque de

France paraissent traduire une plus grande aisance du marché monétaire, qui se trouve confirmée, d'autre part, par la modicité relative du taux des reports aux liquidations boursières de fin juillet et de mi-août. Si modeste qu'elle soit encore, cette orientation est encourageante. Après l'ampleur des dégâts commis dans notre équipement financier, il ne nous faut plus compter que sur un lent et long redressement. Nous devons nous contenter, pour l'instant, de l'amélioration qui semble se dessiner, et souhaiter que rien de fâcheux ne vienne l'entraver.

Ce n'est que quand l'argent redeviendra bon marché, d'une façon durable, que nous pourrons dire que nous sommes sauvés de la nouvelle crise profonde qui nous menaçait. Nous verrons alors les capitaux émigrés, qui ne rentrent encore qu'au compte-goutte, revenir en cohortes de plus en plus fournies. Nous verrons aussi nos entreprises industrielles s'empresser de faire appel à ces capitaux pour subvenir à des besoins qui sont urgents, mais demeurent insatisfaits. L'État lui-même y trouvera tout naturellement son compte, car son indispensable aisance de trésorerie ne peut provenir, d'une façon normale, que de la prospérité commerciale du pays.

Nous sommes vraisemblablement sur cette voie. Espérons que rien ne nous en détournera avant que nous puissions en récolter les premiers fruits. Mais ceux-ci ne seront pas, dès demain, parvenus à la maturité souhaitée. En attendant, et puisque, ces temps-ci, la livre a retenu l'attention par des signes de reprise, c'est encore aux valeurs internationales que nous accorderons, au moins momentanément, nos préférences.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union Industrielle Française.

N. B. — La documentation que je possède sur de nombreuses Sociétés me permet de mettre à la disposition de mes lecteurs des études complètes et constamment mises à jour.

Je possède des renseignements particuliers sur la TREPCA MINES et je serai heureux d'en faire profiter les lecteurs qui voudront bien m'interroger à ce sujet.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée à son Rédacteur, M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).